

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. FACULTÉ DE DROIT

ESSAI HISTORIQUE ET ÉCONOMIQUE
SUR
LA PRODUCTION
ET
LE MARCHÉ DES VINS
EN FRANCE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR
PAUL DEGRULLY

MONTPELLIER
IMPRIMERIE ROUMÉGOUS ET DÉHAN, RUE VIEILLE-INTENDANCE
—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555202_0070

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ECONOMIQUES

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur honoraire.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

PERREAU, professeur de Procédure civile.

MARGAT, professeur de Droit civil.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

GIFFARD, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.

MORIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil approfondi.

BRIDREY, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.

NOGARO, agrégé, chargé d'un cours d'Économie politique.

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. RIST, *Président*.

BARTHÉLEMY,	} <i>Assesseurs.</i>
NOGARO,	

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE MONTPELLIER. FACULTE DE DROIT

ESSAI HISTORIQUE ET ÉCONOMIQUE
SUR
LA PRODUCTION
ET
LE MARCHÉ DES VINS
EN FRANCE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES



PAR

PAUL DEGRULLY

MONTPELLIER

IMPRIMERIE ROUMÉGOUX ET DÉHAN, RUE VIEILLE-INTENDANCE

—
1910

AVERTISSEMENT

Glossare glossas.

De nombreux auteurs, non des moins autorisés, ont consacré de savants ouvrages à la crise que subit depuis dix ans la Viticulture française, et quelques-uns ont pensé à chercher dans le passé les enseignements nécessaires à la solution du problème angoissant qu'ils s'étaient posé.

La plupart d'entre eux, toutefois, ne sont pas remontés au delà de 1789, parce qu'ils ont considéré sans doute que l'histoire des époques antérieures ne présentait qu'un intérêt très relatif. Nous avons pensé, au contraire, que l'on peut retirer quelque fruit de la comparaison de l'état du commerce et de la législation en vigueur dans notre ancienne France, avec la situation du marché moderne — et c'est dans ce sens que nous avons dirigé nos recherches. Nous nous sommes efforcé de montrer que, si les vigneronns se trouvent molestés par l'État, persécutés par la Régie, exploités par les intermédiaires, concurrencés par les falsificateurs, ce n'est pas là un fait nouveau, mais que de tous temps la culture de la vigne a été soumise à une étroite réglementation, que le vin a, dès l'origine, été grevé de lourds impôts, que les intermédiaires ont toujours été nombreux et que la fraude n'est pas une invention moderne.

Pour nous éclairer, c'est à l'histoire que nous avons recouru, histoire des plus complexes, des plus touffues, enfouie sous la poussière accumulée des siècles passés, car elle seule, « le témoin des temps, le flambeau de la vérité, l'école de la vie » (1), elle seule nous est apparue, malgré la partialité de l'humaine nature, comme l'unique moyen qui fût à notre portée pour fixer l'évolution, reconstituer, effectuer la résurrection du passé — et ce passé, le lecteur s'en rendra facilement compte, ressemble étrangement au temps présent; et de son évocation, il pourra peut-être déduire que nous sommes en perpétuel redevenir; que la plupart des choses qui arrivent sont maintes et maintes fois advenues, que des générations et des générations encore ont eu à en souffrir, qu'elles en ont triomphé et de quelle manière, et il en ressortira peut-être quelque consolation et quelque espérance pour l'avenir !

(1) CICÉRON. *De Oratoribus*, lib. XI, ch. IX.



ESSAI HISTORIQUE ET ÉCONOMIQUE
SUR LA
PRODUCTION ET LE MARCHÉ DES VINS
EN FRANCE

PREMIÈRE PARTIE
DES ORIGINES A 1789

CHAPITRE PREMIER
Origines du commerce des vins en France

PÉRIODE GALLO-ROMAINE
I^{er} AU VI^e SIÈCLE

Le commerce des vins dans les Gaules est très certainement antérieur de plusieurs siècles à l'ère chrétienne.

Quelle en était l'importance ? C'est une question à laquelle il est bien difficile de répondre d'une manière précise, étant donné que les documents qui nous sont parvenus sur ces matières sont rares, contradictoires et incertains.

Néanmoins, on peut affirmer, qu'à l'aube de la domination romaine, ce commerce était suffisamment déve-

loppé dans les Gaules, pour que (nous le verrons plus loin) la circulation des vins donnât lieu à la perception de plusieurs impôts (1).

D'autre part, quatre siècles et demi avant notre ère, Platon relate dans sa « *République* » les habitudes bachiques des Celtes et les annalistes, Tacite (2) en particulier, rapportent que les Germains venaient chercher jusqu'à la frontière des Gaules le vin amené par nos ancêtres sur des chariots trainés par des bœufs.

Adaptée à notre latitude, croissant spontanément dans certaines régions, notamment dans la vallée du Rhône, et, fait plus probant, retrouvée en parfait état de conservation dans des couches appartenant aux terrains quaternaires, la *Vitis Vinifera* est évidemment autochtone. Connue en Gaule, sans nul doute, de toute antiquité (3), il est vraisemblable que le produit de la fermentation de son fruit l'était aussi et donnait lieu à un important trafic : le goût prononcé (4) que manifestaient nos aïeux pour cette boisson étant un fait avéré.

Il est toutefois permis de penser que le commerce, pas plus d'ailleurs que la culture dont il dépendait, ne présentaient à ces époques embryonnaires de la civilisation, le caractère de fixité et de régularité qu'ils devaient prendre dans la suite sous la protection de Rome.

(1) PLUTARQUE, *Vie de Camille*. — CATON, *De re rustica*. — CÆSAR, *de Bello Gallico*. L. VIII, 34. — CICERON, *Pro Fonteio*. I, IV. — EUMÈNE, *Pagnus Arebrignus*. — PLINE, *Historia naturalis*, XIV, 27. — ATHÉNÉE, Δειπνο-σοφιστής, L. 13. — CÆSAR, Lib. II, 15. Lib. IV, 2. « Les Suèves et les Nerves en interdisaient l'importation, mais les autres peuples des bords du Rhin en achetaient aux marchands. »

(2) TACITE, *De Germania*, 23. Lib. IV, 2.

(3) STRABON, *Géographie*. Lib. IV, t. II.

(4) DIODORE de Sicile, *Œuvres*. V. 26.

Dès la conquête romaine, en effet, les Gaulois, renonçant pour leur plus grand bien aux stériles luttes intestines ou étrangères, se mirent à cultiver avec ardeur les terres fertiles qui leur avaient donné asile ; l'exportation des vins « ex regionibus (1) (bæticis) gallicisque » devint bientôt un des plus beaux fleurons du commerce gallo-romain, et la colonie ne tarda pas à concurrencer sur le marché même de la métropole, les produits du vignoble italien.

Aussi des mesures restrictives vinrent-elles rapidement mettre un frein à la libre culture, comme l'atteste ce passage de la « République » dans lequel Cicéron proteste avec véhémence au nom de la liberté opprimée : « et nos vero justissimi homines qui transalpinas gentes oleam et vitem serere non sinimus quo pluris sint nostra oliveta nostræque vineæ » (2). Ces prohibitions ne furent que momentanées. Columelle (3) nous apprend que dans la suite, la viticulture romaine fut en partie délaissée, et l'on fut alors bien obligé de recourir aux provinces pour alimenter le marché.

Le centre de la production et du commerce des vins, primitivement Narbonne, était rattaché à la Garonne par une route courte et facile ; (4) Νάρβων... μέγιστον ἐμπόριον τῶν ταυτῇ... Εμπόριον οὐ μικρον Ἀρελῆτι. Mais Narbonne ne conserva pas longtemps sa prépondérance. Les Gaules furent bientôt soumises jusqu'au Rhin : le centre d'activité

(1) PLINE, *Historia naturalis*. Lib. XIX, 27 et 9; *Ibid.* Lib. XXX-IV-2. — COLUMELLE, *De re rustica*. I, 20.

(2) CICÉRON, *De republica*, III, 7, II, 9, 16.

(3) STRABON, *Loc. cit.* (Voyez aussi COLUMELLE). — PLINE et SIDONIUS APPOLLINARIS, *Œuvres*.

(4) STRABON, IV, 3.

politique et commerciale fut déplacé, et ce fut Lyon (1) qui hérita de la situation (43 avant J.-C.). C'est de ce point stratégique merveilleusement desservi par des voies naturelles, que s'étendirent vers Saintes et Bordeaux, vers la Manche et le Rhin, enfin vers Arles via Marseille, ou vers Narbonne et Toulouse, ces fameuses routes de pénétration militaire qui sont encore aujourd'hui un sujet d'étonnement et d'admiration ; et ce sont ces routes qui canalisèrent les vins des différentes provinces vers les lieux de consommation (1).

Les routes fluviales ou maritimes furent utilisées (2) par les Gallo-romains concurremment avec les voies de terre, pour le transport de leurs vins sur les différentes parties de leur territoire et jusqu'en Italie.

Le Rhône, la Saône, la Durance, la Seine, la Loire, l'Aar, étaient sillonnés par les radeaux des utriculaires.

Pour certains, le métier d'utriculaire consistait à transporter des marchandises, les vins en particulier, sur des radeaux soutenus par des outres (3) ; d'autres prétendent que ces utriculaires fabriquaient les outres, qu'ils les louaient et les transportaient pleines de vin sur des radeaux, joignant ainsi à leur métier d'utriculaires celui de naviculaires (4).

(1) STRABON, IV, III. — POMPONIUS MELA, III, 2. — PLIN, *Hist. mundi*, IV, 16-23. — DIODORE, V, 21.

(2) DION CASSIUS, *Histoire romaine*. Lib. XLIV.

(3) SCHWARTZ, De *Collegio utriculariorum*. — CALVET, *Dissertation sur un monument singulier des utriculaires de Cavaillon*.

(4) FONTANON, *Inscriptions de Lyon et de Vienne* indiquant un naute marchand de vin et un naute de la Durance fabricant d'outres.

On trouve de ces utriculaires à Antibes, Arles, Narbonne, Vasio, Vienne, Nîmes, Lyon, Ernaginum, Réii.

Il semble certain que ces utriculaires ont joué un rôle très important, en tant qu'intermédiaires de transport entre les producteurs et les négociants en gros, quand ils n'étaient pas négociants en gros eux-mêmes, ainsi qu'en témoignent différentes inscriptions (1).

Ils portaient alors le nom de « negociatores vinarii » et s'étaient réunis en collèges pour défendre leurs intérêts. Parmi les plus importants de ces collèges on peut citer celui de Lyon et celui de Mayence. Leur concours était précieux, et dans l'intérêt du commerce et de l'approvisionnement de Rome, Septime Sévère d'abord, Claude ensuite, leur accordèrent des privilèges étendus (2).

A Lyon, les marchands étaient groupés : ils habitaient « in canabis », dans le quartier situé au bord de la Saône et appelé Canabæ : les tavernes (3).

Le vin qui entrait en Gaule ou en sortait, était soumis à un droit de douane de 2,5 %. C'était le « portorium » ou droit de passage « iter per Alpes, quo magno cum periculo magnisque cum portoriis mercatores ire consueverant, patefieri voluebat » (4).

Ce droit d'entrée ou de sortie n'avait rien de protec-

(1) ORELLI, *Inscriptions latines*. — BOISSIEU, *Inscriptions antiques de Lyon*. — MARQUARDT, *Handbuch der römischen Alterthümer*. Voyez PIGEONNEAU, *Hist. du Commerce*. — LEVASSEUR, *Hist. des classes ouvrières avant 1789*, *passim*.

(2) LAMPRIE, *Alexandre Sévère*.

(3) BOISSIEU, *Loc. cit.* — FLACH, *Origine historique de l'habitation*. — PIGEONNEAU et LEVASSEUR, *Op. cit.*

(4) CÆSAR, *De bello gallico*, III. — CAGNAT, *Les impôts indirects chez les Romains*.

teur quoi qu'on en ait dit ; il est en effet impossible de trouver dans aucun texte, la moindre idée de politique protectionniste. L'éloignement constituait à lui seul une protection suffisante, et, de plus, les empereurs, comme nous l'avons signalé d'après le *De Republica* et comme nous allons le voir bientôt, avaient à leur disposition des moyens beaucoup plus expéditifs, pour empêcher les importations qui auraient pu porter préjudice à la production nationale.

Le « portorium » était donc un droit purement fiscal destiné à alimenter le Trésor ; il fut, comme bien des taxes, nécessité par le mécanisme compliqué de l'empire romain dont il fallait assurer le coûteux fonctionnement.

Le « portorium » n'était du reste pas le seul impôt prélevé sur les vins ; il avait de nombreux satellites : ici, droit de péage au profit de tribus ou même de propriétaires particuliers, « redemptor ejus pontis portorium ab eo exigebat (1) », là, droit d'octroi en faveur de certaines villes ; (2) d'après le *Pro Fonteio* (3) l'amphore de vin payait quatre deniers d'entrée à Toulouse, trois victorias à Crodune et autant à Vulchalon. Un droit de circulation frappait de même les vins qui traversaient la province en contournant les villes (4)

Il faut reconnaître, néanmoins, que la plupart de ces impôts n'avaient pas été institués par les Romains ; un grand nombre existaient de temps immémorial, affirme

(1) *Dig.*, XIX, II, 60-8. — STRABON, Lib. IV, ch. III, raconte que les péages sur la Saône amenèrent à l'époque de Cæsar une querelle entre les Eduens et les Séquanes. — CÆSAR, I, 18. — HERODIEN, II, IV.

(2) *Lex Antonia*. — *Code Justinien*, IV, LXI, 13.

(3) CICÉRON, *Pro Fonteio*, I, IV.

(4) SUÉTONE, *Vitellius*, XIV.

formellement Cicéron (1), et son témoignage doit nous suffire, Cicéron ayant, dans son *Pro Fonteio*, discuté la question des impôts ; malheureusement le texte complet n'est pas arrivé jusqu'à nous, et les renseignements sur ce sujet sont des plus restreints ; Strabon, d'autre part, est aussi affirmatif sur ce point.

Quoi qu'il en soit, il est avéré qu'un certain nombre d'impôts étaient établis sur le vin ; que ce fût au profit du trésor impérial ou provincial, peu importe, il fallait à Rome de l'argent, beaucoup d'argent, et les proconsuls qui fixaient arbitrairement les taxes sur les vins ne se faisaient aucun scrupule de les élever outre mesure et, sous le prétexte que le vin donnait lieu à un important trafic, ils le chargeaient d'entraves, en haussaient le prix hors de toute proportion, et en restreignaient ainsi la consommation (2). « Cognoscite nunc de crimine vinario, quod illi invidiosissimum et maximum esse voluerunt.... Video iudices, esse crimen et genere ipso magnum (Vectigal enim esse impositum fructibus nostris dicitur, et pecuniam per magnam ista ratione cogi potuisse confiteor et invidiam) ». A maintes reprises, les Gaulois envoyèrent à Rome des députations demander au Sénat des dégrèvements qui ne furent point accordés (3).

L'intérêt personnel, ce grand ressort de toute activité économique, avait eu tôt fait de discerner les modes les plus rémunérateurs, et la vente directe du producteur au consommateur était pratiquée fructueusement par les propriétaires viticulteurs, en particulier par ceux dont les domaines se trouvaient traversés par des rou-

(1) CICÉRON, *Pro Fonteio*, t. IV, V

(2) *Ibid.*

(3) CÆSAR, *De bello gallico*. Op. cit.

tes ou à proximité de voies fréquentées par le charroi (1), ou encore dans le voisinage des agglomérations. Des esclaves faisaient fonction de cabaretiers et débitaient le vin à la clientèle du maître. « *Tabernæ cauponiæ instrumento legato, etiam institores contineri Neratius existimat* » (2). — « *Tabernæ, frumento cæmendo, mercⁱ oleariæ, mensæ nummulariæ, pecuniis tantum fænerandis cuicumque negotio* (3). »

Les propriétaires tiraient de cette vente directe de beaux bénéfices ; il ne faut pas oublier qu'à cette époque les soins cultureux étaient réduits au strict minimum, que la main-d'œuvre servile était très peu coûteuse, et que les seuls facteurs importants qui pussent sérieusement influencer la production se ramenaient à deux, des moins négligeables, il est vrai, le fisc d'un côté, de l'autre les frais de transport. Toutefois l'écoulement de la plus grande partie des récoltes était assuré par les « *negociatores vinarii* » ou encore par les débitants. Le vin était vendu par les détaillants en toute quantité, en le prenant directement au tonneau « *vinum doliabant de cupa* », et, selon Martial, les marchands avaient coutume, pour attirer l'attention des acheteurs, d'enguirlander leurs tavernes de petites amphores. A l'époque des vendanges, les *negociatores vinarii* importaient en Italie environ un tiers de la consommation romaine (4), ils débarquaient leurs vins dans le « *portus vinarius* » et le vendaient aux négociants en détail sur le « *forum vinarium* ».

(1) VARRON, *Rerum rusticarum de agricultura*, I. 2.

(2) *Dig.*, Lib. XXXIII, t. VII, 13.

(3) *Dig.*, *De institoria actione*. L. XIV, 2.

(4) STRABON, IV, 6. COLUMELLE, I. — PLINE, *Loc. cit.*

Les auteurs latins s'accordent à constater que certains crus jouissaient auprès de leurs concitoyens d'une faveur toute particulière. Les vins de Béziers, ceux des coteaux de Vienne étaient très recherchés (1) de leurs contemporains, en raison d'une saveur très prononcée de poix, vraisemblablement due au transport de ces derniers dans des outres enduites de cette substance, en vue d'en assurer l'étanchéité. Cette pratique est encore en usage dans certains pays (2).

Les Allobroges essayèrent de profiter de la faveur dont jouissaient les vins poissés en brassant les leurs avec de la poix. Columelle nous signale cette fraude (3) qui n'était pas nouvelle, puisque la même pratique avait forcé les Athéniens à créer un service d'inspecteurs des vins. Pline, de son côté, prétend que les vins de la Narbonnaise ou de la vallée du Rhône (4), étaient en général de qualité médiocre, quand ils n'étaient pas falsifiés avec de la fumée ou de l'aloès ; qu'ils étaient peu prisés des Italiens et faisaient surtout l'objet du commerce intérieur de la Gaule, de la Grande-Bretagne et de la Germanie.

Comme on a pu s'en rendre compte, le commerce intérieur ne le cédait en rien au commerce extérieur ; ils étaient tous deux florissants, mais cette prospérité ne fut qu'éphémère.

(1) PLINE, Lib. XIX, 6. Les Viennois vendaient 1000 sesterces (210 francs) l'amphore de 26 litres de vin poissé. « On a trouvé un raisin ? qui produit sans apprêt un vin à saveur de poix, il enrichit les campagnes du Viennois et depuis peu, les Arvernes, les Séquanes, les Helves l'ont introduit dans leur culture ».

(2) KVARIANI, *Progrès agricole et viticole*. La Viticulture au Caucase.

(3) COLUMELLE, XII, 23.— PLINE, *Hist. mundi*. L. XIV, 6-8.

(4) MARTIAL, *Épigrammes*. — PLINE, Lib. XIV, 6. 8.

En effet, en l'an 92 de notre ère, une disette de blé amena une effroyable famine et concorda précisément avec une récolte surabondante de vin, non seulement en Italie, mais encore dans les Gaules.

Domitius, l'empereur alors au pouvoir et qui devait se préoccuper d'assurer au peuple *panem et circenses*, s'imagina que ce manque de blé provenait de l'insuffisance (1) de l'étendue des surfaces consacrées à sa culture, et décida d'interdire toute nouvelle plantation de vignes en Italie, tandis qu'il ordonnait, d'autre part, l'arrachage de la moitié du vignoble des Gaules : « ad summam quondam ubertatem vini, frumenti vero inopiam, existimans nimio vinearum studio negligi arva, edixit, ne quis in Italia novellaret, utque in provinciis vineta succiderentur relictæ, ubi plurimum dimidia parte (2) » : « lors d'une récolte considérable de vin, et d'une disette de blé, jugeant que les champs étaient négligés par suite des soins excessifs donnés aux vignobles, édicta que personne ne planterait plus de nouvelles vignes en Italie et que celles des provinces seraient rasées en n'en laissant au maximum que la moitié. »

L'édit n'ordonnait point la destruction totale du vignoble des Gaules, quoi qu'en aient pensé certains auteurs, qui, s'appuyant sur un passage de Flavius Vopiscus (3), ont cru devoir soutenir le contraire.

(1) COLUMELLE se lamente sur l'abandon de la culture par les grands, et constate que la métropole est obligée de recourir à ses colonies pour se procurer les aliments de première nécessité. — *Ibid.*, *Loc. cit.*, I, 20.

(2) SUÉTONE, *Domitien*, 7.

(3) FLAVIUS VOPISCUS, *Vie de Probus*.

L'empereur, pour des raisons que nous allons exposer succinctement, n'en poursuivit pas l'exécution :

« nec exsequi rem perseveravit »,

écrit Suétone, « et il ne persévéra pas à poursuivre la chose ».

Quoique restrictif, l'édit avait soulevé une tempête d'indignation facilement compréhensible, et le mouvement était d'autant plus redoutable que la plupart des terres à vignes des Gaules étaient possédées par de riches citoyens ou d'anciens légionnaires.

Un distique grec, dû au sophiste Lespelianus (1), et d'une violence extrême, courut contre l'empereur viticide et l'amena sans doute à renoncer à ses projets :

« Pavidus semper atque anxius, minimis etiam suspicionibus præter modum commovebatur ; ut edicti, de excidendis vineis propositi, gratiam facere non alia magis re compulsus credatur, quam quod sparsi libelli cum his versibus erant :

Κῆν με φάρης ἐπὶ ρίζαν, ὅμωσ' ἔτι καρποφορήσω
ὅσσον ἐπισπείσῃς Καίσαρ' ἠθοομένω. (2)

« Toujours craintif et inquiet, il était ému, outre mesure, par les moindres soupçons ; c'est ainsi, croit-on, qu'il n'eut pas de motif plus grand pour faire grâce de l'édit qu'il avait ordonné au sujet de l'arrachage des vignes, que l'apparition de libelles où figuraient ces vers :

(1) PHILOSTRATE APOLLONIUS, 6, 42, et *Sophistes*, I, 21, 6.

(2) SUÉTONE, *Domitien*, XIV.

« Quand tu me mangerais jusqu'à la racine, je porterais encore assez de fruits pour inonder de libations César immolé. »

Mais si l'édit ne fut pas intégralement appliqué, la crise qui l'avait provoqué fit certainement négliger la vigne pour d'autres cultures et la production diminua.

Lorsqu'une culture n'est plus avantageuse, il est sage de la modifier et même de l'abandonner dans certains cas ; et c'est ce qu'avait très bien compris et exposé Columelle, qui conseille dans son *Économie rurale* (1) d'arracher la vigne quand la production n'atteint pas cinquante-neuf hectolitres, trente-huit litres, par hectare.

Il semble bien aussi (?) qu'une autorisation était obligatoire pour planter de nouveaux vignobles dans les Gaules : sans cela il serait difficile de trouver la raison pour laquelle Nerva, Trajan, Adrien et surtout Probus qui, en 281 (2), occupa les légions à planter des vignes dans tout l'empire, s'employèrent de leur mieux à la reconstitution du vignoble. Comment expliquer la joie débordante qui accueillit cette dernière mesure, si l'on en croit Dunod (1) qui, dans l'*Histoire des Séquanaïs*, cite de curieux détails témoignant amplement de l'allégresse générale.

(1) COLUMELLE, *Loc. cit.*

(2) *Digeste*, XXXIV, 4, Code de Justinien, IV. XLI. — FLAVIUS VOPISCUS, *Vie de Probus*, 18 : « Unum sane sciendum est quod Germani omnes, quum auxilium essent rogati Procule, Probo potius perservire maluerunt, quam cum Bonoso et Procule esse. Gallis omnibus et Hispanis ac Britannis hinc permisit, ut vites haberent, vinumque conficerent. Ipse Almamontem, in Illyrico circa Sirmium, militari manu fossus, lecta vite consevit.... »

Cette allégresse dura peu : la Gaule ne fut pas exemptée de la loi « ad Barbaricum » ni des différentes mesures maladroites prises par les empereurs de la décadence, Valentinien et Gratien notamment, qui restreignirent les débouchés par des entraves multiples (2).

(1) DUNOD, *Histoire des Sequanais*.

(2) En ce qui nous concerne, nous sommes convaincus que c'est uniquement la rapacité des vainqueurs qui fut la cause de la décadence et de la ruine générale des Gaules. Il suffit de se pénétrer des textes anciens suivants pour être fixé à ce sujet.

APPIEN, Lib. I, 20. « L'impôt foncier montait au dixième du revenu brut des terres labourables — et un droit d'un cinquième sur le revenu portait en outre sur les vignes.

LACTANCE, De morib. persecut. : « Les champs étaient mesurés par les censiteurs jusqu'à la dernière motte, on comptait les ceps de vigne un à un.

VALENT, Lib. X, C. De agricol.

Sous le règne de Constance, l'impôt fut élevé à vingt-cinq aurei par tête. On entendait alors par tête une certaine étendue de biens fonds, possédés par une ou plusieurs personnes, et dont la culture occupait deux ou trois hommes et quatre femmes. Chaque aureus valait 14 fr. 45 c. — c'était donc un impôt de 361 francs, somme considérable pour l'époque.

Il est dans tous les cas difficile de se représenter comment une si petite propriété pouvait supporter une taxe aussi exorbitante.

Julien la réduisit de plus de la moitié — mais ce fut encore insuffisant, d'autant plus que bientôt, pour calmer les barbares, il fallut payer des tributs supplémentaires — et les soldats qui élevaient et brisaient les empereurs, exigeaient constamment de nouveaux subsides.

Aussi les peuples, écrasés par ces exactions en arrivèrent à refuser de payer, alors on les expropria.

SALVIEN, De Gubernat. dei. Lib. V : « Les exactions forcent les propriétaires désespérés à s'exiler de leur condition et de leur

Dès le début du IV^e siècle, le prix du vin ordinaire, converti en monnaie actuelle, était approximativement, d'après une inscription trouvée à Stratonicee, de quarante centimes le litre.

Ce prix, comparé à celui du dernier siècle, nous paraît assez élevé, mais il est évident que ce chiffre se ressent de la dépréciation de la monnaie dont la valeur intrinsèque ne correspondait plus à la valeur nominale. Cette explication paraît d'autant plus rationnelle, qu'en l'an 301, Dioclétien établit un tarif, pour imposer, dit l'édit (1), une limite à la hausse des prix démesurément accrus. Le vin est alors coté trente-quatre centimes le litre.

Le tarif de Dioclétien correspondait-il au prix du marché ? C'est fort peu probable, puisqu'il est un maximum ; mais il est peut-être une moyenne des prix des marchés de l'immense empire, et il faut tenir compte que, dans ce prix, interviennent deux facteurs importants : le transport et le fisc.

Viennent ensuite les torrents de Barbares, « les barbares ivres de vin » qui dévalent du Nord de l'Europe et submergent tout sur leur passage : c'est le chaos.

patrimoine, et à perdre leur propriété et leur liberté », et dans beaucoup de lieux, la terre ne pouvait plus trouver de maîtres « pro his fundis qui invenire dominos non potuerunt » (CONST. Libr. I.)

Les vignes tant renommées de la plaine de la Saône, ne donnaient plus de fruits dans ce sol privé de culture, et les chemins partout ravinés rendaient les transports impossibles.

A la vue de ce spectacle, Constantin ne put retenir ses larmes et fit la remise de l'impôt.... (EUMÈNE. *Panégryrique de Constance Chlore.*)

(1) WADDINGTON. *Edit de Dioclétien.* — LEVASSEUR. *Loc. cit.* — Selon MOREAU DE JONNÈS le prix des vins variait à cette époque de 0 fr. 70 à 2 fr. 70 le litre.

Peu de documents sur cette époque tourmentée ; cependant Ausone (1) nous révèle l'importance du commerce des vins de Bordeaux, et Grégoire (2) de Tours nous apprend que, de son temps, l'impôt n'est pas toujours payé en nature. « Hoc (Sanctus Illidius) obtinuit ut Arverna civitas, quæ tributa in specie triticea aut vinaria dependebat, in auro dissolveret, quia cum gravi labore penui inferebantur imperiali ».

Quelques mesures de protection de la vigne sont en outre relatées dans la « Lex Salica », la « Lex Wisigothorum » et dans la loi Gombette au titre de « Vineis » (502) ; mais ces mesures ont un caractère particulier à chaque peuple ; elles ne sont pas applicables à toutes les régions viticoles, l'unité territoriale et législative à peu près réalisée par l'empire romain s'émiette peu à peu ; il faudra près de onze siècles pour reconstituer une centralisation relative.

(1) AUSONE, Epist. IX. « La gloire de son vin remplissait le monde. » — SAINT PAULIN, *Œuvres*.

(2) GRÉGOIRE DE TOURS, *Vitæ Patrum*. T. I. Dans le livre II, 3 et Liv. V, 9. GRÉGOIRE compare les vins de Bourgogne au Falerne et parle des vignobles de l'Auvergne, de Langres, de Rennes et Nantes. Les vins de Champagne étaient aussi connus depuis une époque fort reculée. (PRTH., *Not. ad. Capit.*)

CHAPITRE II

De l'état du commerce des vins

FÉODALITÉ ET ANCIEN RÉGIME

VI^e AU XVIII^e SIÈCLE

ENTRAVES A LA LIBRE CIRCULATION

PRIVILÈGES PROTECTIONNISTES DES VILLES

DROIT DE BANVIN

« Le vin est un produit naturel dont la plupart des hommes sont avides jusqu'à la passion » (1) et notre race en particulier a toujours montré des préférences bien marquées pour cette boisson.

Dès lors, rien de surprenant si l'on est amené à constater l'accroissement du commerce des vins au fur et à mesure que la population augmente, que les moyens de transports s'améliorent et que la richesse générale s'accroît.

Grâce à un climat et à des sols privilégiés, la France produit les vins les plus variés et les plus délicats contre lesquels ne sauraient lutter ses concurrents étrangers.

Pendant de longs siècles, il ne s'en est pas consommé d'autres en Angleterre, où les prix étaient très

(1) MOREAU de JONNÈS, *Statistique de la France*.

abordables jusqu'au jour où le fisc les surchargea de droits exorbitants ; sous Henry VIII, au xvi^e siècle, le vin de Bordeaux ne valait qu'un schilling le gallon, ou 30 fr. l'hectolitre, et on trouve dans les périodes qui précèdent des prix encore moins élevés (1).

Dès le vi^e siècle les ports de l'Atlantique, Bordeaux (2), Nantes (3), Rouen, Boulogne, étaient en rapport avec les Wisigoths et les Suèves d'Espagne, les Irlandais, les Frisons (4), chez lesquels ils exportaient nos vins en quantité importante. Dans le but de faciliter les relations commerciales, le roi Dagobert organisa, en 629, un marché international qui devait se tenir à Saint-Denis, au lieu dit : *Pasellus Sancti Martini* (5) et durer quatre semaines, à compter de la fête de Saint-Denis. Les marchandises qui y étaient amenées jouissaient de l'immunité de toute taxe (6). Pendant ce temps, le roi faisait défense absolue d'exercer aucun commerce dans Paris et si la foire était d'aussi longue durée, c'était dans le but de donner aux marchands de Rouen, de Saxe, de la Frise, de Lombardie, d'Espagne ou de Provence, le temps d'y arriver et surtout de compenser leur coûteux déplacement (7).

(1) Voir à ce sujet les listes de prix établies par MOREAU de JONNÈS, *Op. cit.* M. le vicomte d'AVENEL, *Op. cit.* et M. KEHRIG, *Op. cit. infra.*

(2) AUSONE, xiv. *Epistolæ*, iv.

(3) FORTUNATUS, *Claræ Urbes*, livre iii.

(4) *Diplôme de Pépin* 753. Abbé CARLIER, *Commerce des Gaules*. — BRÉQUIGNY, *Diplomata*, tome ii. — Au xiii^e siècle, le marché aux vins se tient sur la place de l'Étape, auprès du pilori.

(5) BRÉQUIGNY, *Diplomata*, tome ii.

(6) FUSTEL DE COULANGES, *Etude sur l'immunité mérovingienne*.

(7) LEVASSEUR, *Op. cit.* — PIGEONNEAU, *Pass.*

A l'époque du traité de Verdun (843), les Frisons, qui furent les premiers caboteurs du Rhin, transportaient sur ce fleuve les vins d'Alsace et les vins de Bourgogne. Ils les amenaient à Cologne qui était leur grand entrepôt et de là ils les réexpédiaient dans le Nord (1).

A maintes reprises nos rois protégèrent et encouragèrent très efficacement notre commerce des vins. Celui d'entre eux qui paraît avoir devancé le plus les idées de son temps est Philippe Auguste, qui, en 1214, institua à Paris une exposition nationale des vins où tous les crus français étaient représentés (2).

Le grand commerce des vins était, à Paris, entre les mains d'une très ancienne et très puissante corporation, la Marchandise de l'eau ou Hanse. L'association comprenait des négociants en divers produits, mais principalement des mariniers et des marchands de vin, qui apportaient par la Seine les récoltes de la Bourgogne et des autres provinces. Le commerce par eau, nous l'avons vu, était depuis longtemps en pratique, et il est très probable que cette compagnie tire son origine des « nautæ Parisiaci » qui, sous Tibère, élevèrent à Lutèce un autel à Jupiter (3). « Pendant onze siècles elle resta dans l'ombre ; ce n'est que vers le XII^e siècle, quand Paris s'étendit hors de la cité, que le commerce de la Batellerie, qui contribuait pour une large part à son approvisionnement, se développa à son tour, et les Marchands de l'eau repre-

(1) GRANDIDIER, *Histoire de l'Église de Strasbourg*.

(2) HENRY D'ANDELYS, *La bataille des vins* (Le Grand d'Aussy)

(3) LEVASSEUR, *Hist. des classes ouvrières avant 1789*.

nant les traditions des utriculaires, virent la nécessité de se grouper pour défendre leurs intérêts communs (1). »

On croit en effet retrouver l'origine de cette compagnie dans une charte du roi Louis le Gros, datée de 1119, et elle est dans tous les cas dûment établie par la charte de 1121, par laquelle le roi Louis le Gros abandonne aux marchands de vin, le droit de 60 sous qu'il percevait à Paris, au temps des vendanges, sur tout bateau chargé de vin, « LX sol quos tempore vendemiarum de unaquaque navi vino onerata Paris, capiebamus ita in perpetuum dimitimus (2) ».

« Comment et pourquoi cette remise lui avait-elle été accordée. Très probablement pour compenser l'immunité que le roi accordait sur la rivière aux gens d'église (3), de

(1) SAUVAL, *Antiquités de Paris*.

(2) Charte de 1121. — LEROY, *Dissertation sur l'origine de l'Hôtel de Ville*. N° 1. (Voyez LEVASSEUR, *pass.*)

(3) DES CILLEULS, *Introduction à l'histoire de l'Administration parisienne au XIX^e siècle*, p. 5. (Voyez LEVASSEUR. *Ibidem.*)

« La plupart des congrégations religieuses jouissaient de l'exemption du paiement du droit de péage et de tous les impôts qui grevaient la marchandise ; ce privilège leur permettait de faire facilement concurrence au commerce privé et d'étendre au loin leurs relations d'affaires.

» Au IX^e siècle, l'abbaye de Saint-Martin-de-Tours obtint de Louis le Débonnaire, la faveur d'envoyer librement ses denrées en Austrasie, en Neustrie, en Bourgogne, en Provence, en Italie et dans toutes les parties de l'Empire : « Carra et samvatica negotiandi gratia in quoslibet mercatus imperii nostri aut in partes Austriæ atque Neustriæ aut Burgundiæ, aut Aquitaniæ, aut Provinciæ, aut Italiæ aut ceterarum partium loca imperii nostri direxerint nullum telonium ab his neque ab hominibus qui eis præsent, nec pontaticum, nec portaticum, nec rotaticum, nec pulveraticum, nec cespitaticum, nec alias redhibitiones quisquam exigere ».

» Des concessions du même genre furent octroyées par Pépin,

Paris ou d'ailleurs. C'était, en somme, un dégrèvement accordé aux bateliers et, par contre, au commerce des vins lui-même (1).

« Après bien d'autres (2), Philippe Auguste confirma en faveur des habitants de Paris le monopole du transport et du chargement du vin, qu'il fût amené de la Basse ou de la Haute-Seine, en déclarant que la Hanse jouissait depuis longtemps de ces privilèges : « consuetudines eorum tales sunt ab antiquo ».

« Nous accordons que nul qui amènera du vin par eau à Paris ne puisse le décharger à terre, s'il n'a son domicile et sa résidence à Paris : Concedimus quod nullus qui vinum adducat Paris, per aquam, possit exonerare ad terram, nisi fuerit stationarius et residens Parisius... sed licet homini, cujus vinum fuerit, vendere in navi vel in tabernam vel in grossum ; verum si aliquis extraneus emerit vinum illud in navi, accipiet vinum illud... de navi in quadrigam et ducet extra ballivam Paris, sine exonerare ad terram (3). Ce privilège lui conférait une véritable

roi d'Aquitaine, et portant sur d'autres droits et impôts levés sur les marchands : le ripaticum, le saluticum, le travaticum, le bornaticum, etc.

» Sur la Seine, les abbayes de Wandrille de Jumiège et de Fécamp jouissaient du droit de faire passer en franchise les denrées et surtout les vins récoltés sur leurs terres.» — LEVASSEUR. *Op. cit.*

(1) LEVASSEUR. *Ibidem.*

(2) *Ordonn.*, t. XI, p. 269 et LEROY, N° 5. — LEVASSEUR. *Ibidem.*

(3) Philippe II, en 1192, avait concédé par une charte aux seuls bourgeois de Paris, le droit de faire mettre à terre les vins venus par eau, en témoignage de la probité des habitants de Paris « Testimonio proborum hominum parisiensium ». L'étranger qui amenait du vin ne pouvait le vendre que sur le bateau et en gros.

suzeraineté sur les autres corporations de la ville et la mettait à certains égards au même niveau que les grands officiers de la couronne : La Hanse avait son sceau et ses armoiries. »

« Les taverniers, contraints à lui payer chaque année une forte somme à titre d'indemnité, parce qu'ils vendaient fréquemment du vin sans le faire annoncer par les crieurs, essayèrent en vain de se soustraire à cette obligation. Ils obtinrent, en 1273, un arrêt favorable ; mais l'année suivante, le Parlement les condamna à leur tour et remit les choses en « l'état » (1).

» Ce qui contribuait grandement à sa prospérité, c'est qu'elle jouissait non seulement du produit de son propre commerce, mais aussi d'une part dans les bénéfices des négociants étrangers, et d'un revenu assuré provenant des saisies et des amendes.

» Nul ne pouvait naviguer sur la Seine, dans la banlieue de Paris, s'il n'était membre de la Hanse ou associé à un membre de la Hanse. Quand un négociant de la Basse-Seine voulait conduire des marchandises à Paris, en Brie ou en Bourgogne, il était obligé de mettre ses bateaux en gare au pont de Mantes, et de s'adresser à quelqu'un des marchands de l'eau pour le prier de s'associer avec lui ; le marchand associé entraînait alors sans avance de fonds et sans risque de perte, dans le partage des bénéfices de la vente : à cette condition le véritable propriétaire des marchandises pouvait passer le pont de Mantes.

» On y opposait toutefois quelques réserves : ainsi les propriétaires de vignes pouvaient conduire eux-mêmes

(1) *Olim*, T. I, p. 926, XI. Anno 1273. — LEROY (18 et 19).

le vin de leur récolte en Normandie sans s'associer à un marchand d'eau (1).

» De pareils règlements donnaient lieu à des conventions et à des querelles : tantôt les vigneronns d'Argenteuil et ceux de Cormeilles qui prétendent pouvoir transporter librement *le vin de leur cru*, gagnent leur procès parce que le produit de leur propre champ ne saurait être considéré comme une marchandise (2) ; tantôt un négociant de Gascogne obtient la même immunité.

» D'autres fois, des marchands étrangers passent les barrières sans prendre d'associé ; sitôt instruite du fait, la corporation envoie ses sergents arrêter le bateau et saisir les marchandises. Le délinquant était appelé à comparaître devant le prévôt des marchands qui le jugeait et prononçait la confiscation.

» Depping (3), cite 17 arrêts rendus à ce sujet dans la seconde moitié seulement du XIII^e siècle : « L'an de grâce MCCC^{xx}xv, le mardi devant la chandeleur, pardi par jugement Pierre, borjois de Roan, xiii toniaus de vin de Auceurre qu'il avait fet mener par iawe de Paris à Roan sanz compaignon de borjois de Paris hansé et sans qu'il fût hansé à Paris. » Le condamné pouvait toujours en appeler et porter l'affaire devant le Parlement ; il gagnait parfois son procès et la Hanse était condamnée à restituer ».

(1) Arrêts du Parlement du 9 février 1264 ; du 8 novembre 1265, du 22 juillet 1277. — LEVASSEUR. *Op. cit.* — *Olim*, T. I, fol. 142 et 186 ; t. II, fol. 35.

(2) *Olim*, T. I, p. 597, XII. L'ordonnance de Louis IX délibérée en Parlement (1265) exempte les paysans portant eux-mêmes au marché le vin de leur cru d'en payer les droits.

(3) DEPPING, page 450. — LEVASSEUR, *Pass.*

« La plupart des grandes villes avaient leur Hanse particulière, toujours en rivalité avec celle de Paris. Quand, en 1204, Philippe-Auguste se fut emparé de la Normandie, il voulut associer les Hanses de Paris et de Rouen ; il n'y réussit pas ; d'où querelles perpétuelles.

» Non contente de s'avancer jusqu'au Pecq, limite accordée par Louis VII en 1170, la Hanse de Rouen voulut dépasser Mantes. De l'enquête faite par le Parlement, il fut bien établi que les coutumes étaient contraires à ces prétentions et son arrêt obligea la Hanse à reculer (1).

» Inquesta utrum cives Rothomag. possint ducere de ponte Medant versus Paris, mercaturas suas scilicet sol, olecia, et alia per aquam, etiamsi non sint de societate mercatorum Paris : probatum est quod non. »

Fort peu contente de ce jugement, la Hanse usa de représailles : En 1272, notamment, Raoul, bourgeois de Paris, fit porter à Rouen dix tonneaux de vin qu'il avait récoltés sur sa terre. Les Rouennais s'en emparèrent, en défoncèrent cinq et donnèrent les cinq autres au roi.

Ils n'étaient pas dans leur droit ; le vin des crus du propriétaire n'était pas une marchandise et ils furent condamnés à la restitution (2).

En 1274, le duc de Bretagne, voulant faire transporter pour sa consommation personnelle quarante tonneaux de vin, demanda à l'échevinage de Rouen comme une faveur qu'il saurait reconnaître, l'autorisation de laisser passer son bateau sous le pont de Rouen (3).

(1) *Olim.* T. I, p. 50, XXVII. Anno 1258. — LEVASSEUR. *Op. cit.*

(2) *Olim.* T. I, p. 913, LXXX. Anno 1272.

(3) FAGNIEZ. *Op. cit.*, n° 237

En province, la nécessité d'assurer la subsistance, faisait interdire par les seigneurs, l'exportation des denrées, et, par suite, la différence des prix devenait considérable d'une région à une autre (1). Le commerce n'était pas libre : à son grand détriment de nombreuses barrières empêchaient les marchandises de circuler de province à province ; pour y remédier, en l'an 1256, le bon roi Saint Louis interdit à ses baillis d'empêcher la circulation du vin de bailliage à bailliage sauf en cas de disette et de guerre ; en 1270, Philippe le Hardi défendit à nouveau d'exporter des vins et cette défense fut renouvelée en 1277, le 12 avril 1302 et en 1324, en exceptant de cette mesure les peuples avec lesquels la France était liée par des traités de commerce ; on exigea, en revanche, que chaque marchand obtînt en particulier (2), l'autorisation d'exporter ses marchandises.

Au XIII^e siècle, Marseille était le centre du commerce entre Gênes et Barcelone ; elle exportait en Syrie, en Egypte, à Tunis, à Bougie, à Ceuta, les vins du Languedoc et de la Provence ; elle importait par contre les vins de Chypre et de la Grèce.

Bordeaux (3) n'avait rien à envier à Marseille : son commerce d'exportation de vin, déjà florissant au V^e siècle, n'avait fait que s'accroître, surtout depuis que les rois d'Angleterre étaient devenus ducs d'Aquitaine. Chaque année, après les vendanges, de véritables flottes armées par les marchands de Bordeaux, de la Réole, de

(1) L. MICHEL. *Histoire du commerce de Bordeaux*.

(2) *Ord.*, t. I, p. 351.

(3) Louis IX, 1252. *Jugements de la mer ou d'Oléron ; us et coutumes de la mer relativement au fret des vins de Bordeaux*.

Bergerac quittaient la Gironde et allaient approvisionner Bristol, Douvres, Londres, Hull et l'Irlande (1).

Dès l'avènement des Plantagenets, les vins de Gascogne, du Bordelais et du Poitou firent concurrence aux vins bourguignons sur le marché normand et arrivèrent par la Seine jusqu'à Paris.

On peut se faire une idée de l'importance du commerce des vins de Bordeaux au ^{xiv}^e siècle, par la somme que produisit de la Saint Luc 1311 (18 oct) à la Saint-Luc 1312, le faible droit de 3 oboles, et la moitié d'une pinte par tonneau de vin blanc appelé alors vin de Langon ; cette recette s'éleva à 282 livres 12 sols et 2 deniers bordelais, ce qui supposait l'embarquement de 41,739 tonneaux de ce vin blanc seulement (2).

D'autre part, Froissard nous rapporte dans ses *Chroniques*, qu'en l'année 1372, 200 voiles anglaises vinrent à Bordeaux et en repartirent chargées de vin de Guyenne ; et un vieux livre de comptes, retrouvé par Bentham, mentionne pendant l'occupation d'Edcuard III, l'envoi en Irlande de 899 tonnes de vin de France (3).

(1) BOUTARIC, *La France sous Philippe le Bel*.

(2) KEHRIG, *op. cit.* En 1350, année mauvaise, il ne sortit que 13.429 tonneaux.

(3) MICHEL, *Histoire du commerce de Bordeaux*.

État des vins de la sénéchaussée de Bordeaux qui se chargent dans ce port, année commune (1), tant pour les pays étrangers que pour les colonies françaises et pour les ports du royaume (1739-1740) (2).

Pour :

			Livres	Livres
HOLLANDE ³	{	7.000 tonn. vin blanc .. à	120 =	840.000
		1.500 — — rouge..	280 =	420.000
		50 — grands vins	1.000 =	50.000
HAMBOURG.....	{	5.000 — — blanc...	150 =	750.000
		300 — — rouge..	275 =	82.500
		50 — — rouge..	450 =	22.500
SUÈDE.....	{	800 — — blanc ..	160 =	128.000
		100 — — rouge..	450 =	45.000
RIGA.....	{	300 — — blanc ..	300 =	90.000
DANTZIG.....	{	5.000 — — blanc ..	200 =	1.000.000
KENIGSBERG.....	{	500 — — blanc ..	150 =	75.000
DANEMARK.....	{	3.000 — — blanc ..	150 =	450.000
		300 — — rouge..	300 =	90.000
POMMERANIE.....	{	1.200 — — blanc ..	150 =	180.000
		200 — — rouge..	200 =	40.000
LÜBECK.....	{	3.000 — — blanc ..	100 =	300.000
		200 — — rouge..	200 =	40.000
BRÉMEN.....	{	1.000 — — blanc ..	100 =	100.000
ST-PÉTERSBOURG.	{	600 — — blanc ..	120 =	72.000
		120 — — rouge..	200 =	24.000
ESPAGNE.....	{	4.000 — — blanc ..	120 =	480.000
LONDRES.....	{	300 — grands vins	1.500 =	450.000
		700 — vins	800 =	560.000
ÉCOSSE.....	{	2.500 — —	600 =	1.500.000
IRLANDE.....	{	4.000 — —	400 =	1.600.000

Montant des vins pour l'étranger..... 9.389.000

LES ILES (3).... 20.000 tonn. à 200 = 4.000.000

BRETAGNE..... 20.000 — vin bl. et rouges 200 = 4.000.000

DUNKERQUE... }

BOULOGNE..... }

LE HAVRE..... }

ROUEN..... }

6.000 — — 250 = 1.500.000

Soit 87.720 tonneaux évalués à..... 18.889.000

(1) Année moyenne.

(2) Arch. mun., manusc., 1739-1740. Bordeaux et KEHRIG, *op. cit.*

(3) Qu'on appelait « Iles d'Amérique ».

Mais les vins de Bordeaux n'étaient pas à l'abri de la concurrence des produits des provinces voisines : et malgré les taxes diverses et les péages de la Garonne, les crus du Périgord, du Quercy, de l'Agénois, de l'Albigeois et de l'Armagnac, se montraient sur le marché, où ils ne pouvaient d'ailleurs être mis en vente que lorsque les provisions des producteurs bordelais étaient épuisées (1).

En outre, les vins provenant des crus des bourgeois de Bordeaux étaient exempts des droits d'entrée et de sortie perçus pour le compte de la ville ou pour celui du roi (2).

État des vins de Languedoc, Lhermitage, Quercy, Cahors, haut-pays, descendus à Bordeaux du 1^{er} octobre 1739 au 30 octobre 1740, et de leur évaluation.

Pour :

		Livres	Livres
COLONIES	{	4.336 tonneaux de vin de Languedoc, Lhermitage, Quercy, Cahors, Montauban, à 140 =	607.040
ÉTRANGER	{	1.430 tonneaux de vin de Languedoc, Lhermitage, Quercy, Cahors, Montauban, à 140 =	200.200
COLONIES : 1.619 tonn.	{	5.842 tonn. de haut-	
ÉTRANGER : 4,223 —	{	pays, à 120 =	701.040
COLONIES : 597 tonn.	{	1.091 tonn. de Dom-	
ÉTRANGER : 494 —	{	me, Ste-Foy, Mon-	
	{	travel, Gensac; Pu-	
	{	jols, etc., à 100 =	109.100
Soit 12.699 tonn. évalués à.....			<u>1.617.380</u>

(1) A titre d'indication nous donnons ci-après un état des vins descendus à Bordeaux en 1739-1740.

(2) Charte du roi Jean 1213. *Documents historiques inédits.*

« *Nota.* — Descendu en outre 522 tonneaux de vin » muscat qu'on ne met pas au nombre du vin descendu, » à cause de leur qualité différente. »

Et ce n'était pas un mince privilège (1) : les vins provenant du haut pays, expédiés à Bordeaux pour être embarqués étaient redevables de la « grande coutume » perçue par le connétable au profit du trésor royal ; et ces mêmes vins vendus dans la ville même, devaient acquitter la « petite coutume ».

De ce fait, le marché de Bordeaux était réservé aux producteurs, propriétaires « en deçà des limites du pays bordelais » et cette région était désignée sous le nom de Sénéchaussée privilégiée.

Un bureau des vins était installé à l'hôtel de ville et les propriétaires bordelais étaient tenus d'y déclarer avant le 1^{er} janvier la quantité de vin récoltée sur leurs terres.

Lorsqu'un habitant de Bordeaux désirait s'approvisionner de vin, il devait se faire délivrer une *billette*, indiquant le nombre de barriques ou de tonneaux qu'il voulait faire entrer dans la ville ; un droit d'*échats* était perçu chez le propriétaire vendeur.

Des peines sévères atteignaient les contrevenants : la confiscation du vin et une amende de 500 livres ; dans

(1) « Le privilège des vins, d'origine fort ancienne, était en pleine vigueur sous la domination des rois d'Angleterre. En juillet 1342, Edouard III, par lettre patente, confirme le privilège des Bordelais ; Richard II, en avril 1382, le confirme à nouveau, puis Charles VII, roi de France, 12 juin 1451 ; Louis XI, Charles VIII, octobre 1483 ; Louis XII, juillet 1498 ; Henri II, 26 juin 1551 ; Charles IX, janvier et mars 1561 ; Henri III, juillet 1583 ; Henri IV, octobre 1602 ; Louis XIII, juin 1610 ; Louis XIV, septembre 1643 ; Louis XV, mai 1716 ; Louis XVI, 29 novembre 1776 ». (*Livre des Bouillons*. KEHRIG, *loc. cit.*).

certains cas, la privation du droit de bourgeoisie. Les vigneronns bordelais avaient en outre le droit exclusif de loger leurs vins dans des barriques de forme et de dimensions spéciales, appelées bordelaises ; et l'emploi de ces barriques était sous menace de peines sévères, rigoureusement interdit ailleurs (1).

Les vins non privilégiés devaient être logés dans les entrepôts désignés par le règlement ; ils étaient divisés en deux catégories suivant leur provenance : la première soumise au droit de la *demi-marque* (2 sols 6 deniers) ; la seconde, au droit de la *double marque* (5 sols). Les fûts qui les contenaient devaient porter une étampe indicative du lieu de provenance ; on les marquait et les jugeait avant de les introduire dans les chaix (2).

Les vins du haut pays et du Languedoc qui passaient par Bordeaux étaient surtout dirigés vers la Hollande et la Bretagne ; dès le XIII^e siècle, les Bordelais sont en relation avec l'Écosse, les ports de la Flandre et de l'Allemagne.

Le port d'Oleron, qui florissait au XII^e siècle et approvisionnait particulièrement l'Angleterre et la Bretagne, voit son trafic décliner à partir du XIII^e siècle (3).

La Rochelle rivalise avec Bordeaux (4) ; dès l'an 1205, le roi Jean Sans-Terre accorde aux Rochelais des lettres de protection et de sauvegarde qui leur permettent d'aller porter leurs vins en Flandre en toute sécurité.

Nantes, le grand débouché du commerce de la Loire, et l'entrepôt des vins de l'Anjou et de l'Orléanais est en

(1) KEHRIG, *ibid.*

(2) KEHRIG, *loc. cit.*

(3) Rôles d'Oléron, *loc. cit.*

(4) DELOYANT, *Histoire de la Rochelle et du Pays d'Aunis. Histoire des Rochelais.*

rapports suivis avec le Danemark, la Zélande, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne ; Rouen a presque exclusivement le monopole du commerce des vins de Bourgogne avec l'Angleterre, la Flandre, l'Allemagne et les pays du Nord.

Au début du xiv^e siècle, les vins français avaient déjà pénétré en Suède, en Danemark, dans l'Allemagne septentrionale, et jusqu'en Pologne et en Livonie ; les Hanséates venaient les chercher dans nos ports et allaient les débiter aux peuples du Nord en échange de leurs pelleteries et de leurs poissons salés (1).

En 1324, un édit royal suspendit l'exportation par toutes les frontières ; mais la même année, un second édit rétablit la liberté du commerce, à la condition toutefois d'acquitter sous le nom de *rève*, un droit de sortie qui pesait sur toutes les marchandises et qui était pour le vin de 10 sols par tonneau (2).

L'interruption des rapports commerciaux avec la Flandre, assura à Bordeaux pour un certain temps le monopole de l'exportation des vins, mais quand vint la rupture avec l'Angleterre, Bordeaux comme les autres ports se ressentit de la mévente et le prix des vins qui manquaient de débouchés baissa fortement (3).

Grâce à Charles VIII, les relations commerciales reprirent entre les ports de Bordeaux et de la Rochelle, et nos voisins d'Outre-Manche, mais elles ne redevinrent jamais ce qu'elles avaient été. Le régime mercantiliste s'établissait en Angleterre, et les Français ne pouvaient plus y envoyer

(1) PIGEONNEAU, *passim*.

(2) *Lettres royales de Charles IV*, 15 décembre 1324.

(3) MICHEL, *Histoire du commerce de Bordeaux*.

leurs vins que sur des navires anglais, sauf autorisation expresse ; la moindre contravention entraînait la confiscation au profit du Trésor anglais.

En 1466, Louis confirma aux habitants de Gaillac, de L'Isle et de Rabastens, le privilège qu'ils avaient de faire en tous temps circuler leurs vins, appelés vins de marque, sur le Tarn, la Garonne, les autres fleuves et la mer, et de les vendre dans toutes les villes où ils passeraient, à la condition de payer les droits imposés.

En 1486, Charles VIII restreignit cette autorisation ; qui fut rétablie par François I^{er} en 1517.

Les habitants de Gaillac étaient très attachés à leurs privilèges, et de grands soins étaient pris pour assurer l'authenticité à leurs vins.

Le commerce, au xvi^e siècle, fut particulièrement entravé par de nombreuses défenses (2) d'exportation, de 1515 à 1588 (Guerres d'Italie).

En 1544, sévit une crise sérieuse, et le renchérissement des vivres s'ensuivit ; l'autorité royale, attribuant le renchérissement des vivres, au désordre des marchés, restreignit l'exportation comme en temps de disette et mit un droit sur la sortie des vins.

Le 20 décembre 1559 des lettres patentes de François II interdisent d'exporter des vins à l'étranger, sans feuilles de congé délivrées par les commissaires du bureau de surveillance établi à Paris.

Cette interdiction est renouvelée intégralement le 20 octobre 1573 par Charles IX.

Les gros marchands d'Anvers et d'Amsterdam étaient

(1) LEVASSEUR, *op. cit.*

(2) 1515, 1521, 1528, 1534, 1546, 1560, 1565, 1573, 1576.

les principaux acheteurs des vins de Bourgogne dont ils réexpédiaient une partie dans les pays scandinaves. Ils étaient soupçonnés d'augmenter leurs bénéfices en falsifiant les vins de France (1).

Au xvi^e siècle, les vins du Bordelais et de la Charente furent sérieusement menacés par la concurrence des vins espagnols et portugais.

Metz et Strasbourg étaient aussi pour nos vins des clients sérieux, et la Suisse devenait peu à peu un important débouché; après le traité de Fribourg, les marchands de Bâle figurèrent honorablement aux foires de Paris et de Lyon.

Les vins expédiés en Angleterre, en Ecosse, en Flandre, en Lorraine, en Suisse s'y vendaient souvent plus cher que ceux de Chypre et rapportaient un revenu annuel d'un million et demi d'écus.

Les vigneronns de Beaune ou de Nuits ne pouvaient mettre leurs vins en vente sur le marché de Dijon qu'à des époques déterminées. Les vins amenés au marché et non vendus devaient être immédiatement emportés hors de la ville ou déposés dans la halle aux vins, où on leur faisait payer un droit considérable, et le marchand

(1) « Les vins généreux qui mûrissent sur les coteaux escarpés des Vosges, dit GEBWILLER, sont conduits avec beaucoup de peine et à grands frais soit par bateaux, soit par charrois, chez les Sounabes, les Bataves, les Bava-rois, les Anglais et les Espagnols, qui les payent à haut prix ». — « S. MUNSTER assure même que de son temps, c'est-à-dire dans la première moitié du xvi^e siècle, ils pénétraient jusqu'en Suède ». Il en est de même à la fin du xvii^e siècle, où l'intendant LAGRANGE écrivait, en 1697 : On envoie une quantité considérable de vin de la Haute-Alsace en Hollande, d'où il se transporte en Suède et au Danemark, et se débite pour le vin du Rhin ». PORTES et RUYSSENS, *op. cit.*



Bannière de la Confrérie des Marchands de vin, placée sous
la protection de saint Nicolas, 1697.

forain ne pouvait vendre son vin qu'au marché. Il pouvait apporter à Dijon du vin blanc toute l'année, mais les vins clarets, du 15 octobre au 15 février seulement, etc. Il fallut, en 1620, une ordonnance du roi siégeant en son conseil pour annuler certaines défenses absolues des villes et prescrire que le commerce du vin sera et demeurera libre entre les villes de Dijon, Beaune et autres du Duché, sans lever néanmoins la défense faite à ceux de la ville de Beaune de venir vendre à Dijon des vins clarets du 15 octobre au 15 février.

En 1667, les États provinciaux de Béarn prohibent l'entrée des vins étrangers dans leur pays.

En réponse au tarif de 1667 que Colbert, partisan convaincu des doctrines mercantilistes, destinait à la protection de nos produits d'exportation, l'Angleterre établit sur les vins des droits d'entrée très élevés.

La Hollande frappa non seulement le vin, mais encore l'eau-de-vie. L'ordonnance du commerce de 1673 (1) vint mettre un terme à cette guerre de tarifs et, d'après Savary, l'exportation reprit vers la Hollande, l'Angleterre, l'Italie, les villes Hanséatiques, la Suède, le Danemark, Moscou et les États d'Amérique.

Dans l'intervalle, une ordonnance du 28 novembre 1671 avait permis à tous les marchands français de transporter les vins de madère dans les îles françaises de l'Amérique, et l'emploi des acquits-à-caution remis en usage par Colbert avait donné un nouvel essor aux transactions sur tout le territoire.

En dehors des privilèges dont jouissaient les bourgeois

(1) Par le traité de 1786 revisant celui de 1713, les droits d'entrée sur les vins en Angleterre furent abaissés de 96 fr. à 45 fr

de certaines villes, il y avait au profit du seigneur le *privilège ou droit de banvin* (1), « droit de vendre avant les autres ».

« Dès que la récolte de son vin était faite, il faisait publier le ban et annoncer par ses hommes qu'il allait le vendre ». Ce privilège durait environ quarante jours et les vins qui en bénéficiaient étaient en outre dispensés du huitième.

« La coutume réglait l'exercice de ce monopole, en fixait la durée et empêchait le seigneur de demander de sa marchandise un prix trop élevé. Le prieur de Charlieu ouvrait son ban au mois de mai ; en 1258, il fit vendre son vin 28 deniers le pot, bien que le prix courant eût été de 20 deniers depuis les dernières vendanges. L'augmentation était excessive ; les bourgeois indignés continuèrent à vendre de leur côté, malgré les saisies, les violences et les coups des sergents du prieur.

» Le Parlement, instruit de la querelle, donna raison aux bourgeois, parce que la coutume du lieu ne permettait pas au seigneur de vendre le pot plus de deux deniers au-dessus du prix du mois précédent (2).

» Le contraire avait lieu à Bourges. Les habitants étaient ordinairement appelés à fixer eux-mêmes le prix du blé et du vin du ban royal ; mais ils le mettaient à un taux si bas que le prince n'en tirait aucun bénéfice ; il fallut que le bailli et le Parlement leur enlevassent ce privilège dont ils abusaient.

» Pour faire respecter son monopole, le seigneur était quelquefois obligé de recourir à de singuliers moyens. Il

(1) Pour que le ban du seigneur ou droit de Banvin pût être exercé, il fallait que le titre y donnant droit fût antérieur à 1560.

(2) *Olim.* t. I, p. 97. XI, 1259. T II, p. 39, 1405.

y avait à Amboise, un nommé Denis Forinelli, ayant le titre de bourgeois du roi qui, chaque fois que le seigneur de la ville publiait son ban, bravait ses ordres et continuait à vendre du vin parce que, disait-il, il ne reconnaissait que la suzeraineté et la protection royales. Le seigneur en était irrité, mais ne pouvait violer le domicile d'un bourgeois qui n'était pas son « homme » ; il imagina d'aposter autour de la maison, des hommes à lui qui, chaque fois que quelqu'un, valet ou acheteur sortait de la boutique avec un pot plein, lui couraient sus, brisaient le pot et répandaient le vin. Le seigneur était dans son droit, il exerçait la justice sans peur et empêchait que pendant la durée de son ban, on y transportât d'autre vin que le sien.

» Forinelli plaida et fut condamné (1). »

Nous avons pu nous rendre compte que dans un grand nombre de régions le commerce des vins était presque exclusivement local, dans l'impossibilité où il était de franchir les barrières des provinces et de supporter les frais de route, transport et taxes, très élevés.

Réserve faite des produits de luxe : Bourgogne, Champagne, Bordeaux, les vins ne pouvaient arriver à Paris que dans les années de disette ou de mauvaise récolte, alors que de nombreuses exemptions de droit leur étaient accordées par le fisc, comme cela arriva en 1737 et en 1740 (2).

Les prix des vins étaient fixés et maintenus artificiellement par les grands dans des conditions intolérables

(1) LEVASSEUR, *op. cit.*

(2) Édité de 1737 et 1740.

et les lois économiques ne jouaient librement que pour le pauvre peuple. Quand enfin le fameux édit de Turgot, d'avril 1776, vint permettre pour un temps la libre circulation des vins et supprimer l'inique droit de banvin dans tout le royaume. Cet édit, qui ne fut enregistré qu'à grand peine par les Parlements de Toulouse et de Bordeaux (1), est précédé d'un préambule ou exposé des motifs qui est un compte rendu si précis de la situation économique que nous le reproduisons in extenso :

« Nous devons porter notre attention sur tout ce qui concourt à la prospérité publique. Elle a pour premier fondement la culture des terres, l'abondance des denrées et leur débit avantageux, seul encouragement de la culture, seul gage de l'abondance. Ce débit avantageux ne peut naître que de la plus entière liberté des ventes et des achats. C'est cette liberté seule qui assure aux cultivateurs la juste récompense de leurs travaux ; aux propriétaires des terres un revenu fixe ; aux hommes industrieux des salaires constants et proportionnés ; aux consommateurs les objets de leurs besoins ; aux citoyens de tous les ordres la jouissance de leurs véritables droits.

» Nous nous sommes d'abord occupé de rendre, par notre arrêt du 13 septembre 1774, et nos lettres patentes sur icelui, du 2 novembre de la même année, la liberté au commerce de la denrée la plus essentielle à la subsistance de nos sujets, et dont, par cette raison, il importe le plus d'encourager la culture et de faciliter la circulation.

» Les vins sont la richesse de notre royaume ; ils sont

(1) Enregistré par le Parlement de Toulouse le 24 avril 1776 et par celui de Bordeaux le 3 septembre suivant.

presque l'unique ressource de plusieurs de nos provinces, qui n'ont pas d'autre moyen d'échange pour se pourvoir de grains, et procurer la subsistance journalière à une population immense que le travail des vignes emploie, et dont les consommations enrichissent à leur tour la partie de nos sujets occupés à la culture des grains, et en augmentent la production par l'assurance du débit.

» La France, par une sorte de privilège attaché à la nature de son climat et de son sol, est le seul pays qui produise en abondance des vins recherchés de toutes les nations, par leur qualité supérieure, et parce qu'ils sont regardés comme plus propres que ceux des autres contrées à la consommation habituelle.

» Ainsi, les vins de France, devenus pour la plupart des pays à qui cette production a été refusée, une boisson d'un usage journalier, qu'on croit ne pouvoir remplacer par aucune autre, forment pour notre royaume l'objet du commerce d'exportation le plus étendu et le plus assuré.

» Animé du désir de voir fleurir une branche de commerce si importante, nous avons recherché les causes qui pouvaient mettre obstacle à ses progrès.

» Le compte que nous nous sommes fait rendre de quelques contestations mues en notre Conseil, entre diverses provinces et villes de notre royaume, nous a fait reconnaître que le transport, la vente et l'achat des vins se trouvent assujettis dans un très grand nombre de lieux, et surtout dans nos provinces méridionales, à des prohibitions, à des gênes multipliées, que les habitants de ces lieux regardent comme des privilèges établis en leur faveur.

» Les propriétaires des vignobles situés dans la sénéchaussée de Bordeaux sont en possession d'interdire la consommation et la vente, dans la ville Bordeaux, de

tout autre vin que celui du crû de la sénéchaussée : il n'est pas même permis à tout propriétaire de vendre le sien en détail, s'il n'est bourgeois de Bordeaux, et s'il ne réside dans la ville avec sa famille au moins pendant six mois chaque année.

» Le Languedoc, le Périgord, l'Agénois, le Quercy, et toutes les provinces traversées par cette multitude de rivières navigables qui se réunissent sous les murs de Bordeaux, non-seulement ne peuvent vendre leurs vins aux habitants de cette ville, qui voudraient les acheter ; mais, de plus, ces provinces ne peuvent pas même profiter librement, pour les vendre aux étrangers, de cette voie que la nature leur offrait pour communiquer avec toutes les nations commerçantes.

» Les vins du Languedoc n'ont pas la liberté de descendre la Garonne avant la Saint-Martin ; il n'est pas permis de les vendre avant le 1^{er} décembre.

» On ne souffre pas que ceux du Périgord, de l'Agénois, du Quercy, et de toute la haute Guyenne, arrivent à Bordeaux avant les fêtes de Noël.

» Ainsi les propriétaires des vins du haut pays ne peuvent profiter, pour les vendre, de la saison la plus avantageuse, pendant laquelle les négociants étrangers sont forcés de presser leurs achats, pour approvisionner les nations du Nord, avant que les glaces en aient fermé les ports.

» Ils n'ont pas même la ressource de laisser leurs vins à Bordeaux, pour les y vendre après un an de séjour ; aucun vin étranger à la sénéchaussée de Bordeaux ne peut rester dans cette ville passé le 8 septembre. Le propriétaire qui n'a pu vendre le sien à cette époque n'a que le choix, ou de le convertir en eau-de-vie, ou de le faire ressortir de la sénéchaussée en remontant la rivière ; c'est-à-dire

d'en diminuer la valeur, ou de la consumer en frais inutiles.

» Par cet arrangement, les vins de Bordeaux n'ont à craindre aucune concurrence pendant tout l'intervalle qui s'écoule depuis les vendanges jusqu'au mois de décembre.

» Depuis cette époque, même du mois de décembre jusqu'au 8 septembre de l'année suivante, le commerce des vins du haut pays gémit sous des entraves multipliées.

» Les vins ne peuvent être vendus immédiatement à leur arrivée : il n'est pas libre de le verser de bord à bord dans les vaisseaux qui pourraient se trouver en chargement dans ce port, ou dans quelque autre port de la Garonne. Il faut nécessairement les décharger et les entreposer, non pas dans la ville de Bordeaux, mais dans un faubourg, dans un espace déterminé de ce faubourg, et dans des celliers particuliers, où il n'est pas permis d'introduire des vins du territoire de Bordeaux.

» Les vins étrangers à ce territoire doivent être renfermés dans des futailles d'une forme particulière, dont la jauge est moins avantageuse pour le commerce étranger. Ces futailles, reliées avec des cercles en moindre nombre et d'un bois moins fort, sont moins durables et moins propres à soutenir les voyages de long cours, que les tonneaux affectés exclusivement aux vins de Bordeaux.

» L'exécution de cet assemblage de règlements, combinés avec le plus grand art pour assurer aux bourgeois de Bordeaux, propriétaires de vignobles dans la Sénéchaussée, l'avantage de vendre leur vin plus cher, au préjudice des propriétaires de tous les autres vignobles des provinces méridionales, au préjudice des consommateurs de toutes les autres provinces du royaume, au préjudice même des commerçants et du peuple de Bordeaux, s'appelle dans cette ville la police des vins.

ette police s'exerce par les jurats, sous l'autorité du Parlement.

« La ville de Bordeaux n'a jamais représenté de titre originaire, portant concession de ce privilège ; mais elle en est en possession depuis plusieurs siècles, et plusieurs des rois, nos prédécesseurs, l'ont confirmé en différents temps. Les premières lettres de confirmation que l'on connaisse ont été données par Louis XI en 1461.

» Les autres provinces du royaume n'ont pas cessé de réclamer contre le préjudice que faisaient à leur commerce les gênes qu'il éprouvait à Bordeaux. En 1483, les députés du Languedoc en portèrent leurs plaintes dans l'assemblée des états généraux tenus à Tours. En 1499, sous le règne de Louis XII, le Languedoc, le Quercy, l'Agénois, la Bretagne et la Normandie s'opposèrent à la confirmation, demandée par les habitants de Bordeaux, de tous leurs privilèges relatifs au commerce des vins : ces privilèges reçurent, dans ces deux occasions, quelques modifications.

» Depuis cette époque, la ville de Bordeaux a obtenu successivement différentes lettres confirmatives de sa possession. Plusieurs contestations ont été élevées successivement par différentes villes, par différentes provinces, qui tantôt réclamaient contre le privilège en lui-même, tantôt attaquaient les extensions qu'y ont données successivement les Bordelais, tantôt se plaignaient de quelques vexations de détail, de quelques saisies particulières. Ces contestations ont donné lieu quelquefois à des transactions, quelquefois à des jugements de notre Conseil, tantôt plus tantôt moins favorables au privilège de Bordeaux, ou aux intérêts des provinces d'en haut.

» Quoique deux arrêts du Conseil du 10 mai et du 2 juillet 1741, parussent avoir de nouveau consacré les

privilèges de la ville de Bordeaux contre les vins du haut pays, les autres provinces n'ont pas cru avoir perdu le droit de faire entendre leurs réclamations.

» La ville de Cahors a présenté, en 1772, une requête tendant à ce que toutes les lettres confirmatives des prétendus privilèges accordés à la ville de Bordeaux fussent déclarées obreptices et subreptices, et à ce que l'entière liberté du commerce et de la navigation fût rétablie en toute saison. Cette requête est devenue l'objet d'une instance liée en notre Conseil, par la communication que l'arrêt du 11 août 1772 en a ordonné aux maires et jurats de Bordeaux.

» Les Etats de Languedoc, les officiers municipaux de la ville de Domme, prenant fait et cause des propriétaires des vignes de la province du Périgord, les États de Bretagne sont intervenus successivement dans cette contestation, qui est instruite contradictoirement.

» Un très grand nombre de villes dans nos provinces méridionales s'attribuent, comme la ville de Bordeaux, le droit de refuser le passage aux vins des autres villes, et de ne laisser vendre, dans leur enceinte, que le vin produit par leur territoire, et nous n'avons pas été peu surpris de voir que la plus grande partie des villes du Quercy, du Périgord, de la haute Guyenne, celles même qui se plaignent avec le plus d'amertume des entraves que la ville de Bordeaux met à leur commerce, prétendent avoir les mêmes privilèges, chacune dans leur district, et qu'elles ont eu recours, pour les faire confirmer, à l'autorité du Parlement de Bordeaux. La ville de Domme est dans ce cas.

» La ville de Bergerac a autrefois porté l'abus de ses prétentions jusqu'à vouloir interdire la navigation de la Dordogne aux vins des territoires situés au-dessus de

cette ville. Cette vexation fut réprimée, en 1724, par arrêt du Conseil.

» Les consuls et jurats de la ville de Belves, en Périgord, demandèrent, il y a peu d'années, par une requête au Parlement de Bordeaux, qu'il fût défendu, sous peine de cinq cents livres d'amende et de confiscation des bœufs, chevaux et charrettes, d'introduire dans leur ville et banlieue aucuns vins ni vendanges des lieux voisins et étrangers. Ils demandèrent qu'il leur fût permis, à l'effet de l'empêcher, de se transporter dans toutes les maisons, caves, celliers de la ville et de la banlieue, d'en demander l'ouverture, de faire briser les portes en cas de refus, et de prononcer eux-mêmes les amendes et confiscations en cas de contravention. Toutes leurs conclusions leur furent adjugées sans difficulté, par arrêt du Parlement de Bordeaux, du 12 août 1765.

» Plus récemment encore, la ville de Montpasier, le 26 novembre 1772, et celle de Badesol, le 7 décembre de la même année, ont obtenu du Parlement de Bordeaux, sur la requête de leurs officiers municipaux, des arrêts qui défendent aux aubergistes de ces villes le débit et la vente de tous vins *étrangers* jusqu'après la consommation des vins du territoire. A cette époque même, la vente des vins des territoires voisins, qu'on appelle *étrangers*, n'est tolérée qu'après qu'on en a obtenu la permission des officiers municipaux.

» Le prétexte allégué par ces villes pour faire autoriser ce monopole en faveur des vins de leur territoire, était qu'en 1685 elles avaient acquis, ainsi que plusieurs autres villes, le droit de banvin que Louis XIV avait alors aliéné ; et que, ces autres villes ayant en conséquence interdit l'entrée des vins étrangers à leur territoire, elles devaient avoir le même droit.

» Rien n'était plus frivole que ce prétexte. Le droit de banvin, qui, comme les autres droits féodaux, a beaucoup varié suivant les temps et les lieux, ne consistait que dans un droit exclusif, exercé par le seigneur, de faire vendre son vin en détail pendant un certain nombre de jours. Les besoins de l'État firent imaginer, dans des temps difficiles, d'établir sous ce titre, au profit du roi, dans les lieux où les droits d'aide n'avaient point cours, et où ce droit ne se trouvait pas déjà établi au profit, soit du domaine, soit des seigneurs des fiefs : un droit exclusif de débiter du vin en détail pendant quarante jours ; ce droit fut mis en vente avec faculté aux seigneurs, et aux villes et communautés, de l'acquérir par préférence.

» Il est évident que ce droit, de vendre exclusivement du vin en détail pendant quarante jours, ne pouvait s'étendre à la défense de consommer pendant un temps indéfini aucun vin recueilli hors du territoire ; il n'est pas moins évident que les villes, en acquérant ce droit, ont dû l'acquérir pour l'avantage de leurs concitoyens, par conséquent pour les en libérer, et non pour en aggraver encore le fardeau ; que surtout, après avoir laissé écouler quatre-vingts ans sans exercer ce prétendu droit, les officiers municipaux ne devaient plus être autorisés, sur leur seule demande et sans aucun concours de l'autorité législative, à imposer de nouvelles prohibitions au commerce.

» On ne peut imputer la facilité avec laquelle le Parlement de Bordeaux s'est prêté à leurs demandes, qu'à l'habitude de regarder ce genre de prohibitions, si fréquent dans ces provinces, comme étant en quelque sorte de droit commun.

» En effet, la même façon de penser paraît avoir régné dans toute la partie méridionale du royaume.

» Les États de Béarn défendirent, en 1667, l'introduction et le débit de tous vins étrangers, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} mai de l'année suivante. En 1745, ces mêmes États prirent une délibération qui proscrivait le débit de tous vins, jusqu'à ce que ceux du cru de la province fussent entièrement consommés. Cette délibération fut homologuée par arrêt du Parlement de Pau. Elle fut cassée, ainsi que l'arrêt, le 2 septembre 1747, sur la réclamation portée au Conseil par les États de Bigorre.

» Les États de Béarn s'étant pourvus en opposition en 1768, contre ce dernier arrêt, ils en furent déboutés, et l'arrêt qui cassait leur délibération fut confirmé. Mais, sans la réclamation de la province de Bigorre, les États d'une province particulière auraient établi, de leur seule autorité, une prohibition qui aurait pu avoir lieu longtemps, sans que le gouvernement y remédiât ou en fût même informé.

» Quoique cette prohibition ait cessé entre le Béarn et la Bigorre, celles qui ont lieu entre les différentes villes du Béarn n'en subsistent pas moins dans leur entier, quoiqu'en général elles ne soient pas établies sur d'autres titres que sur des délibérations des communautés elles-mêmes, homologuées par des arrêts du Parlement.

» Plusieurs villes du Dauphiné et de la Provence se sont arrogé le même droit d'exclure de leur territoire la consommation des vins prétendus étrangers, ou entièrement ou jusqu'à une époque déterminée, seulement jusqu'à ce que le vin du territoire fût vendu.

» Les habitants de la ville de Veyne, située en Dauphiné, se pourvurent en 1756 au Conseil, pour obtenir la confirmation de leurs privilèges, qui consistaient dans la prohibition, faite par délibération de la communauté, de

laisser entrer aucuns vins étrangers, afin de favoriser la consommation des vins de leur territoire, qui n'étaient pas, disaient-ils, faciles à vendre, attendu leur mauvaise qualité. Ils représentaient que cette prohibition avait été confirmée par arrêt du parlement de Grenoble, du 27 juillet 1732 ; et que la faveur qu'ils réclamaient avait été accordée à la ville de Grenoble, à celle de Gap, et à plusieurs autres du Dauphiné.

» Aucune ville n'a porté ce privilège à un plus grand excès, aucune ne l'a exercé avec plus de rigueur, que la ville de Marseille. De temps immémorial, lorsque cette ville jouissait d'une entière indépendance, elle avait interdit toute entrée aux vins étrangers. Lorsqu'elle se remit sous l'autorité des comtes de Provence, elle exigea d'eux, par des articles convenus en 1257, sous le nom de *Chapitres de Paix*, qu'en aucun temps ces prines ne souffriraient qu'on portât dans cette ville du vin ou des raisins nés hors du territoire, à l'exception du vin qui serait apporté pour être bu par le comte et la comtesse de Provence et leur maison, lorsqu'ils viendraient à Marseille et y demeureraient, de manière cependant que ce vin ne fût pas vendu.

» En 1294, un statut municipal ordonna que le vin qui serait apporté en fraude serait répandu, les raisins foulés aux pieds, les bâtiments ou charrettes brûlés, et les contrevenants condamnés en différentes amendes.

» Un règlement du 4 septembre 1610 ajouta, à la rigueur des peines prononcées par les règlements précédents, celle du fouet contre les voituriers qui amèneraient du vin étranger dans la ville de Marseille.

» C'est ainsi que, par un renversement de toutes les notions de morale et d'équité, un vil intérêt sollicite et obtient, contre des infractions qui ne blessent que lui, ces

peines flétrissantes que la justice n'inflige même au crime qu'à regret, et forcée par le motif de la sûreté publique.

» Divers arrêts du Conseil et du parlement de Provence, des lettres patentes émanées des rois nos prédécesseurs, ont successivement autorisé ces règlements. Un édit du mois de mars 1717, portant règlement pour l'administration de la ville de Marseille, confirme l'établissement d'un bureau particulier, chargé, sous le nom de *Bureau du vin*, de veiller à l'exécution de ces prohibitions.

» L'article XCV de cet édit fait même défense à tous capitaines de navires qui seront dans le port de Marseille d'acheter, pour la provision de leur équipage, d'autre vin que celui du territoire de cette ville, « et pour prévenir » est-il dit, « les contraventions au présent article, les échevins ne signeront aucune patente de santé pour lesdits bâtiments de mer, qui seront nolisés dans la dite ville et qui en partiront, qu'il ne leur soit apparu des billets de visite des deux intendants du bureau du vin, et de leur certificat portant que le vin qu'ils auront trouvé dans lesdits bâtiments de mer, pour la provision de leur équipage, a été acheté dans la ville de Marseille ».

» Comme si l'attestation d'un fait devait dépendre d'une circonstance absolument étrangère à la vérité de ce fait, comme si le témoignage de la vérité n'était pas dû à quiconque le réclame ! comme si l'intérêt qu'ont les propriétaires des vignes de Marseille à vendre leur vin un peu plus cher, pouvait entrer en quelque considération, lorsqu'il s'agit d'un intérêt aussi important pour l'État et pour l'humanité entière que la sécurité contre le danger de la contagion.

» Le corps de ville de Marseille a étendu l'effet de cette disposition de l'édit de 1717, jusqu'à prétendre interdire aux équipages des bâtiments qui entrent dans le port de

Marseille la liberté de consommer le vin ou la bière dont ils sont approvisionnés pour leur route, et les obliger d'acheter à Marseille une nouvelle provision de vin. Cette prétention forme la matière d'une contestation entre la ville de Marseille et les États de Languedoc.

» La ville de Marseille s'est même crue en droit d'empêcher les vins des autres parties de la Provence d'emprunter le port de Marseille pour être vendus aux étrangers. Ce n'est qu'après une longue discussion qu'une prétention aussi injuste et aussi funeste au commerce général, a été proscrite par un arrêt du Conseil rendu le 16 août 1740, et que le transit des vins par le port de Marseille a été permis moyennant certaines précautions.

» L'étendue des pays où règne cette espèce d'interdiction de commune à commune, de canton à canton, de ville à ville, le nombre des lieux qui sont en possession de repousser ainsi les productions des territoires voisins, prouvent qu'il ne faut point chercher l'origine de ces usages dans des concessions obtenues de l'autorité de nos prédécesseurs, à titre de faveur et de grâce, ou accordées sur de faux exposés de justice et d'utilité publique.

» Ils ne sont nés et n'ont pu naître que dans ces temps d'anarchie, où le souverain, les vassaux des divers ordres et les peuples, ne tenant les uns aux autres que par les liens de la féodalité, ni le monarque, ni même les grands vassaux, n'avaient assez de pouvoir pour établir et maintenir un système de police qui embrassât toutes les parties de l'État, et réprimât les usurpations de la force. Chacun se faisait alors ses droits à lui-même.

» Les seigneurs molestaient le commerce dans leurs terres, les habitants des villes, réunis en communes,

cherchaient à le concentrer dans l'enceinte de leurs murailles ou de leur territoire.

» Les riches propriétaires, toujours dominants dans les assemblées, s'occupaient du soin de vendre seuls à leurs concitoyens les denrées que produisaient leurs champs, et d'écarter toute autre concurrence, sans songer que, ce genre de monopole devenant général, et toutes les bourgades d'un même royaume se traitant ainsi réciproquement comme étrangères et comme ennemies, chacun perdrait au moins autant à ne pouvoir vendre à ces prétendus étrangers, qu'il gagnait à pouvoir vendre seul à ses concitoyens et que par conséquent cet état de guerre nuisait à tous sans être utile à personne.

» Cet esprit exclusif a dû varier dans ses effets, suivant les lieux et suivant les temps.

» Dans nos provinces méridionales plus fertiles en vin, où cette denrée forme, en un grand nombre de lieux, *la production principale du territoire*, la prohibition réciproque du débit des vins appelés *étrangers* est devenu d'un usage presque universel, et le droit que se sont arrogé à cet égard presque toutes les villes particulières s'est exercé tellement sans contradiction, que le plus grand nombre n'a pas cru avoir besoin de recourir à nos prédécesseurs pour en obtenir la confirmation, et que plusieurs n'ont même pensé que dans ces derniers temps à se faire donner, par des arrêts de nos cours, une autorisation qui n'eût pu, en aucun cas, suppléer à la nôtre.

» L'importance et l'étendue du commerce de Marseille, la situation du port de Bordeaux, entrepôt naturel et débouché nécessaire des productions de plusieurs provinces, ont rendu plus sensible l'effet des restrictions que ces deux villes ont mises au commerce des vins, et le préjudice qui en résultait pour le commerce en géné-



Bannière de la Confrérie des Marchands de vin, placée sous
 la protection de saint Jacques et de saint Christophe.

ral. Ces villes, dont les prétentions ont été plus combattues, ont employé plus d'efforts pour les soutenir.

» Il n'est pas étonnant que, dans des temps où les principes de la richesse publique et les véritables intérêts des peuples étaient peu connus, les princes qui avaient presque toujours besoin de ménager les villes puissantes, se soient prêtés avec trop de condescendance à confirmer ces usurpations, qualifiées de privilèges, sans les avoir auparavant considérées dans tous leurs rapports avec la justice due au reste de leurs sujets, et avec l'intérêt général de l'État.

» Les privilèges dont il s'agit n'auraient pu soutenir, sous ce double point de vue, l'examen d'une politique équitable et éclairée; ils n'auraient pas même pu lui offrir la matière d'un doute.

» En effet, les propriétaires et les cultivateurs étrangers au territoire privilégié, sont injustement privés du droit le plus essentiel de leur propriété, celui de disposer de la denrée qu'ils ont fait naître.

» Les consommateurs des villes sujettes à la prohibition, et ceux qui auraient pu s'y approvisionner par la voie du commerce, sont injustement privés du droit de choisir et d'acheter, au prix réglé par le cours naturel des choses, la denrée qui leur convient le mieux.

» La culture est découragée dans les territoires non privilégiés et même dans ceux dont le privilège local est plus que compensé par le privilège semblable des territoires environnants.

» De telles entraves sont funestes à la nation entière, qui perd ce que l'activité d'un commerce libre, ce que l'abondance de la production, les progrès de la culture des vignes et ceux de l'art de faire les vins, animés par la facilité et l'étendue du débit, auraient répandu dans

le royaume de richesses nouvelles. Ces prétendus privilèges ne sont pas même utiles aux lieux qui en jouissent. L'avantage en est évidemment illusoire pour toutes les villes et bourgs de l'intérieur du royaume, puisque la gêne des ventes et des achats est réciproque, comme le sera la liberté lorsque tous en jouiront.

» Partout où le privilège existe, il est nuisible au peuple consommateur, nuisible au commerçant ; les propriétaires des vignes ne sont favorisés en apparence qu'aux dépens des autres propriétaires et de tous leurs concitoyens.

» Dans Marseille, dont les chefs se montrent si zélés pour l'exclusion des vins étrangers, cette exclusion est contraire aux intérêts du plus grand nombre des habitants de la ville, qui non seulement sont forcés de consommer du vin médiocre à un prix que le défaut de concurrence rend excessif, mais qui même seraient obligés de se priver entièrement de vin, si, malgré la défense de faire entrer dans cette ville des vins prétendus étrangers, ceux qui sont si jaloux de cette défense et du privilège exclusif qu'elle leur donne, ne se réservaient pas aussi le privilège de l'enfreindre par une contrebande notoire puisqu'il est notoirement connu que le territoire de Marseille ne produit pas la quantité de vin nécessaire pour les besoins de son immense population.

» Aussi n'est-ce que par les voies les plus rigoureuses que le bureau du vin peut maintenir ce privilège odieux au peuple, et dont l'exécution a plus d'une fois occasionné les rixes les plus violentes.

» Bordeaux, dont le territoire produit des vins recherchés dans toute l'Europe par leur délicatesse, et d'autres qui, dans leur qualité plus grossière, ne sont pas moins précieux par la propriété inestimable qu'ils ont de résister

aux impressions de la mer, et à la chaleur même de la zone torride ; cette ville, que la situation la plus favorable pour embrasser le commerce de toutes les parties du monde, a rendue le rendez-vous de toutes les nations de l'Europe ; cette ville, dont toutes les provinces qui peuvent vendre leurs denrées en concurrence des siennes sont forcées d'emprunter le port, et ne peuvent en faire usage sans payer à l'industrie de ses habitants un tribut qui ajoute à son opulence ; Bordeaux, enfin, dont la prospérité s'accroît en raison de l'activité, de l'étendue de son commerce, et de l'affluence des denrées qui s'y réunissent de toutes parts, ne peut avoir de véritable intérêt à la conservation d'un privilège qui, pour l'avantage léger et douteux de quelques propriétaires de vignes, tend à restreindre et à diminuer son commerce.

» Ceux donc qui ont obtenu de nos prédécesseurs l'autorisation des prétendus privilèges de Bordeaux, de Marseille et de plusieurs autres villes, n'ont point stipulé le véritable intérêt de ces villes, mais seulement l'intérêt de quelques-uns des plus riches habitants, au préjudice du plus grand nombre et de tous nos autres sujets.

» Ainsi, non seulement le bien général de notre royaume, mais l'avantage réel des villes mêmes qui sont en possession de ces privilèges, exigent qu'ils soient anéantis.

» Si, dans l'examen des questions qui se sont élevées sur leur exécution, nous devons les discuter comme des procès, sur le vu des titres, nous pourrions être arrêté par la multiplicité des lettres patentes et des jugements rendus en faveur des villes intéressées.

» Mais ces questions nous paraissent d'un ordre plus élevé ; elles sont liées aux premiers principes du droit naturel et du droit public entre nos diverses provinces, c'est l'intérêt du royaume entier que nous avons à peser ;

ce sont les intérêts et les droits de tous nos sujets, qui, comme vendeurs et comme acheteurs, ont un droit égal à débiter leurs denrées et à se procurer les objets de leurs besoins à leur plus grand avantage ; c'est l'intérêt du corps de l'État, dont la richesse dépend du débit le plus étendu des produits de la terre et de l'industrie, et de l'augmentation de revenu qui en est la suite. Il n'a jamais existé de temps, il ne peut en exister, où de si grandes et de si justes considérations aient pu être mises en parallèle avec l'intérêt particulier de quelques villes, ou, pour mieux dire, de quelques particuliers riches de ces villes. Si jamais l'autorité a pu balancer deux choses aussi disproportionnées, ce n'a pu être que par une surprise manifeste, contre laquelle les provinces, le peuple, l'État entier lésé, peuvent réclamer en tout temps, et que en tout état de cause nous pouvons et voulons réparer, en rendant, par un acte de notre puissance législative, à tous nos sujets une liberté dont ils n'auraient jamais dû être privés.

» A ces causes, etc., nous avons par notre présent édit, dit, statué et ordonné : disons, statuons et ordonnons ce qui suit :

» Art. I. Avons révoqué et abrogé, révoquons et abrogeons tous édits, déclarations, lettres patentes, arrêts et règlements accordés à des villes, bourgs ou autres lieux, portant empêchement à l'entrée, au débit, à l'entrepôt, au transport par terre, par mer ou par les rivières, des vins et eaux-de-vie de notre royaume, à quelque titre et sous quelque prétexte que lesdits édits, déclarations, lettres patentes, arrêts et règlements aient été rendus.

» II. Avons éteint et aboli, éteignons et abolissons le droit de banvin appartenant à des villes, bourgs ou autres lieux, à quelque titre que ledit droit leur appar-

tienne, et soit qu'il ait été acquis des rois nos prédécesseurs ou de quelques seigneurs ; de tels droits n'ayant dû être acquis par lesdites villes que pour en procurer aux habitants l'affranchissement.

» III. Et à l'égard du droit de banvin appartenant à des seigneurs ecclésiastiques ou séculiers, même à nous, à cause de nos domaines, voulons que, nonobstant ledit droit, les vins et eaux-de-vie puissent, en quelque temps que ce soit, passer en transit dans l'étendue desdites terres par les chemins, fleuves et rivières navigables ; que le chargement desdits vins et eaux-de-vie puisse y être fait, soit de bord à bord, soit autrement. Défendons à tous nos sujets, de quelque état et qualité qu'ils soient, d'interdire lesdits passages et chargements, et d'y apporter aucun obstacle, à peine de répondre personnellement envers les parties de tous dépens, dommages et intérêts.

» IV. En conséquence, des dispositions portées aux articles précédents, la circulation des vins sera et demeurera libre dans notre royaume : voulons que tous nos sujets et tous autres propriétaires, marchands, voituriers, capitaines de navires, patrons et généralement toutes personnes, puissent, dans tous les temps et saisons de l'année, faire transporter librement des vins et eaux-de vie, ainsi qu'ils aviseront ; même des provinces de l'intérieur dans celles qui seront réputées étrangères, et les faire entrer ou rentrer de celles-ci dans les provinces de l'intérieur ; les entreposer partout où besoin sera, et notamment dans les villes de Bordeaux et de Marseille, sans pouvoir être forcés à les déposer dans aucun magasin, à se pourvoir pour leurs consommations ou pour leurs provisions dans leurs routes d'autres vins que ceux qu'ils y auront destinés, à faire sortir leurs vins à certaines époques de la ville où ils seront déposés, ou à les

convertir en eaux-de-vie, ni pouvoir être assujettis à autres règles ou formalités que celles qui sont ordonnées pour la sûreté et perception de nos droits, de ceux d'octrois appartenant aux villes et autres droits légitimement établis par nous ou par les rois nos prédécesseurs.

» V. Pourront aussi lesdits propriétaires, marchands, voituriers, capitaines de navires, patrons et autres, acheter et vendre en toutes saisons lesdits vins, tant en gros qu'en détail, dans lesdites villes de Bordeaux, de Marseille et autres qui auraient ou prétendraient les mêmes privilèges, à l'exception néanmoins des terres des Seigneurs ecclésiastiques ou séculiers, dans lesquelles ledit droit de banvin serait établi, et dans le temps ou la saison seulement qui sont fixés pour l'exercice dudit droit, le tout en acquittant par lesdits propriétaires et autres, à l'entrée, sortie, transport et vente en gros ou en détail, tous les droits qui nous sont dus, à quelque titre que ce soit, les droits d'octrois par nous accordés à quelques provinces, villes, communautés, et les autres droits généralement quelconques, établis par titres valables.

» VI. Faisons défense à tous maires, lieutenants de maire, échevins, jurats, consuls et autres officiers municipaux, même aux officiers composant le bureau des vins établi à Marseille et autres administrations semblables qui sont et demeureront supprimées par le présent édit, de porter aucun obstacle à la liberté de ladite circulation ou desdits emmagasinevements, achats et ventes ; de requérir aucune confiscation, amende ou autres condamnations pour raison de contravention aux édits, déclarations, arrêts ou règlement auxquels il est dérogé par l'article 1^{er} du présent édit, ainsi que pour raison de contravention au droit de banvin qu'ils prétendraient appartenir aux-

dites villes, et ce, en quelque temps et sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de demeurer personnellement responsables de tous frais, dépens, dommages et intérêts qui seront adjugés aux parties, pour lesquels ils n'auront aucun recours contre lesdites villes et communautés. »

Malheureusement pour la France, Turgot avait des ennemis. Choiseul et Necker convoitaient l'un et l'autre la succession du ministre libéral qui seul aurait pu, peut-être, éviter le cataclysme de 1789, grâce à l'admirable évolution qu'il projetait. Il fut renversé le 12 mai 1776, et toutes les mesures édictées sous son gouvernement furent rapportées. Les murmures du peuple, un instant apaisés, reprirent de plus belle : la Révolution était proche. « L'agriculture ne supporte pas volontiers les entraves, et lorsqu'on la veut frapper dans ses plus chers intérêts, les bras qui nourrissent la patrie s'arment, attaquent avec intrépidité et renversent le despotisme (1) ».

(1) THIÉBAUT DE BERNEAUD, *Le vigneron français*.

CHAPITRE III

Les intermédiaires du commerce des vins

FÉODALITÉ ET ANCIEN RÉGIME

VI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Sous la féodalité et l'ancien régime, le commerce des vins n'était pas plus libre que l'exercice des autres métiers ; il était étroitement réglementé, d'abord et surtout dans un but fiscal, en second lieu dans l'intérêt des corporations et des consommateurs.

« La concurrence (1) était limitée par le fait même de la réglementation qui fixait non seulement le nombre des maîtres, mais celui des valets et des apprentis. Les maîtres ne pouvaient à leur gré étendre ou restreindre leur clientèle et toute association leur était interdite. Les accaparements des denrées de première nécessité, ou même d'une marchandise quelconque, étaient considérés comme des crimes, et la spéculation et les marchés à terme ne pouvaient s'étaler au grand jour : deux commerçants concluent-ils un marché, tout passant a le droit d'intervenir et d'acheter pour lui-même au prix fixé par les parties. Chez les marchands de vin en gros, la vente se faisait sous le contrôle des agents de l'État, et certes, dans le grand commerce, la fraude n'existait pas : malheureusement, il n'en était pas de même chez

(1) LEVASSEUR, *op. cit.*

les débitants ou taverniers qui n'étaient pas toujours scrupuleux ».

D'ailleurs, le grand commerce, comme nous le concevons aujourd'hui, *n'existe pas. Il est presque exclusivement un intermédiaire de transport.*

Son trafic consiste essentiellement à mettre en relations les producteurs et les vendeurs officiels, il ne vend pas lui-même et ses gains sont limités. Tout d'abord les intermédiaires sont rares, les vins fins seuls seraient susceptibles de procurer des bénéfices importants ; mais encore faut-il qu'ils aient été apportés sur les quais par la Hanse ; or, habituellement, les Marchands de l'eau n'amenaient, de leur propre initiative, sur les marchés, que les vins de vente courante ; et les vins des grands crus étant commandés à l'avance et directement par de grands seigneurs ou de riches bourgeois, l'intervention d'un intermédiaire quelconque était superflue.

Mais au fur et à mesure que se développe le commerce des vins, les intermédiaires augmentent.

A la suite particulièrement de la crise intense de 1544, l'autorité royale (qui pensait que de leur multiplicité était sorti le désordre du marché et le renchérissement du vin, décida de réduire leur nombre et les soumit à une discipline sévère.

Seulement, à partir de 1550, la monarchie trouva dans la vente des offices une source de revenus presque intarissable et à la fin de l'ancien régime le nombre des intermédiaires s'était à nouveau considérablement accru.

*
* *

Les diverses corporations, marchands de vins, jaugeurs, tonneliers, déchargeurs de vin, formaient un

groupement qui, sous le nom de confrérie, constituait une sorte de société de secours mutuels. Le caractère de ces confréries était essentiellement religieux.

Une ordonnance de 1571 réglait l'ordre et la marche des corporations dans les processions et un édit de 1696 leur avait imposé à toutes des armoiries.

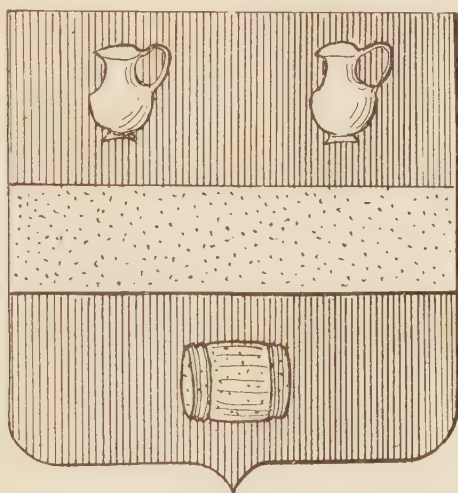
La plupart d'entre elles s'étaient placées sous la protection de saint Vincent, patron des vignerons ; et dans les processions et cortèges, la bannière de la confrérie, à l'effigie du saint protecteur, était promenée, ornée des attributs du métier et des armoiries de la corporation.

On retrouve la même vénération pour saint Vincent dans tous les pays producteurs de vin, aussi bien sur les rives de la Moselle que sur les bords du Rhône ou de la Garonne. Mais saint Vincent n'était pas le seul à jouir de la vénération des marchands de vin ; d'autres saints, tels saint Christophe, patron des déchargeurs et rouleurs de vins ; saint Nicolas, patron des marchands-débitants, tout particulièrement invoqué, la partageaient avec lui. Leur effigie est gravée sur les jetons frappés annuellement par les corporations, jetons distribués aux membres de la confrérie et quelquefois aux grands personnages pour les remercier d'un bienfait ou les inciter à quelque acte de bienveillance.

Nous avons pu nous procurer, à la Bibliothèque nationale ou à l'Hôtel des Monnaies, quelques spécimens des armoiries, des jetons, des différentes corporations, et la collection complète des bannières portées par les confréries dans les processions et cortèges. Nous avons pensé qu'il était intéressant de les reproduire ici.

VENDEURS ET CONTROLEURS DE VIN

Officiers de la couronne, ils étaient chargés de la vente des vins qui arrivaient pour le commerce de détail, et c'était par eux que les droits du fisc étaient sauvegardés. Ils servaient d'intermédiaires entre les marchands du dehors et les détaillants de Paris, pour garantir la qualité et le paiement des vins ; d'autre part, agents administratifs, ils contrôlaient l'emploi et la consommation des



ARMOIRIES DES JURÉS VENDEURS DE VINS (PARIS)

Blason : « de gueules à la fasce d'or accompagnées en chef de deux gobelets d'argent et en pointe un tonneau d'or cerclé de sable ».

liquides (1). Dès son arrivée, le vin est, par leurs soins, mis aussitôt aux enchères (2).

(1) LEVASSEUR, *op. cit.*

(2) Ce système présente quelques points de ressemblance avec la vente à la criée encore pratiquée dans les halles pour certains produits en France et en Allemagne.

Les rapports des vendeurs avec les marchands étaient donc constants, d'autre part, ceux-ci ne payant pas directement les droits du fisc, les vendeurs de vin étaient garants, sur le prix de leurs offices, des droits à percevoir sur les liquides ; ils étaient en quelque sorte fermiers de l'impôt du vin.

Une ordonnance du roi Jean le Bon, du 30 janvier 1350, dispose à leur sujet : « En la ville de Paris, aura 80 vendeurs de vin, chaque vendeur baillera bon plègue (cautionnement) de 100 livres parisis pour acheter vins en grève ou autre port.... » le droit du vendeur sera de douze deniers par queue. »

En décembre 1410, des lettres-patentes, confirmées en



JETON DES JURÉS-VENDEURS DE VINS 1624.

1415 et 1451, en réduisent le nombre à soixante et les autorisent à porter des armes. En mars 1556, un édit du roi Henri II (1) enjoint aux 34 jurés vendeurs de vin à Paris, de tenir un registre où seront inscrits tous les vins qui

(1) Henri II, pour payer ses dettes, créa de nouveaux offices en 1550, dans toutes les villes situées sur les bords de la Seine, de l'Yonné, de la Marne, de l'Oise et les donna en paiement à Marc Béchet, graveur de la monnaie, avec permission de les vendre à son gré. Ce droit contesté à Béchet fut à nouveau confirmé par un édit de 1553

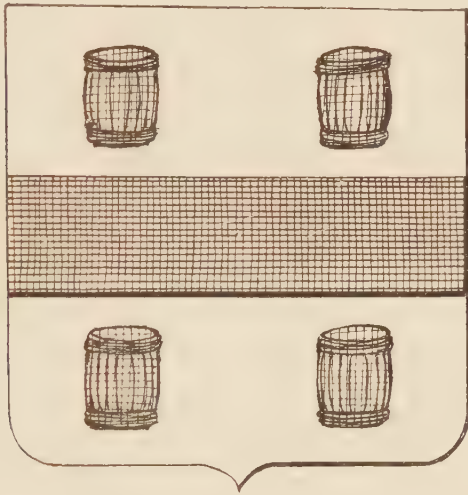
entrent dans cette ville, et les noms, surnoms et prénoms de ceux qui les y amènent.

Des lettres patentes de 1567, 1612, 1644 réglementent leurs confréries ou communautés.

LES JAUGEURS

Officiers de la couronne, leur rôle se bornait à servir d'intermédiaires garants pour le prix, la qualité et le mesurage entre les marchands et les acheteurs.

Leur contrôle n'était pas obligatoire. En fait, on



ARMOIRIES DES JAUGEURS ET ESSAYEURS DE VIN ET D'EAU-DE-VIE
(PARIS)

Blason: « d'argent à la fasce de sable accompagnée de 4 tonneaux de même, 2 en chef, 2 en pointe ».

n'avait recours à eux qu'en cas de « contestation » et leur salaire était si minime que selon toute apparence ils devaient se trouver sous la dépendance des commer-

cants. Les jaugeurs touchaient seulement deux deniers par tonneau mesuré (1).

Ils devaient se rendre à toute réquisition dans la banlieue de Paris, à quelque distance que ce fût, à la condition qu'on leur fournît un cheval et la nourriture.

Le jaugeage des tonneaux était très difficile et sujet à beaucoup d'incertitude : « Si un second jaugeur, disaient les statuts, trouve la même contenance que le premier, on doit s'en tenir à ce résultat, sinon un troisième doit être appelé pour s'accorder avec l'un des deux autres, et chacun de ceux qui a opéré a droit au salaire fixé. »

L'édit de février 1415 fixe leur nombre à 12 pour Paris, mais en octobre 1550 Henri II crée de nouveaux (2) offices de jaugeurs, marqueurs et mesureurs de vin, dans les villes situées sur la Seine. Les statuts des corporations de ces villes avaient été approuvés par Louis XI. En 1555, un édit règle le jaugeage et le mesurage. Les mesures devaient être marquées au seing du roi, c'est-à-dire légalisées. Pour cette légalisation, le mesureur payait 4 deniers. Il devait faire vérifier ses mesures de temps en temps pour le même prix au Parloir aux Bourgeois, maison municipale.

LES ROULEURS-CHARGEURS DE VINS.

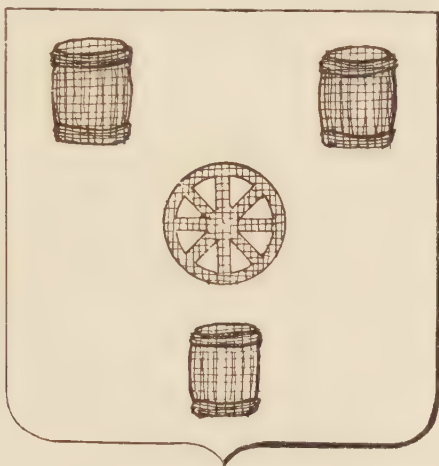
A Paris, de temps immémorial, les tonneliers avaient rempli, sur le port, les fonctions de déchargeurs, chargeurs et rouleurs de vins, le prix des travaux inhérents à leur profession fut tarifé à différentes reprises et notam-

(1) BOILEAU. *Registre des métiers*.

(2) WALTZING. Cité par LEVASSEUR.

ment l'ordonnance du 30 janvier 1350 de Jean le Bon disposait : « que pour relier une queue, les tonneliers auraient ès village 16 deniers et à Paris 18 deniers. »

Le 26 décembre 1398, Charles VI approuva les statuts de la confrérie que formaient les tonneliers, soit à Paris, soit dans les provinces.



ARMOIRIES DES ROULEURS ET CHARGEURS DE VIN (PARIS)

Blason : « d'argent à la roue de sable posée en cœur, accompagnée de 3 tonneaux, 2 en chef et 1 en pointe ».

En 1690, le roy créa 40 nouveaux offices de rouleurs-chargeurs de vins qui partagèrent le travail avec les anciens possesseurs. Les tonneliers conservèrent seulement le titre de déchargeurs et le droit de porter les tonneaux du bateau jusqu'à terre ; là, les rouleurs-chargeurs s'en emparaient et les chargeaient sur les voitures. Mais, des querelles s'élevant sans cesse sur la limite des pouvoirs des deux communautés, il fallut les supprimer, et en 1703, on créa à leur place 120 offices de déchargeurs-rouleurs-chargeurs de vins. En dépit de

cette création, les marchands de vin continuèrent à s'adresser aux tonneliers et les querelles recommencèrent (1).



JETON DES ROULEURS DE VINS. 1621.

De sorte qu'en 1705, on remplaça les 120 offices précités par un même nombre d'autres offices qu'il fut permis de cumuler avec le métier de tonnelier. C'était engager les tonneliers à les acheter, mais ceux-ci s'en gardèrent bien et n'en continuèrent pas moins à faire seuls le service pendant que les acquéreurs des offices se contentaient de percevoir les droits afférents à leur charge.

Dans la Côte-d'Or (2), les tonneliers ne remplissaient pas tout à fait les mêmes fonctions. Ils avaient le privilège de fabriquer et réparer les tonneaux, et celui de soutirer les vins pour autrui dans les villes, faubourgs et banlieues des villes. Ils étaient responsables des pertes de vins qui pourraient arriver par vermisseaux ou artusins, joints foulés, etc., etc., si le tonneau était employé avant la *Saint-Martin d'hiver*.

Jusqu'au xvi^e siècle, ce furent presque toujours les jurés-tonneliers qui furent chargés de goûter les vins mis

(1) DELAMARRE, *Traité de police*, t. III.

(2) LAVALLE, *Vignes et grands vins de la Côte-d'Or*.



Bannière de la Confrérie des Marchands de vin, placée sous la protection de saint Nicolas, 1717.

en vente, soit pour en apprécier la valeur, soit pour reconnaître s'ils n'étaient pas altérés ou frelatés.

C'étaient les *gourmets*.

« Presque oublié de nos jours, le gourmet joua dans les siècles derniers un rôle des plus importants. C'était lui qui, à la dégustation, faisait le prix du vin apporté sur le marché, vérifiait s'il avait bien été récolté dans les climats indiqués par le vendeur, s'il ne provenait que de raisins pinots ou d'un mélange de pinots et de gamets, si on y avait mêlé des vins blancs ou des vins de différentes années, etc., etc (1) ».

» Le plus souvent les gourmets étaient en même temps courtiers, et avaient la haute direction du commerce des vins.

» En 1576, le maire et les échevins de Beaune prirent une délibération qui ordonnait que tous les vins seraient dégustés et marqués, et les tonneaux jaugés.

Il en était de même à Dijon où (1666) le gourmet percevait 2 sols par muid qu'il jugeait et marquait.

« Le courtier devait conduire le marchand étranger fidèlement et sans exception de personne dans les caves. Il ne devait souffrir qu'on vendît aucun vin qui ne fût pas de bonne qualité. Il ne pouvait exiger aucune rétribution des marchands qui achetaient les vins, mais seulement 10 sols par queue des propriétaires (2).

» Le courtier se trouvait ainsi l'intermédiaire obligé, indispensable dans toutes les ventes entre le vendeur et l'acheteur.

Avec un tel pouvoir, il est peu étonnant de voir les

(1) LAVALLE, *op. cit.*

(2) *Règlement de 1672.*

marchands et les producteurs plus ou moins rançonnés par les gourmets. Nulle fonction ne souleva jamais plus de plaintes et ne fut l'objet de plus de règlements. Souvent les maires furent obligés de destituer ou de faire poursuivre les courtiers ou gourmets prévaricateurs, comme il arriva en 1601 à Dijon, où les huit gourmets convaincus d'avoir marqué du mauvais vin furent condamnés à l'amende et destitués.

» Les règlements les plus sévères furent publiés contre les courtiers, on leur interdit tout achat de vin et toute spéculation, avouée ou secrète, sur cette marchandise, on les obligea à tenir un registre exact de toutes les ventes auxquelles ils assistaient, etc., etc.

En 1711, on trouve les courtiers transformés en commissionnaires responsables.

» Alors, ils touchaient 1 sol par livre jusqu'à 60 livres pour chaque queue de vin, et au-dessus de 60 livres 6 deniers par livre à prendre sur le vendeur et non sur l'acheteur.

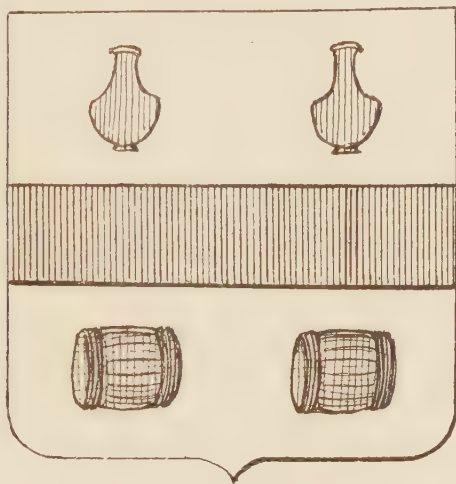
» Le gourmet ne pouvait exiger ou recevoir aucun présent au delà dudit salaire, directement ou indirectement, à peine de concussion.

» Moyennant lesdits salaires, lesdits courtiers étaient garants et responsables envers les vendeurs du prix des achats et exécution des marchés (1) ».

(1) *Règlement de police de Dijon.*

LES COURTIER

Par l'ordonnance de 1350, le roi Jean-le-Bon réglemente le métier de courtier : « Y aura dans la ville de Paris, soixante courratiers ; chacun baillera plège (cautionnement) de trente livres parisis. Quiconque se meslera de courraterie de vins qui ne sera courratier, sera banni de la vicomté de Paris, par an et jour. Le droit de courratage sera de douze deniers par 4 muys ou 2 queues, sous peine de perdre le mestier de courraterie et 60 sols d'amende. »



ARMOIRIES DES COURTIER

Blason : « d'argent à la fasce de gueules accompagnée en chef de 2 flacons de même et en pointe de 2 tonneaux de sable ».

Dans une ordonnance de février 1415, le nombre des courtiers est maintenu à soixante. Charles VI y précise les attributions du courtier :

« L'office de courtier ne sera donné qu'à homme qui,

par informacion deuement faicte, sera trouvé estre de bonne vie, renommée et honneste conversacion, sans aucun blasme ou reproche et habille, suffisant et ydoine pour y cellui office exercer. Quand aucun sera institué au dit office, il fera sérement en jugement que bien loyaument et diligemment, il exercera le dit office et conseillera tous ceux qui viendront à lui pour achater ou vendre aucuns vins, le mieulx et le plus profitablement qu'il pourra et saura, et qu'il ne prendra ni ne demandera plus grant salaire que celui qui est ordonné pour le dit office faire et exercer...».

Il est interdit au courtier de faire des affaires pour son compte : « Ne vendront les diz corretiers aucuns vins engros ne à détail, pour eulx ne pour autres, par quelque manière que ce soit, ne se entremettront de ladicte marchandise des vins pour eulx ne à leur profit, sinon pour leur user et aussi du vin de leur creu, sur paine de perdre la marchandise et de dix livres parisis d'amende. Les dits corretiers exerceront leurs diz offices en personne et feront continuelle résidence aux jours de marché, tant au port en grève comme à l'estappe et ailleurs afin que ceux qui viennent ausdiz lieux pour acheter aucuns vins puissent être par eulx conseillez, conduiz et menez ainsi qu'il appartient sur paine de suspencion de leurs offices et de admende arbitraire. »

Par lettres patentes du 17 décembre 1550, Henri II organisa une bourse commune entre les courtiers de vins et précisa les services qu'ils devaient rendre au public.

En 1572, Charles IX rend un édit de police concernant les courtiers.

En 1575, un édit d'Henri III oblige les courtiers en vins de Paris à se rendre au marché à jour et heures

fixes. En 1613 des « lettres royaux » confirment les statuts qui régissent les 32 courtiers de vin de Paris, avec défense de faire aucun trafic en leur nom.

En 1672, dans le règlement concernant les marchands, Louis XIV dispose : « Les courtiers seront tenus sitôt l'arrivée des vins de les goûter pour connaître s'ils sont loyaux et marchands, s'ils ne sont pas chargés d'eau ou autres mauvais remplage, et en cas qu'ils reconnaissent défaut en ladite marchandise seront tenus le dénoncer au Prévot des marchands et échevins pour y être pourvu, et aux marchands pour intenter leurs actions contre le voiturier ou son commissionnaire ainsi qu'il avisera bon être. Ne prend courtier qui ne veut ; mais quand le courtier aura mené aucun acheteur vers le marchand ou juré vendeur et répondu de sa solvabilité, le dit courtier pourra être valablement poursuivi pour le prix de la vente, sans que le marchand ou juré vendeur soit tenu de faire aucune diligence contre celui qui aura acheté le vin. »

A Bordeaux, les courtiers étaient nommés (1) par le maire et les jurats, leur nombre fut d'abord de trente, puis de quarante, enfin de quarante-six.

Certaines garanties étaient exigées d'eux ; jusque vers la fin du xvii^e siècle, il fallait, pour exercer le métier de courtier, être « Bourgeois », plus tard, il suffit d'habiter la ville, d'être gens de bien, de bonne vie et honnête conversation ; de savoir lire et écrire et enfin de posséder des immeubles pour une valeur minima de 500 livres, ou à défaut verser cette somme à titre de cautionnement.

La corporation était rigoureusement réglementée et

(2) KEHRIG, *Le privilège des vins à Bordeaux avant 1789*.

ses droits jalousement protégés. Chaque courtier était obligé de tenir très régulièrement « un livre » de ses marchés ; il ne pouvait traiter seul une affaire dont la valeur dépassait mille francs. Au-dessus de cette somme, il devait appeler un confrère qui concourait à la vente, le tout sous peine d'être suspendu de ses fonctions pendant un certain temps et de payer une amende.

Les marchands étrangers qui venaient s'approvisionner de vin dans le Bordelais, devaient être accompagnés d'un courtier et munis d'une autorisation spéciale délivrée par les prévôts : « Les corretiers furent créés pour conduire les anglais en Graves pour y gouter les vins, ne pouvant y aller seuls (1) ».

Les courtiers touchaient comme salaire 4 sols par muid de vin, et 8 sols par muid d'eau-de-vie. Ces chiffres variaient du reste avec les localités.

En Champagne, depuis la fin du xv^e siècle, les rois s'efforçaient de réglementer le métier. En 1572 et en 1576, défense est faite à toute personne de faire le courtage des vins sans avoir « financé » et obtenu autorisation, sous peine de prison et de 500 livres d'amende.

Du xvi^e jusqu'au milieu du xvii^e siècle environ, les courtiers n'ont point joué en Champagne un rôle prépondérant. Chacun s'efforçait de vendre son vin à des marchands venus de Reims et d'ailleurs, à des amis surtout, à des personnages de qualité, sans recourir à l'intermédiaire du courtier ou du négociant local.

En 1658, Mazarin avait supprimé les courtiers et imposé au profit du roi chaque muid de vin.

A partir de 1662, l'exportation augmente, et avec elle

(1) DORVAL, *Chronique Bordelaise*.

le nombre des négociants et des courtiers qui se confondent, faisant tout à la fois le commerce et la commission.

Pour faire face aux dépenses de la guerre de Hollande, Colbert augmenta leurs redevances, mais en leur donnant le droit de percevoir 10 sols par muid, 30 sols pour les eaux-de-vie, à payer de moitié par le vendeur et l'acheteur. L'ordonnance des Aides de 1680 résume leurs obligations: « Les courtiers en vins, facteurs et commissionnaires, déclareront aux bureaux, les noms et la demeure des marchands qui les emploient, la quantité de vin qu'ils auront acheté pour eux, ensemble les lieux où ils les font encaver, et représenteront les pouvoirs qu'ils en auront pour être paraphés par le fermier ou ses commis, à peine de confiscation du vin et de 100 livres d'amende; leur défendons et aux tonneliers sous pareilles peines de faire marchandise du vin pour leur compte. »

En 1691, le roi supprimait tous les gourmets, courtiers et commissionnaires, et recréait leurs offices sous forme héréditaire avec une sévère réglementation :

« Le commissionnaire (1) en vins devait « mener et conduire les bourgeois, marchands, cabaretiers, dans les maisons, caves, celliers, et leur faire vendre ou acheter les vins ». Le marché conclu, il marquait les pièces vendues et inscrivait sur son carnet le nom du vendeur, les quantités et les prix, les dates d'enlèvement et les autres conditions acceptées de part et d'autre. Depuis le moment de l'achat, jusqu'au jour de l'embarquement sur la Marne ou de la prise en charge par le voiturier de terre, il répondait du vin. S'il se gâtait, il devait s'entremettre, faire annuler

(1) Le courtier est confondu avec le commissionnaire à la fin du règne de Louis XIV.

la vente et régler l'affaire à la satisfaction des deux parties ; avant le départ, il débattait les prix de transport et ne laissait partir les tonneaux qu'après inspection de leur état.

« Le commissionnaire (1) agissait prudemment en s'assurant au départ que les droits, congé, jauge, courtage, gros et augmentation avaient été payés ; certaines entrées étaient exigibles au départ, et dans certains cas le droit de gros était acquitté avec les entrées. Il était solidaire de l'acheteur pour le paiement des vins ; c'était lui qui faisait accepter les lettres de change et les échéances. L'usage voulait que le propriétaire fût payé, au plus tard, au bout d'un an, mais il y avait beaucoup d'arrérages ; les religieux de Pierry ne touchaient guère le prix de leur vin qu'après deux ou trois ans, quelquefois même plus tard.

» En récompense de ses peines et soins, le courtier recevait de l'expéditeur une commission dont le taux très faible au xvi^e siècle paraît avoir été fixé à une livre par poinçon au milieu du xvii^e siècle.

» Le Procureur de l'Abbaye de Saint-Pierre-aux-Monts fait compte, en octobre 1643, de 19 livres « pour le gourmetage » de 19 pièces de vin de Pierry ; depuis 1680, environ, la Commission n'a plus varié, le courtier a toujours reçu le sou pour livre ou 5 p. 100 sur le prix de vente.

» Le courtier ne conduisait dans les caves que très peu de bourgeois, marchands, etc... Anglais et Belges étaient les bienvenus ; on les attendait pour fixer les cours parce qu'ils achetaient cher, enlevaient tout de suite et

(1) Publication CHANDON DE BRIAILLES.

payaient *sur le tonneau*. Les commissionnaires ont soin de mentionner sur leurs livres les voyages de ces étrangers comme des événements mémorables. En général, ils évitaient aux acheteurs des déplacements coûteux et procédaient avant, pendant et après les vendanges, à une inspection du vignoble et des caves qui leur fournissaient les éléments de circulaires envoyées à leurs clients et dans lesquelles ils indiquaient en quelques mots les qualités, les défauts et les cours des vins de l'année, sauf variations. Les plus gros acheteurs recevaient des essais ou échantillons des vins que l'on pensait leur convenir. Après dégustation, ils envoyaient leurs ordres, tout en restant chez eux.

» L'ordonnance qui interdisait aux courtiers de faire du commerce, limitait cette défense à la *marchandise du vin*. Cette défense avait pour objet d'empêcher les commissionnaires d'acheter pour leur compte et de revendre ensuite en se dispensant de payer les droits de revente.

» Le commissionnaire en effet évitait, quand il le pouvait, de payer les droits de revente et se donnait le temps de découvrir un acheteur sans être obligé d'encaver les vins chez lui, en stipulant qu'il pourrait faire l'enlèvement « à sa convenance ».

En 1704, Louis XIV supprime les commissionnaires (1). Ils n'en subsistèrent pas moins.

(1) A la fin du règne de Louis XIV, il y avait en tout 180 jaugeurs-mesureurs, 120 jurés vendeurs-contrôleurs, 90 courtiers-commissionnaires, 120 rouleurs de tonneaux, 140 jaugeurs et déchargeurs, 120 inspecteurs-visiteurs, 120 inspecteurs-gourmets et 102 commissaires à la vente et revente des vins. En juin 1708, un édit créa 200 inspecteurs des vins.

Parfois, suivant l'abbé Rozier, certains commissionnaires abusaient vraisemblablement de la situation misérable des producteurs :

« Tant qu'il y aura des cultivateurs pauvres, chez qui le besoin de vendre promptement, souvent même avant sa récolte, se fera annuellement sentir, il se trouvera des spéculateurs avides qui, par l'appât de l'argent comptant, souvent même d'une faible avance, leur enlèveront tout espoir de bénéfice. Plus le mal est ancien et plus il est difficile à déraciner, parce que le besoin d'argent pour payer les impositions, pour réparer les instruments agricoles, pour renouveler ses bestiaux, pour habiller sa famille, etc., se fait sentir plus vivement chaque année. Un commissionnaire déjà riche, qui ruine un canton, est cependant nécessaire à ce canton, et son départ est souvent une calamité, parce que les fonds manquent alors et que leur urgence est fréquente.

» C'est surtout dans les pays de vignobles où les commissionnaires exercent leurs rapines avec le plus de succès, à raison de l'incertitude des récoltes, des variations du prix du vin, des pertes qui sont à la suite de sa garde, etc., etc. Là, les petits propriétaires et souvent même les gros, ne sont que leurs fermiers. Ceux qui payent si chèrement les excellents vins de la ci-devant Bourgogne ne se doutent guère que la plupart de ceux à qui ils ont d'abord appartenu sont réduits à ne boire que de l'eau et à ne manger que du mauvais pain. Au reste, il est des commissionnaires qui font leur état avec délicatesse. »

Malgré la restriction apportée dans la dernière phrase,

(1) Abbé ROZIER, *Dictionnaire d'agriculture*.

il n'en subsiste pas moins que la majorité des viticulteurs avaient à souffrir de l'intervention de ces intermédiaires et dès lors, il n'est pas surprenant que le paysan se soit efforcé de secouer leur joug et qu'un philanthrope M. C. S., avocat au Parlement de Paris, ait eu son attention attirée sur leur triste condition à laquelle il essaya de porter remède par le projet suivant (1) :

« Touché de la plus vive compassion sur l'état déplorable des cultivateurs du vignoble de la province du Beaujolais, j'entreprends d'ouvrir les yeux sur leur sort, et j'ose offrir un remède à leur misère.

» Mes intentions me sont un sûr garant de quelques approbations et de beaucoup de blâme ; c'est le partage ordinaire de ceux qui aiment le bien et qui le désirent.

» Au reste, la seule manière d'attaquer mon projet, c'est d'en présenter un meilleur et plus avantageux ; mais en ce cas, je déclare que ma défaite me sera plus chère que l'adoption la plus générale de mes idées... »

Après avoir exposé l'origine de l'exportation des vins du Beaujolais et comment une société de commissionnaires avait abusé à la fois de la confiance des marchands de vins de Paris et de la crédulité des paysans beaujolais, l'auteur propose de « remplacer les commissionnaires par une société, une compagnie unique qui soit chargée, exclusivement à toute autre, de vendre à Paris ou à l'étranger tous les vins du Haut-Beaujolais.

(1) Rédigé par M. C. S., avocat au Parlement de Paris et intitulé : « *Le commerce des vins réformé, rectifié et épuré ; ou nouvelle méthode pour tirer un parti sûr, prompt et avantageux des récoltes en vins* » ; cité par L. MATHIEU, in *Progrès agricole*, 1906.

» *Je veux* que cette société soit chargée de faire tous
» les frais et toutes les avances des voitures et autres :
» *je veux* qu'elle acquitte les impositions de tous les
» cultivateurs, des propriétaires qui lui auront remis
» leurs récoltes ; qu'elle fournisse à tous ces cultivateurs,
» pendant le courant de l'année, le bled dont ils pour-
» ront avoir besoin, au prix courant des marchés ; qu'elle
» délivre aux propriétaires et aux cultivateurs, à un prix
» raisonnable, modéré et invariable, les tonneaux dont
» ils pourront avoir besoin pour recevoir chaque année
» leur récolte ; que le sort de tous les propriétaires soit
» commun, là où il y a de l'avantage à ce qu'il soit
» commun, qu'il soit au contraire particulier en ce qui
» regardera le prix des ventes, de manière que chaque
» propriétaire puisse profiter des avantages qu'il peut
» avoir sur les autres propriétaires, soit par la supé-
» rité de ses vins, soit par les soins qu'il peut donner
» pour les façonner.

» Tous les vins seront mis en route dans le premier
» instant qu'ils pourront soutenir les voitures... ce qui
» ne sera pas vendu de la sorte sera conduit successi-
» vement à *Paris* ou à *Nantes*. Le propriétaire recevra
» son argent au fur et à mesure des ventes, les frais
» prélevés ; ou au moins il sera payé en entier, en espèces,
» avant l'envoi de sa récolte de l'année suivante. Chaque
» propriétaire pourra à tous les instants éprouver, con-
» naître et s'assurer de la fidélité de la compagnie qui
» fera les affaires de la Province, laquelle sera d'ailleurs
» garante et responsable de tous les crédits et de la
» solvabilité de tous les acheteurs.

» Enfin cette nouvelle société de commissionnaires
» aura des bénéfices honnêtes et raisonnables, mais
» proportionnels au prix qu'elle procurera aux proprié-

» taires, de sorte que plus avantageusement elle vendra
 » pour le propriétaire, plus elle gagnera elle-même,
 » moins elle vendra, moins elle gagnera... en un mot, je
 » lie tellement l'intérêt de ma nouvelle société de com-
 » missionnaires avec celui de tous les propriétaires qui
 » pourront lui confier des vins, que ces deux intérêts
 » seront parfaitement réunis ; qu'ils n'en formeront
 » réellement qu'un unique... Je veux que tous les commet-
 » tants agissent de concert, unanimement et constamment,
 » pour étendre les opérations de ces nouveaux commis-
 » sionnaires, pour leur procurer de nouveaux débouchés
 » et nécessairement de plus grands profits ; que tous
 » s'emploient pour faire connaître nos vins, leur assurer
 » la réputation dont ils sont dignes.

» Mais pour former ce traité, pour rectifier mon projet,
 » il faut se rapprocher, il faut s'entendre, il faut en un
 » mot se confédérer sur cet objet ; et la manière de le
 » faire me paraît aisée et simple.

» Les propriétaires et habitants de chacune des 16
 » paroisses, au jour indiqué, s'assembleraient et déli-
 » béreraient sur la matière : chacune des paroisses, dans
 » ces assemblées particulières, se choisirait et se nom-
 » merait un représentant qu'elle chargerait de ses
 » instructions pour l'assemblée générale ».

.....

« L'assemblée générale, composée uniquement des
 » 16 paroisses, pèserait, examinerait les instructions
 » particulières de chaque représentant ; et on arrêterait
 » à la pluralité des voix ce qui paraîtrait le plus conve-
 » nable et le plus salulaire ; il serait même à propos
 » d'entendre dans cette assemblée les personnes qui
 » s'offriraient pour se charger de l'exécution du projet...
 » enfin, l'assemblée générale se choisirait dans le

» nombre des représentants, des *Directeurs*, des *Syndics*
» ou des *Agents généraux*, en tel nombre et sous telle
» dénomination qu'elle aviserait bon être, pour passer le
» traité, veiller pendant sa durée à son exécution,
» apurer les comptes des commissionnaires, rapporter
» à l'assemblée générale de chaque année les abus qu'ils
» auraient aperçus, pour que l'assemblée pût y remédier ;
» enfin elle se choisirait un secrétaire, pour tenir registre
» des règlements qu'elle se fera, ainsi que des délibé-
» rations qu'elle jugera à propos de prendre... ».

Suit un modèle de traité en 57 articles où sont prévues, très en détail, toutes les opérations de l'association.

Ce projet a d'ailleurs été mis en exécution en 1764 par deux propriétaires, mais l'inexécution du traité par le commissionnaire a amené un procès ; un nouvel essai en 1765 eut des effets financiers tels qu'il fut abandonné, là encore le commissionnaire n'avait pas exécuté les clauses du traité ; il est vrai d'ajouter que ces deux premiers essais tentés par deux ou trois récoltants avec un entrepreneur n'arrêtèrent pas la foi des viticulteurs du Beaujolais, M. C. S. donnant dans son ouvrage une liste de dix-sept personnes notables ayant donné leur adhésion à son projet en 1769. Malheureusement, il nous a été impossible d'obtenir des documents sur la réalisation d'un nouvel essai d'association.

Dans tous les cas le projet précédent n'en est pas moins intéressant à retenir, — il est vraisemblablement de son espèce, le premier embryon du syndicalisme moderne.

LES TAVERNIERS ET LES MARCHANDS DE VIN

Primitivement, tout le monde pouvait être tavernier à la condition de payer le droit de chantelage, impôt des mesures qui s'élevait à un denier par jour et l'office des crieurs qui montait à 4 deniers, et nous avons vu précédemment que le prévôt des marchands avait le droit d'obliger les taverniers à payer la journée du crieur (1).

Les taverniers jouaient le rôle des débitants de nos



JETONS DE LA CONFRÉRIE DES MARCHANDS DE VIN, 1591-1650.

jours. Néanmoins, ils ne pouvaient vendre qu'« à pots », la vente « à assiette » étant réservée aux cabaretiers et hostelliers (2). Ils représentaient essentiellement le com-

(1) Lettre de Philippe III, mars 1275.

(2) Pour distinguer les hostelliers et cabaretiers des marchands de vin en gros et en détail, nul ne sera tenu ny réputé pour hostellier ni cabaretier s'il ne sert à table couverte de nape et assiette dessus pour mettre de la viande ». Cet article des Statuts généraux fut renouvelé plusieurs fois sous forme d'ordonnance le 29 novembre 1660, 1^{er} juillet 1698 et 14 mars 1701.

merce de détail. Le commerce des taverniers s'adressait particulièrement aux classes pauvres de la population urbaine (1).

Les nobles et les riches bourgeois qui voulaient acheter du vin, s'adressaient au gros commerce ; comme on le sait, les vins en cercle se vendaient par l'intermédiaire de la hanse dans les ports de débarquement placés sur les bords de la Seine.

Mais à partir du XIII^e siècle (2), l'importance de la corporation des marchands de vin s'étant beaucoup accrue et le commerce de gros et de détail s'étant confondu, la nécessité d'une réglementation se fait sentir :

Le 30 janvier 1350, Jean II le Bon, ordonne que « nuls marchands de vins ni taverniers ne pourront mêler deux vins ensemble, sous peine de perdre le vin et l'amende ; ne pourront, sous les mêmes peines, nommer noms à vins d'aucun pays que celui dont il sera le cru ». Défense était faite aux taverniers qui achetaient leur vin en gros sur le port, de le revendre en gros sur le même port ; ils devaient le vendre eux-mêmes chez eux ou le

(1) *Registre des métiers.*

(2) Il semble que les tavernes soient tenues par les employés de notables bourgeois, échevins ou grands personnages qui commanditaient le grand commerce des vins de la Seine. Les ordonnances, édits et règlements distinguent bien les marchands de vin en gros des marchands de vin taverniers, mais elle leur applique les mêmes mesures ; d'autre part, ils font partie de la même corporation et bien qu'il y ait plus d'un degré entre les premiers et les seconds, nous les étudions ensemble.

Une ordonnance royale de mai 1373 donne aux marchands de vin d'Arras le droit d'élire un chef avec le titre de *prince des viniers* et la faculté de les représenter en justice et d'imposer les marchands.



Bannière de la Confrérie des Marchands de vin.

faire vendre par un vendeur. C'était là une forte entrave à la spéculation ; de plus, le prix en était aussi réglementé. Les taverniers ne devaient pas vendre le meilleur vin récolté dans tout le royaume, plus de dix deniers la pinte et le meilleur vin blanc plus de six deniers parisis, et tous les autres vins à un prix inférieur, sous peine de saisie et d'amende.

« Item (1), les Taverniers demeurans hors de Paris, ès villes de la viconté de Paris, vendront et pourront vendre vins selon le feur mis et ordonné en la Ville de Paris, comme dit est, c'est assavoir : ceulx des villes qui ont semblables mesures à la mesure de Paris, vi sols viii deniers le sextier du meilleur vermeil cru au royaume et le meilleur blanc à iv sols parisis le sextier, et les autres vins selon la bonté et la valeur qu'ils auront, au dessoulez desdits pris et non plus ; et ceulx qui, en ladite ville, prévosté et viconté, usent de la mesure de Saint-Denis laquelle est justement la tierce partie plus grant que de Paris, vendront et pourront vendre chacun sextier du meilleur vin vermeil de Saint-Pourcein, de Beaune, de Saint-Jean, le tiers plus du prix de Paris dessusdits ; c'est assavoir x sols le sextier ; et le vin blanc le meilleur de Bourgogne ou autre vi sols parisis le sextier ; et tous vins, français et autres au dessoulez d'iceulx prix, selon leurdite bonté et valeur ; et en tous les autres lieux et villes de la prévosté et viconté où l'on use d'autres mesures que les dessusdites, ils pourront vendre selon le prix de la ville de Paris dessusdite, en regard de leurs mesures à celles de Paris, et l'une mesure est équipolée à l'autre sans ce qu'ils les puissent vendre à plus grand

(1) Ordonnance de Jean II, 1351.

prix dessudiz, sur peine de perdre et forfaire les denrées et icelles être acquises les deux pars au Roy, la tierce à celluy qui les accusera et l'autre aux justiciers des lieux que cesdites Ordonnances mectront à exécution et LX sols d'amende au Roi.

«Item, que en cas que aucun de la dite prévosté ou viconté, demeurans en aucuns villaiges où il y aurait ung tavernier ou deux seulement, s'efforcera de vendre aucuns vins que ne soyent pas convenables selon le prix dessudit, ils y seront pugniz d'amende ; et sera le vin affeuré par la justice appelé à ce, quatre des plus loyaux prud'hommes du lieu, lesquels sans faveur, sans hayne mectront le vin à feur convenable sans courtoisie ou salaire aucun du tavernier ».

Et de par cette même ordonnance, le marchand de vin ne pouvait refuser au client qui le lui demandait, de pénétrer dans sa cave ou cellier et de voir tirer le vin au tonneau.

Cette ordonnance fut confirmée le 8 décembre 1351. « Et à présent plusieurs taverniers soient reffusans de laisser à la quève (cave) ceulx qui boivent en leurs tavernes ou vont querre (chercher) vins à pos, pour les grans fraudes et autres mixtions que ils font en leurs vins, qui est alant contre l'ordenance ancienne et au grand domage et déception du peuple, que de cy en avant tous taverniers et tavernières, vendans vin à détail, laissent aler jusques à la quève tous ceulx qui voudront avoir de leur vin, sur peine de quatre livres parisis dont les rapporteurs auront le quart pour leur relacion et rapport faire ».

En août 1365, des lettres patentes de Charles V confirment la confrérie des marchands de vin et l'autorisent à rédiger des statuts, mais ce n'est qu'en 1574 que l'on

trouve un édit approuvant les statuts de la communauté des marchands de vins, taverniers et cabaretiers de la ville de Paris.

En février 1415 une nouvelle ordonnance confirme les précédentes et enjoint de ne livrer que vins bons, loyaux et marchands, non mixtionnés, sous peine de confiscation, de forfaiture et d'amende arbitraire.

En 1635, Louis XIII leur ordonne de garnir leurs caves de toutes sortes de vins et de débiter à divers prix, bon vin, droit, loyal et marchand, non mélangé à peine de 400 livres d'amende. Ils ne pouvaient avoir en cave, *ni cidre, ni poiré*, ni vin corrompu (1), et il leur était formellement interdit de filtrer le vin épandu qu'on pouvait ramasser par terre. Au mois de décembre 1672, Louis XIV ajoute aux restrictions et pénalités déjà existantes : « Ceux qui mettront dans leur vin de la litarge, du bois des Indes (Campêche) des raisins de bois (Myrtilles ou Airelles), de la colle de poisson et autres drogues et mixtions, seront punis de cinq cents livres d'amende et de punition corporelle ».

D'après les ordonnances précitées, les marchands de vin formaient une corporation dont étaient membres tous ceux qui faisaient le commerce en gros, les taverniers, hôteliers et cabaretiers.

Nul ne devenait maître marchand de vin et ne pouvait s'établir s'il n'avait fait un apprentissage et un compagnonnage dont la durée était de quatre années, à moins qu'il ne fût fils de maître, né en loyal mariage et s'il

(1) Les marchands de vin ne pouvaient vendre que du vin, l'eau-de-vie de vin à l'exclusion des autres boissons, cidre et même du poiré. (Voyez le Brevet des marchands de vin.)

n'avait obtenu des lettres de provision du roi, suivant un édit ou quittance portant décharge selon sa commission, expédié par sa Majesté.

Le compagnon, pour être reçu maître, devait prouver qu'il était de religion catholique et romaine, de bonnes vie et mœurs, toutes choses dont devaient s'enquérir les gardes du corps de la marchandise, marchands de vin qui avaient la direction de la communauté. Après enquête favorable, le compagnon prêtait serment devant le procureur du roi au Châtelet. Il lui était délivré un brevet (1).

Sans entrer dans d'autres détails qui nous entraîneraient trop loin, disons seulement que le règlement de la communauté était si sévère, que les maîtres ne pouvaient échanger entre eux leur apprenti sans en avertir les gardes du corps.

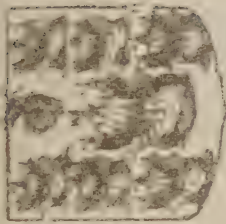
Les maîtres marchands de vins qui prenaient de nouveaux apprentis étaient tenus, dans la quinzaine où ils les employaient, de leur faire payer, tant au roi qu'aux gardes, la somme de vingt sols parisis, dont quatre sols pour le roi et seize pour les gardes. Le marchand de vin payait quitte à se faire rembourser par son apprenti.

Les maîtres jurés et gardes du corps de la marchandise de vin étaient commis à la surveillance des règlements. Les marchands de vin payaient, outre le droit du roi, la somme d'un écu sol et chaque semaine ils étaient tenus de verser un sol pour subvenir aux affaires du corps, c'étaient eux qui payaient leur surveillance.

(1) Il est formellement stipulé sur ce point que le nouveau maître s'engage à ne remplir aucun autre métier de vendeur, courtier, etc.



Produit de la Société Vinicole



Produit de la Société Vinicole

Produit de la Société Vinicole

Produit de la Société Vinicole

Produit de la Société Vinicole

Produit de la Société Vinicole



La communauté ou corps de métier des marchands de vins et taverniers de Paris, élisait parmi ses membres quatre gardes qui avaient mission de veiller aux méprises, fautes et malversations qui pouvaient être commises dans la fidélité du débit et l'observation des ordonnances.



JETONS DES GARDES MARCHANDS DE VIN

L'assemblée électorale se réunissait devant le Prévôt de Paris ou le lieutenant civil du roi au Châtelet. Les élus prêtaient serment de bien faire respecter les statuts ; ils ne pouvaient refuser la charge dont ils étaient investis.

Chaque année, deux gardes élus résiliaient leurs fonctions et étaient remplacés par deux autres, de façon qu'il y avait toujours en exercice deux gardes anciens et deux nouveaux (1).

Il en était de même des électeurs. Vu le grand nom-

(1) BOILEAU, *Statuts généraux de la Corporation*.

bre des marchands de vins, ils n'étaient à tour de rôle électeurs que tous les trois ans.

Les gardes avaient le droit de réquerir le commissaire ou sergent du Châtelet, lequel prenait des archers si besoin était pour visiter, requérir, saisir partout où la fraude pouvait être soupçonnée. Le droit de visite était à la convenance des gardes, ils se transportaient là où ils pensaient trouver la faute.

A la fin de leur magistrature, les gardes devaient remettre à leurs successeurs les registres des apprentis, les titres, arrêts, ordonnances, statuts dont ils avaient la garde ; s'ils s'y refusaient, ils pouvaient y être contraints (1) par toutes voies.

A Bordeaux (2) les taverniers étaient préposés à la vente des vins soit chez les propriétaires-viticulteurs habitant la ville qui voulaient vendre partie ou totalité de leur récolte, soit dans des tavernes spéciales et pour leur propre compte (3).

Les taverniers de Bordeaux criaient le vin eux-mêmes, mettaient les fûts en perce et soutiraient le vin. Il leur était interdit de vendre en taverne d'autres vins que ceux provenant des crus des Bourgeois ou habitants de la ville.

Les rangs de la corporation ne s'ouvraient pas pour

(1) Ordonnance de la Prévôté des marchands, 1416 et 1673.

Ordonnance de Louis XV stipulant les conditions d'apprentissage pour arriver à la maîtrise et l'exercice du métier.

(2) KEHRIG, *Le Privilège des vins à Bordeaux*.

(3) De soixante-quinze qu'ils étaient au début de l'institution, leur nombre s'élevait à six cent vingt vers la fin du xvii^e siècle. (Anciens et nouveaux statuts de Bordeaux, 1701.)

n'importe qui. Il fallait remplir certaines conditions et payer annuellement « 20 sols bordelais » à la ville (1).

Comme à Paris les taverniers étaient soumis à une minutieuse réglementation à laquelle chaque année ils prêtaient serment de se soumettre.

Les corps de marchands de Paris constituaient une aristocratie très fermée. Ils formaient six associations depuis le moyen âge et n'avaient pas caché leur dédain pour les marchands de vin, communauté qui remontait seulement à 1365 et dont l'opiniâtreté ne s'était pas lassée depuis la fin du règne du bon roi Henri pour pénétrer dans cette aristocratie.

Le roi Louis XIII, en 1611, leur accorda de prendre rang dans les six corps de marchands, mais ils y furent à peine tolérés.

L'édit de 1776 trancha le litige en réunissant en un même corps les drapiers et les merciers, les bonnetiers et peletiers, cet édit rendait 2 places libres ; les marchands de vins en obtinrent une.

Une ordonnance de police de la même année fait très expresse défense à tous les marchands de courir les uns sur les autres, pour le débit de leurs marchandises, ni d'user d'artifice pour surprendre les acheteurs au préjudice de la liberté du commerce.

En 1789, il y avait, à Lyon, 120 marchands de vin et 79 compagnons.

(1) *Anciens et nouveaux statuts de Bordeaux*, édition S. Boé, 1701.

LES CRIEURS DE VIN

Dans le principe, les marchands de vin « criaient » leurs vins eux-mêmes ; puis ils les firent « crier » par leurs agents ; mais bientôt la situation changea : Les « crieurs » de vin furent des officiers de la couronne et ils eurent une tenue spéciale.

« Leur corporation existait au XII^e siècle, puisque Philippe I^{er} avait pu en octroyer la maîtrise à Henri le Lorrain (1).

» Le cri du vin fut ensuite érigé « en fief ». En l'an 1189, le roi l'avait en partie aliéné en faveur du chevalier Simon de Poissy, auquel il avait accordé en fief une terre et le droit de nommer les crieurs. En 1220, ce fief ayant fait retour à la couronne, Philippe-Auguste afferma 320 livres par an l'office de crieur à la Marchandise de l'eau ainsi du reste que l'office de jaugeur et la profession de tavernier.

» La prévôté des marchands se chargeait de la surveillance de tout ce qui concernait les poids et mesures ; les crieurs lui payaient un droit d'entrée, et une redevance de un denier chaque jour où ils criaient.

» Les crieurs de vin avaient le droit, non seulement d'exclure quiconque n'était pas de leur corporation, mais d'obliger les cabaretiers à leur faire crier leur vin.

» Leur fonction consistait à aller deux fois par jour, le matin et le soir, dans les carrefours, un broc et une

(1) *Annales de la vie de Louis VI.* Acte de 1112. — LEVASSEUR, *loc. cit.*

coupe à la main, et à donner au nom des commerçants le vin à goûter aux passants en annonçant « à gorge déployée » dit Jean de Garlande, la demeure du marchand et le prix auquel il le débitait. Le tavernier leur devait 4 deniers par jour et ne pouvait décliner leurs offres (1) de service s'il n'avait déjà un crieur à ses gages. S'il refusait de dire son prix, le crieur le demandait aux buveurs attablés et criait ensuite le prix que ceux-ci lui avaient indiqué ; s'il lui fermait sa porte, le crieur avait le droit d'annoncer le vin au prix du roi, et le marchand ne pouvait ensuite refuser de le vendre à ces conditions :

« Quiconque est crieur à Paris, il puet aler en laquelle taverne que il voudra et crier le vin, por tant qu'il y eut vin à broche, se en la taverne n'a crieur, ne li tavernier ne li puet veir ; et si li tavernier dit qu'il ni a point de vin à broche li crierres aura son sèrement qu'il ne vendi oncques denré, soit ses celiers clos ou overt.

Le tavernier qui vend vin à Paris, qui n'a point de crieur, et il cloust son huis contre le crieur, le crieur puet crier le vin au tavernier, au peur lou roy, ce est à savoir à viii deniers, se il est bon tens de vin, et se il est chier tens de vin, il le puet crier à xii deniers (2) ».

Le roi lui-même, en effet, avait recours au crieur pour écouler plus vite et à meilleur compte le produit de ses vignobles. Le territoire d'Orléans, en grande partie couvert de vignes, appartenait à la couronne qui en touchait directement les revenus ; chaque année, peu de temps après les vendanges, le roi faisait venir

(1) *Lettre de Philippe III*, mars 1275. Prix du vin du roi.

(2) *Reg. des Métiers*. Titre V, page 25. — LEVASSEUR, *passim*.

son vin à Paris, et les taverniers en recevaient chacun une quantité fixe à vendre pour son compte. Les crieurs se réunissaient sous la conduite de leur maître, et criaient matin et soir, dans les rues et les carrefours de la ville, le vin du roi. Ce vin étant le premier vendu, son prix demeurait le prix minimum pendant tout le reste de l'année lorsqu'il s'agissait de trancher les contestations entre crieurs et taverniers. Aux bonnes récoltes, le vin valait huit deniers ; aux mauvaises, douze deniers (1).

Les crieurs de vin étaient soumis à une sévère discipline ; ils ne pouvaient « crier » chacun qu'un certain nombre de jours et dans une circonscription déterminée. Celui qui s'avisait de crier, lorsqu'il était mis « hors de criage » était passible de la prison. Une ordonnance du roi Jean en 1351 en fixa le nombre à quatre-vingts et décida qu'ils seraient nommés à l'avenir par le prévôt des marchands et les échevins, chargés de la police des poids et mesures.

Par ordonnance de février 1415, le nombre des crieurs est réduit à 24.

A partir de cette époque, ils devinrent responsables devant la prévôté de la stricte exécution des règlements pour la vente des vins. Pour sa charge, le crieur versait au prévôt des marchands 60 sous et 1 denier comme cautionnement, outre les 4 deniers pour la légalisation de ses mesures. Les crieurs étaient inscrits au Bureau de la ville pour répondre aux réclamations des taverniers et surtout pour régulariser leur compte de chaque jour. Qu'ils eussent ou non crié, ils n'en devaient pas moins

(1) La loi du roi primait les lois économiques.

leur denier quotidien et ne pouvaient arrêter leur compte qu'en cas de longue maladie ou d'absence forcée.

« Dans la ville d'Étampes, pour vendre son vin, il fallait prendre la « mesure » chez le crieur, et le payer pour ce.

» A Montlhéry, le seigneur conservait dans sa maison la mesure étalon, ce qui devint pour lui une source de revenus et une entrave pour le commerce. Les moines de Vaux-Cernay vendaient le vin de leur récolte dans leur propriété : Thésauroria, dame du lieu (1265), envoya ses sergents saisir les mesures et arrêter la vente. Les moines réclamèrent devant le parlement ; mais Thésauroria prouva que quiconque vendait blé ou vin à Montlhéry, avait de temps immémorial l'habitude de venir prendre la mesure au château ; et la Cour approuva ce qu'elle avait fait ».

CABARETS ET TAVERNES

De tout temps, les cabarets et tavernes ont joué un rôle considérable dans l'écoulement des vins.

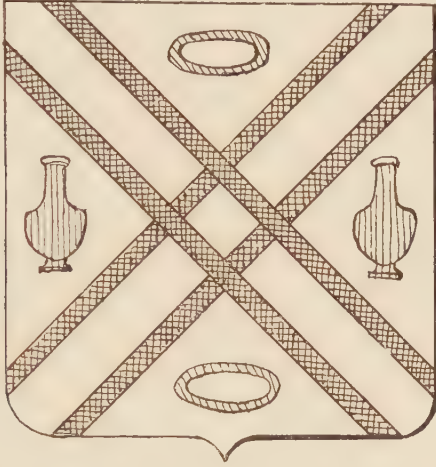
S'il était difficile de s'adonner au grand commerce des vins en raison des capitaux dont il fallait disposer, avec peu de chose on s'établissait tavernier ; et c'est chez le tavernier que le peuple allait chercher dans l'ivresse l'oubli de ses misères.

Les cabarets installés à Lutèce pendant le règne de l'empereur Julien, n'étaient que des cantines réservées

(1) *Recueil des Olim*. T. I, p. 206, III. Anno 1265. — LEVASSEUR, *op. cit.*

(1) *Histoire des hôtelleries. Almanach des marchands de vin de Paris*.

aux légions et établies à l'instar des tavernes de Rome. Peu à peu l'élément civil les fréquenta et le voyageur y trouva, sous forme d'hôtellerie, une hospitalité plus qu'écossaise et dès le v^e siècle, l'Église dut intervenir pour essayer d'en réprimer la licence.



ARMOIRIES DE LA COMMUNAUTÉ DES CABARETIERS DE TONNERRE.

Blason : « d'argent en sautoir jumellé de sable, accompagné de 2 couronnes de sinople, 1 en chef, 1 en pointe et de 2 flacons de gueule en fasce ».

Comme aujourd'hui, ces cabarets rendaient service aux producteurs locaux, ils écoulaient leur récolte. Les taverniers achetaient aux vignerons au fur et à mesure de leurs besoins, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils s'adressaient au grand commerce pour leurs approvisionnements.

Dès le xii^e siècle, le cabaret est le rendez-vous des escoliers et des soudards, et malheureusement aussi des malandrins et des filles de joye.

« Puis les bons bourgeois y fréquentent à leur tour. C'est le temps des franchises lippées et des longues beuveries sans danger du bon vin de France. Les cabarets ne sont pas

pour cela des lieux tranquilles et recommandables ; on se bat beaucoup dans les tavernes, et les marchands de vin assomment leurs clients à moins qu'ils ne soient roués de coups par eux. Les cabarets sont aussi le refuge des faux-monnayeurs. On ne s'en étonnera pas, si l'on se souvient, qu'en certaines villes, telle Paris, les ouvriers chargés des gros ouvrages dans les hôtels des monnaies, sont



COMMUNAUTÉ DES MAÎTRES TRAITEURS. 1710.

en même temps débitants de vin, et débitants privilégiés, une ordonnance royale rendue à Bourges le 3 mai 1508, les ayant exemptés de l'impôt du huitième, établi même sur les vins que les nobles faisaient vendre au détail (1).

Certains cabarets étaient célèbres pour l'excellence de leurs vins et la qualité de leur compagnie ; ils donnaient leur nom aux rues où ils étaient installés : rue du Plat d'Étain, de la Levrette, du Sabot, du Pot d'Étain, etc.

Au début du xv^e siècle, les tavernes parisiennes ne sont pas plus de 60 et le roi Henri VI d'Angleterre, par une ordonnance du 23 février 1429, réduit ce nombre à 34.

« Un curieux pamphlet versifié d'Artus Désiré nous renseigne sur les mœurs des taverniers, rien n'y est omis ; ni la morgue avec laquelle ils refusent de rabattre leur compte d'un liard, ni les invectives qu'ils vous

(1) *Histoire des hôtelleries. Loc. cit.*

adressent en pleine rue, le poing sur la hanche ; il fait défiler sous nos yeux les clercs de taverne chargés de pousser les clients à la dépense, la chambrière qui flatte et drolote la riche pratique en faisant mauvaise mine aux pauvres gens ; la tavernière qui, malgré son nez « rouge comme cerise » ne vise qu'à porter de somptueux atours comme une dame de haute noblesse. (1)»

Villon ne porte pas les taverniers dans son cœur. Témoïn cette ballade qu'il leur a dédiée (2) :

D'un jet de dard, d'une lance acérée,
 D'un grand fauchard, d'une grosse massue,
 D'une guisarme, d'une flèche ferrée,
 D'un bracquemart, d'une hache émoulue,
 D'un grand poignard et d'une bisaigüe,
 D'un fort épieu et d'une saqueboute ;
 De mau brigands puissent trouver tel route
 Que tous leurs corps fussent mis par monceaux
 Le cœur fendu, déchiré par morceaux,
 Le col coupé d'un bon branc aciérin,
 Déchirés soient de truye et de pourceaux,
 Les taverniers qui brouillent notre vin.

D'un arc turcquois, d'une épée affilée
 Aient les paillards la brouaille cousue,
 De feu grégeois la perruque brûlée,
 Et par tempête cervelle épandue,
 Au grand gibet leur charogne pendue,
 Et brèvement puissent mourir de goutte,
 Ou je requiers et pry que l'on leur boute

(1) *Histoire des hôtelleries. Loc. cit.*

(2) FRANÇOIS VILLON, *Ballade joyeuse des Taverniers.*

Parmi leur corps force d'ardents barreaux ;
Vifs écorchés des mains de dix bourreaux,
Et puis bouillir en huile le matin,
Démembrés soient à quatre grands chevaux,
Les taverniers qui brouillent notre vin.

D'un gros canon la tête escarbouillée,
Et de tonnerre accablés en la rue
Soient tous leurs corps, et leur chair déchirée,
De gros mâlins bien garnie et pourvue,
De forts éclairs puissent perdre la vue,
Neige et grésil toujours sur eux dégoutte,
Avecques ce ils aient la pluie toute
Sans que sur eux aient robes ni manteaux,
Leurs corps tranchés de dagues et couteaux,
Et puis traînés jusques en l'eau du Rhin ;
Dérompus soient à quatre-vingts marteaux
Les taverniers qui brouillent notre vin.

ENVOI

Prince, de Dieu soient maudits leurs boyaux ;
Crever puissent par force de venin,
Ces faux larrons, maudits et déloyaux,
Les taverniers qui brouillent notre vin.

Villon, du reste ne se fait pas faute de rivaliser de friponnerie avec son hôte :

« C'est bien dîné quand on s'échappe
« Sans déboursier pas un denier,
« Et dire adieu au tavernier
« En torchant son nez à la nappe.



Bannière de la Confrérie des Maîtres vinaigriers et Distillateurs en eau-de-vie, placée sous la protection de sainte Marie, 1684.

Jusqu'au xviii^e siècle cabarets et cabaretiers varient peu. Néanmoins la compagnie y est souvent plus choisie, on y rencontre des gentilshommes et des poètes.

Et l'on m'écrit qu'à Surène,
Au cabaret on a vu
Lafare (1) et le bon Silène
Qui, pour en avoir trop bu,
Retrouvaient la porte, à peine,
D'un lieu qu'ils avaient tant connu (2).

A Paris, les enseignes célèbres deviennent successivement la Croix de Lorraine, la Pomme de Pin, les Bons Enfants ou fréquentent Molière et sa troupe, l'Epée de Bois, Ramponneau.

Suivant l'austérité des gouvernements, on fit fermer de bonne heure (3) les tavernes ou bien on laissa carte blanche à leurs tenanciers.

(1) Le marquis de LAFARE.

(2) Abbé DE CHAULIEU, 1702.

(3) L'ordonnance d'octobre 1760 fait défense à tous cabaretiers, d'avoir leurs boutiques ouvertes après 9 heures du soir, de novembre à avril, et 10 heures, d'avril à novembre.

CHAPITRE IV

DU VI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Le régime fiscal

De tout temps, nous l'avons vu déjà, le vin avait été considéré comme marchandise imposable ; d'un usage général, sa taxation promettait des revenus importants ; d'un transport difficile, il ne pouvait guère échapper à la surveillance.

Sous le régime féodal et l'ancienne monarchie, le système fiscal est caractérisé par la multiplicité et l'inégalité des taxes sur les divers points du territoire.

Le producteur, comme les marchands, acquittait une foule de redevances qui tantôt se confondaient avec les droits de transport, tantôt s'en distinguaient et dont la complexité était la source de vexations de toutes sortes.

Non seulement il faut parer aux besoins du Trésor public, mais les provinces, mais les villes, elles aussi, ont des charges particulières, souvent fort lourdes, et qui nécessitent des ressources sans cesse accrues ; aussi verrons-nous, pendant cette longue période, se multiplier, se superposer les taxes les plus diverses, au milieu desquelles il est souvent difficile de se reconnaître, mais qui constituaient, par leur ensemble, un impôt aussi lourd que vexatoire dans sa perception.

Dès 579, Chilpéric ordonne le prélèvement d'une amphore, soit un huitième de muid par arpent de vigne ; il

établit en outre une taxe en argent évaluée au *dixième* (?) de la récolte moyenne, qu'il y eût ou non récolte (1).

L'an 615, Clotaire II rend un édit par lequel il interdit toute surélévation des droits des douanes provinciales.

Des lettres patentes de Dagobert (628-638) confirmées par un capitulaire de Pépin (752-768) mentionnent le « mutaticum » ou droit de mouvement et le « rodaticum » qui s'appliquait au transport par charrette.

En 1057, Henri I^{er} abolit la coutume qu'avaient les Orléanais de fermer les portes de leur ville pendant les vendanges, afin de prélever un droit sur les vins.

En 1203, Eudes III, duc de Bourgogne, établit un impôt qui sera prélevé pendant quinze jours sur le vin et sur les amendes qui résulteront de l'infraction au ban de vendanges.

Une ordonnance du roi Louis IX de 1265 exempte de toute taxe les paysans qui portent eux-mêmes au marché le vin de leur cru.

Le premier droit d'octroi avec sanction royale apparaît vers cette époque (1277) dans la ville de Carcassonne où les consuls sont autorisés, moyennant finance, à percevoir un impôt à l'entrée, dans leur cité, des vins et vendanges à condition, toutefois, qu'ils ne proviennent pas directement du cru des propriétaires de la ville de Carcassonne, et à en suspendre la perception quand ils le jugent à propos. Ce droit fut confirmé en 1351 par le roi Jean.

Le premier rudiment de droit de détail apparaît dans un édit de Louis-le-Hutin (1314) qui établit une taxe de vente de deux sous par tonneau de vin.

(1) GRÉGOIRE DE TOURS rapporte que le peuple indigné se souleva. En Limousin, l'officier chargé de surveiller la perception fut écharpé.

Des lettres royales de Charles IV, le 13 décembre 1324, fixent les droits afférents à l'exportation des vins. C'est à ce souverain que l'on doit la création des acquits à caution pour les transports à l'intérieur.

Nous ne trouvons pas, à cette époque, moins de 28 taxes (1) qui se perçoivent à différents titres sur la production, la circulation et la vente des vins.

1° *Droit de production*

Avant de soutirer le vin de sa cave, le producteur devait acquitter en argent, au profit du seigneur, le droit de *Vinage*.

2° *Droits de circulation*

Pour transporter le vin des cuves de fermentation au cellier, c'était le droit de *Cellerage*.

Le *chantelage*, surtout en usage à Paris, était perçu sur le transport du vin des celliers aux chantiers : un denier par muid.

Le *trainage* était dû pour tout déplacement du vin d'une maison à une autre.

Le *ventrage* était levé par les seigneurs sur la circulation du vin sur leur territoire.

Il en était de même pour le *rouage*. Au XII^e siècle, le rouage était à Paris de deux deniers par charrette sur le vin acheté dans la ville et transporté au dehors.

(1) DU CANGE, *Glossaire*. — LAURIÈRE, *Glossaire*. — *Registre des péages de la ville de Paris*. — DE VILLEDEUIL, *Histoire de l'impôt des boissons*. — ESQUIROU DE PARIEU, *Traité des boissons*. — VUITRY, *Étude sur le régime financier en France*.

Le *timonage* consistait en un droit de trois oboles par charrette que payait le vin en passant sur les routes.

Le *mueson* (auparavant *mutaticum*), était l'équivalent de notre droit actuel de circulation, perçu sur le transport du vin de la cave du vendeur dans celle de l'acheteur.

Le péage exigé des vins qui passaient sur ou sous les ponts, portait le nom de *pontenage*.

Vers le milieu du XIII^e siècle, tout chargement de vin français ou bourguignon destiné à la Flandre, à moins qu'il ne provienne de la Normandie, du Ponthieu ou de quelques villes privilégiées, doit le péage à Bapaume, à Pérouse, à Roye, à Compiègne et à Crespy-en-Valois. Chacun de ces péages a ses ailes, bureaux secondaires placés sur les routes qui permettraient de l'éviter, et où il se perçoit aux mêmes conditions que dans le chef-lieu (1), la Flandre, l'Allemagne et les pays du Nord.

Au XIV^e siècle on ne comptait pas moins de 74 péages sur la Loire, de Roanne à Nantes ; 12 sur l'Allier ; 10 sur la Sarthe ; 8 sur le Cher ; 6 sur la Vienne ; 60 sur le Rhône ; 70 sur la Garonne (2).

Sur la Seine et sur la Marne, d'autres impôts étaient établis, entre autres le liage (3) qui s'élevait à plus de quatre livres, 5 sous, 6 deniers par bateau de vin se rendant à Compiègne.

La montée de la Marne n'avait pas de tarif : le chiffre

(1) VUITRY, *Etude sur le régime financier en France*.

(2) Le liage consistait à amarrer les bateaux d'une certaine manière pour permettre de remonter les chutes. Ne pas le confondre avec le droit sur la lie. — Voyez *supra*.

(3) LEVASSEUR, *Op. cit.* — PIGEONNEAU, *Op. cit.*

de l'impôt était laissé au caprice du péager. Le roi décida qu'on prendrait à l'avenir 2 sous tournois par tonneau.

Le *rivage* de Seine, que devait toute marchandise débarquée sur la grève était d'une obole par tonneau de vin.

L'entretien des routes, chaussées et avenues était assuré par le *cauciage* et l'entretien des routes pavées par le droit de *parage*.

Le droit de *conduit ou de travers* donnait passage sur le territoire d'une ville ou d'une seigneurie : il se montait à quatre deniers par tonneau.

Le *guidonnage* était une prime d'assurance que les seigneurs prélevaient sur les marchands pour assurer leur sécurité et l'entretien des poteaux indicateurs qui les guidaient quand ils traversaient leurs terres.

Les droits de *barrage* n'étaient que des péages.

Le *portaticum* frappait les marchandises en vue de l'entretien des portes des villes.

Droits de vente

Le droit de *liage* était perçu sur la lie des vins vendus au détail ; et le *bouteillage*, au profit du grand Bouteiller à Paris.

Le *botage*, droit de détail perçu au profit du seigneur du lieu où le vin était détaillé par botte ou grande bouteille.

Le *tonneu*, droit de vente par tonne.

Le droit de *levage* et de *jalage* pour chaque pièce de vin enlevée.

Le droit de chargement et déchargement des vins ou *pelage*.

Le droit de *quayage* (droit de déchargement sur un quai).

Puis un droit d'inspection, de *levage*, salaire de la

visite des boissons mises en vente afin de s'assurer qu'elles étaient bonnes à *entrer en corps humain* (coutume du Ponthieu), ou à *bouter au corps humain* (coutume de Montreuil).

Les taverniers et débitants doivent en outre à leur seigneur un droit de *forage* ou *afforage*.

Parmi les droits particuliers on peut signaler : Cloison d'Angers, 24° d'Angoulême, tarif d'Alençon, subvention et subsistance des villes, entrée de Saint-Denis, droits sur le vin étranger à l'entrée de Lyon, droit de 9 livres 8 sous par tonneau de vin en Picardie, droit de 9 livres par tonneau de vin dans la généralité de Rouen. Pour la plupart, de péage et d'octroi, ces droits avaient parfois pour but, comme à Lyon, de protéger les vins du pays contre la concurrence étrangère (1).

Ces droits très divers furent par la suite fondus en un seul sous le nom d'*aides* (2). Cet impôt, qui revêtait presque toujours la forme indirecte frappait, à l'origine, la plupart des transactions sur les denrées.

La taxe sur la vente des vins fut d'abord confondue avec celle qui pesait sur les denrées en général, et ne commença à être distinguée des autres qu'au XIV^e siècle.

En l'an 1342, nous trouvons les vins de Gascogne taxés à quatre deniers, et le vin de Reims à six deniers. Pourquoi cette inégalité ? était-ce une faveur ou un essai de compensation de la distance ?

Le droit sur les boissons, d'abord payé en nature par

(1) Bien noter qu'est réputé étranger le vin de la province voisine.

(2) MOREAU DE BEAUMONT, *Des impositions de la France*. — LE TROSNE, *De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt*.

le propriétaire récoltant, fut transformé en un impôt perçu en argent par l'Assemblée des États-Généraux tenue en 1360, au lendemain de la désastreuse bataille de Poitiers où le roi Jean avait été fait prisonnier. Il fallait pourvoir à sa rançon fixée à trois millions d'écus d'or à verser en six termes égaux d'année en année. L'Assemblée fixa les droits d'Aide au treizième de la valeur des boissons vendues en gros ou au détail (1).

Réunis à Paris en 1369, les États s'efforcèrent de rendre plus équitables les droits perçus sur les vins. Tout d'abord, la taxe était la même quelle qu'en fût la provenance et, en second lieu, le droit était de 24 sols ou 120 cents pour les vins de luxe destinés aux classes riches et de 15 sols ou 75 cents seulement pour les vins communs destinés au « vulgum pecus » (2).

« Ces droits n'ayant pas été consentis (3) par toutes les provinces, celles qui se refusèrent à les payer furent considérées comme pays étranger et le droit du vingtième *ad valorem* fut établi sur toutes les marchandises importées dans ces provinces, à titre d'imposition foraine ; celles qui avaient accepté de payer les nouveaux droits furent appelées Pays d'Aides.

« Les pays d'aides étaient divisés en quatre classes, suivant la manière dont les impôts y étaient perçus, c'étaient : les pays en gros, les pays de courtiers, jaugeurs, les pays de quatrième et les pays de huitième. Certaines provinces soumises aux aides supportaient néanmoins d'autres impôts : l'équivalent du Languedoc,

(1) BOUCARD et JÈZE, *Science des Finances*.— ISAMBERT, *Op. cit.*

(2) CHAPTAL, *La vigne et le vin*.

(3) LEVASSEUR, *Op. cit.*

les grands et petits devoirs, impôt et billot en Bretagne, le droit de Masphening en Alsace, des quatre membres en Hainaut. La seule différence entre ces droits consistait dans leur mode de perception : en pays d'aides, la perception se faisait pour le compte du roi, tandis qu'ailleurs elle était faite pour le compte de la province qui payait ensuite au roi la redevance à laquelle elle était tenue. Fait important à noter, c'est que dans les provinces où les aides étaient réglées et perçues par les États particuliers, le tarif en était de beaucoup plus élevé que dans les provinces où la taxe était perçue pour le compte du roi. Citons en exemple la province de Bretagne où une barrique d'eau-de-vie de 120 pots, vendue au détail, payait pour impôt et billot, grands et petits devoirs, jusqu'à 233 francs, indépendamment des droits de mouvement ; et une pièce de vin de la même contenance, plus de 60 francs, non compris le droit de circulation.

« Enfin, même dans les pays d'aides, il existait des exemptions. Par exemple le droit de gros n'était perçu que dans les généralités de Paris, d'Amiens, Soissons et Châlons ; encore dans ces généralités quelques villes privilégiées ne payaient-elles que l'augmentation, et les nobles et ecclésiastiques furent-ils exemptés du droit de gros, pour la vente du vin de leur cru. De même les anciens et nouveaux cinq sols ne se levaient-ils que dans les généralités de Paris, Amiens, Soissons et Châlons. Dans les généralités de Tours, Orléans et Lyon, seuls les anciens cinq sols avaient cours. D'autre part, les ecclésiastiques, étaient exempts des nouveaux cinq sols pour les vins du cru de leurs bénéfices. Les droits de huitième et de quatrième comportaient, eux aussi des exemptions : c'est ainsi que le droit de quatrième fut réduit au huitième dans les provinces dont la vigne était la principale

culture ; c'est ainsi encore qu'en vertu d'une déclaration du 16 août 1498 les nobles et autres privilégiés furent exemptés des droits de huitième et de quatrième pour tout vin de leur cru « vendu par eux-mêmes aux portes de leur habitation à pot et non en assiette (1) ».

Les tarifs furent plusieurs fois modifiés par le roi Charles VI ; le droit du treizième de la valeur des boissons vendues en gros fut réduit au vingtième, mais le droit sur la vente au détail fut porté au quart du prix de vente. Le 4 avril 1383, il réduisit à 12 deniers, puis à six deniers en 1388 le droit perçu sur la vente en gros, et enfin en 1395, il réduisit au huitième le droit du quart perçu sur la vente au détail.

Les droits de gros étaient les suivants :

1° Le *droit de sou pour livre* ou de gros perçu sur le vin à chaque vente ou revente.

2° Le *droit d'augmentation* qui comprenait les *droits de parisis* ou cinquième du principal : douze deniers des contrôleurs et six deniers des trésoriers de France.

3° Le *droit de jauge et courtage* frappait les boissons transportées : 1° d'un pays exempt dans un pays d'aides ; 2° d'un pays exempt dans un autre exempt ; 3° d'un pays sujet dans un autre sujet, si dans le passage il y avait un trajet de trois lieues au moins sur un pays soit sujet, soit exempt.

Abolis en 1689, ces droits furent rétablis en 1722.

4° Le *droit de courtier-jaugeur* était dû au premier enlèvement, à raison de 4 sous par muid.

Les marchands acquittaient aussi, pour chaque vente,

(1) BOUCARD et JÈZE, *Science des Finances*.

le droit de *tonlieu*, qui rapportait six deniers au trésor : « Tonlieu de vin à la grève doit six deniers s'il est vendu ».

Tout enlèvement de vin d'un lieu à un autre, même le transport d'une maison à une autre maison voisine ne pouvait se faire sans *congé de remuage*.

Il existait en outre une sorte de licence, l'*annuel*, taxe payée chaque année par les marchands de vin en gros et en détail, en échange de la permission qui leur était accordée de fabriquer ou de vendre des boissons. Ce droit fut établi sous le règne de Louis XIII (1) à raison de 6 livres par muid pour les villes et de 5 livres pour les villages et hameaux sur les grands chemins, et à raison de 4 livres pour les villes et hameaux hors des grands chemins. Sous le règne de Louis XIV, il fut fixé à 8 livres pour les villes, à 6 livres 10 sols pour les autres lieux (2).

Les boissons supportaient aussi des droits d'octroi et de péages au profit des villes, communautés et hospices.

Aux entrées des villes et bourgs, le fisc percevait sur le vin les *anciens et nouveaux 5 sols* (3).

Les droits d'aides sur les vins et les boissons pouvaient être rachetés par les villes et les provinces.

La ville de Tours fut en 1461 autorisée par Louis XI « à lever le dixième sur le vin vendu au détail, et 2 sols

(1) Édit de décembre 1630.

(2) Ordonnance de 1680.

(3) Les anciens 5 sols furent créés sous le règne de Charles IX par une déclaration au 20 septembre 1561. Les nouveaux 5 sols ont leur origine dans un droit de 20 sols créé par Henri III et modifié par un édit de Henri IV en 1593 ; l'ordonnance de 1680 le réduisit à 14 sols par muid.

6 deniers sur chaque pipe de vin cru hors du pays de Touraine, et amené ès-dite ville et banlieue pour être vendu en gros ou en détail ». L'année suivante, des lettres patentes remplacèrent par un *abonnement* en argent la taille et autres impôts payés par les habitants de Marennes et Arvert.

C'est la première application de l'abonnement et de la taxe unique.

Le roi Louis XI « ayant singulier désir de faire du bien à sa ville de Paris et aux habitants d'icelle, remit le quatriesme du vinc vendu au détail en ladite ville au huictiesme, le samedi 3 août 1464 (1) ».

En 1466, le duc Philippe, par lettres patentes, partage entre la ville de Beaune et son châtelain les vins saisis sur ceux qui les faisaient entrer sans la licence du maire.

En 1482, le roi autorise la même ville à percevoir, pendant six ans, un droit de 6 gros sur chaque queue de vin qui entrera dans son enceinte et ses faubourgs, de 3 gros par muid pour les habitants et de 8 gros par queue pour les étrangers.

François 1^{er} inaugure une nouvelle série de mesures fiscales. Les acquits à caution et congés sont à nouveau remaniés par des ordonnances de ce roi de 1518 et 1540 (2).

En 1521, il exempte de tous droits les vins de Bourgogne vendus dans les ports de l'Yonne et de la Seine ; le 13 août 1527, il établit un droit nouveau sur le vin entrant par bateau à Paris. En 1534, un nouvel édit vient

(1) Cité par DE VILLEDEUIL, *Op. cit.*

(2) Confirmé par des règlements de la Cour des aides, le 4 juin 1613 et avril 1650.

assurer la perception de l'impôt. Les lettres patentes du 22 septembre 1551 spécifient que le vin — qui passerait debout dans les villes et sans y séjourner ne serait soumis au paiement d'aucun droit. C'est l'origine du passe-debout.

En 1553 Henri II fixe le droit de vente du vin au détail à 12 sols parisis par muid de vin vendu à *pot* sans assiette et à 16 sols parisis, le même muid vendu en (3) assiette, c'est-à-dire dans les lieux où l'on donne à manger.

Le 14 février 1557 le commerce d'exportation est déclaré libre.

Le 22 septembre 1561, une déclaration de Charles IX établit pour 6 ans, un impôt proportionnel sur le vin qui entre tant par eau que par terre dans les villes closes du royaume, savoir : 5 sols tournois par muid, sur chaque pipe et queue ; 7 sols, 6 deniers sur chaque poinçon, demi-queue et barrique, 3 sols, 9 deniers tournois sur chaque charge asnée ; 18 deniers sur autres mesures et vaisseaux à l'équipolent : « Après ledict tems de 6 ans expiré et passé nous entendons que le dict impôt, estre et demeurer nul, estainct, supprimé et aboly et dès à présent comme pour lors le révoquons, supprimons et abolissons sans autre déclaration ».

Malgré cette déclaration formelle d'abolition, le droit précédent, origine des droits d'entrée au profit de l'État, fut maintenu et sanctionné par Henri III et Henri IV.

Le 28 août 1574, ordre formel est donné à toutes personnes d'ouvrir leurs caves une fois l'an, aux fermiers de l'impôt de 5 sols par muid de vin.

(3) Avec assiette. — Voyez *supra* l'ordonnance de 1680.

En 1597, la levée de la « pancarte » ou droit d'entrée est établie dans toutes les villes et villages, dans le bailliage de Rouen.

En 1599, un arrêt du Conseil d'État réduit à 4 écus par muid les droits d'aides qui se percevaient à Tonnay-Charente, Taillebourg, Saint-Savinien et Soubise sur les vins passant par la rivière de Charente, en considération des grandes charges que les sujets de Saintonge et d'Angoumois avaient été contraints de supporter dans les dernières guerres.

En 1600, le roi Henri IV donne à la ville de Beaune une nouvelle autorisation de percevoir 10 sols par queue.

Le 10 novembre 1602, la « Pancarte » est supprimée, le droit d'entrée à Paris est porté de 20 à 30 sols par muid, pour deux ans seulement à partir du 1^{er} janvier 1603.

Après la mort d'Henri IV, un certain nombre de péages locaux et de taxes provinciales, le convoi de Bordeaux (établi en 1586 par le Maréchal de Matignon), qui pesait sur les vins transportés par la Garonne et la Dordogne les droits spéciaux sur les vins livrés à Rouen, à Dieppe et au Havre devaient disparaître.

En 1627, chaque pipe de vin sortant de la sénéchaussée de Saumur ou la traversant est frappée d'un droit de quinze sols.

En 1630, Louis XIII permet de percevoir pendant 6 ans 13 sols 4 deniers sur chaque queue de vin, et la même année, le Conseil d'Etat enjoignait de percevoir le huitième du vin vendu par les cabaretiers.

En 1633, nouvelle ordonnance qui a pour but de fixer les relations des agents du fisc et des marchands de vin, c'est l'exercice dans toute sa beauté.

En 1638, une surtaxe connue sous le nom de droit de

Massicaut fut établie sur le vin exporté par les frontières maritimes de la Normandie, du Poitou et de l'Aunis (1).

Dans une déclaration du 19 juillet 1625, Louis XIII règle la déduction qui doit être faite aux cabaretiers et débitants de boissons pour leurs déchets et baissières.

En 1633, déclaration sur les visites des caves par les employés des Aydes. « En chaque visite que feront les clercs, commissaires des caves ou commis ayant serment à justice, ils bailleront copies de leurs inventaires et procès-verbaux aux hôteliers, cabaretiers et autres vendants vin, lesquels pourront appeler un élu notaire ou sergent, pour être présent auxdits procès-verbaux de visite ; lesdits clercs, commissaires des caves ou commis, déchargeront de leurs inventaires et registres la quantité de vins qui seront trouvés gastez et non propres à entrer au corps humain, et pour faire cesser les procès et différends entre le fermier de Aydes et marchands, les vins vendus à fût sans assiette payeront quatre livres par muid et ceux vendus en assiette cinq livres ».

A la multiplicité des droits énumérés dans l'édit de 1664, Colbert substitua un impôt d'entrée et de sortie ; il facilita le transit en créant des entrepôts dans lesquels les marchandises pouvaient séjourner en franchise.

Le 16 février 1676, défense est faite par la Cour des Aydes aux marchands en gros, taverniers et autres, « de vendre vin en futailles en gros, sans en faire déclaration du prix et des noms de ceux auxquels ils les vendront et payer les droits avant qu'ils soient tirés de leurs caves,

(1) En 1638, la perception de ce droit fut prolongée pour six années. En 1643 nouvelle prolongation de neuf années. En 1658 autre prolongation de neuf années.

ni souffrir qu'ils soient tirés en bouteilles, cruches, barils, seaux et transports en quelque manière que ce soit, si non du consentement du suppléant, à peine de confiscation et de cinq cens livres d'amende contre chacun des contrevenants qui seront de la qualité de marchands et vendans vins, comme aussi fait deffenses aux hosteliers et cabaretiers, de distribuer des vins sinon à pot et à pinte, dûment marqués et étalonnés, et de tenir vins en bouteilles en leurs caves, magasins et maisons sous les mesmes peines. »

L'ordonnance de 1680 fixe le droit à 5 livres 8 sols par muid de vin, mesure de Paris, vendu au pot, et à 6 livres 15 sols pour celui vendu à assiette. Les cabaretiers de Paris, qui vendaient partie à pot, partie à assiette, étaient tenus outre les droits de 6 livres 15 sols par muid, de payer encore le *gros* du total.

En février 1687, ordre est donné au fermier des Aydes de tenir dans chaque bureau, registre des déclarations, paiemens des droits, soumissions des marchands ou de leur caution, descente des marchandises et décharge des acquits à caution.

Vers le milieu du xvii^e siècle, le muid supportait seize droits divers depuis Bercy jusqu'à la Grève. En voici le curieux détail tel que nous le trouvons dans une requête des Marchands au Parlement (1) : « car outre que les supplians sont obligez de payer en passant au port de Joigny, douze deniers pour chaque muid de vin ; à Villeneuve-le-Roy, quatre sols, quatre deniers ; à Sens, cinq sous ; à Saint-Mesmin, un sou ; à Melun, un sou aussi pour chaque muid de vin, et le sol pour livre de toutes les

(1) *Coll. St-Genis* 1648.

dites sommes, ils sont contraints de payer à l'entrée de cette ville quatorze livres, cinq sous, deux deniers, sçavoir les anciens cinq sous, trois sous, quatre deniers, attribuez par déclaration de l'an 1534, dix deniers pour muid augmentez en l'année 1569, cinq sols de nouvelle attribution en l'année 1593, vingt sols et dix sols attribuez en l'année 1596, quinze sous pour la construction du Pont neuf (1), cinq sous pour les pauvres enfermez. Outre dix sous et quarante-cinq attribuez en l'an 1633, soixante sous attribuez en l'année 1637 qui ne devaient estre levez que pendant deux années ; — outre dix sous, sous prétexte de la dépense de la clôture de Paris du côté de Montmartre ; vingt sous pour la construction de Maubeuge, deux sous pour le barrage (2); cinq deniers pour la ceinture de la reyne ; trois sous pour le rétablissement du Pont rouge, et deux sous six deniers de toutes les sommes susdites, et vingt sous qui se lèvent en vertu d'arrêt du conseil du 18 mars 1648 dernier. Outre ce, les supplians sont obligez de payer le sol pour livre dudit vin, mesmes des impositions susdites et dix sous pour muid de nouvelle imposition joint audit gros, deux sous, six deniers pour chacun muid ; trois livres à cause du droit de Treillis. »

En Anjou on comptait cinq ou six impôts divers : la traite foraine, les vingt sous par pipe de vin exportée, le

(1) Les communautés des marchands de vin jouaient parfois le même rôle que nos Chambres de commerce. Elles pouvaient entreprendre des travaux d'utilité générale, et certains impôts leur étaient alloués. En 1528 notamment un octroi sur le vin fut accordé au prévôt des marchands et échevins de Paris pour rendre navigable la rivière de l'Ourcq.

(2) *Ibidem.*

trépas de Loire sur les vins, le droit de quinze sous par pipe de vin dans la Sénéchaussée de Saumur (1). »

« Les droits de rève, de haut passage, d'imposition foraine, de trépas de la Loire, de traite d'Anjou, quoique réunis au xvi^e siècle en une seule *prime* se perçoivent toujours dans des bureaux divers et d'après des tarifs souvent mal fixés. En Normandie, on percevait un droit de cinq sous par muid de vin, établi en 1633, au profit de la ville de Rouen et réuni en 1660 à la ferme des aides.

Le 22 juillet 1716, Louis XV rétablit les congés de remuage, qui avaient été supprimés.

La multiplicité des taxes donnait lieu à d'incessants conflits entre le fisc et les intéressés, particulièrement dans les centres importants.

A Paris, on sentit, écrit de Beaumont (1), l'impossibilité d'exercer un grand nombre de marchands faisant le commerce des boissons en gros et en détail et un arrêt du Conseil du 10 octobre 1719 réunit en une taxe unique, perçue à la barrière, les nombreuses taxes qui, à des époques différentes, avaient été établies sur les boissons. Les principales de ces taxes étaient : les premiers 5 sous (1551), les anciens et nouveaux 5 sous (1561-1581), les 10 deniers dits *ceinture de la reine* (établis pour subvenir aux dépenses de la maison de la reine), les 10 sous de la ville par muid de vin (1632), les 10 sous du canal (pour la canalisation de la rivière), les 45 sous des rivières (en remplacement des divers péages sur la Seine et ses affluents), les droits de domaine et barrage, les 20 sous de l'Hôpital général, etc.

La même année d'autres lettres patentes prescrivent

(1) LEVASSEUR, *Op. cit.*

de dresser après vendange, des procès-verbaux du produit de chaque mesure de vigne: c'est « la déclaration de récolte ».

Par deux arrêts de 1724 et 1758 le roi confirme les bourgeois de Paris dans le droit de vendre le vin de leur cru et dans l'exemption et privilège d'en payer les droits quand il s'agit de leur propre consommation.

Le 16 août 1774 Louis XVI fixe les droits à payer par les propriétaires sur les vins récoltés au-delà de leur pouvoir de consommation.

Le 13 février 1782, sont établis des droits sur l'esprit de vin.

Le 29 mai 1782, arrêt du Conseil du roi, ordonnant que les eaux-de-vie de cru et fabriques des provinces de Saintonge et Angoumois, déclarées et sorties pour l'étranger, ne seront point sujettes au double des droits de la traite de Charente, — lesquels perçus au chargement des navires étaient alors de 19 livres 17 sols par barrique. Le même arrêt contient aussi l'exemption du double du droit de jauge et de courtage en faveur de ces mêmes eaux-de-vie.

Le 21 juillet 1784 des lettres patentes de Louis XVI accordent l'exemption de tous droits aux eaux-de-vie qui sortiront du royaume.

Les frais de toutes sortes dépassaient parfois la valeur de la marchandise! suivant un rapport présenté aux États du Languedoc (1):

En 1765 un tonneau de vin acheté 36 livres dans la province se paie 500 livres à Paris mais il a coûté 501 livres 7 sous 7 deniers, soit une perte de 1 livre 7 sous

(1) BLOCH, *Op. cit.*

7 deniers pour le propriétaire ! les droits entrent dans cette somme pour 225 livres 16 sous 4 deniers y compris la location des places, qui, à la seule halle de Paris, assurait au roi un revenu annuel de 908 livres 10 sous 4 deniers.

En 1785 un tonneau de vin transporté du Beaujolais à Paris supportait trent-huit débours divers, octrois, péages, la somme s'en élevait à 57 livres, 2 sols, 7 deniers.

Les vins de Bordeaux payaient 209 livres pour le même trajet (1).

Suivant l'*Anti-Financier*, une pièce de vin devait payer pour entrer à Paris, 33 taxes différentes, après en avoir soldé à peu près autant en route.

Comme on a pu s'en rendre compte par cet exposé succinct, les taxes ne manquaient pas et du fait de ces lourdes charges, le vin ne pouvait être couramment consommé que par les classes riches et le peuple était sacrifié.

L'impôt (2) qui dans l'origine se bornait au 1/100 puis successivement au 1/50 au 1/20 puis au 1/8 de la valeur marchande du vin était devenu très lourd.

En 1461, suivant une remarque de Montrelet, il en avait déjà atteint le quart et ce n'était pas la fin.

Aussi la question du vin a-t-elle toujours été un brandon de discorde entre le pouvoir et le peuple ; et depuis la Gaule romaine jusqu'à nous, les différents impôts établis sur les vins ont-ils été l'objet de l'exécration populaire.

Inventé par le génie du mal, exécuté et augmenté par la fiscalité la plus odieuse, cet impôt est devenu un fléau véritable, entraînant avec lui toutes les calamités.

(1) GÉRARD LABRELY, *Rapport à Necker*.

(2) MONSTRELET, *Œuvres*.

« Les aides ou droits sur le vin ont dépassé le prix de la marchandise, et l'on a vu la mesure de vin monter de 4 sols à 10 ; car il faut payer le 12° ou le 8° du prix réel, puis le quart en sus, puis le droit de jauge, et à la porte des villes et lieux clos, les droits d'entrée pour le roi, les hôpitaux (1) et les villes, sans compter les amendes que s'adjugent les commis des fermiers pour les contraventions dans lesquelles ils s'ingénient à faire tomber le contribuable. Les difficultés pour la circulation, l'obligation de prendre des permissions à un certain bureau, et à l'entrée des villes, les lenteurs affectées des commis qui se font attendre des journées entières, ont rendu cette circulation onéreuse aux particuliers ; les commis des fermiers en accaparant pour eux-mêmes le soin de fournir la marchandise aux débitants, ont interdit à tout autre ce genre de commerce et se sont assuré le pouvoir de fixer les prix à leur gré, enfin la nécessité de surveiller les débitants pour empêcher la fraude des droits a fait que les fermiers ne laissent subsister de cabarets que dans les villes et gros lieux ; la consommation est dès lors bannie des campagnes et excepté dans la direction des grandes routes, il faut faire sept ou huit lieues de chemin pour trouver une maison où l'on vende du vin » (2).

« Les droits d'Aides afferlés sont les seules chaînes qui forment une barrière insurmontable pour la circulation et exportation de nos vins et de nos eaux-de-vie, par des entraves et des liens, non seulement coûteux à

(1) La déclaration du roi de 1690 porte qu'il sera levé pendant 3 ans au profit de l'Hôpital général de Paris ou droit de 30 sols par muid de vin qui entrera dans la ville de Paris.

(2) LEBER, *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge*.

défaire, mais même embarrassants dans la forme pour les marchands les plus intègres qui craignant de tomber innocemment dans des contraventions, outre les préjugés qu'ils ont contre celles que le fermier de l'impôt pourrait leur imputer, évitent un commerce trop épié et qui par là leur devient fatigant. Les autres n'étant pas à même de faire l'avance de tous les droits qui quadruplent le prix de l'achat, paraissent mépriser ce négoce, et il en résulte que les vins restent aux cultivateurs, qui ne se sentent point du tout en état de faire ces déboursés, puisqu'il faudrait qu'ils eussent trois années de leurs revenus d'avance; ce qui prouve que le partisan (sous-fermier de l'impôt) ne doit pas être cru lorsqu'il dit sans cesse que le consommateur paie tout (1).

» Et comment oserait-il essayer de persuader au ministre que le bourgeois donnera autant de vin à ses domestiques lorsqu'il vaudra 10 sols le pot que lorsqu'il n'en vaut que 4; que l'ouvrier ne mettra pas une plus grande quantité d'eau lorsque le vin sera fort cher que lorsqu'il sera bon marché? Il s'en suit donc que cette économie de consommation tourne totalement au désavantage de celui qui recueille le vin et non de celui qui le consomme, puisqu'au moyen d'une économie connue et en usage dans la ville de Lyon, il n'en coûte pas plus pour le vin qu'il consomme dans son ménage, depuis que les entrées ont doublé et sont à 6 livres, 19 sols, 4 deniers, qu'il n'en coûtait à ses pères lorsqu'ils ne payaient que 3 livres, 8 sols, 4 deniers $1/5$ avant l'aug-

(1) Extrait d'une requête au roi et à son ministre Necker (1780), de Balthazar Jean-Pierre Girard Labrely, secrétaire des États du Mâconnais.

mentation. Exemple qui doit s'appliquer pour toutes les autres villes du royaume, ainsi que pour les pays étrangers. De là il est facile de voir qu'en Angleterre où le vin de France vaut 6 livres la pinte (1 litre 1/2), il doit s'en boire beaucoup moins que celui du Portugal qui ne coûte que six sols. Il résulte encore un autre abus de l'augmentation que les droits font sur les prix des vins achetés par le consommateur qui, par raison souvent d'impuissance, ne boit et ne fait boire que la moitié de ce qu'il faut à un homme pour le soutenir; par là il devient lâche et ne fait pas autant de travail qu'il en pourrait faire. Comment les partisans du fermier pourront-ils démontrer qu'il est avantageux à l'Etat qu'une pièce de vin partant d'une cave en Beaujolais paye 57 livres, 2 sols, 7 deniers de droits pour arriver au port Saint-Paul à Paris, ou 20 livres, 14 sols de frais de voiture, tandis que cette même pièce de vin se vend à Paris au-dessous de 100 livres, que le cultivateur qui en achète le tonneau n'en retire pas sur les lieux plus de 10 ou 12 livres, et que les vins de Bordeaux et de Graves payent 209 livres par tonneau depuis Bordeaux jusqu'à et y compris l'entrée à Paris.

» Sa Majesté, ne serait-elle pas touchée de nos malheurs, si elle était informée que lorsque les vins du Mâconnais passent à l'étranger ils ont à payer des droits de subvention par doublement d'entrée à Digoin, sortie à Ingrande en Anjou hors du royaume, 4 et 2 sols par livre, péage à Decize, jauges et courtages anciens et nouveaux 5 sols, péages, octrois anciens et nouveaux à Nevers, à la Charité, Cosne, Sully, Gien, Châteauneuf, Orléans, Beaugency, Blois, Saumur, Nantes; que pour les autres routes il en est de même, et que lorsque les vins vont par terre en Hollande, il en coûte depuis Mâcon jusqu'à

Lille en Flandre, pour les officiers et les nobles 50 livres 3 sols par pièce appelée maconnaise? »

Colbert, en 1667, puis en 1680, Boisguillebert en 1697, Boulainvillers en 1716, Turgot en 1776 essayèrent de régler, de simplifier et de réduire les impôts sur les vins. Mais ils n'y réussirent qu'imparfaitement.

Necker se rendit compte qu'il était urgent d'en revenir au système de Turgot, qui avait essayé la suppression de toutes les douanes intérieures, et de réformer l'assiette générale de nos impôts :

« On peut, dit-il (1), s'en remettre aux délibérations de chaque province sur la manière de réformer ou de changer les sortes de contribution sous la seule condition importante pour l'État de faire verser la même somme au trésor royal. »

Mais l'heure des réformes pacifiques était passée : la révolution qui se préparait devait bientôt apporter des solutions plus radicales.

(1) Discours aux États généraux, 5 mai 1789.

CHAPITRE V

Législation contre les fraudes

DU VI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Les fraudes de toutes espèces n'étaient pas rares et de bonne heure le législateur s'efforça de les réprimer. On trouvera ci-dessous dans l'ordre chronologique un aperçu des mesures répressives :

L'ordonnance de Philippe IV le Bel fait : « deffense que nul achate ou fasse acheter ne vandre à escient fausse marchandise quelle qu'elle soit, pour grand prix la vandre ou pour grand marché qu'il en oit ; et que s'il achetoit ou vendoit à escient fausse marchandise, il perdrait la dite marchandise qui serait arse (brûlée) comme fausse et payerait en outre 60 sols pour l'amende. »

Jean II le Bon dans l'ordonnance du 30 janvier 1350 ordonne que nuls marchands de vins, ni taverniers, ne pourront mêler deux vins ensemble, sous peine de perdre le vin et l'amende : ne pourront sous les mêmes peines, nommer noms à vins d'aucun pays que celui dont il sera le crû. C'est — déjà — la « délimitation » rééditée en 1909 !

16 juillet 1404. Par ordre du roi, défense de vendre du verjus et du raisin sans un certificat de propriété des vignes d'où ils proviennent.

Février 1415. Confirmation de l'ordonnance de 1350

et ordre de ne livrer que des vins bons, loyaux, marchands, sans être mixtionnés, sous peine de confiscation, de forfaiture et d'amende arbitraire. Les vins, chargés pour Paris, ne pourront être déchargés en route.

10 février 1550. Arrêt du Parlement de Paris, portant que tout voiturier, hostelier ou charretier, reconnu coupable d'avoir bu ou volé le vin confié à ses soins sera pendu.

En 1635, Louis XIII enjoint aux hosteliers, cabaretiers, marchands et débitants de garnir leurs caves de toutes sortes de vins et de débiter au public à divers prix, bon vin, droit, loyal et marchand, sans être mélangé à peine de 400 livres parisis d'amende.

Décembre 1672. Déclaration de Louis XIV portant défense de faire mixtion de vin blanc et vin vermeil (rouge) à peine d'amende, confiscation et punition corporelle, ni d'amener à la vente des vins mélangés, mixtionnés ou défectueux. Est enjoint aux courtiers-jurés de goûter les vins, à peine d'amende et de suspension de leur charge, et pour qu'il ne soit contrevenu à la présente ordonnance, seront les tonneaux, aussitôt qu'ils auront été mis à prix par le prévôt des marchands, scellés sur les boudons par les sergents de la ville à ce préposés.

En 1687, ordonnance par laquelle il est défendu aux *commerçants de l'eau-de-vie* d'en faire aucun mélange avec de l'eau.

A l'occasion d'une saisie, par les gardes Marchands de vins, de vins falsifiés, une ordonnance de police fut prise le 27 septembre 1697 :

« Faisons très expresses inhibitions et deffenses à tous marchans de vins, vigneronns et autres personnes vendans vins en gros et en détail, ou faisans leur provision dans l'étendue de la ville, prévosté et vicomté de Paris

de mettre dans leur vin de la litarge, bois des Indes, raisins de bois, colle de poisson et autres drogues et mixtions capables de nuire à la santé de ceux qui en pourraient boire, le tout à peine de cinq cents livres d'amende et punition corporelle. »

En juin 1708, le roi crée 200 inspecteurs des vins et boissons.

Le 24 janvier 1713, il défend de fabriquer aucune eau-de-vie de sirop de mélasse, grains, lie, bière, braise, marc de raisin, hydromel et d'autres matières que le vin, sous peine de confiscation et de 3.000 livres d'amende.

En janvier 1729, les États du Languedoc délibérèrent d'imposer 2000 livres pour les appointements d'un inspecteur dont la nomination leur appartiendrait. Il fut nommé ; puis un arrêt du Conseil du 27 septembre 1729 publia qu'il devrait prêter serment devant les juges-conseils de Montpellier pour vérifier la qualité de tous les vins et eaux-de-vie qui seraient envoyés dans les ports de Cette, de Béziers, de Beaucaire, afin de faire l'épreuve de la qualité de ces liqueurs, saisir celles qui n'auraient pas les qualités requises, même les tonneaux et futailles qui n'auraient pas été fabriqués dans les règles et suivant les formes et les dimensions prescrites par le même arrêt ; dresser des procès-verbaux des différentes contraventions qu'il aurait remarquées, et poursuivre les contrevenants par devant les juges-conseils de Montpellier (1).

(1) Œuvres de la PJIARDIÈRE, communiquées par notre excellent ami Paul de Lajudie, que nous sommes heureux de remercier tout particulièrement.

Cet arrêt prononçait en même temps des peines contre différentes contraventions, et prescrivait à l'inspecteur de marquer à feu, aux armes de la province, tous les tonneaux de liqueurs qu'il aura trouvés de bonne qualités et de recette.

Le 22 décembre 1738. Arrêt du Parlement de Bordeaux renouvelant ceux de 1602, 1619, 1658 et 1683 sur la police des vins qui se recueillent dans la province de Guienne ; cet arrêt défend de couper, mêler, transvaser ou falsifier les vins sous peine de 10.000 livres d'amende, de confiscation des barriques, de la privation des droits de bourgeoisie et même de punition corporelle.

8 mars 1755. Règlement pour le poids et la contenance des bouteilles. La bouteille devait peser 25 onces et contenir une pinte de Paris.

Dans l'ordonnance du 5 février 1787, il est à nouveau interdit d'introduire aucune substance malfaisante dans les vins et cidres sous un prétexte quelconque, même celui de les améliorer sous peine de 3 années de galères et 1000 livres d'amende.

A la fin du XVIII^e siècle, le commerce des vins et des eaux-de-vie s'étant considérablement développé, un arrêt du Conseil du 15 juin 1787 établit un second inspecteur à Béziers.

CHAPITRE VI

Mesures économiques

DU VI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Nos différents rois, bien ou mal conseillés suivant les époques, ont été amenés à prendre des décisions dont quelques-unes étaient favorables et d'autres absolument contraires au développement économique de la viticulture.

Nous avons relevé les principales d'entre elles et les présentons ici dans l'ordre des temps.

En 630 Dagobert édicte, en dehors de dommages-intérêts, une amende contre le vigneron qui aura nui à la vigne du voisin.

Charlemagne s'intéresse à la culture de la vigne et aux conditions les plus favorables de son exploitation.

Un capitulaire de Charlemagne de 806 interdit de spéculer sur la hausse des vins et déclare honteux un pareil bénéfice ; par deux autres capitulaires datés de 805 et 809, il défend de vendre le vin en vert ou sur souches.

Dans l'histoire de la vigne, il faut citer en Bourgogne la lutte de la qualité et de la quantité, entre le plant pinot et le gamet.

Le premier événement notoire qui marque cette période est l'ordonnance de 1395 du duc de Bourgogne Philippe le hardi, ordonnant l'arrachement des gamais « et autres mauvais raisins ». Ces plants devaient être, dans la

Côte-d'Or, coupés ou extirpés dans le délai d'un mois sous peine de 60 sols d'amende, le « déloyau gamai déshonorant la côte où notre Saint père le pape (l'antipape Benoit XIII) et monseigneur le Roi avaient accoutumé de s'approvisionner ». La même ordonnance interdisait aussi la fumure des vignes.

Ce ne fut pas sans résistance, quelquefois violente, que s'exécuta la première de ces mesures, et en 1441, à la suite d'un nouvel édit, il s'éleva une très vive opposition. On n'en tint aucun compte : le 23 janvier 1471 eut lieu une extirpation publique de « vignes portant mauvais vin diffamant le finage » : les vigneron mécontents proféraient des paroles de mort contre les exécuteurs de l'ordonnance ducale.

En 1485, lettre-patente de Charles VIII enjoignant d'extirper les vignes aux alentours de Dijon, dans toutes les terres propres au labourage.

Le 3 octobre de la même année, les jurés-vignerons nommés à l'effet de reconnaître quelles étaient les vignes qui devaient être arrachées déposent leur déclaration (1), et l'année suivante la ville ayant obtenu du roi l'ordre d'arrachage qu'elle sollicitait, fit planter des perches au milieu de toutes les vignes qui devaient être détruites, en enjoignant aux propriétaires de les extirper sans délai. Mais ce fut bientôt à recommencer.

Le 12 juin 1557 un édit de Henri II prohibe la vente des vins en vert.

En 1567, par un règlement de police générale, en vue d'obvier au manque de grains, Charles IX fit arracher de grands vignobles et délimita la quantité de terre que

(1) *Archives de Dijon.*

chaque propriétaire pouvait complanter en vignes. Deux tiers au moins de la surface étaient réservés à d'autres cultures.

En 1577, règlement du Conseil confirmé par lettres-patentes de Henri III, reproduisant en partie l'édit de 1567, défendant de planter de nouvelles vignes et ordonnant l'arrachage de celles situées aux environs de Bordeaux (1).

En 1590, nouvelle demande des habitants de Dijon (2) pour l'arrachement des vignes.

En 1594, nouvel ordre d'arracher les vignes, nouvelle commission nommée pour en assurer l'exécution.

En 1627, déclaration de Louis XIII faisant défense d'étendre les plantations existantes.

En date de 1632, un arrêt du parlement homologue la délibération de la ville de Dijon et ordonne un arrachement de vignes.

En 1660 le parlement de Dijon fait défense de planter des vignes « dans les campagnes et terres à bled », alléguant que les nouvelles plantations de bonnes terres entraînaient une considérable augmentation du prix des grains.

En 1672, le maire de Dijon était contraint de demander de nouvelles ordonnances, se plaignant de ce que le grand nombre de vignes et l'abondance des vins causaient la ruine des vignerons et des propriétaires.

La révocation de l'édit de Nantes joue aussi un rôle dans l'histoire de la vigne: ainsi la Sologne, auparavant

(1) J. BABRIUS, Cours d'œnologie professé à Bordeaux en 1840.

(2) *Archives de Dijon*.

très peuplée et très vignoble, devint par son fait un véritable désert. (1)

En 1699 les États de Bretagne demandent pour la septième fois la révocation de l'édit qui défendait la plantation des vignes dans cette province. Cette réclamation demeura sans résultat.

Mais cette résistance de l'autorité ne faisait que devancer les événements, puisqu'un peu plus tard la rigueur du climat obligeait la vigne à abandonner le nord de la France pour se replier sur le centre et le midi.

En 1729, nouvel arrêt viticide et en 1731, au 5 juin, sur le rapport du sieur Orry, contrôleur des finances, célèbre arrêté du Conseil d'État, par lequel le roi Louis XV interdisait toute nouvelle plantation de vignes dans les provinces et généralités du royaume, sous peine de 3.000 livres d'amende ; de plus, défense était faite de rétablir sans sa permission toutes celles dont la culture avait été deux ans suspendue, et le syndic de chaque paroisse était sous le coup de 200 livres d'amende pour toute infraction non dénoncée par lui.

Cet arrêt fut accueilli assez défavorablement, notamment en Languedoc, où son exécution rencontra de nombreuses difficultés.

Quelques années plus tard (1747), en raison de la hausse des céréales, les États généraux du Languedoc prenaient une délibération tendant à empêcher la fumure des vignes.

L'appel des États-généraux fut entendu et le 21 mars 1748, l'intendant prit une ordonnance « qui fait défense

(1) Dr GUYOT, *Etude sur le vignoble de France*.

de fumer les vignes » ; mais en juillet 1759, le subdélégué de Toulouse était avisé que toute liberté de planter était rendue à la province. Dans la suite, comme la production locale n'avait pas de débouchés on redemanda à diverses reprises l'application de l'édit de 1731, mais il ne fut plus remis en vigueur.

CHAPITRE VII

La production et les prix

(Marché intérieur et extérieur)

DU VI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Avant le XVIII^e siècle, nous avons peu de renseignements sur la production vinicole. Pour les prix il en est autrement et nous pouvons citer quelques chiffres empruntés notamment aux travaux de Lavalley, Leber, Mantellier et surtout de M. le vicomte d'Avenel.

Suivant le Polyptique de l'abbé Irminon, au IX^e siècle le vin s'échange contre l'orge ou le blé volume pour volume. Il est intéressant de remarquer que cette équivalence entre les volumes du blé et du vin n'est pas chose nouvelle. Nous la trouvons en effet signalée dans Polybe (1) : « La métrète de vin s'y donne pour une égale mesure d'orge.... »

Mais ces indications sont insuffisantes. Il semblerait, d'après les deux auteurs précités, que les prix du blé et du vin soient restés invariablement liés pendant le cours de dix siècles par les mêmes constantes. Or il était loin d'en être ainsi :

« Les irrégularités (2) des récoltes influaient sur le prix

(1) POLYBE, *Historia*. — Il s'agit de la Gaule cisalpine, 165 ans avant notre ère.

(2) D'AVENEL, *Histoire économique de la propriété*.

du vin avec une violence dont il est difficile de se faire une idée aujourd'hui où le commerce formant un contre-poids permanent aux oscillations annuelles de la production absorbe tour à tour ou rejette sur le marché des quantités énormes de marchandises (1).

» Ce rôle bienfaisant, le commerce n'aurait pu le remplir au moyen-âge pour le vin ; d'abord parce que le trafic à grande distance (2) n'était possible qu'entre un nombre très limité de provinces, ensuite parce qu'une bonne partie de ces vins, incapables de se conserver, aurait occasionné de fortes pertes à qui les eût emmagasinés, dans une année d'abondance, pour les revendre dans une disette. »

Il y avait encore autre chose : les barrières douanières qui rendaient étrangères les provinces les unes aux autres n'étaient pas précisément faites pour amener un équilibre quelconque sur le marché, et il en résultait des variations considérables dans les prix. Nous avons vu aussi que pour favoriser l'exercice profitable du droit de ban-vin, le prix était fixé tout à fait artificiellement, les mauvaises années à 12 deniers et les bonnes à 8 deniers.

Lavalle attribue une autre origine à la fixation arbitraire des prix : « Dans presque toutes les communes de la Côte-d'Or, l'habitude prise de faire cultiver les vignes en donnant une portion de la récolte au vigneron néces-

(1) M. le vicomte d'Avenel décrit le rôle du commerce tel qu'il devrait être.

(2) Le transport d'une pièce de vin d'Orléans à Paris, qui coûtait, pendant la première partie du xvi^e siècle, 11 sols de notre monnaie, et 18 sols pendant la seconde, ne valait plus que 9 sols en 1649, c'est-à-dire le même prix que sous Louis XII avant la découverte des mines d'or du Mexique et du Pérou.

sita la fixation officielle du prix des vins, de manière que le vigneron auquel le propriétaire avait fait des avances et qui voulait se libérer en lui cédant sa part de récolte, pût le faire sur une base équitable. A cet effet, un certain nombre de jurés vigneron et de propriétaires se réunissaient chaque année au mois de novembre, de décembre ou de janvier et fixaient le prix des vins récoltés dans chaque climat. »

Suivant M. le vicomte d'Avenel (1), en 1180, le vin était coté en Normandie de 4 fr. 75 à 20 fr. l'hectolitre. La moyenne paraît être de 8 à 9 fr., tandis que le vin ordinaire ou vin de garnison était vendu à Rouen, en 1195, 5 fr. 50, le bon vin était coté 13 fr. et les vins de Bourgogne et de l'Yonne 26 et 30 fr. ; à Bordeaux le vin se payait de 30 à 40 sous la barrique en 1198. En 1202 l'hectolitre, qui valait 6 fr. à Paris, était vendu 13 fr. à Montargis et 17 fr. dans le Calvados, et en Angleterre les vins d'Anjou se payaient couramment 9 fr. 50. Les vins du Poitou s'y payaient 8 fr. seulement. Les prix du vin sont alors de 11 fr. 50 à Valogne, 5 fr. dans le Gâtinais, 9 fr. à Moret.

Dans l'Aisne le vin blanc avait été payé 3 fr. en 1233.

De 1200 à 1275, le maximum est de 26 fr. et en 1251 le minimum fut atteint à Agen avec 2 fr. 50.

De 1276 à 1325 le maximum est de 85 fr., la moyenne de 20 fr. et le minimum de 6 fr.

En 1328, le vin de Beaune fut vendu 56 francs la queue (424 litres), somme considérable pour le temps.

On s'efforce parfois de réagir contre les variations excessives des prix ; c'est ainsi qu'en 1363, l'archevêque

(1) D'AVENEL, *Op. cit.*

de Reims interdit aux bourgeois de vendre leur vin au détail plus de 6 deniers le pot.

De 1326 à 1375 le prix du vin est d'environ 13 fr. 60 l'hectolitre. En Picardie, dans l'Île de France, il atteignait 26 fr., mais en Dauphiné et en Orléanais le vin valait 14 fr. En Anjou il était coté 15 fr., 13 fr. en Normandie, 17 fr. en Bourgogne, 7 fr. seulement en Guyenne et Gascogne. En Roussillon, en 1285, le vin était coté 27 fr. l'hectolitre, alors qu'en Languedoc il ne dépassait pas 18 fr. Le vin de Gascogne transporté en Artois s'y négociait pour 23 fr. en 1302. Le vin de Bourgogne amené à Paris se vendait couramment 43 fr. Dans les Flandres, le vin se payait 119 fr. En 1328 on cote le vin en Artois 27 fr. l'hectolitre, en Franco-Comté il ne vaut que 9 fr. 50 et à Arbois le vin blanc se paye 15 fr. et le rouge 21 fr. A Paris le vin d'Auxerre est coté 17 fr., celui de Saint-Pourçain, 87 fr., le vin des environs de Paris, 11 fr. 50, 13 fr. et 15 fr. Chaque région offre des prix bien différents, en relation avec l'importance des récoltes. •

En 1367 et 1368, suivant les comptes de l'abbaye de Cîteaux, la queue de vin de Vougeot fut vendue 7 livres tournois, soit 140 sols.

En 1350 et 1353 la valeur du muid de vin ordinaire de Beaune fut fixée à 20 sols dijonnais et le muid de vin de Volnay et Pommard à 15 sols dijonnais (1).

A la fin du ^{xv}^e siècle et dans la première moitié du ^{xvi}^e siècle se produit une baisse légère, l'hectolitre ne se vend plus que 14 fr., mais il demeure à ce taux bien plus cher que de nos jours, puisque suivant la valeur

(1) *Archives de Beaune.*

relative de l'argent ces 14 fr. en représentent 60 de notre monnaie (1).

En 1434, le vin oscille de 1 fr. 20 l'hectolitre à Montélimar et 6 fr. près d'Auxonne (Franche-Comté), jusqu'à 29 fr. à Palis et 32 fr. à Troyes.

Son prix ne cessa de diminuer de 1451 à 1525 ; il descendit de 14 fr. à 10 fr. sous Louis XI, à 9 fr. sous Charles VIII, à 7 fr. au commencement du règne de François I^{er}.

Sous Louis XII (2) le tonneau de vin valait 30 sols, et le prix du setier de froment de 56 livres s'élevait alors à 20 sols.

Un tonneau de vin égalait donc en argent la valeur d'un setier et demi, soit 14 hectolitres qui, à 20 francs chacun, font 280 francs. La contenance du tonneau était de 8 à 9 hectolitres — le prix de l'hectolitre était d'environ 35 francs — en monnaie ancienne (3).

En 1508, à la suite d'une mauvaise récolte, les Pouvoirs publics interviennent pour essayer de modérer l'élévation des cours ; une ordonnance royale charge les officiers de justice de fixer le prix des vins dans chaque localité, avec l'assistance des officiers municipaux.

De 1526 à 1575 les prix oscillent de 5 fr. à près de 200 fr. l'hectolitre et, de 1576 à 1600, ils s'élèvent en moyenne à 19 fr. ».

En 1580, sous Henri II, la queue de vin de 400 pots ou deux muids deux tiers, équivalant à 7 hect. 16, valait 7 livres 10 sols ou 1800 deniers. La journée moyenne de travail étant payée 6 deniers, la queue de vin représentait donc 300 journées et l'hectolitre 42 fr.

(1) D'AVENEL, *Op. cit.*

(2) *Les trois pierres précieuses*. Imprimé en 1581.

(3) Voir le tableau de Leber, *infra*.

Dans les archives de la ville de Dijon on trouve que la queue des meilleurs vins est payée dans les xv^e et xvi^e siècles de 9 à 48 fr.

D'après ce document le prix de la queue a varié :

De 1660 à 1680 :

Pour les vignobles de Nuits....	de 26 à 75 livres.
Pour les vignobles de Vougeot..	de 23 à 75 —
Pour les vignobles de Vosne ...	de 23 à 75 —

De 1680 jusqu'à 1700 :

Pour les vignobles de Nuits....	de 30 à 132 livres.
Pour les vignobles de Vougeot..	de 26 à 123 —
Pour les vignobles de Vosne ...	de 26 à 123 —

De 1700 jusqu'à 1720 :

Pour les vignobles de Nuits....	de 80 à 280 livres.
Pour les vignobles de Vougeot..	de 60 à 280 —
Pour les vignobles de Vosne ...	de 78 à 265 —

De 1720 jusqu'à 1738 :

Pour les vignobles de Nuits....	de 60 à 320 livres.
Pour les vignobles de Vougeot..	de 69 à 515 —
Pour les vignobles de Vosne ...	de 68 à 310 —

De 1738 jusqu'à 1756 :

Pour les vignobles de Nuits....	de 50 à 320 livres.
Pour les vignobles de Vougeot..	de 50 à 320 —
Pour les vignobles de Vosne ...	de 50 à 310 —

De 1756 jusqu'à 1774 :

Pour les vignobles de Nuits....	de 54 à 480 livres.
Pour les vignobles de Vougeot..	de 52 à 480 —
Pour les vignobles de Vosne ...	de 52 à 470 —

De 1774 à 1789 :

Pour les vignobles de Nuits....	de 95 à 320 livres.
Pour les vignobles de Vougeot..	de 95 à 320 —
Pour les vignobles de Vosne ...	de 85 à 310 —

Pour les Charentes on relève les prix suivants :

PRIX DU VIN DANS LES CHARENTES (1)

(Barrique de 27 veltes ou 205 litres)

Années	Livres	Années	Livres
1621.....	45	1757.....	25
1671.....	5	1758.....	44
1703.....	5	1759.....	30
1726.....	50	1760.....	20
1728.....	24	1761.....	23
1729.....	45	1762.....	29
1730.....	45	1763.....	25
1731.....	46	1764.....	30
1732.....	47	1765.....	38
1733.....	24	1766.....	54
1734.....	21	1767.....	77
1735.....	22	1768.....	40
1736.....	28	1769.....	36
1737.....	48	1770.....	86
1738.....	25	1771.....	88
1739.....	37	1772.....	45
1740.....	44	1773.....	57
1741.....	24	1774.....	78
1742.....	43	1775.....	68
1743.....	22	1776.....	60
1744.....	24	1777.....	100
1745.....	30	1778.....	55
1746.....	73	1779.....	28
1747.....	54	1780.....	28
1748.....	33	1781.....	18
1749.....	36	1782.....	20
1750.....	48	1783.....	25
1751.....	44	1784.....	21
1752.....	28	1785.....	20
1753.....	28	1786.....	28
1754.....	25	1787.....	18
1755.....	24	1788.....	44
1756.....	25	1789.....	104

(1) BÉRAULD, *Op. cit.*

Voici, d'autre part, un aperçu du prix des vins à Orléans.

Prix des vins à Orléans (1)

ÉPOQUES DES MARCHÉS		NOMBRE des années au cours desquelles les marchés ont été passés	PRIX le plus bas	PRIX le plus haut	PRIX moyen
Vins des vignes de l'Hôtel-Dieu d'Orléans (le poinçon)					
xiv ^e siècle {	3 ^e quart.....	12	francs 17 44	francs 85 56	francs 47 55
	4 ^e —	20	11 10	54 »	30 53
xv ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	20	4 66	86 21	32 »
	2 ^e —	9	9 82	82 54	40 13
	3 ^e —	4	19 56	50 09	34 84
	4 ^e —	»	» »	» »	» »
Vins des bons crus moyens de la banlieue d'Orléans					
xvi ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	23	8 20	41 03	25 79
	2 ^e —	24	11 82	35 49	22 19
	3 ^e —	»	» »	» »	» »
	4 ^e —	»	» »	» »	» »
xvii ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	24	26 30	109 60	67 77
	2 ^e —	10	40 49	134 34	56 05
Vins du cru du Lièvre-d'Or, en la paroisse de Saint-Marceau					
xvi ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	13	17 23	41 03	28 38
	2 ^e —	17	17 30	34 11	22 59
Vins achetés pour la consommation des hôpitaux d'Orléans					
xiv ^e siècle {	2 ^e quart.....	4	16 09	16 09	16 09
	3 ^e —	4	20 78	49 89	32 08
	4 ^e —	3	19 62	50 92	30 29
xv ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	3	36 19	43 46	38 61
	2 ^e —	»	» »	» »	» »
	3 ^e —	»	» »	» »	» »
	4 ^e —	2	13 55	30 12	21 83
xvi ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	12	7 12	20 71	14 70
	2 ^e —	12	8 65	22 71	15 25
	3 ^e —	13	6 60	100 95	30 04
	4 ^e —	16	7 86	103 81	42 76
xvii ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	19	18 85	75 51	37 54
	2 ^e —	18	10 22	80 90	34 60
	3 ^e —	23	16 18	72 21	31 73
	4 ^e —	20	11 39	100 54	28 28
xviii ^e siècle {	1 ^{re} quart.....	16	13 05	137 59	38 »
	2 ^e —	25	6 13	53 65	24 07

MANTELLIER, *Mémoire sur la valeur des principales denrées et marchandises*, 1862.

ANNÉES des faits	INDICATION DES OBJETS appréciés ou cotés	PRIX DE L'ÉPOQUE			ÉVALUATION DES PRIX ANCIENS				
		en livres, sous et deniers			d'après le prix du marc actuel			Au pouvoir actuel de l'argent	
		Livres	Sous	Deniers	Livres	Sous	Deniers	Francs	Centimes
1312	Un tonneau de vin.....	3	5	0	44	13	9	268	13
—	Une queue de vin vieux (132 pin- tes de Paris) — de vin nouveau	6	8	0	—	—	—	—	—
—	Autre vin, la queue.	5	0	0	15	16	8	275	00
	Moyenne des { la queue... ..	—	—	—	71	10	0	129	00
	prix de vin { la pinte ci-dessus	—	—	—	0	3	3 $\frac{2}{2}$	0	99
1376	Autre vin, la pinte.....	0	0	2 $\frac{1}{2}$	0	1	10 $\frac{11}{12}$	0	57
	Moyenne des prix de la pinte ci-dessus.....	—	—	—	0	2	7 $\frac{7}{12}$	0	78
—	La queue de vin.	1	5	3	34	11	10	208	45
1398	Queue de vin.....	6	1	10	19	12	11	297	88
	Moyenne des deux prix ci-des- dessus, la queue.....	5	3	6 $\frac{1}{2}$	12	3	2	252	95
1406	La queue de vin....	10	0	0	81	10	0	489	00
1411	Vin, la queue.	7	9	8	51	8	11 $\frac{1}{2}$	308	69
1415	Bon vin, la pinte.....	0	0	2	0	1	1 $\frac{3}{4}$	0	34
—	La meilleure pinte de vin fran- çais.....	0	0	10	0	6	6 $\frac{1}{7}$	1	56
1417	La pinte de vin sain et net....	0	0	1	0	0	5 $\frac{1}{2}$	2	14
1421	Le meilleur vin de Beaune et de l'Auxerrois, la pinte.....	0	1	3	0	9	10	0	95
—	Le petit vin, la pinte, 5 deniers et au-dessous.....	0	0	5	0	3	3 $\frac{2}{7}$	0	98

ANNÉES des faits	INDICATION DES OBJETS appréciés ou cotés	PRIX DE L'ÉPOQUE			ÉVALUATION DES PRIX ANCIENS				
		en livres, sous et deniers			d'après le prix du marc actuel			du pouvoir actuel de l'argent	
		Livres	Sous	Deniers	Livres	Sous	Deniers	Francs	Centimes
1427	Petit vin, la pinte (noté comme très cher).....	0	0	8	0	4	5 $\frac{1}{3}$	1	33
1440	Droit d'entrée à Paris pour une queue de vin.....	0	8	4	1	10	0	9	0
—	Une queue de vin et deux poinçons.....	12	2	4	8 $\frac{1}{2}$	18	0	509	40
1443	La pinte de vin....	0	0	2	0	1	2	0	35
—	Bon vin, la pinte.....	0	0	2	0	1	4 $\frac{3}{4}$	0	3 $\frac{1}{2}$
1448	La pinte de très bon vin, blanc ou rouge.....	6	0	2	0	4	0 $\frac{2}{3}$	0	30 $\frac{1}{2}$
1458-59	Un poinçon de vin.....	3	18	0	23	16	8	143	0
1470-72	Le poinçon de vin rouge.....	4	10	0	22	10	0	135	0
1492	Vin, la pinte (2 deniers).....	0	0	2 $\frac{1}{2}$	0	0	11 $\frac{1}{2}$	0	29
1493	La pinte de vin de Beaune....	6	1	0	0	4	7	4	38
1502	La pinte de vin.....	0	0	4	0	1	7 $\frac{1}{3}$	0	48
1512	La pinte de vin.....	0	0	10	0	4	0	4	20
1513	La pinte de vin.....	0	0	6	0	2	2 $\frac{2}{3}$	0	66
1525	La pinte de vin.....	0	0	6	0	2	1 $\frac{2}{3}$	0	63
1535	La pinte de vin.....	0	0	6 $\frac{2}{3}$	0	2	6 $\frac{1}{3}$	0	54
1542	Le muid de vin.....	4	0	0	14	13	4	58	67
1560	La pinte de vin.....	0	1	0	0	3	8	0	55
1563	La pinte de vin.....	0	0	10	0	2	9 $\frac{1}{3}$	0	42
1577	La pinte du meilleur vin.....	0	3	0	0	8	0	0	80

D'après les recherches faites par M. Raoul Chandon de Briailles, sur les prix des vins de Champagne,

En 976, le muid valait 9 fr. 30 l'hectolitre.

En 1281, le muid valait 29 fr. 35 l'hectolitre.

En 1328, la pièce valait 66 fr. 75 l'hect.

En 1337, la queue de vin valait 37 fr. 05 l'hectolitre.

En 1389, la queue de vin valait 4 fr. l'hectolitre.

En 1424, la queue de vin valait 54 fr. 70 l'hectolitre.

En 1485, le poinçon, valait 279 fr. l'hectolitre.

En 1499, la queue de vin valait 116 fr. 55 l'hectol.

En 1512,	—	121 fr. 95	—
----------	---	------------	---

En 1570,	—	11 fr. 25	—
----------	---	-----------	---

En 1600,	—	17 fr. 40	—
----------	---	-----------	---

En 1653,	—	39 fr. 00	—
----------	---	-----------	---

En 1693,	—	450 fr. 00	—
----------	---	------------	---

En 1708,	—	90 fr. 00	—
----------	---	-----------	---

En 1739,	—	83 fr. 00	—
----------	---	-----------	---

En 1740,	—	62 fr. 50	—
----------	---	-----------	---

En 1760,	—	12 fr. 45	—
----------	---	-----------	---

En 1762,	—	290 fr. 50	—
----------	---	------------	---

En 1763, le prix de l'hectolitre tombe à 24 fr. 90 ; il remonte, en 1765, à 31 fr. 95 l'hectolitre, en 1767, à 132 fr. 80, en 1775, à 104 fr. 40.

En 1786, il ne vaut plus que 50 fr. 40.

De 1700 à 1800, le prix de l'hectolitre à Saint-Georges (Hérault) a varié de 7 à 35 francs, mais il est difficile de déterminer les causes de ces variations faute de renseignements (1).

Les mémoires de l'abbé Audibert, curé de Saint-Poly-

(1) *Archives de Saint-Georges.*

carpe (1) nous apprennent qu'en 1706 le vin se vendait à Limoux 1 fr. 50 l'hectolitre. A Saint-Georges, la même année le prix du muids est de 12 francs (2).

En 1779, selon l'abbé Rozier, le vin se payait en Languedoc et Provence sur la base de 2 fr., 2 fr. 75 et 3 fr. l'hectolitre.

Il serait fastidieux de passer en revue et de comparer les différents prix pour chaque année et dans chaque localité. Aussi nous bornons-nous à donner ici la moyenne des prix que nous avons établie d'après les travaux de M. le vicomte d'Avenel, pour toutes les qualités.

Comme on pourra s'en rendre compte l'amplitude des variations est considérable.

C'est ainsi que nous voyons (3) les cours passer de 3 fr. 51 en 1264 à 89 francs en 1268, pour retomber brusquement à 8 fr. 57 l'année suivante. De 5 fr. 92 en 1337, ils s'élèvent à 19 fr. 91 en 1338.

Les trois années 1433 à 1435 nous offrent un exemple plus remarquable encore de ces variations désordonnées ; de 14 fr. 32, on descend à 1 fr. 18, pour remonter sans transition à 32 fr. 45.

On retrouve les mêmes bonds excessifs dans les périodes 1508 à 1510, 1538 à 1440, 1541 à 1543, 1558 à 1560, 1601 à 1603, 1726 à 1729, 1784 à 1786. Il suffit qu'une seule récolte se présente surabondante pour que, à ces époques où les transports sont difficiles et coûteux, les prix du vin se trouvent immédiatement avilis.

(1) BLOCH, *La viticulture languedocienne avant 1789*.

(2) ALBERT FABRE, *Histoire de Saint-Georges d'Orques*.

(3) Voyez ci-dessous le tableau comportant la moyenne des prix de 1157 à 1789.

**Moyenne des prix des vins de toutes qualités
de 1157 à 1789**

(Établie d'après les travaux de M. le vicomte d'AVENEL (1))

1157,...	12.12	1344,...	6.65	1426,...	13.94	1488,...	10.10
1180,...	10.36	1345,...	3.92	1427,...	14.38	1489,...	20.31
1195,...	8.02	1348,...	11.21	1429,...	28.80	1491,...	19.10
1198,...	16.63	1350,...	27.42	1430,...	53.28	1492,...	3.55
1200,...	9.30	1352,...	13.40	1431,...	23.47	1493,...	22.76
1202,...	7.44	1355,...	31.97	1432,...	14.32	1494,...	11.00
1203,...	12.49	1358,...	18.80	1433,...	1.18	1496,...	6.06
1218,...	4.73	1359,...	19.76	1434,...	32.45	1501,...	12.19
1231,...	5.20	1360,...	17.02	1435,...	7.86	1502,...	12.86
1233,...	3.06	1362,...	7.56	1437,...	23.67	1503,...	9.67
1249,...	5.00	1363,...	46.58	1439,...	25.89	1504,...	3.82
1251,...	2.53	1364,...	26.00	1440,...	13.50	1505,...	5.43
1260,...	4.27	1365,...	21.95	1441,...	22.20	1506,...	9.29
1264,...	3.51	1366,...	4.99	1442,...	20.29	1507,...	8.54
1268,...	89.00	1368,...	57.80	1443,...	19.42	1508,...	23.54
1269,...	8.57	1370,...	61.82	1444,...	13.92	1509,...	7.88
1284,...	7.81	1372,...	166.00	1446,...	8.41	1510,...	47.75
1285,...	4.29	1375,...	16.97	1447,...	11.08	1512,...	16.22
1287,...	25.36	1377,...	19.59	1448,...	13.08	1513,...	12.84
1292,...	27.93	1380,...	15.45	1449,...	29.83	1514,...	6.56
1293,...	36.00	1383,...	12.44	1450,...	14.79	1515,...	8.07
1295,...	13.30	1384,...	64.01	1451,...	14.17	1517,...	13.90
1297,...	104.50	1385,...	11.94	1452,...	16.12	1519,...	8.24
1301,...	20.31	1388,...	14.57	1453,...	14.03	1520,...	3.42
1302,...	23.07	1389,...	15.91	1454,...	5.41	1521,...	9.18
1303,...	47.81	1390,...	93.95	1455,...	18.10	1523,...	13.85
1305,...	18.67	1391,...	25.43	1459,...	10.74	1524,...	14.62
1306,...	11.82	1392,...	32.61	1460,...	31.70	1525,...	10.75
1308,...	49.35	1394,...	6.32	1461,...	36.02	1527,...	5.99
1309,...	31.60	1395,...	4.23	1462,...	22.15	1529,...	16.07
1310,...	25.12	1396,...	33.63	1463,...	18.27	1530,...	16.14
1312,...	16.00	1397,...	7.80	1464,...	21.37	1531,...	22.73
1313,...	27.90	1398,...	7.52	1466,...	80.50	1532,...	22.91
1317,...	26.08	1400,...	20.42	1469,...	12.04	1534,...	10.53
1320,...	25.77	1402,...	9.62	1471,...	17.39	1535,...	11.17
1322,...	35.78	1405,...	22.07	1472,...	22.60	1536,...	84.18
1323,...	20.09	1406,...	54.00	1473,...	2.03	1538,...	21.50
1324,...	13.19	1408,...	12.51	1474,...	13.99	1539,...	6.86
1325,...	10.78	1409,...	14.60	1475,...	42.00	1540,...	14.40
1326,...	19.30	1410,...	15.78	1476,...	10.71	1541,...	18.01
1328,...	19.05	1411,...	15.44	1479,...	26.79	1542,...	4.52
1331,...	9.50	1412,...	13.12	1481,...	27.93	1543,...	98.10
1332,...	12.15	1414,...	14.41	1482,...	7.86	1544,...	11.74
1335,...	10.28	1416,...	13.18	1483,...	19.47	1545,...	103.35
1337,...	5.92	1418,...	15.08	1484,...	2.86	1546,...	16.81
1338,...	19.91	1420,...	21.19	1485,...	14.79	1547,...	125.58
1340,...	17.67	1421,...	16.95	1486,...	32.00	1549,...	12.38
1343,...	23.73	1424,...	26.64	1487,...	12.77	1550,...	50.95

(1) *Op. cit.*

1551,...	30.37	1607,...	31.74	1670,...	10.10	1733,...	38.72
1552,...	4.62	1608,...	5.95	1671,...	14.70	1734,...	9.32
1553,...	14.80	1609,...	23.71	1672,...	150.92	1735,...	81.77
1554,...	37.32	1610,...	15.03	1673,...	62.93	1737,...	8.75
1555,...	8.89	1611, ..	18.58	1674,...	4.85	1738,...	11.25
1556,...	6.33	1612,...	20.57	1677,...	54.85	1739,...	13.05
1557,...	19.09	1614,...	24.61	1679, ..	10.30	1740,...	68.30
1558,...	17.00	1616,...	27.14	1680,...	14.95	1741,...	1.57
1559,...	5.44	1619,...	12.26	1681,...	13.30	1742,...	5.27
1560,...	26.67	1620,...	11.55	1682,...	10.98	1744,...	7.59
1562,...	5.60	1622,...	98.55	1684,...	16.82	1746,...	10.30
1563,...	13.37	1624,...	13.48	1686,...	19.68	1747,...	14.9
1564,...	31.58	1625, ..	19.62	1687, ..	121.52	1748,...	22.87
1565,...	15.33	1626,...	24.14	1690,...	22.34	1749,...	15.2
1566,...	17.99	1627,...	11.06	1691, ..	22.46	1750,...	11.34
1567,...	31.00	1628,...	23.15	1692,...	72.61	1751,...	14.34
1569,...	9.83	1629,...	31.16	1693,...	136.05	1752,...	34.8
1570,...	7.23	1630,...	10.54	1694,...	32.46	1754,...	12.75
1571,...	27.53	1631,...	16.86	1695,...	14.30	1755,...	63.49
1572,...	16.76	1632,...	15.00	1696, ..	56.47	1757,...	75.38
1573,...	54.24	1634,...	26.80	1697,...	65.70	1758,...	13.30
1574,...	98.40	1636,...	23.30	1698,...	49.23	1759, ..	82.89
1575,...	32.66	1637,...	31.00	1699,...	18.5	1760,...	12.63
1576,...	122.64	1638,...	13.70	1702,...	15.29	1762,...	18.06
1580,...	11.47	1639,...	35.60	1703,...	47.36	1763,...	89.65
1581,...	39.42	1640,...	34.47	1706,...	57.00	1764,...	29.00
1582,...	21.20	1641,...	13.25	1707,...	37.90	1765,...	11.93
1583,...	68.72	1642,...	14.52	1708,...	60.53	1766,...	20.50
1584,...	7.82	1644,...	39.98	1709,...	26.59	1767, ..	30.01
1585,...	4.47	1645,...	20.28	1710,...	105.17	1768,...	51.88
1586,...	17.44	1646, ..	20.59	1711,...	67.31	1769,...	302.95
1587,...	16.94	1647,...	15.52	1712,...	86.22	1770,...	225.74
1588,...	37.33	1648,...	8.08	1713,...	14.92	1771,...	33.17
1589,...	43.33	1649,...	13.81	1714,...	50.92	1772,...	6.66
1590,...	29.69	1650,...	25.65	1715,...	30.3	1773,...	54.25
1591,...	30.07	1652,...	9.91	1716,...	13.44	1774,...	32.75
1592,...	17.92	1653,...	93.95	1717,...	34.22	1775,...	7.76
1594,...	31.98	1654,...	12.50	1718,...	85.78	1777,...	65.00
1595, ..	25.53	1655,...	19.85	1719,...	9.89	1778,...	21.15
1596,...	23.74	1656,...	11.95	1720,...	9.80	1780,...	88.20
1597,...	16.96	1657,...	19.16	1721,...	19.68	1781,...	35.47
1598,...	23.58	1659,...	42.23	1723,...	166.36	1783,...	6.99
1599,...	13.53	1660,...	27.14	1724,...	16.04	1784,...	17.00
1600,...	18.29	1661,...	9.3	1725, ..	17.69	1785,...	5.86
1601,...	23.59	1662,...	8.37	1726,...	11.56	1786,...	58.50
1602, ..	2.31	1664,...	12.25	1727,...	1.25	1787,...	14.80
1603,...	67.06	1665,...	21.37	1728,...	8.59	1788,...	43.01
1604,...	43.00	1667,...	11.55	1729,...	63.82	1789,...	29.13
1605,...	7.47	1668,...	13.42	1730,...	129.25		
1606,...	19.55	1669,...	15.03	1732,...	10.60		

En s'en tenant exclusivement aux chiffres moyens de cetteliste et en laissant de côté les prix maxima qui s'appliquent à des vins de tout premier luxe ou qui cachent une crise intense, on s'aperçoit que les prix sont très élevés, d'autant plus qu'il convient de tenir compte de leur valeur relative. Pour avoir la valeur vraie rapportée au pouvoir d'achat actuel de la monnaie, il faut multiplier ces chiffres par les coefficients indiqués par M. de Foville (1).

1300-1325.....	3.50	1550-1575.....	3
1325-1350.....	3.50	1575-1600.....	2.50
1350-1375.....	3	1600-1625.....	3
1375-1400.....	4	1625-1650.....	2.50
1400-1425.....	4.25	1650-1675.....	3
1425-1450.....	4.50	1675-1700.....	2.33
1450-1475.....	6	1700-1725.....	2.75
1475-1500.....	6	1725-1750.....	3
1500-1525.....	5	1750-1775.....	2.33
1525-1550.....	4	1775-1800.....	2

Pour les siècles antérieurs, on peut avoir recours à titre d'approximation aux données fournies par Leber (2) ou M. le vicomte d'Avenel (3).

(1) DE FOVILLE, *La Monnaie*, 1907. Gabalda, Paris, p. 196.

(2) LEBER, *Essai d'appréciation de la fortune privée au moyen âge*, 1847. Guillaumin, Paris, p. 103.

(3) D'AVENEL. *Op.cit.* Voyez aussi : HELFFERICH, Geld und Bankwesen au mot Preis ; Collection, Kuno. Frankenstein.

*
* *

Pour ce qui est de la production les renseignements manquent avant Vauban.

D'après celui-ci (1), la France possédait à la fin du XVII^e siècle 2.297.500 hectares de vignes produisant 29.862.000 hectolitres.

L'ordonnance de Louis XV de 1731 semble avoir porté un coup assez rude au vignoble puisqu'en 1760 on ne trouve plus que 1.675.000 hectares, et 1.546.616 hectares (2) seulement en 1783, avec 25 millions d'hectolitres ; cette évaluation est celle de Lavoisier qui concorde avec celle du marquis de Carreaux et celle de Du Pont dans son rapport (3) au contrôle général des finances (1786).

Le prix moyen à la propriété est de 15 fr. 44 avec un rendement de 21 hectolitres 21 par hectare (4).

Evaluation de la production

Population	Années	Sources	Prod. en hectol.
20.000.000 (5)	1700	Vauban	29.862.000
—	1760	France	26.297.000
—	1764	Beausobre	12.800.000
—	1770	D'Expilly	17.162.000
—	1779	Letrône	21.460.000
24.000.000	1788	Young	40.480.000
—	1788	Contr. indirect..	27.026.703

(1) VAUBAN, *La Dîme royale*.

(2) Statistique du Ministère des Finances.

(3) Les évaluations de M. Du Pont sont calculées d'après le rendement des Aydes.

(4) MOREAU DE JONNÈS. *op. cit.* — *Statistique de la France*.

(5) Mémoire des Intendants.

Pour 1788 la production totale a été de 27.026.903 hectolitres et dans les départements suivants: (1)

<i>Aude</i>	359.072 hectol.
Charente.....	777.000 —
Charente-Inférieure .	1.701.000 —
<i>Gard</i>	933.505 —
Gers	775.000 —
Gironde.....	2.700.000 —
<i>Hérault</i>	1.129.787 —
Meurthe	579 576 —
Var	713.869 —
Yonne.....	543.639 —

Comme pour la surface, la Gironde tient encore ici la tête, puis vient la Charente-Inférieure, en troisième ligne l'Hérault.

La production à l'hectare était ainsi chiffrée :

		Prod. à l'hect.
1700	Vauban	13
1764	Beausobre.....	15
1788	Young	20
1788	Administration .	17

Les estimations des économistes concernant l'étendue des vignobles présentent des écarts considérables :

Années	Sources	Surface en hectares
1700	Vauban.....	2.297.000
1760	Mirabeau	1.675.000
1764	Beausobre... ..	817.000
1766	D'Expilly	850.000
1779	Letrône.....	1.817.000
1788	Young	2.024.000

(1) Pour faciliter des comparaisons ultérieures, nous employons à dessein une terminologie impropre : Départements, Contributions indirectes.

Seule l'évaluation de l'Administration des Contributions indirectes (1), qui repose sur des investigations minutieuses, mérite de retenir notre attention :

1788 *Contributions indirectes.* 1.567.000

Pour l'année 1788, d'après les mêmes documents des contributions indirectes, la surface cultivée en vignes dans les départements les plus importants était la suivante :

<i>Aude</i>	29.312	hectares
Charente	75.000	—
Charente-Inférieure.	81.000	—
Dordogne	56.000	—
<i>Gard</i>	51.151	—
Gers	62.000	—
Gironde	135.000	—
<i>Hérault</i>	63.650	—
Lot	36.500	—
Lot-et-Garonne	55.008	—

D'après ce tableau, c'est le département de la Gironde qui comprenait la plus grande étendue de vignes.

Exportation des vins français à l'étranger

Notre commerce d'exportation était des plus actifs.

D'après Turgot nos expéditions se répartissaient ainsi:

(1) Le chiffre donné dans l'enquête sur le régime des boissons paru en 1881 dans le *Bulletin de statistique* est la moyenne des années 1786, 1787 et 1788

Exportation à l'étranger

Années	Muids	Bouteilles	Valeur en livres
1720-1725 .	268.550	30.220	19.168.200

Exportation aux colonies

— ..	32.721	6.600	1.712.000
	Total.....		20.880.200
1778.....	»	»	24.627.527

Exportation à l'étranger

1788.....	387.247	319.600	24.405.800
-----------	---------	---------	------------

Exportation aux colonies

— ..	171.889	»	8.734.600
	Total.....		33.140.400

Pour 1788 la production totale a été de 27.026.903 hectolitres :

Tableau des exportations

L'augmentation progressive des exportations de 1725 à 1788 quoique faible est très nette.

A ce moment, nos exportations sont peu considérables en Angleterre :

1784	25.554 hectolitres
1786	56.850 »
1788	40.548 »

Moyenne annuelle.... 40.977 hectolitres.

elles sont beaucoup plus importantes en Belgique et en Hollande :

1784	352.263 hectolitres
1786	165.654 »
1788	216.020 »

Moyenne annuelle.... 244.639 hectolitres.

en Allemagne :

1784	193.926 hectolitres
1786	221.397 »
1788	272.852 »

Moyenne annuelle.... 229.394 hectolitres.

la Suisse ne nous offre encore qu'un débouché restreint:

1784	14.157 hectolitres
1786	57.756 »
1788	58.688 »

Moyenne annuelle.... 43.534 hectolitres.

aux États-Unis nous n'expédions que des quantités insignifiantes :

1784	2.487 hectolitres
1786	7.165 »
1788	2.900 »

Moyenne annuelle.... 4.784 hectolitres.

Exportations par pays d'origine

	Vins de Bordeaux	Vins d'ailleurs	Totaux
	—	—	—
1787.	540.000 h.	425.261 h.	965.261 h.
1788.	488.887	548.384	1.037.271
1789.	484.400	431.259	915.659
Moyenne.	504.430 h.	468.301 h.	972.730 h.

Valeur des vins exportés à l'étranger

	Vins de Bordeaux francs	Vins d'ailleurs francs	Totaux francs
1787.	17.704.500	8.529.400	26.233.900
1788.	10.825.200	13.521.000	24.346.200
1789.	14.246.000	12.884.000	27.130.000
Moyenne.	14.258.570	11.645.000	25.903.000

Valeur des vins exportés aux colonies

	Vins de Bordeaux francs	Vins d'ailleurs francs	Totaux francs
1787.	6.199.500	1.444.400	7.343.000
1788.	6.278.800	2.370.400	8.649.200
1789.	4.402.000	1.551.000	5.953.000
Moyenne.	5.626.000	1.688.500	7.314.500

Résumé des précédents tableaux. Etranger et colonies

	Francs	Francs	Francs
1787.	23.904.000	9.673.800	33.577.800
1788.	17.104.000	15.891.400	32.995.400
1789.	18.648.000	14.435.000	30.083.000
Moyenne.	19.885.000	13.400.000	33.285.000

Pour l'année moyenne, les exportations sont donc par origine :

Vins de Bordeaux.	19.885.000 fr.	soit 60 o/o
— d'ailleurs	13.400.000	— 40 —

Par destination :

Vins exportés à l'étranger.	25.903.000	— 78 —
— aux colonies.	7.314.000	— 22 —

Le prix moyen des vins exportés à l'étranger est de 26 fr. 65 l'hecto.

En se basant sur ce prix, il y aurait eu 275.000 hectolitres expédiés aux colonies et en quantité l'exportation totale aurait été de :

Vins exportés à l'étranger.	972.730 hect.	78 o/o
— aux colonies.	275.000 —	22 —
Exportation totale....	1.247.730 hect.	100 o/o

Les vins français ont toujours joui à l'étranger d'une faveur extraordinaire. Du xiv^e au xix^e siècle le commerce de Bordeaux a sensiblement doublé (1).

En dehors du vin même, les sous-produits (2) sont aussi dignes d'être pris en considération.

A titre documentaire voici le relevé de la statistique concernant les eaux-de-vie.

Quantités de vins transformées en eau-de-vie

En 1788, 3.688.578 hectol., soit en alcool : 368.857 hectol., valeur à 57 fr. l'hectol. 21.027.000 francs.

Exportation à l'étranger : 1788, 221.500 ; aux colonies, 32.380 ; total, 253.880 hectol. : en valeur à 57 francs l'hectol., 12.625.500 à l'étranger ; 1 845.660 aux colonies.

En 1780, les bouilleurs du Languedoc fabriquaient déjà le 1/9 de nos eaux-de-vie de vin. Au moment du blocus continental, Edouard Adam perfectionna juste à temps l'alambic pour permettre au département de l'Hérault notamment la distillation des vins que l'on ne pouvait plus exporter.

(1) Cpr. tableaux.

(2) Voir les tableaux, *infra*.

*ETAT des quantités de Vins, Eaux-de-vie, Liqueurs et
Vinaigres, exportés de France, en 1778*

VINS	PAYS	QUANTITÉS	VALEUR	TOTAUX
<i>d'Amont.....</i>	Allemagne.	422 tonneaux	126.712	670.656
	Flandre.	1355 tonneaux 1 q.	406.694	
	Hollande.	457 tonneaux 1 d.	137.250	
	Iles.	78 barriques.	.....	
<i>d'Aubagne...</i>				4.680
<i>de Bordeaux.</i>	Allemagne.	40 tonneaux.	4.000	1.365.809
	Angleterre.	1062 muids.	531.000	
	Danemark.	640 tonneaux 1 q.	233.825	
	Espagne	436 tonneaux.	133.300	
	Nord.	187 tonneaux.	84.150	
	Portugal.	2040 bouteilles.	45.100	
	Etats-Unis.	44 tonneaux 1 q.	303.233	
	Iles.	3022 barriques 1 d.	2.260	
	Guinée.	96 tonneaux.	28.941	
<i>de Haut.</i>	Angleterre.	260 tonneaux 1 d.	104.200	2.990.800
	Flandre.	225 tonneaux 1 d.	67.650	
	Hollande.	5211 tonneaux 3 q.	1.563.525	
	Nord.	2129 tonneaux 1 d.	638.850	
	Russie.	23 tonneaux 3 q.	7.125	
	Suède.	216 tonneaux.	94.800	
	Iles.	1612 tonneaux.	483.600	
	Guinée	103 tonneaux 1 d.	31.050	
	Angleterre	654 tonneaux 1 q.	719.675	
<i>de Ville.</i>	Flandre.	309 tonneaux 1 d.	123.800	12.380.580
	Hollande.	9177 tonneaux 3 q.	3.671.100	
	Nord.	9121 tonneaux 1 q.	3.648.533	
	Russie.	104 tonneaux.	41.610	
	Suède.	840 tonneaux.	339.600	
	Etats-Unis.	.....	1.200	
	Iles.	9508 tonneaux.	3.724.740	
	Guinée.	342 tonneaux 3 q.	110.332	
				17.412.525
<i>de Bourgogne</i>	Allemagne.	70 muids.	9.194	316.658
	Angleterre.	117 muids 3 q.	45.775	
	Danemark.	64 muids 7 huit.	10.254	
	Flandre.	1088 pièces 1 tiers.	217.678	
	Hollande.	22 muids.	6.474	
	Nord.	27 muids 2 tiers	8.308	
	Russie.	47 muids 3 q.	14.325	
	Suède	15 muids et demi	4.650	
<i>d'Auxerre....</i>	Suisse.	{ 9 pièces et demi	570	1.773
		{ 20 pièces.	1.203	
<i>de Beaune...</i>	Allemagne.	1540 poinçons	192.500.	246.550
	Angleterre.	20 poinçons 3 h	2.550	
	Flandre.	331 poinçons.	47.625	
	Suisse.	31 poinçons.	3.875	
<i>de Dijon.....</i>	Allemagne.	163 poinçons.	12.225	29.290
	Flandre.	112 poinçons.	8.400	
	Suisse.	115 poinçons 1 d.	3.665	
				594.271

VINS	PAYS	QUANTITÉS	VALEUR	TOTAUX
		<i>Ci contre.</i>		20.452.210
<i>de la Rochelle</i>	Etats-Unis.	86 tonneaux.		13.760
<i>de liqueurs. . .</i>	Allemagne.	1299 bouteilles.	2.599	8 908
	Angleterre.	2 muids 1 d.	1.500	
	Iles.	1603 bouteilles.	4.809	
<i>Nantais. . . .</i>	Allemagne	1261 tonn. 1 q.	151.440	180.340
	Flandre.	206 tonn. 1 q.	24.750	
	Hollande.	31 tonneaux.	3 400	
	Nord.	6 tonneaux.	1.080	
<i>de Naples. . . .</i>	Iles.	300 veltes		1.200
<i>d'Oléron. . . .</i>	Guinée.	13 tonneaux.		1.040
<i>Ordinaire. . .</i>	Allemagne	1394 ⁰ bouteilles.	6.970	1.546.509
	Angleterre.	26 muids.	4 151	
	Danemark.	5205 muids 3 q.	520 652	
	Flandre.	2605 muids.	260.550	
	Hollande.	27 muids 1 q.	4.072	
	Nord.	10467 pots.	10.467	
	Russie.	19 muids 1 d.	2.925	
	Suède.	7 muids.	1 050	
	Iles.	378 muids 1 q.	57.067	
	Guinée.	44029 pots.	44 029	
	Indes.	6345 barriq. 3 q.	634.576	
<i>de Provence. .</i>	Gênes.	26950 foudres.	2.695	469.534
	Savoie.	21217 foudres.	2.421	
	Suède.	21980 milleroles.	2 498	
	Iles.	55667 milleroles.	445.336	
	Indes.	1432 milleroles.	17.184	
<i>de Quercy. . .</i>	Iles.	4 tonneaux.		1.200
<i>de Ré.</i>	Danemark.	51 tonneaux.	7.650	258.075
	Hollande.	624 tonneaux.	93.600	
	Nord.	1045 tonn. 1 d.	156.825	
<i>Rouge.</i>	Espagne.	2442 charges.	37.845	1.362.541
	Flandre.	18 pièces.	2.160	
	Hollande.	8288 muids	828.798	
	Italie.	18789 milleroles.	151.319	
	Naples.	19570 foudres.	1 957	
	Gênes.	4838 milleroles.	38.728	
	Levant.	288620 foudres.	28.862	
	Nord.	2173540 foudres.	217.354	
<i>de Roussillon. de Saintonge</i>	Savoie.	6559 milleroles	55.518	330.400 1.800
	Italie	3304 muids		
	Iles	10 tonneaux		
Total . .				24.627.517

MANCHANDISE	PAYS	QUANTITÉS	VALEUR	TOTAUX
EAU-DE-VIE...	Allemagne.	1167 muids 5 q.	.....	116.771
	Angleterre.	4165 barriques.	.....	555.426
	Danemark.	1336 barriq. 3 q.	.....	178.457
	Espagne.	1382 pipes.	.....	276.403
	Flandre.	2659 pipes.	.....	531.827
	Genève.	4050 foudres.	.. ..	1.417
	Hollande.	5723 pipes.	.....	744.606
	Italie.	46450 verges.	.....	155.424
	Levant.	3800 foudres.	.. ..	1.140
	Nord.	2406 muids.	.....	384.300
	Russie.	155 barriques	.....	21.600
	Savoye.	53783 foudres.	.....	17.962
	Suède.	38809 veltes.	.....	247.239
	Suisse.	22805 foudres.	.....	7.980
	Etats-Unis.	2256 veltes.	.....	9.026
	Iles	270263 pots.	.....	270.263
	Guinée.	402 muids.	.....	80.418
	Indes.	2264 ancras 1 q	.....	52.715
				3.552.774
LIQUEURS...	Angleterre.	1 muids 5 q.	.....	1.050
	Danemark.	10274 foudres.	.....	10.274
	Espagne.	49766 foudres.	.....	49.766
	Flandre.			2.378
	Hollande.	22391 foudres.	.....	22.391
	Italie.	34509 foudres.	... ..	34.509
	Naples.	9500 foudres.	.....	9.500
	Gènes.	1850 foudres.	.....	1.850
	Levant.	42850 foudres.	.. ..	42.850
	Savoye.	11397 foudres.	.....	11.397
	Suède.	10992 foudres.	.....	10.992
	Iles.	162759 foudres.	.....	489.115
	Guinée.	2329 foudres.	.....	4.659
	Indes.	56 foudres.	.....	16.716
				707.447
VINAIGRES..	Allemagne.	43 muids.	2.144	14.121
	Angleterre.	34 muids.	6.870	
	Danemark.	25 tonn. 1 q.	5.107	
	Espagne.	19 tonn. 1 q.	2.630	
	Flandre.	43 tonn. 1 d.	8.726	
	Hollande.	173 tonn 1 d.	28.460	127.772
	Italie	229 millerol'es.	1.374	
	Nord.	144 tonn. 1 d	28.915	
	Russie	9 tonn. 1 q.	1.950	
	Suède	18 tonneaux.	3.450	
	Iles.	261 tonn. 1 d.	52.267	
				144.893

VINS	PAYS	QUANTITÉS	VALEUR	TOTAUX
<i>de Bourgogne</i>		<i>De l'autre part...</i>	...	17.412.525
		<i>De l'autre part...</i>	594.271	
Id. {	<i>de Macon..</i>	Allemagne. 32 muids 3 q.	6.559	608.871
		Genève. 30 muids 1 q.	6.050	
		Suisse. 10 muids.	2.000	
	<i>de Nuits.</i>	Allemagne. 283 poinçons.	42.450	
		Flandre. 82 muids 1 d.	12.375	54.825
<i>de Champagne</i>		Allemagne 156 poinçons.	15.606	451.447
		Angleterre 283 muids 1 d.	113.402	
		Danemark. 66 muids.	26.425	
		Flandre. 843 poinçons 1 t.	168.675	
		Hollande. 6788 bouteilles.	15.248	
		Nord. 120 muids 3 q.	48.295	
		Russie. 151 muids 1 q.	60.500	
		Suède. 4 muids 3 q.	1.900	
		Iles. 698 bouteilles.	1.396	
Id. {	<i>de Montagne.</i>	Allemagne 5327 pièces.	533.700	614.880
		Flandre. 376 pièces 1 d.	81.480	
		Allemagne. 165944 bouteilles.	248.916	
	<i>de Reims.</i>	Flandre. 23894 bouteilles.	35.841	
		Hollande. 8027 bouteilles.	12.040	307.438
		Italie. 1858 bouteilles.	2.787	
		Suisse. 5298 bouteilles.	7.854	
<i>de Rivière</i>		Allemagne. 34 pièces 1 d.	4.140	37.926
		Flandre. 281 pièces 1 d.	33.786	
<i>de Charente</i>		Flandre. 190 tonneaux.	34.185	60.879
		Hollande. 148 tonn. 1 q.	26.694	
<i>de Comté...</i>	Suisse.	172 muids 1 q.		15.472
<i>de Dauphiné.</i>	Savoie.	231 barriques.		1.155
<i>d'Espagne...</i>	Etats-Unis.	3 barriq. 1 d.		1.056
<i>de Barcelone.</i>	Allemagne.	580 pipes.	58.000	66.100
	Iles.	21 pipes.	2.100	
<i>de Madère...</i>	Etats-Unis.	20 pipes.	6.000	
<i>Français....</i>		Danemark 55 tonneaux.	13.200	286.852
		Espagne. 20 tonn. 2 t.	3.085	
		Flandre 439 tonn. 1 d.	65.925	
		Hollande. 117 tonneaux.	17.555	
		Nord. 1158 tonn. 1 q.	173.737	
		Portugal. 12 tonn. 1 d.	1.875	
		Iles. 229 barriq. 1 d.	11.475	
<i>de Frontignan</i>	Angleterre.	3 muids 1 six		1.584
<i>de Gênes...</i>	Iles.	5 tonneaux.		1.000
<i>de Languedoc</i>	Suède.	5203 muids.	520.300	530.200
	Iles.	33 tonneaux.	9.900	
Total...				20.452.210

ETAT des quantités de Vins, Eaux-de-vie et Vinaigres exportés de France, tant à l'étranger qu'aux colonies, au commencement et vers la fin du XVIII^e siècle (1).

AU COMMENCEMENT DU XVIII ^e SIÈCLE				NOMS DES VINS par ORDRE ALPHABÉTIQUE				VERS LA FIN DU XVIII ^e SIÈCLE				
Année moyenne, de 1720 à 1725								Année 1788				
EXPORTATION A L'ÉTRANGER				EXPORTATION AUX COLONIES				EXPORTATION A L'ÉTRANGER				
EXPORTATION AUX COLONIES				EXPORTATION AUX COLONIES				EXPORTATION AUX COLONIES				
Muids	Bouteilles	Valeurs tot.	Muids	Bouteilles	Valeurs tot.	VINS DIVERS DE FRANCE	Muids	Bouteilles	Valeurs tot.	Muids	Bouteilles	Valeurs tot.
12 600	»	281 300 l.	8 570	»	»	d'Amont, ou vins descendant la rivière de Loire à Nantes, venant de l'Anjou, du Maine, de Touraine, etc.	1 400	»	142 30 l.	43 995	»	2 370 400
»	»	»	»	»	»	d'Anjou.	»	»	»	»	»	»
»	»	519 200 l.	»	»	»	d'Aunis.	8 091	»	349 500	»	»	»
1 493	»	43 000	»	»	»	de Béarn et Gascogne.	26 975	»	849 300	»	»	»
9 677	»	553 000	»	»	»	de Bord. et Guenne.	155 445	»	43 708 700	127 633	»	6 278 700
207 992	»	14 901 300	24 053	»	»	de Bourgogne.	7 503	34 200	1 306 700	»	»	»
7 713	»	1 522 600	»	»	»	— d'Arbois.	»	»	»	»	»	»
255	»	43 700	»	»	»	— de Beaune.	»	»	»	»	»	»
490	»	36 500	»	»	»	— de Côte-Rôtie.	»	»	»	»	»	»
96	»	21 000	»	»	»	de Bresse.	363	»	18 800	»	»	»
»	»	»	»	»	»	de Bugy.	9 537	»	431 600	»	»	»
»	»	»	»	»	»	de Chalosse.	20 372	»	1 065 500	»	»	»
2 710	30 220	657 500	»	6 600	»	de Champagne.	4 208	288 400	854 900	»	»	»
»	»	»	»	»	»	de Comté.	41 812	»	749 000	»	»	»
»	»	»	»	»	»	du Dauphiné.	3 741	»	424 900	»	»	»
3 484	»	94 400	»	»	»	du Languedoc	51 712	»	1 209 500	»	»	»
346	»	40 500	»	»	»	du Lyonnais.	764	»	47 000	»	»	»
3 463	»	91 100	»	»	»	Nantais.	7 193	»	232 900	»	»	»
30	»	3 400	»	»	»	d'Orléans.	39	»	6 300	»	»	»
49 454	»	679 200	»	»	»	de Provence.	74 523	»	2 944 300	»	»	»
566	»	15 700	»	»	»	de Roussillon.	2 583	»	87 300	»	»	»
»	»	»	»	»	»	de Saintonge.	3 714	»	109 300	»	»	»
»	»	»	»	»	»	de Vivarais.	39	»	40 400	»	»	»
44	»	6 100	98	»	»	de liqueurs.	380	»	402 000	262	»	85 500
»	»	»	»	»	»	— étrangers.	457	»	52 600	»	»	»
268 350	30 220	19 468 200	32 721	6 600	»	TOTAL des vins.	387 247	349 600	24 405 800	171 880	»	8 734 600
41 845	»	5 365 300	3 664	»	»	Eaux-de-vie.	82 650	»	2 582 200	13 543	»	275 100
850	»	33 4000	30	»	»	et Vinaigre	7 438	»	478 800	967	»	22 900
314 245	30 228	24 566 900	37 442	6 600	2 200 600	TOTAL des vins, eaux-de-vie et vinaigre....	477 035	349 600	57 466 800	186 309	»	10 832 600

DEUXIÈME PARTIE

DE LA RÉVOLUTION A 1850

CHAPITRE PREMIER

Le régime fiscal

Le torrent révolutionnaire emporta tout (1). Les douanes intérieures furent abolies le 5 novembre 1790, et les droits d'aides perçus à l'inventaire ou à l'enlèvement, à la vente ou revente en gros, à la circulation et à la vente en détail des boissons furent supprimés le 2 mars 1791. Seuls, les droits de sortie étaient maintenus aux frontières. A partir du 1^{er} mai suivant les taxes perçues à l'entrée des villes, bourgs et villages étaient aussi abrogées (2).

C'était le « vin libre » absolument et complètement sur

(1) TAINE. *Les origines de la France contemporaine. Pass.*

(2) Loi du 19 février.

toute l'étendue du territoire ; les tentacules de la pieuvre fiscale ne l'enserraient plus ; une explosion de joie folle en résulta le premier jour de l'ère nouvelle :

« A minuit (1^{er} mai 1791), un coup de canon : C'est le décret de la suppression des droits dont l'effet commence ; troupeaux de bœufs et de moutons, voitures de vins et de marchandises, qui attendaient depuis quelques jours débordent dans les faubourgs, couronnés de branchages ; tout coule, tous boivent. Un peuple entier *se godaillie*, apaisant, à même des tonneaux, sa soif insatiable. « Vive l'Assemblée Nationale ! » C'est une longue clameur qui monte, dans la nuit, de cent mille lèvres, toutes rouges et humides de gros vin. Jusqu'au matin durent les saturnales où le Bacchus populaire fête la liberté des cabarets. Au vent frais du matin, toute la plèbe va aux ports : les bateaux entrés en franchise, couvrent la rivière, ornés de rameaux verts entremêlés de rubans. Et l'ivresse refouettée de ripopée repart. Sur le soir, elle remonte à la barrière d'Enfer, à la Courtille, au pont Saint-Paul, aux Halles, aux buffets des Ramponneaux, gorgée de viande, de cervelas, de pain et de vin, elle se rue par la ville, hurlant, reprenant haleine avec l'eau-de-vie, plantant des arbres, accrochant des lanternes aux branches, lançant des pétards dans les jambes des bourgeois, kermesse de la Révolution.

» Voilà le vin à 6 sols la pinte !...

» Or donc, le peuple content de sa vie moins chère, s'avise fort peu comment l'on pourra payer lanternes, guet et pavés... c'était le point capital des doléances du peuple, à l'ouverture des Etats généraux que ces droits de barrière. « Etre obligés de payer une pauvre bouteille de vin 12 sous ; une s... bouteille de misérable vin de Suresne ou d'Argenteuil, baptisé et frelaté de mille

histoires par dessus le marché, paye aussi cher qu'une bouteille de leur bon vin de Beaune!... N'est-il pas encore bien endévant de ne pouvoir se mettre sur la conscience un pauvre poison de rogomme sans déboursier 4 sous?... Faut-il pas s'ravigoter le cœur en avalant la goutte de c' t' affaire?... Le procès est gagné. Les « rats de cave », messieurs les volontaires du royal souterrain, de prendre leur sac et leurs quilles ! » (1).

Le paysan a obtenu tout ce qu'il demandait...

Ecoutez au cabaret la joie de ces nourriciers du genre humain, de ces grands prêtres de la Nature, de ces créateurs du pain et du vin qui payaient avant 1789 les 6/8 des impôts et à qui on prenait à chaque mutation le 1/13 du capital de leurs fonds : « Vive la loi ! Vive l'Assemblée nationale ! *Et mille millions de tonneaux défoncés*, plus d'impôts sur le vin du bon Dieu. Vive la loi ! Vive l'Assemblée nationale ! Plus de vingtième ! Vive la loi ! Je ne sommes plus de la canaille ! Je sommes maître et seigneur dans notre vigne ! On nous écoutera quand je parlerons ; on nous ménagera quand je plaiderons. Et plus de carcaps, de poteaux à écusson et de fourches patibulaires, toutes droites dans nos champs, épouvantails à vilains. Plus d'intendants !... et de grands laquais se gaussant de vous, quand à son audience on se sera cassé le nez sur son plancher ciré, avec ses sabots. Nous aurons des juges de paix qui nous sauveront de la griffe des procureurs, des districts qui se mêleront de nos affaires, des départements qui nous jugeront... Je pourrons donc vendre notre vin sans chaille ! »

(1) DE GONCOURT, *Histoire de la Société française pendant la Révolution*, p. 168.

Ce n'est pas sans hésitation toutefois que l'Assemblée Constituante avait adopté la suppression des droits sur les boissons qui produisaient un revenu brut de soixante millions : « Chose curieuse, on vit à la Constituante, un physiocrate, Dupont de Nemours, proposer, malgré la répugnance de l'école physiocratique pour les impôts de consommation, le maintien des droits sur les boissons, mais en les établissant sur d'autres bases. Dans le projet qu'il présenta le 29 octobre 1790, au nom du Comité des finances, Dupont de Nemours proposait de faire percevoir sur les vins, cidres, etc., un droit à l'inventaire, du vingt-cinquième de leur valeur. Il n'y aurait pas eu de règle spéciale pour les alcools. Les propriétaires de vins ou autres boissons auraient été entièrement libres de les convertir en eau-de-vie sans aucune formalité, à la seule charge d'acquitter le droit du 1/25 de la valeur des vins ou autres boissons qu'ils auraient fournis à cette conversion. » (1) Cette proposition ne fut pas acceptée par l'Assemblée ; et la liberté du vin resta entière sous la Convention et le Directoire.

Mais les vignerons n'en profitèrent pas bien longtemps !

Obligé de recourir de nouveau, sous le Consulat, à l'impôt sur le vin, le gouvernement essaya par la loi du 5 Ventôse an XII (25 Février 1804), d'en simplifier l'application en faisant constater les quantités de vins récoltées et en établissant un droit dit « d'inventaire. »

Cette loi est purement et simplement la mise en pratique des idées de Dupont de Nemours.

Chaque année, dans les six semaines qui suivaient la vendange, les employés de la *Régie des Droits réunis*

(1) BOUCARD et JÈZE, *Science des Finances*, p. 960.

devaient procéder, dans les caves, celliers et magasins, à l'inventaire des vins récoltés.

Le droit, payable lors de la vente et fixé à 0 fr. 40 par hectolitre de vin, était à la charge de l'acheteur qui devait l'acquitter avant l'enlèvement ; le vendeur était d'ailleurs responsable du droit pour toutes les quantités manquantes ; sauf déduction de 9 hectolitres pour sa consommation familiale et de 10 % pour ouillage et coulage. Les quantités invendues étaient reportées à l'inventaire de l'année suivante.

En raison du nombre considérable des récoltants, la double opération de l'inventaire et du récolement était très compliquée ; il fallait mobiliser toute une armée d'employés supplémentaires (10.000), mal préparés à une tâche d'autant plus délicate qu'ils se heurtaient partout au mauvais vouloir des populations.

Le produit de l'impôt, en l'an XIII, portant sur 35.900.000 hectolitres, s'éleva à 14.531.835 francs. C'était peu, en regard des besoins croissants du Trésor. Aussi la loi du 24 avril 1806, tout en maintenant le système de l'inventaire, malgré son impopularité, créa-t-elle à la vente en gros et à la vente en détail deux nouveaux droits *ad valorem*, qui entraînèrent comme conséquence la surveillance de la *circulation* et l'établissement de l'*exercice*.

Pour le commerce de gros, le droit fixé au 1/20 du prix du vin, était perçu à chaque vente ou revente, aucun enlèvement ne pouvant être fait sans déclaration préalable.

Pour le détail, la taxe était de 1/10, avec réduction de moitié pour les propriétaires débitant leur propre récolte.

Marchands en gros et en détail étaient également soumis à l'exercice.

Le régime établi par la loi de 1806 fut aussi mal accueilli des propriétaires (1), pour lesquels il maintenait les deux inventaires, que des négociants, obligés de payer le droit de vingtième chaque fois que le liquide changeait de main. Aussi dut-on bientôt le modifier.

La loi du 25 novembre 1808 supprima l'inventaire qui, d'après l'Administration elle-même, était un système détestable et non susceptible d'amélioration, et établit les premières bases de la législation encore en vigueur aujourd'hui : droit de circulation, crédit des droits pour les négociants.

Au lieu d'avoir à exercer près de deux millions de producteurs, le fisc n'avait plus à soumettre à ses visites domiciliaires que 240.000 commerçants.

Le droit de circulation était un droit fixe ; la France était divisée en régions, taxées chacune à un taux différent. C'est ainsi que dans la première région (départements non producteurs) le vin étant réputé plus cher, le droit de circulation était de 0 fr. 80 l'hectolitre ; tandis qu'il s'abaissait à 0 fr. 50, 0 fr. 40 et 0 fr. 30 dans les

(1) « Le département de l'Hérault par sa position géographique, la variété de son sol, de ses produits et surtout par l'industrielle activité de ses habitants devient une portion sérieuse du territoire français lorsque le commerce peut porter au loin ses denrées. Mais si les moyens d'exportation sont anéantis par la guerre ou restreints par des lois peu favorables, ce département alors surchargé de l'abondance de ses vins se voit forcé de donner sa principale denrée à des prix qui ne peuvent le dédommager des grands frais d'exploitation et des fortes impositions dont il est grevé, et il devient forcément un des plus pauvres de l'empire. » (*Bulletin de la Société centrale d'Agriculture de l'Hérault*, anno 1807.)

autres classes. Un droit d'entrée proportionnel à la population était de plus perçu au profit du Trésor, dans les villes de 2.000 âmes et au-dessus.

Le droit de détail était maintenu et porté à 15 %.

Pour se concilier les bonnes grâces des vignerons, la Restauration, par une loi de 1814, confère aux récoltants et aux bouilleurs de cru un privilège important ; l'article 7 de cette loi disposait : « Il ne sera perçu aucun droit sur les vins, cidres, eaux-de-vie qui seront enlevés de chez un propriétaire, colon partiaire ou fermier pourvu qu'ils proviennent de sa récolte, quels que soient le lieu de la destination et la qualité du destinataire. »

A son retour de l'île d'Elbe, Napoléon voulut se montrer plus généreux que Louis XVIII, et essaya de se refaire une popularité en sacrifiant les contributions indirectes. Par le décret du 8 avril 1815, il sapait à la base l'édifice qu'il avait lui-même élevé et dont il s'était enorgueilli à tant de reprises. Ce décret abolissait, à partir du 1^{er} juin 1815, le droit de circulation sur les boissons et de consommation générale sur les eaux-de-vie (art. 1^{er}), ainsi que le droit d'entrée dans les communes de moins de quatre mille habitants (art. 3). Le droit à la vente en détail des boissons et le droit à la fabrication des bières étaient remplacés par un abonnement souscrit dans chaque commune par l'ensemble des débitants et brasseurs (art. 7). Une licence était imposée aux débitants de boissons et aux fabricants de bières à titre de compensation (art. 13). Les formalités à la circulation et les exercices à domicile chez les débitants, brasseurs, distillateurs, marchands en gros, courtiers, facteurs, commissionnaires et tous autres faisant un commerce quelconque de boissons étaient supprimés purement et simplement (art. 1 et 2).

Ce décret, qui provoqua un vif mouvement de satisfaction ne devait avoir qu'une durée bien éphémère.

Quand Louis XVIII revint après les Cent jours, il proclama que l'acte du 8 avril 1815 était essentiellement illégal ; mais n'en décida pas moins par l'ordonnance du 29 juillet 1815, que les changements apportés à la perception des droits sur les boissons, seraient provisoirement maintenus. Ce provisoire, contrairement aux habitudes de l'administration française, fut de courte durée ; la fiscalité momentanément réduite, ne tarda pas à prendre sa revanche, et c'est la loi du 28 avril 1816 qui a constitué jusqu'en 1900 le code fondamental du régime des vins.

Cette loi établit au profit du Trésor trois taxes différentes : 1° le droit de circulation ; 2° le droit de détail ; 3° le droit d'entrée.

Le droit de circulation frappe uniformément tous les consommateurs en gros, c'est-à-dire ceux qui achètent par quantités de 25 litres et au-dessus ; ce droit, comme son nom l'indique, est perçu à l'occasion du déplacement du liquide ; en second lieu, le droit de circulation varie avec la valeur présumée du produit. Comme en 1808, on partait de cette idée que le prix de la boisson augmentant avec l'éloignement du lieu de production, on devait aussi faire varier le tarif. En conséquence, on avait divisé les départements en trois classes, suivant l'importance de la culture dans chacun d'eux. Pour les départements de la première classe, le droit est de 1 franc ; pour ceux de la 2^{me}, il est de 1 fr. 50 ; pour ceux de la 3^{me} classe, il est de 2 fr. ; la taxe est la même, qu'il s'agisse de vins en cercles ou de vins en bouteilles.

Le droit de détail atteint la vente chez les débiteurs et les expéditions inférieures à 25 litres, c'est un droit *ad valorem* calculé sur le prix de vente, et ce prix de vente

est connu grâce à l'obligation imposée aux débitants de déclarer leurs prix à toute réquisition et de les afficher dans le lieu le plus apparent de leur établissement.

Enfin, le droit d'entrée frappe toute quantité de vin introduite dans les agglomérations de 4.000 (1) âmes et au-dessus ; le droit varie ensuite suivant l'importance de leur population. Le tarif du droit d'entrée allait de 0 fr. 40 à 3 fr. par hect. Les communes étaient divisées, au point de vue du droit d'entrée, en deux catégories et le tarif variait encore avec l'importance du département : départements grands producteurs (1^{re} classe), moyens (2^e classe), non producteurs (3^e classe).

Parfois, pour faciliter la perception, les trois droits étaient réunis en tout ou en partie ; dans certaines villes, il y avait une *taxe unique*, comprenant exclusivement les droits d'entrée et de détail et non le droit de circulation ; ce système de la taxe unique existait obligatoirement dans les agglomérations de dix mille âmes et au-dessus ; facultativement dans les villes de 4.000 à 10.000 âmes. Le montant de la taxe unique variait suivant l'importance des communes de 1 fr. 80 à 9 fr. par hectolitre (principal et décimes compris). A Paris et à Lyon les trois taxes : circulation, détail, entrée, étaient réunies en une seule, dite taxe de remplacement.

A Paris, le montant de cette taxe était de 8 fr. 25 par hectolitre (principal et décimes compris).

L'ensemble des impôts (2) pesait lourdement sur la propriété foncière. Nous en tenons pour preuve ce document très significatif :

(1) La loi du 25 mars 1817 recule même cette limite aux communes de 4.500 âmes.

(2) Le produit des droits, en 1830, est de 60.538.000 fr.

« *A nosseigneurs les pairs de France
et messieurs les députés des départements* (1).

» Nobles pairs et messieurs,

» Le Beaujolais s'unit à tous les vignobles de France pour porter respectueusement aux pieds du trône le cri de la détresse générale. Il s'adresse avec confiance au monarque, qui a promis d'alléger tous les maux qu'il ne lui serait pas donné de guérir : aux pairs, aux députés, interprètes fidèles de l'amour et des espérances du peuple.

» Non, ils ne verront pas sans pitié les désastres de six millions de Français utiles ; ils ne laisseront pas tarir l'une des sources les plus fécondes de la prospérité publique. La justice du roi est immense, comme sa bonté. Nous lui montrons une plaie, nous en signalons la cause, et nous confions en sa sagesse sur la nécessité, l'urgence et l'efficacité du remède.

» La mesure des souffrances du vignoble est comblée. Une industrie qui vivifie le sol sur lequel elle repose, dont les travaux forment une population robuste et morale, qui, par sa nature, est à l'abri des caprices de la mode et de l'inconstance du consommateur ; dont la Providence a presque exclusivement doté notre heureuse patrie, périt et n'obtient avec tant de titres à la protection que le préjudice de l'infortune.

» Partout le vigneron menace d'abandonner le champ qui ne lui assure plus un pain trempé de sueur. Partout le propriétaire épuisé par les frais d'une culture coûteuse ;

(1) Février 1829. Pétition des propriétaires du Beaujolais (arrondissement de Villefranche (Rhône)).

par l'avance toujours croissante du prix des tonneaux ; par les dettes que la nullité des produits le force de contracter, reste en proie aux premiers besoins de la vie au sein d'une abondance plus fatale que la disette.

» Partout le commerce paralysé se refuse, malgré l'avilissement du prix, à l'écoulement des vins entassés dans les celliers. Telle est la vérité ; telle est notre misère, elle n'est plus tolérable ; elle appelle hautement la sollicitude du prince et les méditations des Chambres.

» Quelles causes ont amené notre situation, disent-ils, est-elle notre ouvrage, avons-nous trop planté ?

» Non, évidemment non. La vigne dans les 57 départements où elle est cultivée, n'occupe que 1.917.000 hectares. Elle croît sur un sol aride et presque rebelle à toute autre culture. Faites la part de ce que les renouvellements successifs enlèvent à la masse productive, de ce que la distillation absorbe des produits ; il reste à peine 30 millions d'hectolitres de vin. C'est dire moins d'un hectolitre par individu, moins d'un tiers de litre par jour pour chaque buveur.

» Où donc est l'excès ? Ne placez pas la vigne hors du droit commun ; que le pauvre puisse se procurer du vin sous les mêmes conditions que le blé, et nos plantations ne suffiront pas même à la consommation intérieure ; et l'étranger accourant sur nos marchés pour se procurer cette production précieuse que la nature lui refuse, imprimera un nouveau mouvement à une culture qui, dégagée d'entraves, ferait pencher en notre faveur la balance commerciale de l'Europe.

» Nous avons trop planté !... Et quel est donc le genre d'industriel qui, depuis quarante ans, est resté stationnaire ? Quel est celui qui ne s'est pas précipité dans la carrière ouverte à toutes les améliorations ?

» Le vignoble s'est accru, dit-on, d'un quart depuis 1789 ; cela peut-il se comparer à cette fièvre industrielle qui travaille toutes les branches de la fortune publique ? Qu'avons-nous fait, que de suivre à peine la progression croissante de la population ?

» Nous avons trop planté !!! Et qu'en veut-on conclure ? Qu'il faut arracher nos vignes ?...

» Imprudents ! Quand vous aurez rendu nos coteaux à leur stérilité primitive ; quand vous serez privés de l'impôt qu'il ne pourront plus payer, que ferez-vous des dix familles nouvelles qui se sont établies sur ce champ au labour duquel un seul joug suffisait jadis, et que la vigne occupe et nourrit aujourd'hui ? Après nous avoir dit : « Vous plantez trop », nous direz-vous aussi : « Vous peuplez trop. »

» Erreur déplorable qui frappe de mort un principe de vie dont on pourrait obtenir de si féconds résultats !

» La cause des maux du vignoble n'est point là ; elle est dans la proportion injuste de la contribution aux charges publiques.

» Mais que dire de cet impôt odieux qui n'a d'indirect que le nom, dont le poids porte tout entier sur le producteur, qui s'empare de nos récoltes comme d'une proie, dont le mode vexatoire entrave le commerce à chaque pas ; foyer permanent de dégradation physique et morale par la fraude qu'il excite et ne peut réprimer, source impure des procès souvent inévitables, où le malheureux, traîné de tribunaux en tribunaux, n'a de perspective qu'une ruine certaine.

» Qui le croirait ? La vigne est frappée, dans ses produits consommés à l'intérieur du royaume, d'une complication de droits de mouvement, d'entrée, d'octroi, de

détail, dont la réunion dépasse partout la valeur réelle du vin et souvent la sextuple.

» Oui, la vigne, qui a payé trois fois autant que la terre en impôt foncier, paye encore trente fois plus en impôt indirect.

» Oui, l'hectare de vigne évalué à 75 francs de revenu cadastral (c'est, en effet, tout ce qu'il peut rendre, année commune, aux propriétaires) verse dans la caisse des villes et des contributions indirectes jusqu'à 650 francs.

» Nous sentons la nécessité, de présenter à l'appui de cette opération incroyable le tableau exact de la répartition du prix de 100 hectolitres de vin d'un bon cru, produit d'un vigneronnage de 4 hectares, expédiés à Paris, vendus à raison de 58 fr. l'hectolitre. Cela donne le résultat, en apparence si satisfaisant, de 5.800 francs de revenus : mais voici la part de chacun dans cette somme :

Frais de culture.....	200	}	5.800
Tonnellier.....	750		
Voiturier.....	700		
Bénéfice du marchand.....	580		
Impôt direct.....	93	{	2.768
Impôt indirect.....	2.675		
Bénéfice à moitié fruits. Propriét.	401	{	802
— Vigneron	401		

Détails justificatifs

Frais de culture, savoir : engrais.....	120	}	200
Loyer et entretien des bâtiments.....	50		
Réparation des cuves et pressoirs.....	30		
Tonnellier : 50 tonneaux à 11 francs...	550	}	750
Reliage, sout. et barrage à 2 ^{fr} , par hectol.	200		

A reporter..... 950

	<i>Report</i>	950	
Voiturier, 7 fr. par hectolitre, droit de navigation compris.....		700	
Marchand, bénéfice de 10 pour 100 sur sa vente.		580	
Impôt direct, savoir : Impôt foncier de 4 hec- tares	80	93	2.768
Personnelle et mobilière du cul- tivateur.....	13		
Impôt indirect, droit de mouvement, 1 fr. 75 l'hec- tolitre	175		
Octroi et entrée, 25 ^{fr} par hectol. 2.500		2.675	
Droit de détail, nul à Paris.....			»

» A Lille et dans plusieurs villes du Nord, l'octroi et l'entrée sont aussi élevés qu'à Paris, et l'on perçoit en outre le droit de détail de 15 pour 100.

» Propriétaires et cultivateurs à moitié fruits qui partagent 802 francs, et, par conséquent, pour chacun 401 fr.

» Hommes justes ! hommes raisonnables ! vous l'entendez, 401 francs pour le propriétaire et 2.768 francs pour le fisc.

» La raison se révolte, la conscience se soulève !

» Les paroles consolantes du monarque retentissent encore au fond de nos cœurs : nous espérons en sa sagesse et nous avons confiance en sa bonté (1). »

La monarchie de Juillet rencontra dans certains départements de nombreux obstacles à la perception de l'impôt.

L'émeute (2) des vigneronns d'Issoudun fut terrible. Les détails n'en ont pas été publiés et pour cause.

(1) Cité par Charles MAYET, in *Le Vin de France*. Jouvot, Paris, p. 208 et seq.

(2) HONORÉ DE BALZAC, *Les célibataires*.

« D'abord les bourgeois d'Issoudun ne permirent point aux troupes d'entrer en ville. Ils voulurent répondre eux-mêmes de leur cité, selon les us et coutumes de la bourgeoisie au moyen-âge. L'autorité fut obligée de céder à des gens appuyés par six ou sept mille vigneron, qui avaient brûlé toutes les archives et les bureaux des contributions indirectes, et qui traînaient de rue en rue un employé de l'octroi, disant, à chaque reverbère : « C'est là qu'il faut le pendre ! » Le pauvre homme fut arraché à ces furieux par la Garde nationale, qui lui sauva la vie en le conduisant en prison sous prétexte de lui faire son procès.

« Le général (1) n'entra qu'en vertu d'une capitulation faite avec les vigneron, et il y eut du courage à pénétrer leurs masses ; car, au moment où il parut à l'Hôtel de Ville, un homme du faubourg de Rome lui passa son *volant* au cou et lui cria : *Pu d'commis, ou y a rin d'fait !* le vigneron aurait abattu la tête à celui que seize ans de guerre avaient respecté, sans la rapide intervention d'un des chefs de la révolte à qui l'on promit de *demandeur aux chambres la suppression des rats de cave !... »*

Au lendemain de la Révolution de 1830, l'opinion publique était tellement surexcitée contre les lois sur les boissons qu'une ordonnance du 23 août vint lui donner en partie satisfaction et calmer l'effervescence en décidant qu'une commission spéciale serait réunie sans délai dans le but d'examiner les systèmes d'impôts en vigueur et d'y apporter les modifications que le pays serait susceptible de supporter. Les passions étaient tellement déchaînées que dans les pétitions

(1) Général Petit.

adressées aux Chambres on n'hésitait pas à déclarer l'impôt des boissons inconstitutionnel et contraire à la Charte.

La commission dont faisaient partie Thiers, le comte d'Argout, Passy, Humann et Rambuteau se prononça à l'unanimité pour le maintien de l'impôt, mais proposa d'en modifier les bases. Le rapport qu'elle présenta aux Chambres détermina la loi du 12 décembre 1830 qui réduisait le tarif des droits d'entrée, de détail, de circulation, et affranchissait du droit d'entrée les villes au dessous de 4.000 âmes. Les exercices furent supprimés par la loi du 21 avril 1832, dans les villes d'une population supérieure à ce nombre qui consentiraient à convertir en une taxe unique perçue à l'entrée, les droits de circulation, d'entrée, de détail et de licence.

La même loi décréta que la licence ne serait plus payée que par trimestre, et autorisa les propriétaires, les récoltants et les marchands de boissons en gros, à se faire délivrer, à défaut de bureau de régie dans le lieu de leur résidence, des laissez-passer valables jusqu'au premier bureau de passage.

Certaines dispositions tendant, les unes à réduire la fraude, les autres à concéder des facilités, furent prises dans les années suivantes.

Elles avaient pour objet : l'obligation d'exhiber immédiatement les expéditions en cours de transport (loi du 23 avril 1836), les déductions à allouer annuellement pour ouillage, coulage, soutirage et pour tous autres déchets (ordonnance du 21 décembre 1838); les formalités à remplir pour les boissons expédiées dans le pays de Gex (ordonnance du 31 janvier 1840); la restriction de la taxe unique au remplacement des droits d'entrée et de détail, à l'exclusion des droits de circulation et de

licence (loi du 25 juin 1841) ; l'exemption du droit de circulation pour les envois faits par les récoltants au pressoir public ou d'une cave à l'autre, et pour les envois d'un fermier au propriétaire, dans l'étendue du même arrondissement et des cantons limitrophes, et pour le transport de leur récolte effectué de chez eux par les propriétaires (25 juin 1841).

En 1848, lors de la proclamation de la République, d'autres revendications affluèrent. Le gouvernement provisoire, par un décret du 31 mars, abolissait l'exercice dans les débits de boissons, et remplaçait les droits de circulation et de détail par un droit général de consommation à payer à l'enlèvement des boissons et à leur arrivée à destination. Tout en supprimant le droit qui s'y attachait, il maintenait les formalités à remplir pour la circulation ; il assimilait la fraude au vol. Ce décret fut rapporté par un autre du 22 juin 1848, qui prescrivit d'accorder l'abonnement à tous les débitants qui en feraient la demande ; d'appliquer d'office un abonnement général dans toutes les communes où les perceptions seraient interrompues et de le remplacer, dans celles où il ne serait pas promptement mis en pratique, par des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

L'insurrection continuant (1), le 19 mai 1849, une loi

(1) « Nul impôt n'est détesté à l'égal de l'impôt des boissons, quelque lourds que soient les autres, celui-là est le seul contre lequel la voix du peuple s'élève dans les jours de révolution ; il est odieux et intolérable dans son mode de perception, il est désastreux dans ses conséquences, en élevant, dans une proportion souvent énorme, le prix des liquides et en apportant à leur circulation mille difficultés. Il justifie, en un mot toutes les plaintes, toutes les haines assemblées contre lui. » — JULES GRÉVY. 1849.

fut promulguée qui abolissait l'impôt sur les boissons à partir du 1^{er} janvier 1850. L'Assemblée nationale devait, avant cette époque, aviser au remplacement du produit ; mais cette disposition fut abrogée par une loi du 20 décembre 1849, qui maintint pour 1850 les anciennes taxes et institua une commission formée de quinze représentants du peuple pour procéder à une enquête sur l'état de la production et de la consommation des vins, sur l'influence que l'impôt y exerce et sur les modifications qu'il pourrait recevoir. Parmi ses membres se trouvaient Thiers et Passy, qui avaient fait partie de la commission de 1830.

CHAPITRE II

Les Intermédiaires du commerce des vins

(1789-1850)

Le rôle des intermédiaires ne s'est pas sensiblement modifié au cours du XIX^e siècle. Nous nous réservons de les étudier en détail dans la troisième partie de cet ouvrage, aussi nous bornons-nous à consigner à cette place les mesures législatives dont ils ont été l'objet de 1789 à 1850.

Nous avons vu que tous les droits sur les vins avaient été supprimés par les lois du 5 novembre 1790 et 2 mars 1791, et que les marchands de vin ne supportaient plus que la patente qui était basée sur le chiffre de leur loyer.

Leur corporation avait été dissoute par le décret du 2-7 mars 1791, qui disposait dans son article 7 : « A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouve bon, mais elle sera tenue de se *pourvoir auparavant d'une patente*, et d'en acquitter le prix... (1).

La liberté du commerce était donc un fait accompli ;

(1) Le même décret, art. 7, 5^e, dispense de la patente les propriétaires et cultivateurs, sauf dans le cas où les boissons seraient vendues à pinte et à pot.

la législation exigeait seulement le paiement d'une patente.

Mais les marchands de vin n'étaient pas satisfaits de cette situation nouvelle, et dès l'année 1804, ils réclamèrent le rétablissement de leur corporation et rédigèrent même un projet de statuts des plus intéressants : « La corporation se proposait d'opérer la restauration du commerce, d'obtenir la cessation des abus, de faire cesser le désordre dans lequel il est tombé; d'empêcher qu'une quantité excessive d'hommes et de femmes *non avoués* par le commerce, sous le titre usurpé de courtiers, marchands ou commissionnaires n'abusent de l'inexpérience des acquéreurs et de la bonne foi de ceux qui leur confient des marchandises pour en faire la vente « dont souvent ils emportent les fonds. »

Leurs remèdes étaient du genre de ceux que l'ancien régime avaient souvent proposés ; création d'un comité électif de six membres pour régir la communauté ; visites ordinaires et extraordinaires dont le marchand paierait les frais ; descente dans les caves « tant des marchands de vin que de tous autres particuliers vendant des vins » ; procès-verbaux et amendes ; établissement d'une jurande du prix de 1.000 fr. et nécessité pour l'obtenir, d'avoir fait un noviciat de quatre années comme commis ; d'être âgé de 25 ans, de présenter un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par la commission. Défense de cumuler avec un autre métier ; défense aux anciens garçons de s'établir trop près de leur maître ; défense à tout marchand de vin d'avoir plus de deux boutiques pour la vente ; enfin, défense expresse à toute personne sans probité de s'immiscer dans le commerce des vins sous quelque prétexte que ce fût.

L'esprit de monopole qui avait inspiré le projet perçait dans chaque article. De nombreuses précautions presque

toutes gênantes ou superflues étaient stipulées contre la fraude ; mais il était évident que le point capital pour les auteurs du projet, était de réduire la concurrence.

Sur l'ensemble des marchands de vin de Paris, 300 seulement l'avaient signé ; ceux-là comptaient évidemment devenir *maîtres* et recueillir le bénéfice des mesures prises, par la suppression d'une foule de petits débits qui leur disputaient les acheteurs.

La chambre de commerce fut saisie du projet. Vital Roux (1), chargé de faire un rapport, conclut en ces termes :

« Les statuts ne tendent qu'à excludre de Paris le commerce des vins en transit et à dégôûter tous les expéditeurs ; sous ce point de vue, ils sont aussi contraires à l'intérêt du commerce que peu avantageux pour ceux qu'on a l'air de vouloir favoriser.

» Nous n'y voyons que des moyens de persécution, des dépenses et des frais inutiles ; nous n'y voyons aucune garantie ni pour le public ni pour les marchands ; ce n'est, à notre sens, qu'une suite de règles minutieuses, inexécutables et sans but. Aussi, loin de vous proposer de l'appuyer, nous croyons qu'il est du devoir de tout négociant ami du commerce et attaché au gouvernement d'en faire reconnaître l'inutilité et les dangers, et de supplier S. M. l'Empereur d'écarter pour toujours des projets aussi peu dignes de son attention et de ses vues bien-faisantes pour le commerce. »

Vital Roux fut hautement approuvé par la Chambre de commerce qui transmit à l'empereur un vœu dans le sens du rapport.

(1) VITAL ROUX, *Rapport à la Chambre de commerce sur les jurandes et maîtrises.*

Le décret du 15 décembre 1813 vint apporter une nouvelle réglementation du commerce des vins : Pour les marchands de vins en gros ou en détail, la patente était déclarée spéciale, c'est-à-dire distincte de celle des autres négoce, et s'élevait à 100 fr. de droit fixe à Paris, sans préjudice du droit proportionnel.

La spécialité de la patente de marchand de vin est précisée dans l'article 2 ainsi conçu :

« Néanmoins les traiteurs, restaurateurs et aubergistes continueront, avec la patente de leur profession, à vendre et débiter du vin en bouteille aux personnes auxquelles ils donnent à manger. »

Et l'article 3 :

« Tout individu exerçant actuellement la profession de marchand de vin en gros ou en détail, ou vendant du vin en détail, quoique exerçant une autre profession, est autorisé à continuer la profession de marchand de vin, à la charge : 1° de se pourvoir, dans six mois, de la patente exigée par l'article 1^{er} ; 2° de déclarer son intention, dans le même délai de six mois, à la préfecture de police, et d'en retirer certificat ; 3° de se faire inscrire également chez le syndic des marchands de vin ; 4° d'avoir à sa principale porte un écriteau indicatif de sa profession de marchand de vin. »

Tout individu qui voulait s'établir marchand (1) devait se faire inscrire et obtenir l'autorisation du préfet de police.

Et tout marchand qui voulait changer de domicile ou

(1) Rien n'est innové au droit qu'ont toujours eu les propriétaires de vendre le vin de leur cru en faisant la déclaration à la préfecture de police.

ouvrir une succursale en plus devait aussi se soumettre à la même règle. On retrouve ici l'influence de la législation de l'ancien régime.

Le marchand de vin en détail ne pouvait avoir, en vertu de sa patente fixe et spéciale, qu'une seule cave ; s'il voulait en avoir plusieurs, il devait payer autant de fois la patente fixe (1).

On sent dans toute cette législation un retour en arrière. On y trouve un embryon de reconstitution des corporations sous une forme différente ; suivant en effet l'article 7 du même décret, les syndics et adjoints de marchands de vin devaient présenter un projet de statuts pour la discipline et le régime intérieur de leur commerce. Ce projet devait être soumis à l'homologation du Conseil d'État sur le rapport du ministre du commerce.

LES COMMISSIONNAIRES

Les commissionnaires étaient tenus de se pourvoir à Paris de la patente de commissionnaire, les patentes prises dans d'autres communes ne pouvaient en tenir lieu (2).

COURTIERS-GOURMETS-PIQUEURS DE VINS

La loi du 2-7 mars 1791 avait, comme pour les autres corporations, supprimé les offices des courtiers et des courtiers-gourmets.

Pour ces derniers, le premier empire, par le décret du

(1) Décret du 15 décembre 1813, art. 6.

(2) Décret du 15 décembre 1813, art. 10.

15 décembre 1813 réglementa ainsi leurs fonctions : ils devaient quand ils en étaient requis, 1° servir d'intermédiaires entre les vendeurs et acheteurs de boissons à l'exclusion de tous autres ; 2° déguster les vins et en indiquer aux acquéreurs le cru et la qualité ; 3° servir d'experts en cas de contestation sur la qualité des vins et d'allégation contre les voituriers et bateliers pour falsification pendant le transport. Ils étaient nommés par le ministre du commerce sur présentation du préfet de police et sur certificat de capacité délivré par les syndics des marchands de vin. Comme les officiers de police ordinaires dans l'exercice de leurs fonctions, ils étaient tenus de porter une plaque aux armes de la ville et avec l'inscription, « courtiers-gourmets-piqueurs de vins ». Il leur était interdit de faire aucun commerce (vente ou achat) pour leur propre compte ou par commission (art. 19).

Ils percevaient pour leur commission d'achat ou de dégustation 75 centimes au maximum pour 250 litres, payables moitié par le vendeur, moitié par l'acheteur (art. 20), et 4 centimes par bouteille pour les ventes en bouteilles.

Ils devaient prêter serment devant le tribunal de commerce (art. 19) et fournir un cautionnement de 1.200 fr. (art. 17).

Ils étaient aussi organisés en syndicat comme les marchands. Un syndic et six adjoints étaient nommés à l'élection et formaient un comité chargé d'exercer la discipline, de tenir la bourse commune et d'administrer les affaires de la compagnie sous la surveillance du préfet de police et l'autorité du ministre du commerce.

Ils durèrent peu et voici pourquoi : d'après les art. 24

et 25 du même décret, ils exerçaient leur fonction concurremment avec les courtiers de commerce près la Bourse de Paris, qui ont été réglementés par la loi du 28 ventôse an IX ; ces derniers pouvaient être appelés même dans l'entrepôt qui était d'après l'art. 14 réservé exclusivement aux courtiers-gourmets-piqueurs de vin, d'où des rivalités que fit seulement cesser la loi du 15 juillet 1866, qui proclama la liberté du courtage des marchandises.

*
* *

Au commencement du siècle, les intermédiaires pour les vins étaient environ 250.000 (1), ils étaient évidemment déjà bien nombreux, leur multiplicité interposée entre les producteurs et les consommateurs ne pouvait qu'élever le prix, détériorer la qualité et restreindre la vente.

(1) LEVASSEUR, *De l'industrie française*, t. II. — MOREAU DE JONNÈS, *Op. cit.*

CHAPITRE III

La production et les prix

(*Marché intérieur et extérieur*)

DE LA RÉVOLUTION A L'OÏDIUM (1789 A 1850)

Il semble bien que le souffle de liberté qui passa sur la France vers 1789, souffle dont est empreinte la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, qui apportait aux propriétaires la faculté de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres, et de disposer de toutes leurs productions dans l'intérieur du royaume et au dehors, dut communiquer une confiance nouvelle aux vignerons, puisque de 1.567.000 hectares qu'il occupait en 1791, le vignoble atteint 2.193.053 hectares en 1849.

D'après le *Bulletin de statistique* voici les stades successifs de cette évolution :

En 1829.....	2.003.365 hect.
1835.....	2.118.709
1840.....	2.145.260
1845.....	2.169.156
1849.....	2.193.053

Années	Hectares cultivées	Production en hectolitres	Rendement moyen par hectares	Prix moyen de l'hectolitre chez le récoltant	Valeur approximative des productions
1788	1.546.616	25.000.000	15,95	15,44	386.000.000
1808	1.613.739	28.000.000	17,35	20 »	560.000.000
1829	2.003.363	30.973.000	15,56	17 »	526.544.000
1835	2.118.709	26.496.000	12,56	16 »	423.936.000
1840	2.145.260	27.749.000	12,92	11 »	304.909.000
1845	2.160.156	30.130.000	13,89	13 »	391.690.000
1849	2.193.053	35.555.000	16,21	9 »	319.995.000

Bulletin de statistique, anno 1881.

A titre de comparaison, voici d'autres chiffres provenant de diverses sources :

Années	Sources	Hectares
—	—	—
1790	Delai-d'Agier	1.021.000
1790	Lavoisier	1.567.000
1791	Duvaucelle	1.500.000
1792	L'aut. des réfl. sur les vignes..	1.528.000
1802	Sonnini	2.011.000
1813	Exp. de la sit. de l'Emp.	1.810.000
1818	Chaptal	2.227.000
1824	Contributions indirectes.	1.730.056
1827	OËnologie	1.736.000
1829	Contributions indirectes.	2.014.335
1835	— — —	2.134.822
1840	— — —	1.972.340

La progression en surface est très nette. L'augmentation du vignoble en soixante ans est de 646.437 hectares. Le vignoble s'est donc agrandi d'un quart depuis la révolution.

Voici maintenant un tableau qui permet de constater l'importance progressive du vignoble dans quelques départements, ceux du midi en particulier :

HECTARES DE VIGNES (1)

DÉPARTEMENTS	1788	1808	1828	1839
<i>Hérault</i>	63.650	69 173	96 787	117.497
Charente-Inférieure	81.000	»	»	105.571
Gironde.....	135.000	99.231	130.000	103.513
Gers.....	62.000	68.286	74 000	95.951
Charente.....	75.000	»	»	89.610
Dordogne.....	56.000	»	»	77 125
Lot-et-Garonne....	55.000	64 149	39.381	66.156
<i>Gard</i>	51.151	71.383	74.000	63.875
Lot.....	36.500	»	»	53.543
<i>Aude</i>	29.312	32.339	34.920	52.818
Landes.....	»	16.123	»	»
Basses Pyrénées...	»	16.686	21.840	»
Hautes Pyrénées...	»	12.118	14.000	»
Haute-Garonne....	»	48.325	50.000	»
Ariège.....	»	16.244	21 300	»
<i>Pyrénées-Orientales</i>	»	33.302	34.200	»
Ardèche.....	»	15.006	»	»
Tarn.....	»	23.507	»	»
Tarn-et-Garonne...	»	25.192	34.000	»

Si l'on divise la France en quatre grandes régions (2), dont le méridien de Paris et le 47° parallèle forment les limites on trouve l'étendue des vignes fixée dans le rapport suivant pour 1847 :

(1) ALEXANDRE DU MÊGE, *Statistique des départements pyrénéens*, p. 564. — MOREAU DE JONNÈS. *Statistique de la France*, p. 162.

(2) MOREAU DE JONNÈS, *Op. cit. passim*.

	Étendue des vignes	Rapport à l'étendue totale
Nord oriental	278.720	14 o/o
Midi oriental	618.703	31 o/o
France orientale . . .	897.423	45 o/o
Nord occidental	190.404	10 o/o
Midi occidental	872.929	45 o/o
France occidentale .	1.063.333	55 o/o

Les régions septentrionales ne contiennent pas un quart des vignobles de la France ; il y en a moins d'un tiers dans le midi oriental qui fournit les vins de Provence et de Languedoc ; près de la moitié est donnée par le midi occidental, qui comprend la Charente-Inférieure et la Gironde.

Néanmoins, on constate déjà dans les départements du midi oriental une tendance vers l'augmentation sinon encore vers la spécialisation et la concentration comme nous le verrons plus loin. Il y a, dès ce moment, un déplacement des cultures vers le sud-est.

Dans l'Hérault, on suit facilement la progression :

Années	Hectares
—	—
En 1788, on compte	63.650
1808, —	69.173 (1)
1821, —	96.707 (2)
1828, —	96.787
1849, —	110.000 (3)

(1) DU MÈGE, *Statistique des départements pyrénéens*. Op. cit.

(2) *Ibid.*

(3) CREUZÉ DE LESSER, *Statistique de l'Hérault*. *Bulletin de la Société Centrale d'Agriculture de l'Hérault*.

Dans l'Aude :

En 1788	29.312
1808	32.330 (1)
1828	34.920 (2)
1839	57.415 (3)

Dans le Gard :

En 1788	51.151
1808	71.383
1828	74.000
1839	63.875

*
* *

Les productions, d'après le *Bulletin de statistique*, sont les suivantes :

Années	Hectolitres
1788	25.000.000
1808	28.000.000
1829	30.973.000
1835	26.496.000
1840	27.719.000
1845	30.130.000
1849	35.555.000

Les chiffres adoptés par les Contributions indirectes dans le *Bulletin de statistique* paraissent inférieurs à la réalité ; en effet, d'après les évaluations suivantes, la production serait supérieure, elles permettent d'expliquer la baisse des prix qu'il relate sans les expliquer.

(1) *Statistique des départements pyrénéens. Op. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) Cadastre.

Années	Sources	Hectolitres
1790	Delai d'Agier	20.000.000
1790	Tolosan	18.780.000
1790	Lavoisier	15.284.000
1791	Duvaucelle	30.000.000
1792	Réfl. sur les contrib. .	30.577.000
1802	Sonnini	40.230.000
1804	Chaptal	35.500.000
1813	De Montalivet	36.200.000
1818	Chaptal	39.540.000
1724	Herbin	44.540.000
1827	Cavoleau	35.705.000

Ces chiffres sont exagérés, tantôt en plus, tantôt en moins, et ne présentent qu'un intérêt de comparaison ; mais voici, d'autre part, les chiffres officiels de la statistique générale (1) :

Années	Hectolitres
1788	27.025.903
1804	45.249.094
1805	31.326.374
1806	31.674.600
1807	32.430.473
1808	37.613.909
1823	32.770.542
1824	22.888.681
1825	22.791.907
1826	31.348.117
1827	36.819.420
1828	37.748.688
1829	20.972.729
1830	15.281.395

(1) MOREAU DE JONNÈS, *Op. cit.*

Années	Hectolitres
1831	21.819.146
1832	26.738.572
1833	40.038.702
1834	39.737.868
1835	26.495.880
1836	31.162.114
1837	38.059.318
1838	25.283.576
1839	26.565.626
1840	45.485.701
1841	33.688.810
1842	34.351.270
1843	19.088.177
1844	29.262.154
1845	30.139.682
1846	32.461.400

On peut constater que chaque année apporte des variations considérables dans la production. Les récoltes atteignent un maximum en 1804 et en 1840 et un minimum en 1830 et 1843.

Si l'on groupe les récoltes, on trouve les moyennes suivantes par périodes quinquennales :

Années	Hectolitres
1786 à 1788	27.025.000
1804 à 1808	41.063.000
1823 à 1827	29.326.000
1828 à 1832	33.876.000
1832 à 1837	35.098.000
1838 à 1841	33.755.000
1842 à 1846	29.060.000

En dehors de la période 1804-1808, les récoltes sont

sensiblement les mêmes — le groupement par période quinquennale atténue les écarts. On peut en inférer qu'il ne serait peut-être pas impossible, par une organisation judicieuse, d'arriver à équilibrer l'écoulement des récoltes en reportant sur les années déficitaires les excédents des récoltes pléthoriques.

La production à l'hectare est ainsi décomptée :

Années	Sources	Hectol.
—	—	—
1788	<i>Bulletin de statistique</i>	15.95
1790	Lavoisier	10
1791	Duvaucelle	20
1808	<i>Bulletin de statistique</i>	17.35
1808	Administration	18
1818	Chaptal	16
1824	Administration	20
1840	Statistique de France	19

L'augmentation de la production, parallèle en cela à l'extension en surface des départements du Midi, ressort très nettement de la comparaison des années 1788, 1808, 1828, 1840, 1847, 1848 et 1849. Nous l'avons fixée dans le tableau ci-contre.

Il faut compter toutefois avec les accidents climatériques et avec les parasites. C'est ainsi que la pyrale a donné de sérieuses inquiétudes aux viticulteurs de 1824 à 1837 (1). La statistique générale en note les effets:

(1) GUYOT, *Op. cit.*

PRODUCTION EN HECTOLITRES (1)

DE LA RÉVOLUTION A 1850

191

DÉPARTEMENTS	1788	1808	1828	1840	1847	1848	1849
<i>Hérault</i>	4.129.787	1.680.763	2.077.582	2.616.194	3.809.430	4.173.935	4.586.613
Charente-Inférieure.	1.701.000	»	»	2.394.582	»	»	»
Gironde.....	2.700.000	2.670.623	4.666.668	2.020.236	»	»	»
Gers.....	775.000	1.064.507	1.200.000	1.128.820	»	»	»
Charente.....	777.000	»	»	1.152.079	»	»	»
Lot-et-Garonne.....	»	704.859	649.000	»	»	»	»
<i>Gard</i>	933.505	927.187	1.007.761	1.132.555	»	»	»
Lot.....	»	»	»	»	»	»	»
<i>Aude</i>	359 072	601.483	»	1.011.433	»	»	»
Landes.....	»	523.911	»	»	»	»	»
Basses-Pyrénées.....	»	398.263	441.800	»	»	»	»
Hautes-Pyrénées. . .	»	305.661	380.000	»	»	»	»
Haute-Garonne.....	»	1.003.428	1.120.000	»	»	»	»
Ariège.....	»	163.145	274 700	»	»	»	»
<i>Pyrénées-Orientales</i> .	»	307.235	254.000	»	»	»	»
Ardèche.....	»	365.827	»	»	»	»	»
Tarn.....	»	450.907	»	»	»	»	»
Tarn-et-Garonne.....	»	»	748.000	»	»	»	»
<i>Var</i>	713.869	»	»	1.635.156	»	»	»
Meurthe.....e	579.576	»	»	912.110	»	»	»
Yonne.....	543 639	»	»	856.223	»	»	»

(1) ALEXANDRE DU MÉGE, *Op. cit.* — MOREAU DE JONNÈS, *Op. cit.*

certains départements sont particulièrement éprouvés, la Gironde entre autres, en 1824 et 1825 :

Années	Hectolitres
—	—
1788	2.700.000
1804	2.439.780
1805	2.616.989
1807	4.560.751
1808	2.670.623
1823	1.846.947
1824	752.827
1825	939.325
1826	1.174.807
1827	1.691.230
1828	1.666.668
1829	2.042.583
1830	1.694.990
1831	1.645.210
1832	2.556.498
1833	2.937.713
1834	1.441.991
1835	1.155.752
1836	2.336.072
1837	2.213.624
1838	1.084.349
1839	1.340.558
1840	2.163.381
1841	2.097.716

Pour 35 à 36 millions d'hectolitres, la production est ainsi répartie en 1847 (1) :

(1) MOREAU DE JONNÈS, *Op. cit.*, 170. Voyez note 1, *infra*, p. 204.

	Hectolitres	Pour 100
Nord oriental	8.068.210	22 o/o
Midi oriental	12.051.635	33 o/o
France orientale.	20.119.845	55 o/o
Nord occidental	3.940.313	11 o/o
Midi occidental	12.553.632	34 o/o
France occidentale.	16.493.945	45 o/o

En groupant les départements du Midi entre eux on voit que l'on a déjà :

Midi oriental	12.051.635	33 o/o
Midi occidental	12.553.632	34 o/o
TOTAL	24.606.267	67 o/o

Les deux tiers de la production sont déjà localisés dans les départements du Midi.

La concentration, résultat des conditions climatiques et géologiques, se poursuit peu à peu. C'est la division territoriale de la production, résultat du progrès économique qui aboutira à la monoculture.

*
* *

Il est à peu près impossible d'établir un prix moyen pour les vins, attendu que ce terme est excessivement variable et diffère suivant la qualité, la quantité produite, les débouchés. Les prix moyens que nous donnons ci-dessous sont les prix de vente à la propriété.

Il faut, en effet, envisager les prix à quatre points de vue bien différents :

1° Le prix sur le lieu de production pour la consommation immédiate. Ils est le plus bas, car, le plus souvent, il échappe au fisc ;

2° Le prix dans le voisinage du lieu de production, qui comprend les droits de circulation et de vente et des frais de transport ;

3° Le prix pour les points éloignés du lieu de production plus considérable encore, l'influence des intermédiaires se faisant sentir ici plus particulièrement ;

4° Le prix à l'exportation (vins de luxe ou tout au moins de très bonne qualité), toujours supérieur de quelques points au prix moyen.

Suivant l'enquête de 1842, faite par la Société centrale d'Agriculture de l'Hérault, les prix moyens des vins français de 1800 à 1840 sont ainsi établis :

Années	Vins à distiller	Vins de 3 ^e cl.	Vins de 2 ^e cl.	Vins de 1 ^{re} cl.
1800 à 1810. .	7 fr.	8 fr.	9.50	11 fr.
1810 à 1820. .	14 »	15 »	16.50	18 »
1820 à 1830. .	6.50	7.50	9 »	10.50
1830 à 1840. .	7 »	8 »	9.50	11 »
1842. .	2.50 à 3 fr.	4 »	5 »	6 »

D'après la statistique des Contributions indirectes, les prix auraient été (1) :

Années	Hectolitres	Prix de l'hectolitre chez le récoltant
En 1788	pour 25.000.000	de 15.44 (2)
1808	28.000.000	20 »
1829	30.973.000	17 »
1835	26.496.000	16 »
1840	27.719.000	11 »
1845	30.130.000	13 »
1849	35.555.000	9 »

(1) Enquête sur le Régime des Boissons, in *Bulletin de Statistique* (1881).

(2) Rapport de M. BOCHER.

De 15 fr. 44 à la veille de la Révolution, le prix moyen du vin passe à 20 en 1808, 17 en 1829, 16 en 1835, 11 en 1840, 13 en 1845 et 9 en 1849. Le prix des vins a donc subi une échelle décroissante depuis la Révolution.

N'oublions pas toutefois qu'il faut tenir compte du pouvoir d'achat de la monnaie qui est de 0,33 au-dessus du pouvoir actuel pendant la première moitié du XIX^e siècle.

En *monnaie* actuelle ces prix correspondent donc (1) :

à 15.44	×	2	»	soit	30.88
20	»	×	1.33		26.60
17	»	×	—		22.61
16	»	×	—		21.28
11	»	×	—		14.63
13	»	×	—		17.29
9	»	×	—		12.17

Ils sont donc plus élevés en réalité que ce qu'ils paraissent ; c'est un point sur lequel on ne saurait trop insister. On n'en doit pas moins constater leur chute graduelle depuis la révolution jusqu'à 1850, et il résulte assez nettement de la comparaison des prix et des productions que les premiers baissent au fur et à mesure que les secondes haussent.

Sans être très rémunérateurs ces prix étaient, semble-t-il, suffisants dans la plupart des cas. Dans toute cette période, c'est la vieille vigne française sans maladies et partant sans traitements, qui est encore l'objet d'une culture extensive et les dépenses que celle-ci comporte peuvent être évaluées de la moitié au tiers de celles nécessitées par la culture moderne.

Les moyennes des prix relevés par M. le vicomte d'Avenel sont successivement :

(1) DE FOVILLE, *Op. cit.*

En 1790	de fr.	68.06
1791		21.50
1797		39.24
1800		100 »

Ces prix doivent s'entendre en monnaie actuelle, multipliés par le coefficient 2, ce qui fait qu'ils sont très élevés. Aussi un premier maximum fut-il établi en 1790 (1) ; à Paris ce maximum était de 37 sous 4 deniers. Le vin de Bourgogne à ce moment-là valait sur place 3 sous 2 deniers la pinte. Pour les vins ordinaires, le prix moyen était de 10 sous en province.

En Champagne (2) les prix étaient :

En 1790	de fr.	35 »
1793		105 »
1794		155.60
1799		38.50

Ces prix ne correspondent pas aux fluctuations de la moyenne générale. Mais il reflètent néanmoins l'état révolutionnaire en 93 et 94.

A Paris, le vin hausse proportionnellement à la baisse des assignats (3).

(1) Le 11 messidor an II (30 juin 1794), le Comité de salut public arrête d'autre part que les tonneaux seront maximisés dans l'étendue de la République et que pour former ce maximum les agents prendront pour base le prix fort que les tonneaux ont valu dans une année, à partir de 1785 jusqu'en 1792, en ajoutant en sus le tiers de ce prix.

(2) D'AVENEL, *Op. cit.*

(3) LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières après 1789*, t. I, p. 223.

La bouteille de vin valait .

50 sous en Brumaire an III.

8 livres en Thermidor.

20 livres en Vendémiaire an IV.

30 livres en Brumaire.

D'après la *Gazette de France* (1), dans le n° du 3 Vendémiaire an IV, une demi-queue de vin d'Orléans fut payée :

80 livres en 1790 et 2400 livres en 1795.

D'après M. Tardy, pour un domaine dans le Revermont (Ain), on a pu relever les prix suivants pour 210 lit. :

De 1812 à 1815	56 francs
1816 — 1820	60 —
1821 — 1825	61 —
1826 — 1830	46 —
1831 — 1840	34 —
1841 — 1845	38 —
1846 — 1850	25 —

Les prix qui se sont maintenus assez bien jusqu'en 1830 décroissent à partir de cette époque jusqu'en 1850 dans cette région(2).

(1) AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne*, t. II, p 271.

(2) CONVERT, Les Variations des prix des vins, in *Journal d'agriculture pratique*, anno 1880.

PRIX DU VIN DANS LES CHARENTES

(La barrique de 205 litres) (1)

1789.....	404	1807.....	22	1839.....	34
1790.....	124	1808.....	16	1840.....	38
1791.....	130	1809.....	26	1841.....	25
1792.....	85	1810.....	20	1842.....	34
1793.....	155	1826.....	30	1843.....	38
1794.....	88	1827.....	26	1844.....	26
1796.....	116	1828.....	24	1845.....	60
1800.....	62	1829.....	92	1846.....	35
1803.....	35	1830.....	80	1847.....	22
1804.....	32	1837.....	18	1848.....	24
1806.....	20	1838.....	24	1849.....	18

Les prix des vins sont très élevés pendant la période révolutionnaire puis, peu à peu, ils reviennent à un cours plus normal. En 1849 ils sont le double du prix moyen par toute la France, mais ils suivent le mouvement général de baisse.

A Aimargues (Gard), les prix relevés dans les archives de la ville par M. Vidal sont les suivants (2) :

En 1789	0.15 le litre
1801 (an IX)	0.25
1805 (an XIII)	0.12
1806	0.15

(1) BÉRAULD, *Op. cit.*

(2) VIDAL, *Monographie de la ville d'Aimargues*.

Dans l'Hérault, de 1811 à 1816 les récoltes sont abondantes et les prix rémunérateurs. La faible récolte de 1817 éleva le prix de l'hectolitre à 40 fr. De 1815 à 1825 les bons vins de l'Hérault valent en moyenne de 9 à 14 fr., ceux du Gard de 10 à 15 fr.

De 1817 à 1828 les prix indiqués dans l'*Enquête agricole* pour l'Hérault et le Gard sont assez concordants.

Au tableau des prix établi pour l'Hérault (1), d'après les données du *Bulletin de la Société centrale d'Agriculture de l'Hérault*, on peut emprunter quelques considérations qui ne sont pas dénuées d'intérêt.

Il est intéressant tout d'abord de noter que d'après ce tableau, les cours des vins se relèvent au moment des vendanges en septembre et octobre pour redescendre ensuite.

Pendant la période quinquennale considérée, les prix des vins dans l'Hérault dénotent une tendance à la hausse. Les vins ordinaires qui avaient débuté en janvier 1824 au prix de 80 fr. les 6 hectolitres 84 litres, atteignent successivement 85, 90, 95, 100 fr., puis 135 fr. en 1827-28.

Il est important de constater les variations des prix du Frontignan, dont la valeur passe en quelques mois du simple au double sans raison apparente et probablement sous l'impulsion des simples caprices du commerce.

(1) Voir pages 200 et 201.

MOIS	PRIX DU COMMERCE A CETTE (1)			VINS
	Frontignan	St-Georges	Saint-Drézéry Saint-Christol	ORDINAIRES
En				
Janvier.....	350	65	65	50
Février.....	—	—	—	—
Mars.....	—	—	—	—
Avril.....	150 à 200	—	70 à 85	60
Mai.....	130 à 180	85 à 90	80	—
Juin.....	—	—	—	—
Juillet.....	—	—	—	—
Août.....	—	—	—	—
Septembre.....	140 à 185	90 à 95	85	60 à 65
Octobre.....	—	—	—	—
Novembre.....	280 à 300	125	115	75 à 80
Décembre.....	—	—	—	—
En				
Janvier.....	200 à 250	110	105	70
Février.....	200	—	100 à 105	75 à 80
Mars.....	190 à 200	—	100	—
Avril.....	200	—	—	—
Mai.....	—	—	—	—
Juin.....	—	—	105	—
Juillet.....	—	—	100	—
Août.....	—	—	105	—
Septembre.....	220	115	110	—
Octobre.....	180	110	95 à 100	—
Novembre.....	160	—	—	—
Décembre.....	—	—	—	—
En				
Janvier.....	160	95	90 à 95	75
Février.....	—	—	—	—
Mars.....	165	—	—	70
Avril.....	—	—	—	—
Mai.....	—	—	—	—
Juin.....	—	—	—	—
Juillet.....	—	—	—	—
Août.....	—	—	—	—
Septembre.....	140	105	100	75 à 80
Octobre.....	190	115	110	85 à 90
Novembre.....	—	—	—	—
Décembre.....	—	—	—	—
En				
Janvier.....	190	115	110	88 à 90
Février.....	—	—	—	—
Mars.....	—	—	—	—
Avril.....	—	—	—	—
Mai.....	—	—	—	—
Juin.....	—	—	—	—
Juillet.....	—	—	—	—
Août.....	—	—	—	—
Septembre.....	—	—	—	—
Octobre.....	—	—	—	—
Novembre.....	—	—	—	—
Décembre.....	—	—	—	—
En				

(1) Vins de Frontignan nu ; les 2 hectos , 30 litres ; les autres

ENTRE PROPRIETAIRES ET NEGOCIANTS

(Les 6 hectolitres, 84 litres)

Fontignau (avec futaille)	Saint-Georges	Saint-Drézéry	Saint-Christol	Montagne	Chaudière
------------------------------	---------------	---------------	----------------	----------	-----------

1824

240 à 350	85 à 100	85	80 à 85	50 à 60	36 à 42
—	—	—	—	—	—
250 à 400	90 à 110	90	80 à 90	—	—
—	100 à 115	90 à 100	90 à 100	55 à 60	35 à 45
—	90 à 100	80 à 90	80 à 90	40 à 50	30 à 40
—	—	—	—	—	—
260 à 410	95 à 115	85 à 95	85 à 95	50 à 55	30 à 38
—	—	—	—	—	—
260 à 270	110	100	100	60 à 65	40 à 45
—	—	—	—	—	—

1825

280	110	100	100	60 à 70	45 à 46
290	—	105	105	75 à 80	55 à 60
300	105	100	100	75	50 à 53
320	—	—	—	—	45 à 50
330 à 340	—	—	—	72 à 75	45 à 48
330 à 350	110	105	105	75 à 80	44 à 45
330 à 340	105	100	100	72 à 75	45 à 48
330	120	110	110	75 à 80	45
350	—	115	115	80	—
330 à 340	130 à 135	120	123	80 à 90	45 à 50
330 à 350	135 à 140	—	123 à 130	80 à 85	—
—	—	—	—	—	—

1826

350	125 à 130	118	120	70 à 75	45 à 46
—	—	—	—	—	—
—	125	115	—	60	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
380 à 390	130	120	125	65 à 80	50 à 52
400	140	130	135	85 à 90	58 à 64
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—

1827

400	140	130	135	85 à 90	56 à 62
—	—	—	—	—	54 à 60
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—

1828 (mêmes prix qu'en 1827)

3 hectos, 42 litres avec futailles.

En 1831, dans l'Hérault, le prix du vin ordinaire est de 10 fr. l'hecto.

Pendant cette période, le prix des vins se maintient très bas dans le département et il descendit encore à la suite de l'abondante récolte de 1840.

Les prix de la propriété Coste, à Cette, relevés depuis 1833, sont typiques ; ils reflètent les mouvements de hausse et de baisse du marché avec exactitude et correspondent aux prix moyens de la statistique générale :

1833	8,50	1843	7,50
1835	8,50	1845	12,50
1837	13,00	1847	9,50
1839	9,50	1848	7,50
1840	10,00	1849	6,50
1842	10,00		

Ils marquent bien la dépression provenant de l'engorgement en 1842 et 1847-48.

Pour 1841, les vins de l'Hérault sont cotés de 7 à 8,50 l'hectolitre. En 1842 les prix varient entre 4 et 6 fr. et 2 fr. 50 à 3 fr. pour les vins de chaudière.

En Gironde, la même année, le vin se vendait à 12 cent. 1/2 le litre. M. le duc Decazes céda mille barriques de vin blanc de 220 litres au prix de 10 francs l'une, soit moins de 5 centimes le litre (1).

Tout le monde se plaignait des droits d'octroi qui étaient intolérables et en disproportion avec la valeur commerciale du vin ! D'accord ; mais ce que l'on oublie un peu trop, c'est que les chemins de fer commençaient

(1) LUCIEN AUDEBERT. La mévente des vins, in *Bulletin des Agriculteurs de France*, anno 1902.

à peine à fonctionner et que le coût des transports entravait la circulation : il fallait que le vin fût absorbé sur place par les consommateurs locaux ou par la distillation. En somme, les crises de cette époque sont des crises locales, les quantités produites en trop sur un point donné ne pouvant aller équilibrer ailleurs celles produites en moins.

A la suite de la récolte minima de 1843 on constate un relèvement des prix vers 1845 ; à cette époque, M. J. Bouscaren écrivait : « Les prix des vins et des eaux-de-vie ont ranimé la culture de la vigne, alors que les vigneronns découragés, songeaient déjà à la remplacer même dans nos contrées méridionales (1). »

Ce ne fut qu'un répit, car la crise allait bientôt reprendre avec plus d'intensité.

A la suite de la récolte de 1847, qui apporta 54 316.000 hectolitres (2) et celle de 1848, 51.622.000, le prix moyen pour toute la France tomba en 1849 à 9 fr. l'hecto. Ce prix est le plus faible du siècle.

VALEUR DE LA PRODUCTION

Suivant les auteurs, la valeur de la production est plus ou moins grande :

Années	Sources	Francs
1790	Tolosan.....	280.000.000
1791	Délai d'Agier.....	296.000.000
1818	Chaptal.....	718.941.000
1840	Statistique de France.	420.000.000

(1) COSTE-FLORET, La distillation des vins, in *Progrès agricole et viticole* (5 mai 1901).

(2) Ce chiffre ne correspond pas avec celui de la statistique générale, mais il faut bien l'admettre pour expliquer la débâcle de 1849 (*Bulletin de la Société centrale d'Agriculture de l'Hérault*).

Ces chiffres doivent être comparés avec ceux du *Bulletin de statistique* indiqués dans le tableau de la page 183.

*
* *

Nous avons vu dans notre première partie que la consommation était évaluée par la *France agricole*, en 1760, pour une population de 20 millions d'habitants, à *9.120.000 hectolitres*.

Ci-dessous j'ai noté quelques chiffres pour fixer les idées pour les années suivantes :

Années	Population	Sources	Consommation en hectol.
—	—	—	—
1790	25.000.000	Lavoisier	15.218.000
1791	—	Tolosan	18.780.000
1825	31.500.000	Administration	24.500.000
1829	32.000.000	—	24.780.000
1840	33.540.000	Statistique de France .	23.578.248

A partir de 1830 le *Bulletin de statistique* nous donne avec précision les consommations taxées. Nous donnons aussi les consommations effectuées en franchise chez les récoltants. Bien que simples évaluations, elles sont établies avec soin et peuvent servir d'indices. Ainsi en 1848 et 1849 le vin est abondant, la consommation chez les récoltants est plus intense : ne pouvant écouler le vin on le boit. Nous avons adjoint à ce tableau les variations de la population.

Tableau des consommations (1)

POPULATION (2)	ANNÉES	QUANTITÉS ATTEINTES UNE seule fois par l'impôt	Vins consommés en franchise chez les récoltants (Evaluation)	TOTAL
32.485.000	1830	8.169.098	7.000.000	15.169.098
	1831	8.907.185	4.000.000	12.907.185
	1832	10.044.429	4.000.000	14.044.429
	1833	11.522.724	5.000.000	16.522.724
	1834	14.550.771	10.000.000	24.550.771
33.541.000	1835	14.929.124	10.000.000	24.929.124
	1836	15.189.677	5.000.000	20.189.677
	1837	15.736.441	5.000.000	20.736.441
	1838	16.399.593	7.000.000	23.399.593
	1839	15.705.227	4.000.000	19.705.226
Moyenne		13.115.427	6.100.000	19.215.427
34.174.000	1840	16.122.157	7.000.000	23.122.157
	1841	17.515.485	10.000.000	27.515.485
	1842	18.422.123	6.000.000	24.422.123
	1843	17.509.734	7.000.000	24.509.734
	1844	15.694.746	3.000.000	18.694.746
34.985.000	1845	16.686.705	3.000.000	19.686.705
	1846	17.179.882	3.000.000	20.179.882
	1847	17.644.686	3.000.000	20.644.686
	1848	17.916.971	10.000.000	27.916.971
35.678.000	1849	20.846.840	10.000.000	30.846.840
Moyenne		17.553.933	6.200.000	23.753.933

(1) *Bulletin de statistique, Op. cit.*(2) DE FOVILLE, *La France économique*, p. 9.

Ce tableau démontre clairement que la consommation augmente beaucoup plus rapidement que la population. Ainsi la consommation taxée n'était que de 8.169.098 en 1830. Elle est en 1849 de 20.846.840. Elle a donc augmenté de $\frac{3}{5}$ alors que la population a seulement gagné trois millions. Ce qui permet d'expliquer cet accroissement rapide; c'est que le prix n'a cessé de baisser (il a atteint son minimum en 1849 avec 9 francs) — et que la richesse publique ne cesse de s'accroître.

Sans être encore très brillant, le *standard of life* s'élève peu à peu et la puissance d'acquisition de la classe ouvrière, qui est celle qui absorbe le plus nos vins, s'accroît lentement mais continuellement.

Les prix de détail sont du reste assez abordables (Voir le tableau ci-contre) extrait du *Bulletin de statistique*.

Tout d'abord l'écart entre le prix de vente à la propriété et chez les débitants est assez faible: pour 1808, la différence est de 7 fr. 30, mais dès 1810 on sent l'influence de la nouvelle législation et le prix chez les débitants est de 35 fr. 27 alors qu'il est seulement de 19 fr. 90 chez les récoltants.

La différence est plus sensible en 1829, 1830, 1835, 1840, 1845 et surtout 1849 où le prix chez le débitant atteint le quadruple du prix à la propriété. Fisc et intermédiaires sont bien lourds à supporter !

*
* *

Nous avons vu dans notre première partie que les vins exportés représentaient en 1789, 972.730 hectolitres pour l'étranger et 275.000 hectolitres pour les colonies, soit en tout 1.247.730 hectolitres.

Prix moyens de l'hectolitre

ANNÉES	Chez les récoltants	Chez les marchands en gr.	Chez les débiteurs
1806	»		26.00
1807	»		26.20
1808	20.00		27.30
1809	»		27.06
1810	19.90		35.27
1811	»		40.48
1812	»		39.37
1813	»		40.64
1819	»		38.85
<i>Moyenne....</i>	»		30.07
1820	»		32.27
1821	»		39.36
1822	»		38.12
1823	»		39.00
1824	»		37.20
1825	»		37.48
1826	»		41.09
1827	»		33.46
1828	»		31.09
1829	17.00		30.60
<i>Moyenne....</i>	»		35.97
1830	16.86		35.35
1831	»		40.62
1832	»		38.73
1833	»		35.61
1834	»		30.45
1835	16.00		30.56
1836	»		33.22
1837	»		32.59
1838	»		32.43
1839	»		35.49
<i>Moyenne....</i>	»		34.51
1840	11.00		35.79
1841	»		32.62
1842	»		32.55
1843	»		35.42
1844	»		41.04
1845	13.00		39.93
1846	»		40.82
1847	»		40.85
1848	»		28.50
1849	9		35.89
<i>Moyenne....</i>	»		35.33

Mais la révolution, le blocus continental, les guerres de l'empire devaient réduire sensiblement ces chiffres.

Dès 1807 (1), le commerce extérieur est complètement annihilé, et à Bordeaux tout commerce des vins a cessé.

Le protectionnisme à outrance, qui avait fermé à la Suède l'entrée de ses fers en France fut la cause que celle-ci imposa nos vins à raison de 200 francs par barrique; en 1823, pour répondre à notre guerre de tarifs, les Pays-Bas interdirent l'entrée des vins par terre. Heureusement qu'à partir de 1837 le protectionnisme fut éclipsé par le libre échange, et on trouve dès cette époque une convention pour faciliter l'entrée de nos vins en Belgique.

Les droits d'entrée étaient dans cette dernière période de 151 fr. l'hecto pour l'Angleterre (2); 32 fr. 40 pour la Belgique, 45 fr. pour le Zollverein, 47 fr. pour la Suède.

Voici, sous ce régime, un aperçu du mouvement des exportations (3) :

	Vins de la Gironde	Vins d'ailleurs	Totaux
	— hectolitres	— hectolitres	— hectolitres
Pour 1809	248.026	824.332	1.072.358
1810	123.960	600.469	724.429
1812	190.167	597.092	787.259
1813	180.825	573.795	754.620
<i>Moyenne.</i>	<i>185.744</i>	<i>648.922</i>	<i>834.666</i>

(1) En 1807 l'exportation des vins français en Angleterre n'est plus que de 7.770 hectolitres, l'importation d'autres provenances est de 227.180 la même année.

(2) MOREAU DE JONNÈS, *Statistique de la Grande Bretagne et de l'Irlande*, Paris 1837.

(3) MOREAU DE JONNÈS, *Op. cit.*, p. 198

Soit par rapport à la période 1786-1789 une perte de 413.064 hectolitres et en valeur :

	francs	francs	francs
1809	17.802.820	11.931.724	29.754.544
1810	1.121.491	5.566.322	6.677.773
1812	12.671.848	6.048.104	18.719.932
1813	11.800.104	6.032.186	17.832.920
<i>Moyenne.</i>	<u>10.849.065</u>	<u>7.402.074</u>	<u>18.251.239</u>

La perte en argent est de 14.965.761.

Pour la Suisse le marché s'est élargi. La moyenne des exportations en Suisse n'était que de 43.534 pour la période de 1784, 1786, 1788 ; elle devient :

	Hectolitres
en 1839	98.722
1840	89.529
1846	<u>151.805</u>
<i>Moyenne</i>	<u>113.352</u>

et pour les États-Unis.

En 1784, 1786, 1788 la moyenne était de 4.184 ; elle devient :

	Hectolitres
pour 1839	128.022
1840	77.973
1846	<u>103.980</u>
<i>Moyenne</i>	<u>103.325</u>

En Hollande nous constatons pendant la même période une semblable réduction des exportations :

En 1839.....	57.122 hectol.
1840.....	78.253
1845.....	96.106
<i>Moyenne annuelle....</i>	<u>77.160</u>

Pour les années 1784, 1786, 1788 la moyenne avait été de 244.639. La diminution est donc de plus des 2/3.

En Belgique les exportations croissent d'année en année :

En 1838.....	75.151 hectol.
1839.....	65.280
1840.....	81.666
1846.....	106.393
<i>Moyenne annuelle....</i>	<u>82.122</u>

En Allemagne :

En 1839.....	169.084 hectol.
1840.....	235.764
1846.....	192.016
<i>Moyenne annuelle....</i>	<u>198.868</u>

La moyenne annuelle de 1784, 1786, 1788 était de 229.394 hectolitres. Il y a ici encore une diminution à enregistrer.

Les chiffres des exportations pour l'Angleterre sont excessivement réduits :

En 1787 on exporte.....	27.247 hectol.
1807.....	7.770
1817.....	5.526
1827.....	41.765
1830.....	41.650
1831.....	23.494
1833.....	8.780
1834.....	9.841
1841.....	27.015
1846.....	26.230
<i>Moyenne annuelle.....</i>	<i>25.613</i>

La moyenne de 1784, 1786, 1788 était de 40.976. L'exportation en Angleterre, comparée aux années 1831, 1841, 1846 (les moins faibles) a donc diminué de 37 % environ.

Nos exportations sont bien peu importantes si on les compare à celles des autres pays vignobles ; effectivement voici les chiffres relevés à l'importation en Angleterre, pour les vins d'autres provenances :

En 1787.....	403.980 hectol.
1807.....	227.410
1817.....	189.260
1827.....	246.030
1830.....	243.526
1833.....	234.680
1834.....	245.262

Voici maintenant un tableau d'ensemble des exportations et importations rapportées à la production (1) :

(1) Cpr. *Bulletin de statistique*, anno 1881.

ANNÉES	PRODUCTION	PRIX de l'hectolit.	IMPORTA- TION	EXPORTATION
	hectolitres	moyenne	hectolitres	hectolitres
1808	28.000.000	»	»	»
1827	36.819.000	»	»	»
1829	30.973.000	17 00	»	»
1830	15.282.000	»	2.166	874.651
1831	»	»	1.645	805.751
1832	»	»	1.528	1.307.798
1833	»	»	2.299	1.337.896
1834	»	»	2.593	1 393.394
1835	26.496.000	16 00	2.155	1.300.671
1836	»	»	2.817	1.305.219
1837	»	»	2.778	1.114.298
1838	»	»	2.916	1.453.316
1839	»	»	3.659	1.193.775
1840	27.719.000	11 00	2.617	1.333.580
1841	»	»	3.934	1.478.292
1842	»	»	4.132	1.367.508
1843	»	»	4.425	1.429.750
1844	»	»	3.404	1 402.925
1845	30.130.000	13 00	3.609	1.491.854
1846	»	»	4.301	1.360.324
1847	54.315.000	»	3.858	1.488.270
1848	»	»	2.307	1.548.381
1849	35.555.000	9 00	2.146	1.872.426

De 1827 à 1829 l'exportation moyenne est de 1.125.000 hectolitres.

Elle baisse en 1830 et 1831 et ce n'est qu'en 1832 que le chiffre de l'ancien commerce est dépassé.

A partir de cette année jusqu'en 1849, où l'on atteint

1.872.426 hectolitres, les sorties sont à peu près égales d'une année sur l'autre.

Il semble résulter de l'examen du tableau précédent que l'exportation augmente au fur et à mesure que la production augmente et que les prix baissent. Ce qui est très logique.

Étant donné les barrières douanières des pays d'importation, la clientèle de ces pays sera d'autant plus disposée à acheter que les prix seront plus réduits. Ce qui le prouve bien, c'est que pour la Belgique en particulier les importations croissent au fur et à mesure que l'on se rapproche de 1849, c'est-à-dire du prix moyen minimum du siècle.

La valeur en argent des exportations est consignée dans le tableau suivant en millions de francs :

1830.....	36.0	1845.....	54.5
1840.....	49.3	1846.....	45.6
1841.....	54.6	1847.....	47.0
1842.....	48.1	1848.....	43.1
1843.....	47.8	1849.....	53.8
1844.....	51.2		

Elle passe de 36 millions en 1830 à 53.800.000 en 1849 soit une augmentation de 17.800.000 francs.

*
* * *

Les crises n'ont pas fait défaut dans l'histoire du marché des vins, il suffit de parcourir la liste des prix cités pour s'en faire un compte exact.

Pour ne parler que des plus récentes, au XVIII^e siècle, on dut supporter celles de 1719, 1727-28, 1737, 1741-44,

1753, 1765, 1772-73, 1783 et dans la première partie du XIX^e siècle on a eu à subir celles de 1805-1818, 1805, 1841, 1847, 1848-49, ce qui est assez curieux c'est que les crises du marché des vins semblent correspondre, à quelque chose près, avec les périodes de dépression industrielle et commerciale !

Comme s'il y avait une relation mathématique entre les crises, elles reviennent à intervalles à peu près égaux, — dix ans — et pendant les cinquante premières années du siècle, ces crises décennales n'ont pas manqué de se produire, résultat de différents facteurs, produit de causes innombrables.

Pendant toute cette période, on souffre évidemment d'engorgement faute de débouchés ; la consommation locale est insuffisante pour absorber la production, et la transformation du vin en eau-de-vie et en alcool constitue le moyen principal d'écouler le solde d'importantes récoltes, malgré la concurrence des 3/6 du Nord dont la fabrication atteignait déjà, en 1850, 150.000 hectolitres.

Pendant les années où la récolte était trop abondante, d'après M. Henri Marès, les trois départements dont les vignobles étaient les plus fertiles (Hérault, Aude, Gard) produisaient jusqu'à 80.000 pièces d'alcool à 86°, de 625 litres chacune, ce qui correspondait à environ 500.000 hectolitres de 3/6. L'Hérault, à lui seul, en produisait la moitié.

Il paraît intéressant d'indiquer dans quelles proportions les récoltes de l'Hérault étaient alors soit exportées, soient consommées, soient brûlées.

Suivant Creuzé de Lesser (1), en 1821, l'Hérault a pro-

(1) CREUZÉ DE LESSER. *Statistique de l'Hérault*, 1824.

duit 2.077.581 hectolitres. Il a été consommé dans le département 397.285 hectolitres à 50 fr. les 7 hectolitres ; *il a été brûlé 1.250.000 hectolitres* à 45 fr. les 7 hectolitres, il a été exporté en vin ordinaire 377.988 hectolitres à 75 fr. les 7 hectolitres, et en muscat de premier choix 7.480 hectolitres à 380 fr. les 7 hectolitres, et en muscat de second choix 14.828 hectolitres à 150 fr. les 7 hectolitres.

Voici, d'après la Régie, ce compte fait pour l'année 1847 :

Vins distillés	2.200.000 hl.
Expédiés à l'étranger.....	172.643
— en Algérie.....	70.683
— à l'intérieur	957.000
Consommation locale.....	409.104

Total de la récolte de l'Hérault. 3.809.430 hl.

On estimait qu'il fallait 70 hectolitres de vin par pièce de 3/6 ; c'est donc 5.600.000 hectolitres de vin que l'on brûlait dans l'ensemble des trois départements. Dans toute la France, on évaluait à environ 10 millions d'hectolitres (1) la quantité de vin destinée à la fabrication des alcools.

La transformation de ces dix millions en alcool sou-

(1) D'après le *Bulletin de statistique* la moyenne de la production des alcools de vin cidres et fruits est de 815.000 hectolitres de 1840 à 1850. Cette moyenne est très élevée. Si l'on admet pour les vins le chiffre de 700.000 hectolitres — cela correspond pour des vins de 10° à 7 millions d'hectolitres — de 8° à 5.600.000 hectolitres. C'est là un chiffre important pour une moyenne décennale.

lageait le marché, mais insuffisamment puisqu'elle ne put empêcher l'écrasement des cours en 1849 (1).

Pour 1849, considérée isolément avec une production de 35.555.000 hectolitres, la consommation taxée a été de 20.846.840, la consommation en franchise est évaluée à 10 millions, soit 30.846.840 ; la distillation absorbe 7 millions, l'exportation 1.872.426 (2), total 39.779.266. Le *disponible* (3) est donc dépassé de plus de quatre millions d'hectolitres et la moyenne quinquennale de 1845 à 1849 atteignant à peu près 40 millions d'hectolitres, ce raisonnement démontre péremptoirement que s'il n'y avait pas eu engorgement local, dû surtout à une absence totale d'organisation, le vin se serait écoulé à des prix acceptables.

Ainsi, malgré toutes les entraves apportées par le fisc, l'absence de débouchés, les guerres de l'empire, la culture de la vigne gagne sans cesse du terrain, mais c'est par soubresaut que procèdent les productions qui passent d'une année à l'autre du simple au double, et comme aucune organisation n'est prévue pour mettre en réserve les excédents ou même pour les réduire par la distillation, c'est l'incohérence la plus complète et l'avi-lissement des cours.

Heureusement (!!!) pour les viticulteurs, les attaques des insectes, les accidents météorologiques remédient

(1) D'après Chaptal, en 1808, 5.500.000 hectol. sont convertis en 1.100.000 hectolitres d'eau-de-vie valant 50 l'hectol. — CHAPTAL. *De l'industrie française*, t. I, p. 173.

(2) Les importations, 2.146 hectolitres, sont quantité négligeable.

(3) Nous ne tenons pas compte du stock de réserve de vin vieux qui est un coefficient à peu près fixe. D'autre part, nous ne tenons pas compte des déchets, du consume et des quantités transformées en vinaigre.

spontanément dans une certaine limite aux engorgements de la circulation et au manque d'entente et les prix se relèvent au bout d'un certain temps sûrement et fatalement.

L'histoire de la première partie du xix^e siècle en fait foi. Nous démontrerons bientôt qu'il en a été de même dans la deuxième et au commencement du xx^e siècle et nous en tirerons les conclusions que la situation comporte.

TROISIÈME PARTIE

DE L'OIDIUM A 1910

CHAPITRE PREMIER

Le régime fiscal

de 1850 à 1910

La Commission nommée (1) se mit à l'œuvre et il fut fait une enquête approfondie dont le rapport, présenté par Bocher à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1851, concluait au maintien du principe de l'impôt, à l'égalisation des taxes, à une réduction des droits d'entrée et à quelques avantages à accorder à la consommation de famille: « Dans l'état critique de nos finances, comment songer, disait le rapport, à supprimer ou seulement ébranler une des branches les plus importantes du revenu public... Il faut que les objets imposés ne soient pas de nécessité absolue, que la consommation en soit générale et qu'ils ne servent pas de matière première à la main-d'œuvre industrielle; car, autrement, la taxe serait, dans le premier cas, injuste; dans le second, improductive; dans le troisième, nuisible au développement du travail national. Or, aucune denrée ne réunit

(1) Voir page 174.

mieux ce triple caractère que les boissons. Par le nombre et la variété de leurs espèces, par les formes diverses que leur donne la fabrication naturelle ou artificielle, elles répondent au goût de toutes les classes, aux habitudes de tous les pays, aux besoins de tous les climats, sans être indispensables dans aucun. Elles concourent et profitent à l'alimentation publique, sans en faire essentiellement partie comme le pain, sans lui être aussi nécessaires que la viande. Elles intéressent, comme objets de consommation, la population à peu près tout entière, et répartissent ainsi, directement ou indirectement, sur la presque universalité des contribuables, la charge de l'impôt divisée à l'infini. »

Cette enquête porta ses fruits dès l'avènement de l'Empire. Un décret du 17 mars 1852, réduisit de moitié les droits d'entrée, abaissa le minimum de la vente en gros et accorda un régime plus favorable aux récoltants jouissant de l'entrepôt dans les villes ; mais il augmenta le droit de détail, restreignit l'exemption du droit de circulation dont bénéficiaient les propriétaires de vignes et ne laissa subsister que dans sept départements l'immunité de vinage qui remontait à la loi du 24 juin 1824. L'exemption conditionnelle des droits, concédée à ces départements pour les eaux-de-vie versées sur le vin, fut même retirée quelques années après par la loi du 8 juin 1864.

Après l'effondrement de l'empire, l'accroissement de la dette publique, par suite de l'indemnité de cinq milliards payée à l'Allemagne, rendit l'augmentation de l'impôt inévitable. Les taxes de circulation et de licence furent augmentées par la loi du 1^{er} septembre 1871, les droits d'entrée par la loi du 31 décembre 1873.

Ce n'était pas tout, en dehors des taxes d'État, il y avait encore les droits d'octroi des villes.

Formellement autorisés par l'article 147 de la loi de 1816, les tarifs en furent remaniés à différentes reprises, notamment par la loi du 19 juillet 1880 qui en fixait le maximum au *double* des droits d'entrée perçus au profit du Trésor.

Ces droits d'octroi, parfois considérables, nuisaient à l'extension de la consommation (1).

L'opinion publique ne cessant de réclamer la réforme du régime fiscal, il fut fait en 1887 et 1888 deux nouvelles enquêtes d'où sortirent une nombreuse série de projets et propositions de lois qui n'aboutirent pas.

Enfin, les Chambres cédant aux protestations réitérées des viticulteurs, finirent par se laisser arracher la loi du 29 décembre 1897 dont l'article premier autorisait les communes à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques à partir du 31 décembre 1898.

A défaut de suppression totale, les communes étaient obligées d'abaisser les droits existants dans la limite des tarifs fixés à l'art. 2.

Pour les villes de moins de six mille habitants, 0 fr. 55; de six mille un à dix mille, 0 fr. 85; de dix mille un à quinze mille, 1 fr. 15; de quinze mille un à vingt mille, 1 fr. 40; de vingt mille un à trente mille, 1 fr. 70; de trente mille un à cinquante mille, 2 fr.; au-dessus de cinquante mille, 2 fr. 25.

Exceptionnellement, la ville de Paris était autorisée

(1) En 1897 le produit total des droits de circulation, d'entrée et de détail sur les vins s'élevait à 161.643.000 francs, et les droits d'octroi à 83.225.864 francs.

à conserver un droit de 4 fr., mais il fut complètement supprimé à la date du 1^{er} janvier 1900.

Jusqu'à cette époque, les droits d'État subsistaient dans leur intégralité concurremment avec les droits d'octroi et ils étaient très lourds à supporter.

Aussi, est-ce avec un véritable soulagement que le pays tout entier vit promulguer la loi du 29 décembre 1900 qui apporta une diminution considérable aux droits fiscaux sur les vins (1).

Cette loi est sensiblement plus libérale que les précédentes :

« Favoriser, dans un intérêt général, la consommation des boissons dites hygiéniques, et remédier à la crise dont souffre aujourd'hui la viticulture, en lui facilitant, par l'abaissement des tarifs élevés qui atteignent ses produits, l'écoulement de récoltes devenues surabondantes, tel est le principal objet des dégrèvements provoqués par la nouvelle loi (2). »

Les vins ne sont plus soumis qu'à un droit général de circulation uniformément fixé à 1 fr. 50 par hectolitre, décimes compris. Ce droit est perçu quel que soit le destinataire. Les vins peuvent circuler dans tous les cas accompagnés d'un congé qui constate le paiement du droit, et sous acquits lorsqu'ils sont à destination de personnes jouissant du crédit des droits, c'est-à-dire d'entrepôts et de marchands en gros, et en outre dans les agglomérations de 4.000 habitants quand ils sont à destination des débiteurs.

(1) La perte subie par le Trésor est compensée dans une large mesure par une surtaxe sur les alcools.

(2) Circulaire du 29 décembre 1900.

Dans ces agglomérations, le droit doit être acquitté par le débitant au moment de l'introduction du vin ; partout ailleurs il doit être payé dans les 15 jours qui suivent l'expiration des délais fixés pour le transport. Pour les débitants exerçant accidentellement la vente dans les fêtes ou les foires, le droit est exigible immédiatement.

Mais si la loi de 1900 est venue très à propos soulager les charges qui écrasaient la production vinicole, elle a maintenu toutes les entraves qui gênent la circulation du vin.

La France reste le seul pays où il faille, avant de pouvoir expédier un fût de vin, aller, parfois à de longues distances, demander à la régie le papier (1) sans lequel aucun transport n'est autorisé ; et pourtant beaucoup de viticulteurs considèrent encore comme tutélaire cette intervention de l'administration dans leurs transactions, oubliant trop vite que la même régie a très allègrement *authentifié*, en 1904, les huit ou dix millions d'hectolitres de vins fabriqués de toutes pièces par d'habiles fraudeurs.

(1) Pourquoi ne pas créer des *timbres-fûts* que l'on pourrait se procurer au bureau de la déclaration de récolte ? La République Argentine avec ses « Bonos Estampillas » nous a devancés dans cette voie !

CHAPITRE II

La question des Intermédiaires

« Les produits de la vigne semblent souffrir plus que tous les autres d'un parasitisme effroyable. »

D^r GUYOT. Rapport de 1868.

« Des rouages inutiles, qui mangeaient de l'énergie, et dont grinçait la machine en train de se détraquer... Les boutiques des fournisseurs ne désemplissaient pas, prélevaient sur le maigre argent des ménagères l'inique et monstrueux gain du commerce ; partout les travailleurs, les meurt-de-faim, étaient exploités, mangés, broyés ! »

ZOLA. *Travail*. Liv. I, 21-29.

Pour si peu que l'on examine le marché des vins, on est frappé de la quantité innombrable d'intermédiaires de toutes sortes qui l'encombrent : négociants en gros, négociants en détail, débitants, commissionnaires à l'achat et à la vente, courtiers de place, courtiers de campagne, représentants, voyageurs ; grande est la foule de ceux qui, interposés entre le producteur et le consommateur, prélèvent sur la circulation de chaque hectolitre de vin une commission variant de 0 fr. 25 à 1 fr., et on peut envisager de quels frais se trouve surchargé le vin quand il est passé par cette filière.

La question des intermédiaires, maintes et maintes fois agitée, est loin d'être nouvelle ; elle a été étudiée sans être résolue par les auteurs de l'antiquité. Les sco-

lastiques et saint Thomas ont prononcé contre eux de violentes diatribes, et, plus près de nous, Fourier et toute l'école coopératiste protestent énergiquement contre leur existence et rêvent de les supprimer purement et simplement pour répartir entre les producteurs et les consommateurs les bénéfices inutilement et injustement prélevés par eux.

L'École fait valoir, chiffres en main (ces chiffres proviennent surtout des coopératives anglaises), tous les bénéfices que retireraient les consommateurs de cette opération, et Charles Gide (1) n'évalue pas à moins de huit milliards pour la France la somme absorbée, en pure perte, lui semble-t-il, par ce rouage de la machine sociale actuelle.

Mais nous ne pensons pas que cette suppression soit réalisable du jour au lendemain. Que deviendrait cette masse d'individus privés ainsi de leur gagne-pain ? On prétend que les uns trouveraient à s'employer dans la nouvelle organisation, que les autres demeureraient dans les maisons de commerce subsistantes et transformées, que les derniers enfin rempliraient des emplois différents qui seraient plus utiles à la prospérité générale.

On croirait entendre Adam Smith s'écrier, quand la révolution industrielle se produisit au commencement du XIX^e siècle : « Jamais, à aucun moment, un ouvrier n'a été exproprié de son travail du fait d'une machine ; il a simplement été déplacé. » On sait en quoi a consisté ce déplacement qui est évidemment possible avec le temps, mais qui, sur le moment, a jeté sur le pavé des milliers d'ouvriers !

(1) GIDE. *Economie politique*. Larose, 1909, p. 277.

Grave problème qu'il ne nous appartient pas de résoudre ; c'est l'éducation économique des masses qui, se perfectionnant chaque jour de plus en plus, leur montrera où est leur véritable intérêt et les dirigera dans la voie qu'elles penseront être la meilleure.

Il est certain que l'intervention des intermédiaires, en matière vinicole surtout, semble bien lourde à supporter ; mais dans l'état actuel de l'organisation de la propriété, il est difficile de les supprimer. Leurs services sont évidemment utiles, et si l'on crie contre eux dans les temps de crise c'est que dans ces moments-là ils paraissent d'autant plus superflus que leur rôle s'y révèle souvent comme néfaste ; leur intervention semble d'autant plus coûteuse que le prix de la marchandise est plus bas et dans les moments de dépression commerciale ils sont accusés, non sans raison parfois, de machinations et soupçonnés de louches manœuvres dirigées contre les producteurs.

A ce sujet, le président du Syndicat des courtiers de Cette a donné à M. Fernand Momméja (1) un aperçu tout à fait suggestif des transactions effectuées dans le Midi par les intermédiaires pendant la dernière crise. Cet interview met en relief dans toute sa beauté l'adage latin : « homo homini lupus ».

« Dans chaque commune il y a les *indicateurs*.

» L'indicateur est généralement un petit propriétaire ou un artisan connaissant la situation de chaque habitant. Il signale au négociant, avec lequel il est en relations, les caves disponibles. Durand, dit-il, a en ce moment un très pressant besoin d'argent ; il est jugulé. Le moment serait favorable pour acheter sa récolte à bon compte.

(1) F. MOMMÉJA. *A travers le Midi*. — ROUSTAN. 1908, p. 33 et seq.

» Le négociant se fait tirer l'oreille ; il n'a pas besoin de vin, les affaires ne marchent pas. Toutefois on pourrait s'entendre. Qu'on tâte Durand et l'on verra. Et l'indicateur va tâter Durand.....

» Voulez-vous vendre votre vin ? J'en ai le placement. Durand qui doit trouver de l'argent coûte que coûte, fait des concessions ! et on vide sa cave à bon marché.

» Tout cela est assez *naturel*, chacun a fait son métier sans plus. Malheureusement, le propriétaire est en état d'infériorité. Derrière lui, il y a les loyers à payer, les hypothèques, les créanciers, le percepteur, il faut à tout prix donner à chacun un acompte. Notez que l'indicateur, véritable *courtier à la campagne*, ne paye pas patente, n'a point de frais, même pour aller voir le négociant, car il choisit pour aller à la ville les jours où il va présenter ses propres échantillons. En fait il est plutôt l'employé de l'acheteur que celui du vendeur — d'ailleurs c'est le premier qui le paye. Quoi qu'il en soit voilà le propriétaire étranglé. Mais attendez, voici maintenant le tour du négociant. Celui-ci accablé de licences, de patentes, cherche à réduire ses frais ; supprimant notamment les frais d'emmagasiner, il offre à sa clientèle le vin logé dans la propriété. Dès lors, il lui faut pour les livraisons confier à l'indicateur l'adresse de ses clients. Que fait aussitôt l'indicateur ? Il lui souffle ses clients ! »

J'ai pu interviewer en janvier 1908, à Bordeaux même, mon ancien condisciple et excellent ami de Rabar de Sauvagnac. Il m'a donné sur les relations du commerce et de la propriété les renseignements suivants :

Le commerce envoie à la propriété un courtier détective — je dis la propriété, mais il faut spécifier — on va chez le propriétaire dont on sait les besoins d'argent. On lui fait entendre que les vins n'ont plus de

Bordeaux que le nom, et que s'il ne veut pas céder on en fera venir du Midi. Bref, on le *trituration* avec habileté et on le laisse désarmé ! Abandonné à lui-même le propriétaire se décide souvent à lâcher la main.

Suivant le mot éternellement vrai de Pascal : « Si les inventions des hommes vont en avançant de siècle en siècle, la bonté et la malice du monde en général restent les mêmes ». La bête humaine est de nature essentiellement égoïste, la concurrence de plus en plus acharnée, la lutte pour la vie plus âpre.

Et pourtant ne sommes-nous pas tous solidaires les uns des autres et ne devrions-nous pas nous prêter mutuellement aide et protection, à nous, infiniment petits, impondérables atomes, sur notre planète qui n'est elle-même qu'un point dans l'immensité de l'hypothétique sphère céleste dont le centre est partout, la périphérie nulle part ! (1).

M. Bret, président du Syndicat régional du commerce en gros du Midi s'exprimait (2) ainsi, en réponse à M. Ruau, ministre de l'agriculture, qui, en coopérateur convaincu, avait prononcé un discours dans lequel il préconisait, comme remède à la crise, la suppression des intermédiaires : « Vous aviez donc oublié, Monsieur Ruau — et la question est encore d'actualité — que l'intermédiaire est l'élément le plus réel d'activité et de prospérité de la nation ; que sans son initiative, son ardeur et son audace quelquefois téméraire à lancer ses capitaux dans l'inconnu, la misère apparaîtrait dans le terre à terre sans lendemain et sans vie... »

(1) PASCAL. *Pensées*.

(2) PAUL BRET. *Rapport au Syndicat régional du commerce en des vins du Midi*, 29 mai 1906.

» Les intermédiaires, Monsieur le ministre de l'agriculture, sont ceux pour lesquels les grandes nations de notre planète ont discuté pendant plus d'un mois à Algésiras dans des assises mémorables, où l'odeur de la poudre et le bruit du canon se percevaient dans un lointain menaçant. Croyez-vous que c'était pour de vils intermédiaires que toutes les forces et toutes les intelligences étaient là en jeu, pour batailler, se défendre et faire prévaloir leurs droits d'affaires ?

» La loi des échanges, des créations et des transformations est en bonnes mains, il faut la leur laisser. Quant aux parasites qui peuvent, ici comme ailleurs, s'y trouver et l'encombrer, le droit inéluctable au mieux et à la concurrence est là pour les détruire ou les réduire. »

M. Bret est catégorique dans ses conclusions : la loi de Darwin doit éliminer les agents en surnombre ; les plus forts, les plus habiles, les mieux armés en intelligence et en capitaux doivent seuls subsister.

Cela est fort bien, mais on n'en doit pas moins constater l'augmentation croissante de ces diverses sortes d'agents.

M. Adrien Berget explique la multiplication des intermédiaires et ses suites par la nécessité qu'il y eut de fabriquer des vins pendant la crise phylloxérique :

« Pour suppléer au déficit de production, il fallait fabriquer des vins artificiels, faire venir des vins étrangers, les couper avec les nôtres, combiner mille mélanges sincères, clandestins ou frauduleux, toutes opérations qui relèvent, non de la production rurale, mais du commerce de gros et de détail. Aujourd'hui, au contraire, que ces opérations ont été interdites ou sont devenues oiseuses et sans profit en raison de l'abondance et du bon marché des vins naturels, les intermédiaires qui en

vivaient deviennent inutiles....., c'est pourquoi en plus d'un lieu les commerçants en surabondance, pour tâcher de se maintenir, sont obligés de récupérer sur la propriété par une baisse souvent exagérée des prix d'achat, et même des manœuvres de spéculation, la perte qu'ils éprouvent sur leur prix de vente habituel (1).»

« M. Ruau exposait à la Chambre, en 1905, que le commerce des vins employait 1.500.000 personnes, il opposait à ce chiffre celui des producteurs qu'il évaluait à 1.700.000.

» Or, le vin, en passant du producteur au consommateur doit assurer l'existence des 1.500.000 intermédiaires et leur procurer des bénéfices et des salaires ; tel est l'état actuel. Est-il modifiable ? Oui, mais dans une certaine mesure et par voie de lente évolution en substituant progressivement l'organisation de la circulation par les producteurs à l'organisation du commerce professionnel (2). »

Les chiffres indiqués par M. Ruau comprennent non seulement les intermédiaires eux-mêmes, mais leurs employés : tonneliers, encaveurs, entonneurs, salariés de tous ordres ; il ne faut envisager que les intermédiaires en eux-mêmes, commerçants qui prélèvent un bénéfice sur la circulation de la marchandise — ce sont ceux-là que les coopératistes veulent réduire ou faire disparaître — les salariés, agents des intermédiaires, ne pourront jamais être supprimés : on ne saurait se passer de leurs manipulations.

(1) A. BERGET. *La coopération dans la viticulture européenne*. Devos, Lille, 1902, p. 338.

(2) GÉNIEYS. *La crise viticole*. Privat, Toulouse, 1905, p. 165.

Préciser le nombre des intermédiaires est à peu près impossible, d'autant plus que certains d'entre eux ne sont pas soumis à la surveillance de la régie et que beaucoup échappent à la patente. Le métier de courtier par exemple est souvent exercé en dehors de tout contrôle. En se basant sur le tableau de la page 232, extrait du *Bulletin de statistique*, on peut néanmoins établir quelques approximations :

En 1869, 365.875 débitants ; en 1908, 477.432 ! Augmentation de 111.757 débitants en 39 ans, ce qui représente un surplus de trois mille par an !

Sans doute il faut tenir compte de ce que dans ce total ne figurent pas avant 1901 les débitants de Paris. Mais la progression n'en subsiste pas moins.

Comment l'expliquer ? La population de la France a-t-elle augmenté à tel point qu'elle nécessite un pareil contingent ?

La population qui était de 36.855.000 en 1869 n'est que de 39.600.000 en 1909 : pour un accroissement en chiffres ronds de 3 millions d'hommes il y a une centaine de mille de débitants en plus !

En 1869, il fallait 100 habitants pour faire vivre un débitant, il n'en faut plus maintenant que 80 !

Il n'est pas difficile de comprendre comment leur nombre a démesurément grossi : peu de capitaux sont nécessaires pour ouvrir un débit, et beaucoup de salariés intelligents ont installé leurs femmes dans un petit commerce de détail : épicerie, mercerie, débit dans les endroits où se trouvaient des agglomérations, principalement dans le voisinage des usines, les faubourgs. Les besoins de bien-être se sont exacerbés. Aujourd'hui l'ouvrier, le bourgeois même, qu'il aille à l'usine ou en partie de plaisir n'emporte plus avec lui les aliments dont il peut avoir

**Établissements soumis aux exercices où à la surveillance
des agents de la régie**

ANNÉES	DÉBITANTS	COLPORTEURS	MARCHANDS EN GROS
1869	365.875	181	24.693
1873	348.599	89	24.419
1874	342.980	109	24.168
1875	342.622	88	25.482
1876	346.598	63	25.805
1877	343.139	59	25.217
1878	350.697	95	25.291
1879	354.852	98	24.895
1884	386.855	19	26.197
1889	410.069	209	27.777
1890	413.141	216	27.354
1891	416.691	144	27.311
1892	417.568	216	27.603
1893	421.233	73	27.681
1894	422.164	75	27.480
1895	424.575	69	28.486
1896	424.486	85	28.227
1899	435.628	120	29.344
1903	461.967	133	29.853
1904	468.434	76	30.814
1905	473.593	861	30.777
1906	477.323	35	32.398
1907	477.215	101	32.623
1908	477.632	88	33.690

Bulletin de statistique. Passim.

besoin, il sait que là où il ira il trouvera un débit, et s'il n'y en a pas encore, il en viendra bientôt. L'appât des bénéfices sans trop de fatigue aura tôt fait d'en amener l'installation.

Le nombre des marchands en gros s'est accru de 10.000. Il est monté de 24.695 en 1869 à 33.690 en 1908.

Il ne faut pas se le dissimuler, si les intermédiaires de toutes sortes se multiplient sans cesse, c'est non pas seulement que la consommation augmente, mais aussi et surtout que s'accroissent en même temps les exigences des consommateurs :

« La vente des vins est devenue le fait d'un grand nombre d'intermédiaires qui se sont spécialisés pour répondre chacun à un besoin particulier de la consommation, très diversifiée selon les ressources du public. (1) »

Considérés dans leur ensemble, ils étaient environ 250.000, en 1827, la consommation taxée étant à peine le tiers de ce qu'elle est aujourd'hui.

Actuellement l'écoulement des vins serait ainsi réparti entre les différents facteurs qui y président :

Commerce en gros.....	20 o/o
Barriqueaille (vente du commerce au consommateur.....	20 o/o
Commission.....	50 o/o
Vente directe du propriétaire au consommateur.	10 o/o

Si l'on admet que les commissionnaires sont à peu près aussi nombreux que les négociants, on peut évaluer ainsi les intermédiaires pour toute la France :

(1) ADRIEN BERGET. *Les vins de France*. Alcan, p. 173.

Débitants	477.632
Négociants en gros	33.690
Commissionnaires	<u>30.000</u>
Total	541.322

En chiffres ronds, en comprenant les courtiers, représentants, etc., on peut compter sur 600.000.

CHAPITRE III

L'organisation du commerce des vins

Le commerce des vins est, comme autrefois, l'un des plus importants de notre pays.

Il fait l'objet d'un mouvement considérable à travers toute la France, dans les ports de mer et surtout dans les grands centres de production et de consommation. Les principales places commerciales pour les vins sont : Paris — qui possède les fameux entrepôts de Bercy, de Charenton, la halle aux vins —, Rouen, Le Havre, Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Carcassonne, Béziers, Cette, Montpellier, Narbonne, Nîmes, Marseille, Dijon, Lyon, Mâcon, Beaune, Reims, Orléans.

La récolte des vins se faisant en quelques semaines, et nombre de viticulteurs étant pressés de vendre, il semble nécessaire qu'il y ait un organisme interposé entre le producteur et le consommateur, sans cela les grosses quantités jetées sur le marché aussitôt après les vendanges auront beaucoup de chances d'être vendues à vil prix ou même de ne pas trouver acquéreur.

La propriété elle-même pourrait sans doute créer cet organe régulateur; mais cela suppose une entente complète entre les producteurs, de profondes modifications à des habitudes séculaires, et toutes les tentatives faites jusqu'à ce jour se sont heurtées à l'indifférence ou à l'hostilité des intéressés.

Dans l'état actuel ce rôle de régulateur appartient au commerce des vins, dont la fonction essentielle consiste à absorber l'offre dès qu'elle se *produit* et là où elle se *produit* pour la répartir dans le temps et l'espace suivant les exigences de la demande. On ne saurait mieux comparer le commerce qu'à un vaste réservoir, à un accumulateur qui reçoit pendant un temps donné, généralement très court, des quantités énormes de matières, qui les emmagasine et qui les distribue ensuite par grosses, moyennes ou petites quantités suivant les besoins.

Par absorption de l'offre il ne faudrait cependant pas entendre la nécessité absolue pour l'agent intermédiaire d'enlever et de payer toute la récolte offerte ; la chose ne serait pas possible dans bien des cas, elle nécessiterait des frais considérables, de formidables chais et un déplacement énorme de capitaux. Il suffira, et c'est ainsi que généralement procède le grand commerce des vins, qu'il achète avec promesse d'enlever à une époque déterminée. Le commerçant s'assurera autant que possible des vins de plusieurs qualités avec lesquels il constituera son propre type (1), c'est-à-dire celui auquel sa clientèle est accoutumée. Le commerce est donc aussi un agent de transformation.

Le commerce des vins est entre les mains d'un certain nombre d'intermédiaires ; nous allons les passer en revue successivement.

(1) BERGET. *Les vins de France, Op. cit.*

LES NÉGOCIANTS EN VINS

Comme aux temps passés, nous trouvons dans le commerce moderne deux catégories bien distinctes de négociants en vins.

L'une est représentée par les négociants en gros, la seconde comprend les négociants au détail.

L'article 86 de la loi du 8 décembre 1814 définissait ainsi le marchand en gros : « Tout particulier qui reçoit et expédie, soit pour son compte soit pour le compte d'autrui, des boissons en futailles d'un hectolitre au moins, ou en caisses et paniers de vingt-cinq bouteilles et au-dessus. »

L'article 98 de la loi du 28 avril 1816 modifia ainsi qu'il suit la définition du marchand en gros : « Est considéré comme marchand en gros, tout particulier qui reçoit ou expédie, soit pour son compte, soit pour le compte d'autrui, des boissons soit en futailles d'un hectolitre au moins, ou en plusieurs futailles qui, réunies, contiendraient plus d'un hectolitre, soit en caisses et paniers de vingt-cinq bouteilles et au-dessus. »

Cet article modifié par l'article 16 du décret du 17 mars 1852 considère comme marchand en gros tout particulier qui recevra ou expédiera, soit pour son compte soit pour le compte d'autrui, des boissons en cercles ou paniers de vingt-cinq litres et au-dessus.

Ce qui différencie au point de vue économique le négociant en gros du négociant au détail, c'est que le premier achète au producteur pour revendre au second, et c'est ce dernier qui livrera au consommateur. Que l'on remarque bien, et c'est précisément ce qui se produit

surtout étés la crise, qu'il n'y a pas impossibilité absolue. Avant le négociant en gros se mette en relations vivantes avec le consommateur, mais c'est là une complication des contrats avec les détaillants, il s'agit de supprimer tout contact avec le public. Autant qu'il le peut, le détaillant impose son entremise au négociant, en gros d'un côté, et au consommateur de l'autre. Cet intermédiaire a besoin de vivre ; il est utile et tout service mérite salaire ; mais il est certain que pour la société il serait plus économique que l'écoulement se fît par l'*intermédiaire* d'un agent appartenant à la *même maison*, afin de réduire les frais généraux à leur strict minimum.

On prétend qu'il y a séparation bien nette entre les deux sortes de négoce qui ne comporteraient ni les mêmes installations, ni la même clientèle, ni les mêmes procédés. Ce sont là des prétextes fallacieux et une maison de gros peut faire absolument tous les commerces parce qu'elle a à sa disposition les capitaux nécessaires et partant l'organisation qu'il lui plaît d'avoir (1).

Au surplus la loi du 10 juillet 1880 a supprimé les distinctions entre le gros, le demi-gros et le détail, et tous les marchands peuvent faire des envois de vins en toutes quantités et pour toutes destinations au moyen d'expéditions prises au bureau de la Régie (art. 7).

Tout commerçant en vins doit payer la patente composée d'un *droit fixe* établi suivant le classement de chaque industrie, et d'un *droit proportionnel* qui porte sur la valeur locative de tous les locaux qui servent à son usage personnel et à celui de son commerce et qui varie suivant la population du lieu de sa résidence.

(1) La loi du 23 juin 1857 l'autorise à avoir une marque.

En outre, les commerçants en vin ne sera tenu à la *licence*, permission nécessaire de la sorte fabriquer des boissons.

Les marchands en gros ont été classés en catégories différentes par l'article premier de la loi du 10 décembre 1900.

Le taux de la licence est réglé par trimestre d'après le tarif suivant :

50 fr. quand ils ne vendent pas annuellement plus de 1.000 hectolitres de vin ; 75 fr. quand ils en vendent de 1.000 à 2.000 hectolitres ; 125 fr. quand ils en vendent de 2.500 à 5.000 hectolitres et plus.

Ils sont tenus de faire une déclaration d'ouverture de leur commerce et de présenter une caution solvable pour le paiement des droits à leur charge ; ils doivent aussi déclarer les quantités, espèces et qualités des boissons qu'ils possèdent tant dans le lieu de leur domicile qu'ailleurs. Ils sont enfin soumis à l'*exercice*, vérification portant sur les quantités en magasin et le paiement des droits pour toutes les marchandises reçues ou expédiées.

Ils ont droit à une déduction de 6 à 8 o/o pour le consommé et les déchets.

Les négociants en gros sont groupés en Chambres syndicales qui s'occupent des intérêts de la corporation et la plupart de ces Chambres syndicales sont réunies en une vaste fédération, le « Syndicat National du Commerce des vins et spiritueux de France » (1).

S'il est un commerce qui joue un rôle considérable, c'est bien celui de Paris. On trouve à Paris les diffé-

(1) POMARET. *Manuel des marchands en gros*. Paulin, 1905, *passim*.

et tous les intermédiaires que nous avons déjà vus. Avant la loi du 6 août 1905 une partie des négociants en vin avaient isolément et avaient installé leurs chais un peu partout, dans la ville ou dans la banlieue.

Cependant le grand commerce était centralisé dans de vastes entrepôts qui se trouvent desservis par les voies d'eau et de fer, les entrepôts de Charenton, d'Ivry et surtout de Bercy. Mais cela facultativement.

L'art. 9 de la loi du 6 août 1905 a supprimé ce caractère facultatif : « A partir du 1^{er} janvier 1906, toute personne exerçant dans Paris la vente de vins en gros sera tenue de placer dans les entrepôts publics les boissons destinées à ce commerce. »

La loi a cependant tenu compte dans une certaine mesure des intérêts et droits acquis. L'alinéa 2 du même article dispose en effet :

« Toutefois, les commerçants actuellement pourvus d'une licence de marchand en gros dans Paris et qui, dans le délai de quinze jours, à partir de la promulgation de la présente loi justifieront, par la production d'actes réguliers, de la possession d'installations affectées à ce commerce, seront admis, jusqu'à l'expiration des baux en cours et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1916, à continuer dans ces locaux leurs opérations. »

Ils sont dans ce dernier cas soumis à l'exercice.

Les entrepôts sont des celliers gigantesques pourvus de tout ce que le mécanisme moderne peut fournir de plus perfectionné comme appareils de réception, de mélange, de conservation et de distribution. A côté de ces avantages purement matériels, les entrepôts jouissent d'avantages fiscaux fort appréciables.

Tout négociant ou propriétaire qui fera conduire son vin dans une ville à octroi, pourra réclamer l'admission

de la marchandise dans l'entrepôt et ne sera tenu d'en acquitter les droits qu'au fur et à mesure de la sortie des vins, c'est-à-dire de la vente. Or, si pour Paris par exemple où l'octroi est supprimé, ces taxes se réduisent, depuis le 1^{er} janvier 1901, au droit de circulation de 1 fr. 50 par hectolitre, ils ont été pendant longtemps de 18 fr. 85, puis de 15 fr. 65 après le 21 octobre 98.

Donc, sous ce rapport : crédit des droits, les entrepôts ont perdu à peu près tout intérêt. Les services qu'ils rendent n'en sont pas moins considérables, et ils sont d'une incontestable utilité.

En 1870, il fut question d'agrandir Bercy, mais le projet fut combattu en raison de cette perspective de réduction des droits sur les vins à de très minimes proportions. Jules Simon, chargé de rapporter la question au corps législatif, s'exprimait ainsi : « Le marché de Bercy serait nécessaire lors même que l'octroi serait aboli, les 22.000 débitants de boissons de Paris, ses 4.000 entrepositaires ne sauraient avoir sur le lieu de leur exploitation des caves suffisantes pour contenir leurs marchandises et pour leur faire subir les modifications nécessaires. Admettons que dans les quartiers excentriques et dans plusieurs parties des communes annexées en 1860, il soit possible d'avoir des caves ou chais d'une certaine importance. Cela est évidemment inadmissible pour les quartiers populeux de Paris et l'on sait que les débits de boissons et d'alcool deviennent d'autant plus nombreux qu'on se rapproche du centre de la population et des affaires. Dispenser cette agglomération de maisons connues, de marchandises variées, rompre avec ces habitudes serait renoncer à cet ensemble d'affaires qui

se traitent à Paris au grand avantage des producteurs et avec une grande utilité pour tous les commerçants en gros et débiteurs de la capitale. Il y aura donc toujours un marché même quand il n'y aura plus d'entrepôt et si jamais l'octroi est détruit, Bercy sera toujours Bercy avec des employés de moins et quelques centaines d'hectolitres de plus. »

Les pronostics de Jules Simon ne se sont pas complètement réalisés, la suppression des droits d'octroi a plutôt diminué l'importance de Bercy et des entrepôts Saint-Bernard. La preuve en est dans ce fait que la ville de Paris a été obligée de réduire le prix de ses loyers. Mais il n'en reste pas moins un centre d'affaires des plus considérables.

Avant la loi d'annexion des communes suburbaines (1) du 16 juin 1859, le commerce des vins dans Paris était centralisé presque exclusivement à l'entrepôt du quai Saint-Bernard qu'on désignait sous le nom de halle aux vins. C'est un décret de Napoléon I^{er}, du 30 mars 1808, qui en a ordonné la construction. Les travaux commencés en 1811 ont été terminés en 1845, elle renferme des caves habilement construites qui répondent encore dans une certaine mesure aux besoins du commerce. Seulement cette halle ne pouvait contenir que 430.000 hectolitres de liquide. C'était insuffisant et le commerce de gros s'était installé à Bercy. L'entrepôt de Bercy créé par la loi du 27 juin 1876 et divisé en trois parties a coûté 40 millions de francs. Il comprend le grand Bercy qui présente 79.447 mètres carrés de magasin,

(1) *Rapport à l'Exposition universelle de 1900.*

1.689 mètres carrés de caves et 30.373 mètres carrés de terrain. La grève comprend en outre du quai de débarquement, 115 caves pouvant contenir chacune 150 demi-muids et les aménagements du port permettent d'y manipuler facilement 100.000 hectolitres de vin. 350 négociants environ sont inscrits à Bercy et 185 à la halle aux vins. A peu près la moitié de la consommation parisienne passe par ces établissements et dans ce mouvement d'affaires Bercy entre pour plus des $3/4$ et la halle aux vins pour $1/4$. La surveillance de la régie est une garantie absolue contre le mouillage ou une fabrication quelconque. A ce point de vue Bercy ne peut pas mieux être comparé qu'à une immense prison bien close de murs élevés et dont les portes sont bien gardées. On ne sera pas étonné du rôle important que peut jouer l'entrepôt (1) pour la fixation des prix sur le marché de la capitale, les négociants ayant à leur tête un syndicat qui établit chaque jour, en se basant sur les exigences de la consommation une cote qui est affichée et publiée (2). Cette cote a immédiatement sa répercussion en province. Elle sert de base aux négociants isolés de Paris, et transmise par la voie de la presse dans tous les lieux de production, elle sert aussi de base au commerce d'achat.

Les Syndicats des négociants en gros de Bordeaux et de Lyon agissent de même.

(1) Loi des 28 avril 1816, 16 février 1875 et 10 août 1839.

(2) Ainsi, quand en février dernier la hausse des vins s'est accentuée, les négociants ont fait savoir qu'approvisionnés dès longtemps, ils pouvaient maintenir les cours actuels, mais que bientôt, sans doute, la propriété résistant à la baisse, ils seraient obligés d'élever leurs prix proportionnellement. — Le fait s'est produit en avril 1910

LES COLPORTEURS DE VIN

Les colporteurs de vin sont ceux qui, dans certaines régions et en particulier dans les pays d'altitude trop élevée où la vigne ne pousse pas, vont de village en village, de hameau en hameau, de ferme en ferme, vendre du vin qu'ils transportent à dos de bêtes de somme ou sur des charrettes.

Suivant qu'ils emploient le premier ou le second de ces modes de transport ils doivent une licence de débitant ou de marchand en gros.

Moins importants qu'autrefois, depuis l'innovation des ventes au déballage dans les gares, ils conservent néanmoins une certaine influence sur l'écoulement de la récolte.

Sauf pour 1905 où leur nombre est monté à 861, probablement à cause du bon marché du vin, leur chiffre moyen n'est pas très élevé (1).

LES COMMISSIONNAIRES

Les commissionnaires jouent sur le marché des vins un rôle des plus considérables. On en distingue deux sortes : 1° les commissionnaires à l'achat ; 2° les commissionnaires à la vente.

Grâce aux commissionnaires à l'achat, les négociants des pays éloignés qui ne peuvent ou ne veulent se transporter eux-mêmes sur les lieux de production,

(1) Voir *supra*, p. 232.

achètent toutes les quantités de vin qui leur sont nécessaires sans qu'il leur soit besoin de s'adresser à des courtiers, ou d'entretenir sur place des représentants.

En sens inverse, les commissionnaires à la vente habitent les lieux de consommation, où ils écoulent tous les produits conformément aux ordres qui leur sont donnés par les négociants des lieux de production.

L'article 94 du Code de commerce définit ainsi leur fonction : « Le commissionnaire est celui qui agit en son propre nom ou sous un nom social pour le compte d'un commettant (1). »

Comment distinguer le commissionnaire du mandataire, puisque tantôt le commissionnaire agit en son propre nom et tantôt au nom d'un commettant ? En fait, les commissionnaires agissent en leur nom personnel et les mandataires au nom de leur mandant. Le mandat présente un caractère accidentel ou d'exception ; la commission est une profession ; le commissionnaire a un privilège sur le prix des marchandises, le mandataire n'en a pas.

Le commissionnaire est obligé d'accomplir le mandat dont il est chargé. Il répond non seulement de son dol, mais des fautes qu'il commet dans sa gestion. Sa responsabilité est encore plus engagée s'il s'est porté du croire. Dans ce cas il est responsable de l'inexécution ou du retard dans l'exécution du marché, alors même qu'il y aurait cas fortuit ou force majeure.

Cette convention de du croire est surtout utilisée pour le commissionnaire à la vente, afin de mettre le vendeur

(1) G. MERCIER. *Des Marchés de vins*. Fontemoing, Paris, 1908, p. 148 et seq.

à l'abri de l'insolvabilité de l'acheteur. Elle peut aussi exister néanmoins pour la commission à l'achat, et dans ce cas toutes les chances de pertes, de détérioration du vin, de retard dans la livraison ou d'inexécution du marché par la faute du vendeur restent à la charge du commissionnaire.

Le commissionnaire à l'achat traite en son propre nom pour le compte du commerçant; il doit suivre les instructions qui lui ont été données et acheter au prix fixé.

Il est responsable des vices cachés comme des vices apparents, en admettant toutefois que ces vices puissent être découverts par les vérifications scrupuleuses et non par une analyse chimique à laquelle il n'est pas tenu. Néanmoins la cour de Paris (1) a déclaré responsable un commissionnaire qui n'avait pas découvert par une analyse chimique la présence de l'acide salicylique dans un vin.

Quant au commissionnaire à la vente, il reçoit les vins que son commettant lui envoie, et se conforme aux ordres qui lui sont donnés.

En cas de vente à un prix inférieur ou supérieur au prix fixé, il doit compte de la différence à son commettant, car il n'est qu'un mandataire.

Quand les opérations sont terminées le commissionnaire doit être désintéressé des sommes avancées pour frais de garde, soutirage, ouillage, etc. La commission est généralement fixée à 1 franc par hectolitre.

Le commettant doit rembourser intégralement au com-

(1) 13 juin 1882.

missionnaire ses avances, ses frais et y joindre le droit de commission convenu.

Une des caractéristiques importantes des opérations confiées aux commissionnaires, c'est qu'elles sont absolument secrètes; la personne qui lui achète ou qui lui vend ne connaît absolument que lui, le commettant n'entre pas en scène.

Un certain nombre de négociants du dehors préférant aujourd'hui acheter directement à la propriété pour supprimer un intermédiaire (1), les commissionnaires à l'achat sont peut-être appelés à disparaître.

Il sont cependant utiles dans bien des cas, car ils servent de caution à leurs commettants, c'est la propre solvabilité du commissionnaire qui est en jeu, et qui fait le plus souvent conclure l'affaire. Les commissionnaires sont parfois des commerçants considérables (2), on rencontre en effet des négociants en vins qui en plus de leur commerce personnel sont commissionnaires pour autrui.

Le commissionnaire est soumis à la patente et à la licence.

LES COURTIER

On trouve l'explication de la fonction dans l'étymologie du mot « curatorius », celui qui prend soin, qui a donné naissance au mot « courratiers », sous l'ancien régime.

Le courtier moderne est l'agent intermédiaire entre

(1) C'est l'histoire du *dealer* dans le commerce du coton.

(2) J.-B. SAY, 1840, p. 310.

l'acheteur et le vendeur. Son intervention consiste exclusivement à mettre en rapport l'offre et la demande, sans favoriser l'une au détriment de l'autre ; autrement dit, il doit se borner à indiquer les conditions sans les discuter, à énoncer aux deux parties, qu'il se propose de mettre d'accord, la quantité, la qualité et le prix de la marchandise ; il n'est le mandataire d'aucune des deux parties et, l'accord intervenu, son office est terminé.

Tel est le rôle théorique du courtier. Mais en pratique, il arrive souvent que le négociant le charge de l'agréage, opération qui consiste à accepter (agréer), après avoir vérifié par une nouvelle prise d'échantillon la conformité du vin avec l'échantillon primitif.

Les courtiers furent rétablis par la loi du 28 ventôse an ix. Cette loi leur donnait un privilège exclusif qui fut maintenu par le code de commerce et supprimé par la loi du 18 juillet 1866. Cette loi a rendu libre l'exercice de la profession de courtier et c'est ce qui explique qu'ils abondent. Il n'est en effet nul besoin de capitaux pour embrasser cette profession.

Les courtiers sont d'après la loi de 1866 des commerçants ordinaires qui peuvent faire des affaires pour leur propre compte et exercer un quelconque autre métier. Une seule interdiction leur est faite par la loi en son article 7, c'est celle de se charger du courtage dans une affaire où ils auraient un intérêt personnel, à moins toutefois qu'ils n'aient prévenu les parties.

Les courtiers ne sont pas responsables de l'exécution des marchés traités par leur entremise, à moins qu'il n'y ait de leur part faute lourde ou dol (1).

(1) Paris, 2 mai 1874.

Le taux du courtage varie suivant les régions et les usages. Dans le Languedoc, il est généralement de 0 fr. 25 par hectolitre ou 2 francs par muid, et c'est l'acheteur seul qui le doit. Dans le Gard, le vendeur donne parfois une gratification supplémentaire au courtier. Dans la Gironde, (1) les droits de courtage, sauf stipulation contraire, sont de 2 o/o sur le montant brut de la vente, et payables par le vendeur, à l'exception de quelques régions où les vins sont achetés net aux propriétaires. En fait, les conventions entre parties sont souveraines.

La commission du courtier est forfaitaire — le courtier n'a donc pas intérêt à la hausse — c'est le nombre d'hectolitres qui lui assure son gain, et comme dans une certaine mesure on consomme d'autant plus que les prix sont plus bas, le courtier est fatalement baissier.

Dans le Midi on évalue que le nombre des courtiers a triplé depuis 30 ans (2).

REPRÉSENTANTS DU COMMERCE OU DE LA PROPRIÉTÉ

Le représentant de commerce est un intermédiaire qui s'occupe de procurer une clientèle à un commerçant ou à un propriétaire déterminé. Il ne reçoit pas d'appointements et touche un tant pour cent sur les affaires qu'il

(1) La vente à l'abonnement dont il est parlé plus loin supprime le courtier.

(2) Il y a deux raisons à cela : la première c'est que beaucoup de propriétaires ruinés par les crises diverses qui se succèdent sans interruption depuis le phylloxéra ont cherché dans le courtage des moyens d'existence — la deuxième, c'est l'encombrement des marchés du Midi qui a nécessité un drainage plus perfectionné.

traite. En somme c'est une espèce de courtier-commissionnaire, courtier à la vente du vin au lieu de l'être à l'achat. Il diffère cependant du courtier en ce qu'il ne peut travailler que pour la maison à laquelle il est attaché ; il traite sous sa responsabilité et se borne à transmettre à la maison l'ordre d'expédier. La commission due au représentant diffère de celle due au courtier en ce sens que le courtier a droit à sa commission intégrale dès que le marché est conclu, et quels que soient les événements ultérieurs ; le représentant ne peut être payé que si l'acheteur règle les factures. Cette différence provient de ce que le représentant doit s'inquiéter de connaître la solvabilité de son client, tandis que dans le courtage des vins à l'achat, c'est au vendeur à connaître la qualité de son acheteur.

DÉBITANTS

Les débitants représentent le fractionnement le plus réduit de la demande. Ils vendent généralement les vins par quantités inférieures à 25 litres. C'est de beaucoup la classe des intermédiaires la plus nombreuse. Elle comprend une foule de catégories diverses : les cabaretiers, aubergistes, traiteurs, restaurateurs, maîtres d'hôtels garnis, cafetiers, buvetiers, concierges et autres donnant à manger au jour, au mois ou à l'année, ainsi que tous autres qui vendent des boissons au détail (1).

La loi de 1816 (2) les soumet à la déclaration préalable

(1) MERCIER. *Op. cit.*

(2) Loi du 28 avril 1816. art. 50.

d'ouverture de débits. D'après l'article 92 ils étaient dispensés de l'exercice à Paris et pouvaient ailleurs s'y soustraire par l'abonnement (art. 70).

L'art. 5 de la loi du 29 décembre 1900, alinéa 1, a supprimé l'exercice dans les débits de boissons, mais il a fort heureusement maintenu les visites aux fins de vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales. En dehors de la patente, le débitant est soumis à la licence.

Le droit de licence a été ainsi fixé par trimestre, pour les débitants, par l'article premier de la loi du 29 décembre 1900 :

Exigible dans les communes de :

	Toutes caté- gories	500 h. et au-des.	501 à 1000 h.	1001 à 4000	4001 à 10000	10001 à 20000	20001 à 50000	50001 à 100.000	100.001 et au-des.
Débitants lorsqu'ils sont rangés p. l'application des droits de patente dans le tableau de	7 ^e et 8 ^e cl. . .	5	6	7,50	11,25	15	18,75	21,25	25
	6 ^e cl.	5,50	7	8,75	12,50	17,50	21,25	26,25	31,25
	5 ^e cl.	6,25	8	10	15	20	25	30	37,50
	4 ^e cl.	11,25	15	17,50	26,25	35	43,75	52,50	65
	1 ^e , 2 ^e et 3 ^e .	18,75	25	30	45	60	75	90	112,50
	dans un au- tre tableau.	112,50	»	»	»	»	«	»	»

« Le nombre des débitants (1), par rapport à celui des consommateurs, est exagéré et constitue une des causes qui nuisent au commerce général des vins. La nécessité de maintenir un prix uniforme malgré les circonstances et les années, la concurrence et l'appât du lucre poussent

(1) A. BERGET. *Les vins de France*, p. 177.

trop les débitants à chercher une autre source de gain dans l'adulteration du produit.

» Ce sont eux, beaucoup plus que le commerce proprement dit, qu'il faut surtout accuser des pratiques qui ont perverti le goût du consommateur populaire et semé la défiance à l'endroit du producteur innocent de leurs manœuvres. »

Les débitants ont également leurs unions syndicales diverses, dont plusieurs pour Paris et le département de la Seine ; elles se sont, en partie, constituées en « Fédération nationale des débitants de boissons. »

CHAPITRE IV

Vente directe du producteur au consommateur

« La clientèle, cette propriété
faite toute d'honorabilité. »

DIETZ-MONIN.

Les intérêts de la propriété et du commerce sont le plus souvent opposés : d'un côté le propriétaire s'efforce de vendre le plus cher possible, et en sens inverse le commerce s'efforce d'acheter le moins cher possible.

Dans un rapport au Syndicat régional du commerce en gros, M. Bret a nettement indiqué, bien qu'il s'en défende, cet antagonisme, qu'il considère comme temporaire, mais qui n'en porte pas moins sur le point essentiel : le prix de vente !

« J'ai précisé, il y a bien longtemps, que nos intérêts *ne sont contraires qu'à* un seul moment : c'est, disais-je, à la minute exacte où l'un, le vendeur, cherche à vendre au prix fort, et où l'autre, l'acheteur, s'efforce de traiter au prix faible. Avant et après cette minute précise précédant l'accord, où la discussion est absolument logique et rationnelle, les intérêts de l'un et de l'autre sont les mêmes pour la sauvegarde de la qualité et des cours de la marchandise, réglés d'une façon invariable par la loi économique de l'offre et de la demande (1). »

(1) PAUL BRET. *Rapport au Syndicat régional du commerce en gros des vins du Midi*, 29 mai 1906.

» Ce qui est plus grave, c'est que l'intermédiaire est le maître des cours et que c'est lui qui fait la loi au vendeur. L'agriculteur isolé est trop faible pour se défendre et il faut toujours qu'il passe sous les fourches caudines de celui auquel il livre sa marchandise, soit qu'elle ne puisse pas se conserver, soit qu'il ait besoin d'argent : il faut donc qu'il vende n'importe comment et l'intermédiaire qui sait cela le juggle à son aise (1). »

D'autre part, le commerce a intérêt à traiter beaucoup d'affaires à bas prix et non quelques affaires avec un prix élevé. Ainsi un négociant qui disposera de 300.000 fr. et qui achètera avec cette somme 100.000 hectos à 3 fr. et les revendra à 5 fr. effectuera un bénéfice net de 200.000 fr. Le même négociant, si les cours sont à 30 fr., ne pourra acheter que 10.000 hectolitres, s'il les revend à 35 il ne gagnera que 50.000 francs (2). Le négociant a donc tout intérêt à manier beaucoup d'hectolitres à bas prix, d'autant plus que dans ce cas, il a 95 chances sur 100 pour que le prix hausse, tandis que dans l'autre il y en a beaucoup pour qu'il baisse.

D'autre part, la vente directe au consommateur présente de gros avantages à côté de petits inconvénients. Le consommateur accueille avec faveur les offres du producteur, car il est, dans une certaine mesure, prémuni contre les fraudes qui peuvent être d'autant plus nombreuses qu'il y a plus d'intermédiaires (3) ; et pour le propriétaire

(1) J. MÉLINE. *Le retour à la terre*, Hachette 1905, p. 139.

(2) GENIEYS. *Op. cit.*

(3) « On peut dire que d'une manière générale la sophistication des vins est en raison directe de la multiplication des intermédiaires et du fractionnement du débit. » A. BERGET, *Les Vins de France*, p. 157.

pouvoir écouler sa récolte sans l'aide de personne est un gage de sécurité inappréciable. Il ne faut pas oublier, en effet, que pendant la période phylloxérique et post phylloxérique, quand le vin national était rare et à un prix rémunérateur pour la propriété, les négociants n'ont pas craint de faire appel aux vins étrangers et de délaisser les vins français parce que trop chers.

A noter aussi qu'en 1892 les négociants ont mis à l'index, sans aucune raison valable, la récolte du Médoc. Enfin et surtout, lorsqu'en 1900 les viticulteurs du Midi agitèrent la question de former des associations de vente, un Syndicat de commerçants vota la résolution suivante :

« Considérant que de tels Syndicats de propriétaires, s'érigeant en concurrents des négociants, il est pour ces derniers du devoir le plus strict de cesser toute relation d'affaires avec les propriétaires syndiqués, en refusant catégoriquement et systématiquement toutes les offres qui pourraient leur être faites pour eux ou pour leur compte ; considérant en outre que les courtiers en vins sont des intermédiaires indispensables entre la production et le commerce, qu'un lien de solidarité les unit aux commerçants et leur fait un devoir de rester leurs collaborateurs fidèles, les négociants en vins invitent les courtiers à s'abstenir de toute prise d'échantillon chez les propriétaires syndiqués. »

Il y aurait donc, en principe, intérêt à se passer du commerce, et la vente qui nous apparaît comme la plus simple, la plus pratique, la plus rémunératrice pour le producteur, la moins onéreuse pour le consommateur, et aussi celle qui présente le plus de garantie contre les fraudes, parce qu'elle supprime tout intermédiaire, et par là de multiples falsifications, c'est bien la livraison directe de la propriété à la consommation.

Sans doute, la vente directe n'est pas une sinécure pour le propriétaire, mais nous pouvons assurer que sur une propriété de coteau, où les rendements sont faibles et le prix de revient très supérieur à celui des vins de plaine, c'est la seule qui puisse être pratiquée normalement et qui permette au viticulteur de *tenir* quand la moindre crise vient à se produire.

Aussi, dans ces dernières années, la petite et la moyenne propriété se sont-elles efforcées de restreindre de plus en plus les services du commerce qui coûtent cher, en se créant une clientèle de détail.

La grande propriété s'est tout d'abord contentée dans cet ordre d'idées de créer, dans les grands centres, soit des débits pour la clientèle populaire soit encore des dépôts où le public, ou même le commerce peuvent venir s'approvisionner par toutes quantités.

Le grand écueil des débits est d'abord le mouillage des vins qui procure de gros bénéfices à leurs gérants, au détriment de la réputation du propriétaire et ensuite la concurrence acharnée qu'arrivent à se faire les propriétaires débitants, concurrence qui amène très rapidement la chute des cours et tend à ramener le prix au-dessous du coût de production.

Bien heureux encore quand les propriétaires ne perdent pas leur marchandise.

« Je sais par mon expérience (1) personnelle que dès que l'on apprend dans une ville qu'un récoltant veut ouvrir boutique, tous les félons, femmes et hommes se présentent à lui munis des plus sérieuses références pour composer son personnel, il est encore plus volé par

(1) GENIEYS. *Op. cit.*

ses employés que par ses clients. Il en résultera qu'il aura des difficultés pour se créer des débouchés et qu'une fois son vin vendu il se trouvera en présence de gens insolvable ou de mauvaise foi qui profiteront de son inexpérience ou de sa générosité naturelle pour ne pas le payer, en le laissant s'embrouiller au besoin dans des poursuites judiciaires. »

C'est ce qui est arrivé quand, pour augmenter les débouchés, le Comité du Vin de France essaya de trouver des représentants dans les départements du nord de la France. Si les agents généraux étaient très respectables, il n'en était pas toujours de même des agents secondaires.

C'est par leur entremise cependant que le Comité s'était efforcé de réunir un faisceau d'indications qui pouvaient être de la plus grande utilité pour l'écoulement des vins. Voici un aperçu des renseignements que ses délégués avaient été chargés de relever (p. 258).

Le Comité du Vin de France s'est efforcé de conquérir aux vins du Midi les régions du cidre et de la bière. Des débits ont été ouverts à Paris, dans l'est, l'ouest et le nord de la France, mais les débouchés n'ont pas été sensiblement augmentés parce que très souvent on n'a envoyé dans ces débits que des vins inférieurs, ou bien encore on s'est heurté à des fraudeurs locaux qui, sous le couvert du pavillon du Midi, ont vendu tout ce qu'ils ont pu, même du vin quelquefois.

Les ventes *au déballage* ont été aussi utilisées par la propriété dès 1893-1894.

Ces ventes étaient pratiquées surtout par la grande propriété qui envoyait des wagons-foudres, wagons-réservoirs ou wagons-citernes, dans les villes ou villages du Centre, de l'Est, du Nord ou de l'Ouest.

Les wagons étaient garés et on faisait savoir à son de

NOMS des localités	CHIFFRE de la population	GENRE DE POPULATION			BOISSON habituelle	TAXES d'octroi par hecto	GARE (distance de celle-ci au centre)	PRIX de transport du vin	PRIX des locations (entrepôts, débits)	FÊTES LOCALES
Vannes.....	22189	3110	2110	5110	La moyenne de la consommation par habitant est de : vin, 16 l., cidre, 131 l. ; spiritueux, 3 l. 49 ; bière, 13 l.	1.40	Station	43.60 Vannes., 43.00	6 à 700	Marchés merer, et sam. Foires 1 ^{re} et 3 ^e sam. du mois, 3 ^e lundi de carême, jeudi av. les Rameaux, 24 mai, 22 août, lundi av. le 18 oct. et le 25 nov.
Lorient.....	42294	4110	5110	4110		2 »	—	43.85 Lyon à Vannes., 27.50 Toulon à Vannes., 27.50	8 à 1070	March. mardi, merer, et sam. Foi- res 13 j. dimanche de la Passion et 1 ^{er} lundi d'oct.
Auray.....	6466	4110	4110	5110		0.55	—	les 1000 kilos Perpignan à Vannes., 43.85 Celle à Vannes., 27.50 Bordeaux à Vannes., 27.50	3 à 430	March. lundi et vend. Foires 1 ^{er} et dern. lundi de jany., 2 ^e lundi de Carême, lundi de Quasimodo, merer de la Passion, 4 ^{es} et 25 jun, 22 juillet, 14 et 29 août, 16 oct., 19 nov., 4 ^{es} décemb.
Baud.....	4677	5110	»	5110		—	—		—	March. sam. Grand. foir. le 4 ^e sam. du m., 19 mai, 24 août, 28 oct.
Belz.....	2880	4110	»	6110		—	—		2 à 300	Foires mardi après Septuagésime, 6 juillet, 21 septembre.
Caudan.....	7999	4110	4110	5110	La population agricole ne consomme que du cidre. Café le matin.	—	5 k. d'Hennebont	Prix par expéditions de 7,000 k. en fûts	4 à 500	Foir. 11 mai. Fête 2 ^e dim. d'août.
Etel.....	1993	4110	2110	4110		—	9 kl. de Plouhar- mel		3 à 400	March. mardi et sam. Foire 20 mars. Fête 1 ^{er} dim. de sept.

JOURNAUX les plus répandus	QUANTITÉS approximatives de vente par jour	QUARTIERS AVANTAGEUX pour installer des débits et personnes pouvant s'occuper de cela	ÉPICIERS ET MARCHANDS DE VINS EN GROS de la localité	OBSERVATIONS
Morbihan, Le Journal, Le Journal de Puntivy, Le J. de Ploermeil, La Petite République du Morbihan, La Croix du Morbihan, Le Morbihanais, Le Courrier des Campagnes, L'Avenir de Breizh, Le Phare de Breizh, Vannes, L'Avenir du Morbihan, L'Arvor, Le Courrier morbihanais.	10 hect.	Place des Lieux, r. Mené, Ch. de Foire	Bonneau, Brohan, Cayre, Cheminaut, Clero, Grasset, Guillaudon, V ^e Labordette, Maris, Paradis, Pellicier, Normand jeune, Pageau.	Bonne situation
	25	Rue du Morbihan Rue Carnot Pl du Marché, pl Eglise	Conan, Cornier-Lecocq, Gourset, Dubot, Duclou, Evano, Guénédot, Jamin, Legouet, Jehanno, Le Henaff, Le Leanne, V ^e Bozellec, Lamy, Lenabique, Marechal, Montagne, Moulin, Passé, Perveru, Quillien, Reynaud, Rio, Saulnier, Thomin.	Très bonne. M. Fabre, rue du Morbihan M. Ibae, gérant de M. Courset, rue Traversière.
	4	Place du Marché	V ^e Denis, Forges, V ^e Laurent, Le Doré.	Bonne situation prise par M Lafon
	2	—	V ^e Jean, Laferrière, Millet.	
	1	Place publique		
	8	—		
	2	Place du Marché	Babonneau, Bedex.	

trompe ou de tambour qu'un wagon de vin du Midi serait vendu de telle heure à telle heure. Comme les prix étaient généralement inférieurs à ceux du pays, le vin était vite enlevé.

Mais la concurrence des propriétaires entre eux, puis celle du commerce, rendirent bientôt l'opération très aléatoire.

Les ventes à l'adjudication ont été aussi essayées par la propriété, mais les cahiers des charges n'étaient pas toujours marqués au coin du libéralisme le plus pur et elle a été obligée d'y renoncer.

Mais la grande propriété ne s'en est pas tenue là, elle a aussi essayé de se recruter une clientèle bourgeoise, et c'est ainsi par exemple que l'honorable M. Astier, se livre fructueusement à la barriquaille. Il expédie en moyenne 2.500 pièces de 220-225 litres à la clientèle bourgeoise à raison de 75 francs la pièce net ; transport, droit de circulation, futaille, tous les débours sont représentés dans ce prix unique, payable à 90 jours.

Cette somme de 75 francs est répartie ainsi qu'il suit :

Fût Mary-Malli (hêtre silicaté) 225-227 lit.	9 fr. 50
Droits de circulation.	3 fr. 50
Transport au départ et à l'arrivée	19 fr. »
Total	28 fr. »

Reste pour le vin : $75 - 28 = 47$

ou par hectolitre $\frac{47}{225} 100 = 20$.

Le prix de vente de l'hectolitre ressort donc à 20 fr. en chiffres ronds. Voilà qui est loin des prix de famine offerts au cours des dernières années par le commerce.

Le difficile, semble-t-il tout d'abord, est de se procurer

une clientèle. Mais cette clientèle, *cette propriété faite toute d'honorabilité*, se crée, en fait, assez facilement.

Le propriétaire recrute ses premiers clients chez ses parents, ses amis, et par l'intermédiaire gracieux de ceux-ci ; quand il livre du bon vin et tout est là, la clientèle s'étend rapidement aux parents des parents, aux amis des amis, gagne de proche en proche, comme une tache d'huile.

Au surplus le propriétaire peut voyager ou avoir un représentant. Il peut aussi recourir à la publicité dans les journaux, par voie d'affiches ou de prospectus.

Certains ont prétendu que le propriétaire-viticulteur manquait de temps pour s'occuper de la vente directe ; cette observation est inexacte, attendu que la présence du propriétaire sur ses terres n'est pas indispensable de septembre à décembre, et en trois mois beaucoup de vin peut être vendu.

On a prétendu ensuite que le propriétaire manquait d'expérience ou d'aptitudes commerciales : autre inexactitude. Quand il s'agit de défendre ses propres intérêts, le plus borné fait souvent preuve de facultés insoupçonnées — et il faut bien admettre que les viticulteurs ont une mentalité aussi élevée que celle des commerçants, du reste *fabricando fit faber*.

Le négociant serait-il seul capable de pratiquer des coupages intelligents et de reproduire toujours la même qualité à laquelle le consommateur est habitué ?

Nous aimons à penser que la propriété est à même de procéder elle-même à tous les coupages nécessaires, à condition, bienentendu, de cultiver des cépages différents.

Il faudrait, dit-on encore, un matériel spécial ! La question ne se pose même pas pour les régions qui font

bouillir dans des cuves et qui soutirent immédiatement dans des futailles, comme en Bourgogne ou dans le Bordelais.

Dans le Midi, il est vrai, la situation n'est pas la même — les procédés de vinification sont tout différents — mais nous pouvons aisément aussi — avec nos foudres qui souffrent d'être inutilisés, — conserver les vins et faire les livraisons par petites, moyennes, ou par grosses quantités.

A Bordeaux, les négociants — pour la plupart très riches et très honorables — s'attribuent la mission de travailler, de *commercialiser* les vins, à l'exclusion des propriétaires mal outillés pour une longue garde en magasins.

Depuis quelques années, beaucoup de grands crus sont vendus à *l'abonnement* (1) à une ou plusieurs maisons de commerce — cet abonnement consiste en une vente forfaitaire quant à la quantité pour une durée de dix ans, le prix du tonneau étant fixé chaque année par comparaison avec les prix des crus similaires. Quant aux vins inférieurs, ils sont vendus à la commission selon les règles ordinaires. Le commerce extérieur achète directement à la propriété par l'entremise de commissionnaires à l'achat, et la plus grande partie de ce commerce est entre les mains d'agents allemands qui traitent même sur souche.

On objecte encore à la vente directe la difficulté du recouvrement des créances : le propriétaire ne serait pas en situation de se renseigner sur la solvabilité de ses clients (2).

(1) L'abonnement supprime le courtier.

(2) DE LAPPA ENT. *Le vin et l'eau-de-vie de vin*, op. cit.

Nous répondrons à cela que depuis 20 ans que nous faisons nous-mêmes la clientèle bourgeoise, nous avons toujours eu les renseignements nécessaires par l'intermédiaire des banques qui ont, en dehors, mais à côté d'elles des agences d'informations financières, et en vingt années, une seule de nos créances (75 fr.) est demeurée impayée.

Certains auteurs ont fait valoir que pour la vente directe il fallait des capitaux de réserve. Il est certain qu'il faut des capitaux, mais en quantité assez restreinte, car le papier des propriétaires est escompté en banque comme les effets du commerce ; et puis, n'avons-nous pas maintenant le Crédit agricole réel et personnel ?

Je passe sous silence les facilités ??? accordées par la loi de 1906 comme par celles de 1898 ; les warrants agricoles ne sont qu'une fâcheuse parodie du crédit. C'est d'eux que l'on peut dire, sans risquer la contradiction, qu'ils *soutiennent l'agriculteur..... comme la corde soutient le pendu !...*

Le crédit des Caisses rurales est plus sérieux, quoique encore bien cher ; pour être réellement utile, il faudrait qu'il pût être ramené à un taux plus abordable, et la réalisation de cette condition ne paraît pas impossible alors que déjà certaines Caisses ont entre les mains des réserves importantes, que le mécanisme du système est mieux connu des classes rurales et la solidarité moins redoutée.

Les ventes de la propriété à la consommation se font généralement à 90 jours ; sur la demande expresse du client il peut être fait des traites à 30 jours avec 2 p. 100 d'es-

compte, mais la convention tient lieu de loi entre les parties et il peut être dérogé à ces habitudes. C'est ainsi que dans les années de crises passées, certains propriétaires offraient le paiement à 120 jours et en 4 traites échelonnées à 30 jours d'intervalle.

Le vin est généralement expédié en barriques de 215 à 225 litres qui portent des noms différents suivant les pays dont elles tirent leur origine ; il est facturé à un prix forfaitaire, à quai de la gare de départ (droits compris) ou rendu en cave chez les clients, tous frais payés (1).

Mais, malgré tous ses avantages, la vente directe à la clientèle bourgeoise ou l'installation de débits par des propriétaires opérant à titre isolé ne va pas sans quelques tracas.

L'organisation suivante paraît de nature à remédier, dans une large mesure, à ces difficultés pratiques.

Depuis 2 ans et simultanément il s'est créé : dans la Gironde pour la vente à 90 jours et en Algérie pour la vente au débit, deux systèmes absolument pratiques d'organisation mixte dont l'application est appelée à rendre les plus grands services.

Entre les grands crus classés de la Gironde, qui ne se vendent qu'au commerce pour faire de la bouteille, et les vins de table courants, il y a les crus bourgeois qui constituent les grands ordinaires et sont livrés à la consommation au prix de 80 à 100 francs l'hectolitre.

C'est dire que par suite du petit nombre des acheteurs

(1) Voir *supra*, p. 260.

qui peuvent payer ces prix, les propriétaires sont dans l'impossibilité de trouver eux-mêmes le placement de leurs récoltes. Cependant cette difficulté est parfaitement surmontée, et voici comment :

Quelques propriétaires, par groupes de 12 à 15, formant ensemble toute la gamme des vins de la Gironde : Margaux, Saint-Julien, Saint-Estèphe, Pomérol, Saint-Emilion, — pour les vins rouges; Preignac, Barsac, Sauternes, — pour les vins blancs, tous récoltant des vins spéciaux ne pouvant se faire concurrence, se sont entendus pour prendre des agents et voyageurs qui représentent une unité, le groupe.

Chaque propriétaire reçoit séparément les ordres qui le concernent.

Sans savoir ce que font ses confrères, il prend ses renseignements, expédie, facture, fait traite et correspond directement avec le client et le voyageur ou représentant. En fin de campagne, les frais de voyages et commissions sont partagés au prorata — et on recommence.

Ce système est en voie de prendre une très grande extension, et cela se comprend, car les propriétaires réalisent ainsi un très joli bénéfice.

En Algérie, l'organisation mixte a pour but de rendre pratique la création des dépôts qui, seuls, tout en permettant la vente au comptant, font bénéficier les récoltants des avantages de la loi du 25 juin 1841.

Pour qu'un dépôt soit réellement pratique, il faut que le propriétaire n'ait aucune avance de fonds à faire, aucun risque à courir, aucuns frais à supporter, qu'il n'ait à s'occuper ni des livraisons, ni du contrôle, et soit assuré d'un bénéfice fixé d'avance.

Il faut également que son ou ses dépôts lui soient personnels, que ses intérêts soient particuliers et non col-

lectifs, qu'il soit maître de disposer de son vin comme il l'entend et n'ait aucun rapport obligatoire avec les autres propriétaires.

Si chaque propriétaire devait se déplacer pour aller choisir son gérant, assister à la mise en marche du dépôt et de temps en temps le contrôler, cela représenterait facilement une dépense de 4 à 500 francs qui se réduit au dixième ou au vingtième si l'un d'eux se charge de créer toutes les installations.

Le délégué a donc pour mission, de choisir les gérants, d'établir les conditions, d'assister à la mise en marche des dépôts et de les contrôler ; il est en outre chargé de faire entonner, porter en gare, grouper, expédier et livrer.

Les professionnels étant rigoureusement exclus, les gérants sont pris dans certaines classes : retraités divers, ex-gendarmes ou garde-républicains, anciens encaisseurs de banques ; tous gens sérieux, honnêtes, possédant quelques moyens, offrant toutes les garanties morales et qui cherchent une occupation pour augmenter leurs retraites ou petites rentes. Le loyer du dépôt est pris au nom du propriétaire, mais payé par le gérant. L'installation en réalité très sommaire, est faite par le gérant et à ses frais.

Le vin lui est expédié par 4 demi-muids à la fois. A l'arrivée de la marchandise, il paie au camionneur tous les frais depuis la sortie de la cave de son propriétaire, c'est-à-dire : l'entonnage, le charroi de la propriété à la gare, le port par fer, la livraison, les droits de circulation, la reprise des fûts vides, la location des fûts, plus 0 fr. 50 par hecto pour assurer le service des dépôts et 0 fr. 50 pour le service de la propriété. Soit une dizaine de francs par hecto.

Tous les samedis soir, il adresse directement à son propriétaire, au prix convenu d'avance, le montant du vin vendu dans la semaine.

Sans en avoir la charge, le propriétaire est donc bien seul maître du dépôt dont le reçu de location lui est régulièrement envoyé. Il n'a affaire qu'à deux personnes, celle qui, chargée de l'alimentation des dépôts fait entonner le vin, et son gérant qui lui adresse le montant des ventes.

Le vin est pesé au départ de la propriété et au moment de la livraison au dépôt, le service du contrôle a le devoir de s'assurer si le vin mis à la vente a bien le poids voulu.

Un dépôt vendant en moyenne 50 hectolitres par mois, si un propriétaire a une forte cave on installe un dépôt par 600 hectos.

S'il ne récolte que 2 à 300 hectos, son vin est vendu au bout de quelques mois. L'avantage de ce système est de pouvoir, par une simple formalité, passer le dépôt à un autre propriétaire.

Comme il faut aussi penser à ceux qui n'ont pas assez de vin pour nécessiter l'établissement d'un dépôt et qui cependant ont besoin, eux aussi, d'en tirer le meilleur parti possible, deux combinaisons peuvent être prises.

Ou bien les grands propriétaires aideront les petits en logeant chez eux leurs vins qui partiront au même titre que le leur. Ou bien les petits récoltants pourront se réunir pour faire des lots de 5 à 600 hectos.

Cette organisation mixte excessivement simple peut donc être profitable à tous (1).

(1) *Bulletin hebdomadaire du Syndicat Agricole des Pyrénées-Orientales et des Coopératives de consommation et de crédit* ; 23 décembre 1906.

Concluons : la vente directe par toutes voies est le moyen le plus simple et le plus avantageux de lutter contre les coalitions du commerce et les bas prix.

Si tous les propriétaires ou la plus grande partie d'entre eux vendaient directement leur vin à la clientèle, il n'y aurait pas de place pour les crises ; ceci pour une raison bien simple c'est que l'écoulement ne pouvant se produire qu'à la demande, c'est-à-dire suivant les besoins de la consommation, les sorties de la propriété seraient réparties, dans le temps, sur toute l'année, tandis que la production jetée généralement en quelques jours sur le marché permet toutes les audaces de la spéculation et fait le jeu des baissiers.

CHAPITRE V

Essais de vente directe par les collectivités

SYNDICATS ET COOPÉRATIVES

« Il est humiliant, écrit M. Gide, de penser que notre pays qui tient le premier rang dans la viticulture n'a pu encore réussir, malgré bien des tâtonnements, à créer des caves coopératives et qu'il s'est laissé distancer non seulement par l'Allemagne, mais par l'Italie, l'Autriche et la Suisse (1). »

M. Gide nous semble un peu sévère. S'il est relativement facile d'organiser les associations désirées dans un pays où la production viticole est concentrée sur un point ou deux, il est autrement difficile de réunir et de faire concorder les intérêts de plus de 1.500.000 viticulteurs répartis sous des latitudes différentes, qui n'ont de commun que leur nationalité et entre lesquels il y a des tendances contraires, des intérêts divergents, la plupart du temps un manque total d'éducation économique et en plus de tout cela des *antagonismes immanents* qui proviennent de l'importance des propriétés, des différences de classe, de religion, de politique, etc.

Est-ce à dire qu'il n'est rien été fait dans la voie que nous trace l'éminent économiste ?

(1) GIDE. *Economie sociale*. Paris, 1906.

Bien au contraire. Depuis longtemps déjà, nous avons vu se former, sur divers points de notre territoire, des groupements de viticulteurs décidés à chercher dans l'association ou la coopération un remède aux crises de mévente qui ont suivi de près la reconstitution de nos vignobles.

La création de « Marchés ou foires aux vins » fut une des premières formes d'organisation de la vente essayées par les propriétaires.

« Dès 1888 (1) le syndicat du Haut-Beaujolais créait à Pontanevaux un marché aux vins qui parut donner des résultats satisfaisants. Mais Pontanevaux est trop éloigné pour les viticulteurs du Bois d'Oingt, et il fut demandé au Syndicat agricole de cette localité d'établir un marché semblable dans un centre qui fût mieux à portée, c'est-à-dire à Villefranche. Cette proposition fut acceptée avec un certain enthousiasme par le syndicat du Bois d'Oingt, mais assez froidement par le syndicat de Villefranche, qui en pressentait mieux les difficultés. Néanmoins, l'accord se fit entre les deux syndicats pour l'organisation en commun d'un marché aux vins, qui s'ouvrit à Villefranche le 22 octobre 1889.... Le marché de Villefranche eut un début assez brillant, mais les syndiqués se lassèrent vite d'apporter leurs échantillons. Ceux-ci devenant de plus en plus rares, on rendit le marché mensuel, d'hebdomadaire qu'il était, puis on le ferma provisoirement. Cette fermeture fut en somme un enterrement.

(1) Claude SILVESTRE. *Monographie de l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles.*

•

« Cette institution répondait pourtant à un besoin réel, car le Beaujolais est assez mal organisé pour la vente de ses produits. On y pratique encore ce système rudimentaire où, selon l'année et les circonstances, c'est l'acheteur qui court après le producteur, ou le producteur après l'acheteur. Avec ce système on vend le plus souvent très lentement et très mal. »

En 1897, les viticulteurs varois ouvraient à Toulon une « Foire aux vins » qui eut un incontestable succès — l'attrait de la nouveauté sans doute — et qui faisait bien augurer de l'avenir de cette institution. Mais, les années suivantes, les acheteurs firent défaut, et on dut bientôt y renoncer.

Le *Syndicat de la Côte-d'Or*, fondé en 1901, a créé, à Dijon, un *marché aux vins* ouvert tous les samedis et qui présente aux acheteurs des échantillons avec les offres réelles du vendeur.

Depuis cette époque, il s'est créé d'autres foires aux vins annuelles : à Tours, à Angers, à Bordeaux, mais qui sont, en fait, plutôt des expositions que de véritables marchés.

Les Syndicats agricoles n'ont pas joué ici le rôle très important auquel ils auraient pu prétendre.

Certains d'entre eux ont essayé de supprimer les intermédiaires en vendant directement à des commissionnaires à l'achat. Ils se sont transformés en courtiers, ils apportent ici surtout leur garantie morale aux marchés intervenus entre les syndiqués et les acheteurs. Dans la Touraine et le Blésois, les syndicats accompagnent au vignoble les acheteurs en gros ; ailleurs, ils groupent des échantillons au siège social.

Quelques syndicats, celui du Haut-Beaujolais notamment, ont essayé d'effectuer eux-mêmes dans des condi-

tions rémunératrices la vente des produits de leurs adhérents. Ceux qui ont procédé de la sorte se sont ainsi trouvés hors la loi et ont vu leurs opérations entravées par des poursuites judiciaires.

En 1891, le syndicat de Fleurie (Rhône), a organisé une agence de vente qui reçoit les commandes, goûte les vins expédiés, et en vérifie l'authenticité avant d'en donner garantie par l'apposition de la marque syndicale (1).

En Bourgogne, il n'a été fait que d'assez timides essais comme le *Syndicat des petits vigneron*s Tonnerrois qui a pour objet de rapprocher consommateurs et petits vignerons et de faire bénéficier les premiers des prix de gros en supprimant les intermédiaires.

A Chablis, les propriétaires vignerons ont formé un syndicat dans le but spécial de garantir l'authenticité des vins de cru.

Dans le Bordelais, les producteurs, menacés par les abus des négociants, se sont constitués le 16 septembre 1895, en une *Association syndicale des viticulteurs-propriétaires de la Gironde*, qui compte près de quatre mille membres. Cette association a créé une marque, *Bordeaux*, que ses membres peuvent seuls utiliser, sous contrôle, pour l'écoulement de leurs récoltes.

Mais l'action syndicale a pu s'exercer de façon beaucoup plus efficace par la création de coopératives de production ou de vente.

Dans cette voie, le chemin parcouru est déjà important, on en jugera par les exemples que nous en donnons ci-après :

(1) De ROCQUIGNY. *La coopération de production dans l'agriculture*, Paris

La plus ancienne coopérative vinicole en France est celle de Damery, en Champagne, créée en 1893. Elle comprenait, en 1905, 72 sociétaires. Deux autres coopératives ont été créées à Verzenay et à Chamercy.

Mais c'est surtout depuis 1900 que, sous l'aiguillon de la misère, les viticulteurs furent amenés à former des groupements coopératifs.

Les premiers essais ne furent pas toujours heureux. C'est ainsi que la *Société coopérative des viticulteurs du Midi* (Béziers) et l'*Association coopérative des viticulteurs français* (Montpellier) ne réussirent pas et durent liquider.

D'autres coopératives ont mieux réussi, après des débuts parfois pénibles, et fonctionnent aujourd'hui dans des conditions favorables. Nous devons à l'amabilité des directeurs des plus importantes de ces associations, les renseignements qui suivent :

Les Vignerons libres de Maraussan (Hérault)

Il existe à Maraussan, village du canton de Béziers, une coopérative de production vinicole à programme communiste. Cette société, « Les Vignerons libres », est prospère et englobe actuellement les deux-tiers de la population de Maraussan.

Comme l'indique la statistique suivante, le chiffre d'affaires a progressé très vite :

Années	Vignerons	Hectol. vendus	Montant des ventes
1902	119	5.520	120.366 ^{fr} 35
1903	185	16.105	491.694 10
1904	198	22.083	666.033 15
1905	262	36.781	803.644 10
1906	279	49.220	1.067.144 85
1907	297	53.729	1.192.735 15

De 1903 à 1906 les prix qui ont été payés par la coopérative à ses adhérents par rapport à ceux payés par le commerce sont les suivants :

Années	Prix payés par la Coopérative	Par le Commerce
1903.....	18 ^{fr} »	16 ^{fr} »
1904.....	25 »	24 »
1905.....	10.50	8.50
1906.....	11 »	8.75

Il y a donc un bénéfice net de 2 fr. par hectolitre pour les membres associés, tous frais payés.

L'Égalitaire de Cébazan (Hérault)

Sous ce nom il s'est formée une société coopérative de production, entre les producteurs vignerons et les ouvriers agricoles de Cébazan, pour fournir directement aux consommateurs, par la suppression de tous intermédiaires, les produits ou sous-produits de leur sol, exclusivement récoltés par eux. Elle vinifie le vin de ses adhérents et a installé un chai commun pourvu d'un outillage vinicole (1). Cette coopérative fonctionne à la satisfaction de tous :

(1) *Statuts de l'Égalitaire de Cébazan.*

« Jusqu'à maintenant presque tout notre écoulement a été assuré par des Sociétés coopératives de consommation.

« Nous avons bien quelques agents et sommes en voie de créer des dépôts, mais n'avons pas eu encore grands résultats de ce côté.

« Notre écoulement a été de 2.300 hectolitres la première année, 2.900 la deuxième.

« Nous avons à l'heure actuelle des marchés pour 12.000 hectolitres environ, ce qui assure l'écoulement presque total des vins qui étaient entre les mains des coopérateurs au 1^{er} janvier.

« Notre production normale est d'environ 20.000 hectolitres, mais vu les faibles résultats obtenus les deux premières années, beaucoup des membres de la Société avaient vendu à la récolte.

« Tous nos coopérateurs sont à peu près satisfaits des prix qui leur sont offerts et qui sont généralement supérieurs de 1 fr. à ceux du commerce. »

Les Vignerons Paysans de Bessan (Hérault)

La Société a facturé, en 1906, 960 hectos (année de sa fondation) ; en 1907, 11.800 hectos, et le bénéfice réalisé en 1907 a été de 12.500 francs.

L'Avenir Social de Maureilhan (Hérault)

Il s'est formé entre les ouvriers viticoles et les petits vignerons de Maureilhan et Ramejean, une société anonyme coopérative à capital et personnel variables, qui groupe ouvriers viticoles et petits producteurs de vin d'une part et diverses sociétés coopératives et organi-

sations ouvrières pour fournir directement à ces collectivités le vin récolté par les premiers.

L'Avenir Social de Maureilhan entreprend en outre d'étendre et de perfectionner sa production par l'achat en commun de vignobles ouvriers, la création de caves coopératives et la constitution d'un grand chai commun comportant l'installation et l'outillage viticoles nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise (1).

Les Prolétaires Vignerons de Baixas (Pyr.-Orient.)

Sous ce titre, *Les Prolétaires Vignerons de Baixas*, s'est constituée une coopérative socialiste de production vinicole pour vendre directement aux consommateurs ouvriers et socialistes des vins naturels et d'origine certaine : « Vins supérieurs de la Vallée de l'Agly, Roussillon-Baixas. »

Société également civile et anonyme à capital et personnel variables.

*Cave coopérative des Équitables vignerons
de Servian (Hérault)*

« Notre société est un groupement de vingt petits propriétaires cultivant eux-mêmes, quelques-uns avec le secours d'un journalier aux périodes de presse. C'est une entreprise encore modeste qui ne date que de décembre 1906.

» La première année (1907), nous vendîmes mille deux cents hectos pour un chiffre d'affaires de vingt mille francs

(1) *Statuts* (art. 3)

environ. Les bénéfices de la Société furent à peu près nuls ; mais, si l'on considère que les vins étaient payés aux sociétaires environ deux francs au-dessus des cours du commerce, on voit que les résultats furent excellents pour eux.

» Cette année, nous avons l'écoulement assuré de trois mille cinq cents hectos et nous avons payé les vins 1 fr. 30, 1 fr. 35 et 1 fr. 45 le degré, alors que dans la région biterroise le commerce le payait en moyenne 1 fr. 10.

» Notre première année a été pénible, en ce sens que nous n'avions pas à notre disposition le crédit agricole, le président de la Locale d'ici, un négociant, refusant notre papier. Nous ne pouvions payer le vin aux sociétaires qu'à mesure des rentrées. Mais nous étions convaincus et on s'arrangeait : ceux qui n'avaient pas de pressants besoins laissaient le pas aux autres.

» Nous avons confiance dans notre entreprise parce que nous l'aimons et nous espérons bien la faire prospérer. A mesure des besoins nous prendrons de nouveaux sociétaires, mais en faisant toujours un choix rigoureux. Ainsi, actuellement nous n'avons presque pas de règlement intérieur et c'est plutôt la sympathie que les dispositions statutaires qui régissent nos rapports. Ceci ne veut pas dire que nous ne soyons pas tous bien liés et solidaires. Tous nos dépôts légaux ont été faits et nous sommes absolument en règle avec la loi. »

Union des producteurs Vaunageols à Clarensac (Gard)

A la date du 9 mai 1908, M. Delmas, administrateur délégué de la Société, répondait ainsi qu'il suit à notre demande de renseignements :

« Notre association est de création récente et ses

débuts ont été particulièrement pénibles. Néanmoins nous sommes arrivés à de bons résultats en ce qui concerne la vente de nos vins et de nos raisins de table. Dans l'année qui vient de s'écouler, il nous a été possible de vendre 190 hectolitres de vin qui sont ressortis au propriétaire au prix moyen de 13 fr. l'hectolitre, tout en laissant en caisse un boni de 1 fr. par hectolitre. La Société a aussi vendu 80 quintaux de raisins de table, qui ont été payés à la propriété 30 fr. les 100 kilos. Cette vente a en outre laissé pour la Coopérative un boni de 3 fr. par 100 kilos. »

Cette Coopérative ne se borne pas à vendre son vin ou son raisin, elle a aussi organisé la vente coopérative des olives picholines. Dans l'exercice précité, celles-ci ont été vendues à la propriété 45 fr. les 100 kilos et ont pu laisser à la caisse de la Coopérative 3 fr. par 100 kilos. Les dépenses effectuées par la Société se montent à 456 fr. et les recettes à 460, il restait donc en caisse, en fin d'exercice, une somme de 4 francs. D'après M. Delmas, les prix réalisés par la coopérative dans la vente des vins ont été de 2 francs supérieurs à ceux offerts par le commerce. Les raisins et les olives ont aussi bénéficié d'une plus value de 8 francs par cent kilogrammes.

Union des Propriétaires de Saint-Georges

L'union des propriétaires de Saint-Georges (Hérault), qui comprend 87 adhérents, a fondé la coopérative de vente de Saint-Georges.

En 1906-1907 elle écoula 5.700 hectolitres de vin, et elle put payer le vin 12 francs l'hectolitre à ses sociétaires.

En fin campagne 1908 elle avait livré 11.058 hecto-

litres. Les prix de vente avaient varié de 20 à 28 francs. Cette coopérative très prospère a construit des caves de réserve. Elle a pourvu ses vins d'une marque (1).

En 1908-1909 les prix réalisés dans les coopératives du Midi ont été très intéressants. C'est ainsi qu'on a pu enregistrer pour :

	Prix de l'hectolitre	Hectolitres vendus
Saint-Georges.....	20 à 28	6.976
Colombiers.....	13	11.148
Les Petits Vignerons de Puisserguier.....	12 à 14	36.000
La Grappe de Puisser- guier.....	22	244

Caves syndicales des propriétaires vignerons de Bourgogne

Les caves syndicales des propriétaires vignerons de Bourgogne sont installées à Dijon. Elles ont pour but de recueillir les produits des récoltes de choix et de les centraliser, afin de les mettre directement à la disposition des consommateurs.

C'est une vaste association de vente directe sous la forme commerciale; elle a ses cachets et ses marques, et des certificats d'analyse de l'Institut œnologique de Bourgogne pour garantie. Les caves syndicales ne fournissent que les récoltes de leurs adhérents, qu'elles reçoivent, soignent et unifient pour la vente.

En Franche-Comté, les propriétaires de Lavigny se sont groupés en *Société Viticole* depuis 1900 pour faire

(1) Cette marque existait dès le xvii^e siècle. V, *supra*.

la vinification en commun et effectuer de la vente directe de leurs vins ; leur entreprise semble prospère.

En Algérie, on peut citer la *Coopérative de vinification de Dupleix*. Cette société, constituée sous la forme civile à capital variable entre propriétaires-viticulteurs, a pour but de traiter en commun les raisins de leur production personnelle et de pourvoir à la vente des produits.

La Société a fait édifier une cave et l'a pourvue d'un matériel complet.

Il faudrait encore citer de nombreuses caves coopératives récemment créées ou en voie d'organisation dans le département du Var ; la *Société coopérative des viticulteurs de Cognac et des Charentes* ; la *Société coopérative viticole du Haut-Bergeracois*, à Bergerac ; la *Coopérative vinicole de la Haute-Garonne*, etc., etc.

Il me semble inutile de multiplier ces exemples, qui suffisent à montrer les progrès considérables réalisés par la coopération en quelques années.

Les avantages n'en sont pas douteux. Non seulement la vinification en commun des petites productions permet de réaliser une économie considérable, que M. Roos évaluait à 3 fr. par hectolitre pour un groupement important (20.000 hectos provenant de 100 propriétaires différents), mais encore elle fournit des vins de meilleure qualité et de conservation plus assurée.

D'autre part, la généralisation du coopératisme viticole permettrait de réduire peu à peu au strict minimum le nombre des intermédiaires. Elle aurait encore pour résultat d'atténuer dans une large mesure la concurrence ruineuse que se font entre eux les producteurs sur le marché des vins. Unis au sein des coopératives, leurs intérêts se confondraient et ils seraient en meilleure

posture pour défendre les prix contre les tentatives de baisse, d'où qu'elles vinssent.

Le relèvement des prix du vin cette année (1909-1910) n'est pas fait, il est vrai, pour favoriser le mouvement coopératif et si les cours se maintiennent élevés, nous le verrons probablement se ralentir.

Aux époques critiques, la coopération apparaît comme une planche de salut, mais, le danger conjuré, beaucoup préfèrent reprendre ou conserver leur liberté.

Ils voient dans la coopération une forme de collectivisme et c'est là ce qui les fait hésiter.

Qu'importe le nom du régime futur s'il doit apporter plus de bonheur dans toutes les classes de la Société?

La socialisation des moyens de production en une coopération nationale n'est pas si chimérique qu'elle le paraît et, dans tous les cas, elle aurait au moins pour résultat, en réglant la production ou la vente, d'empêcher les crises si préjudiciables au pays tout entier.

CHAPITRE VI

La production et les prix

(*Marché intérieur et extérieur*)

De 1850 à 1910

Peut-être serait-il intéressant de présenter la période moderne en adoptant les divisions naturelles résultant des divers accidents qui ont frappé la vigne ; mais au point de vue économique, il semble préférable de se référer à une longue période pour mieux se pénétrer de l'enchaînement des faits.

Les productions sont, en grande partie, en fonction des surfaces ; nous allons d'abord examiner ces dernières.

Voici d'après le *Bulletin de statistique* les variations des surfaces consacrées à la culture de la vigne depuis 1850. (Voir tableau ci-contre).

D'après ce relevé on constate une légère diminution de 1850 à 1853.

De 2.193.053 hectares qu'il occupait en 1849 le vignoble se réduit à 2.168.491 en 1853 ; mais c'est là une baisse insignifiante. Si les effets de l'oïdium sont terribles en ce qui concerne la récolte, la surface du vignoble ne diminue pas sensiblement ; la vigne souffre de la maladie, c'est évident, mais le mal n'est pas incurable, le remède est vite trouvé et dès 1854 on constate une recrudescence de plantations. Le vignoble atteint 2.173.129 hectares, puis après des alternatives de haut

Total des superficies des vignes en production

1850.....	2.181.609	1881.....	2.069.293
1851.....	2.179.990	1882.....	2.135.349
1852.....	2.158.854	1883.....	2.095.927
1853.....	2.168.491	1884.....	2.040.759
1854.....	2.173.129	1885.....	1.990.586
1855.....	2.175.084	1886.....	1.959.102
1856.....	2.170.307	1887.....	1.944.150
1857.....	2.180.094	1888.....	1.843.580
1858.....	2.183.809	1889.....	1.817.787
1859.....	2.173.231	1890.....	1.816.544
1860.....	2.203.409	1891.....	1.763.374
1861.....	2.219.693	1892.....	1.782.588
1862.....	2.235.818	1893.....	1.793.229
1863.....	2.273.906	1894.....	1.766.841
1864.....	2.236.235	1895.....	1.747.002
1865.....	2.293.567	1896.....	1.728.433
1866.....	2.287.821	1897.....	1.688.931
1867.....	2.314.846	1898.....	1.706.513
1868.....	2.332.470	1899.....	1.697.734
1869.....	2.350.104	1900.....	1.730.451
1870.....	2.238.178	1901.....	1.735.345
1871.....	2.369.484	1902.....	1.733.338
1872.....	2.373.139	1903.....	1.689.087
1873.....	2.380.946	1904.....	1.641.142
1874.....	2.446.862	1905.....	1.669.257
1875.....	2.421.247	1906.....	1.697.867
1876.....	2.369.834	1907.....	1.649.157
1877.....	2.346.497	1908.....	1.654.368
1878.....	2.295.989	1909.....	1.625.629
1879.....	2.241.477	1910.....	
1880.....	2.208.859		

et de bas, dont on peut ne pas tenir compte, il gagne du terrain, atteint 2.350.104 hectares en 1869 et son maximum, 2.446.862, en 1874.

A partir de 1875 la baisse commence à se faire sentir sous les atteintes du phylloxera et le vignoble ne cesse de décroître jusqu'en 1910.

En 1885 on ne compte plus que 1.990.586 hectares, en 1900 1.730.451 et la surface a été ramenée en 1909 à 1.625.629 hectares : à quelque chose près le chiffre de 1808 ! Mais il ne faut pas se borner à mesurer les surfaces plantées ; le système de culture s'est profondément modifié : d'extensive, la culture est devenue généralement intensive. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les tableaux des récoltes : avec une surface moindre la France produit presque autant, sans jamais atteindre cependant le chiffre de 1875, seulement elle ne produit pas de la même manière. Nous allons le montrer tout à l'heure.

Alors que la surface des vignobles, dans la plupart des départements classés parmi les gros producteurs avant 1850, ne cesse de se réduire, elle va au contraire en s'accroissant dans la plupart des départements du Midi oriental, ainsi qu'il ressort des tableaux suivants :

SUPERFICIE EN HECTARES

DÉPARTEMENTS	1850	1860	1865	1869	1875	1880	1890	1900	1909
Charente-Inférieure..	413.407	423.847	427.812	434.024	435.466	444.404	34.573	46.882	56.056
Gironde.....	433.237	434.363	424.064	434.093	445.424	444.877	437.282	437.023	436.594
Gers.....	50.000	86.530	94.847	94.847	94.980	103.424	100.534	49.590	49.247
Charente.....	96.837	92.733	99.438	111.665	109.851	92.009	49.390	43.276	23.567
Lot-et-Garonne.....	65.950	67.000	68.000	68.000	75.900	70.000	56.754	53.543	44.168
Lot.....	54.778	56.596	57.298	57.298	63.900	49.521	30.089	21.300	24.399
Landes.....	49.900	20.115	49.433	49.433	23.585	20.294	18.313	20.220	49.927
Basses-Pyrénées....	27.226	22.608	49.775	49.775	22.399	22.480	49.527	45.662	44.684
Hautes-Pyrénées....	15.426	44.150	14.036	44.689	44.780	44.673	16.282	43.774	5.462
Haute-Garonne.....	51.200	52.071	55.951	55.951	56.306	66.270	57.488	35.619	34.796
Ariège.....	44.820	43.278	12.694	12.694	16.005	17.105	42.415	8.692	4.525
Ardèche.....	22.374	28.448	29.180	29.180	27.184	21.773	43.441	17.644	17.501
Tarn.....	36.453	36.154	33.427	38.970	41.478	46.163	34.610	21.904	27.755
Tarn-et-Garonne....	37.846	34.518	35.614	36.437	39.430	40.645	45.763	28.286	24.696
Yonne.....	38.670	39.630	40.892	40.892	42.232	36.895	38.206	27.374	47.337

Années	Aude	Gard	Hérault	P.-Orient ¹	B.-du-Rh.	Var
—	—	—	—	—	—	—
1850 ...	69.606	78.000	114.228	47.930	43.390	81.852
1851 ...	—	—	115.965	47.939	43.387	—
1852 ...	—	—	117.859	—	43.428	—
1853 ...	—	78.739	119.443	46.320	43.530	—
1854 ...	—	—	123.723	—	43.670	—
1855 ...	71 222	—	129.281	44.349	43.800	80.875
1856 ...	—	77.766	138.027	44.410	43.650	—
1857 ...	—	77.800	147.983	44.405	43.975	—
1858 ...	—	80.200	158.622	44.835	44.230	—
1859 ...	—	80.800	166.987	—	44.384	—
1860 ...	69.611	82.300	179.585	45.222	44.925	82.350
1861 ...	—	88.169	186.590	45.650	45.112	—
1862 ...	—	95.500	138.620	45.890	45.900	—
1863 ...	—	95.988	193.060	51.490	45.692	—
1864 ...	—	—	201.801	51.559	45.797	—
1865 ...	80.789	94.200	207.472	52.540	45.875	74.018
1866 ...	—	—	209.218	52.660	45.728	—
1867 ...	—	88.570	210.773	53.044	45.870	—
1868 ...	—	90.038	212.640	53.106	45.659	—
1869 ...	—	90.582	213.848	53.364	45.760	—
1870 ...	82.843	88.367	214.786	54.955	45.720	79.851
1871 ...	91.454	88.570	215.462	55.164	45.799	80.841
1872 ...	95.363	86.369	220.389	55.848	41.317	83.711
1873 ...	67.677	82.853	218 956	56.117	—	83.868
1874 ...	106.077	81.906	220.491	56.885	42.389	89.575
1875 ...	96.375	70.976	213.899	57.674	50.095	85.088
1876 ...	105.699	35.635	199.711	57.695	44.785	81.704
1877 ...	108.143	23.742	167.145	57.700	36.804	72.206
1878 ...	112.463	17 487	142.125	68.253	23.585	72.060
1879 ...	117.503	14.190	118.655	69.729	21.200	49.037
1880 ...	123.155	18.120	106.189	73.206	7.907	49.328
1881 ...	128.287	15.695	87.715	73.657	9.030	58.346
1882 ...	131.999	17.409	87.290	76.030	9.439	45.122
1883 ...	126.924	20.422	91.898	61.361	13.908	46.040
1884 ..	118.913	19.702	87.219	54.991	13.555	45.810
1885 ...	111.619	23.347	95.658	52.602	13.831	43.229
1886 ...	91.990	28.822	103.903	50.214	16 732	46.374
1887 ...	93.201	31.913	86.615	46.646	17.067	68.808
1888 ...	102.930	38.245	111.471	43.756	18.720	—

1889 ...	94.217	42.284	131.442	45.639	18.198	42.188
1890 ...	97.405	41.142	140.497	45.970	17.066	33.072
1891 ...	100.555	46.510	154.243	49.640	19.811	39.525
1892 ...	113.729	45.286	173.025	53.111	20.695	38.234
1893 ...	117.440	54.216	183.025	54.084	22.211	38.496
1894 ...	117.174	52.933	—	53.119	22.766	38.105
1895 ...	120.329	57.242	182.959	55.056	24.702	36.971
1896 ...	121.935	60.163	170.783	55.283	26.131	40.699
1897 ...	122.859	63.289	182.976	58.815	26.794	43.439
1898 ...	123.425	69.715	186.093	57.370	26.136	45.106
1899 ...	125.130	71.043	188.387	61.949	27.148	44.802
1900 ...	133.568	74.133	191.352	63.449	28.888	45.341
1901 ...	133.629	74.473	192.076	65.618	28.645	51.203
1902 ...	131.036	75.030	191.756	64.680	30.338	52.146
1903 ...	129.516	76.892	191.709	69.827	28.140	52.896
1904 ...	128.169	77.068	189.010	64.246	27.854	51.916
1905 ...	131.024	77.244	189.104	64.653	29.074	52.104
1906 ...	—	—	—	—	—	—
1907 ...	120.415	71.664	178.657	60.535	27.462	52.564
1908 ...	117.948	71.479	178.928	60.832	27.341	53.857
1909 ...	117.891	69.151	176.302	60.586	26.840	51.510
1910 ...						

Ainsi l'Aude est passé de 69.606 hectares en 1850 à 117.891 en 1909.

Le Gard, après avoir enregistré un maximum de 94.988 en 1863, retombe, en 1909, à 69.151.

L'Hérault compte 114.228 en 1850, 22.492 en 1874 et 176.302 en 1909.

Les Pyrénées-Orientales s'inscrivent en 1850 avec 47.930 et 60.586 en 1909.

Par contre, les Bouches-du-Rhône ont sérieusement diminué, de 43.390 elles sont réduites à 26.840.

Le Var a aussi rétrogradé de 81.852 à 51.510.

On verra plus loin que, pour ces deux départements, la diminution des surfaces a été compensée, dans une large mesure, par l'accroissement des rendements (1).

(1) Voyez, *infra*, p.

En surface les 4 départements du Midi représentent :

En 1863.....	18	o/o	de la surface totale
1869.....	18	—	— — —
1875.....	18	—	— — —
1890.....	18	—	— — —
1897.....	25	—	— — —
1900.....	27	—	— — —
1910.....	25	—	— — —

soit un quart du vignoble national.

*
* *

A côté de la France proprement dite, il y a ce qu'on est convenu d'appeler la nouvelle France: l'Algérie, possède un vignoble dont la surface a été sans cesse en croissant jusqu'en 1905.

En 1878, il occupait seulement 17.614 hectares. En 1909 cette surface a été portée à 125.586 hectares après être passée par 167.657 en 1905. Il y a donc une diminution, mais l'Algérie se place encore immédiatement après l'Hérault.

Voici, en hectares, les variations du vignoble algérien :

1878 ...	17.614	1889 ..	94.842	1900 ...	145.226
1879 ...	19.994	1890 ..	98.541	1901 ...	151.877
1880 ...	23.723	1891 ..	107.048	1902 ...	160.792
1881 ...	»	1892 ..	108.843	1903 ...	163.743
1882 ...	39.000	1893 ..	110.485	1904 ...	165.964
1883 ...	»	1894 ..	114.887	1905 ...	167.657
1884 ...	50.000	1895 ..	113.810	1906 ...	164.324
1885 ...	60.410	1896 ..	118.118	1907 ...	146.985
1886 ...	69.675	1897 ..	118.123	1908 ...	141.284
1887 ...	78.687	1898 ..	123.900	1909 ...	125.386
1888 ...	88.326	1899 ..	138.497		

Ainsi, non seulement le déplacement de la culture vers le sud-est de la France est un fait accompli et les départements du Midi oriental se sont spécialisés dans la culture de la vigne, mais au-dessous d'eux et formant bloc avec eux, l'Algérie apporte à la concentration son contingent, et c'est là un des facteurs principaux de l'engorgement.

Passons aux productions pour toute la France. Les récoltes annuelles sont les suivantes :

Récolte totale en hectolitres :

1850	45.266.000	1881	34.438.715
1851	39.429.000	1882	30.886.352
1852	28.636.000	1883	36.029.182
1853	22.662.000	1884	34.780.726
1854	10.824.000	1885	28.536.151
1855	15.175.000	1886	26.063.345
1856	21.294.000	1887	24.333.284
1857	35.410.000	1888	30.102.151
1858	53.919.000	1889	23.223.572
1859	28.891.000	1890	27.416.327
1860	39.558.000	1891	30.139.755
1861	29.738.000	1892	29.082.134
1862	37.110.000	1893	50.069.770
1863	51.372.000	1894	39.052.809
1864	50.653.000	1895	26.687.575
1865	68.943.000	1896	44.656.153
1866	63.838.000	1897	32.350.722
1867	39.128.000	1898	32.282.359
1868	52.098.000	1899	47.907.680
1869	70.000.000	1900	67.352.261
1870	54.535.000	1901	57.963.514
1871	56.901.000	1902	39.883.783
1872	50.155.000	1903	35.402.336
1873	35.716.000	1904	66.016.567
1874	63.146.000	1905	56.666.104
1875	83.836.000	1906	52.079.052
1876	41.847.000	1907	66.070.273
1877	56.405.000	1908	60.545.265
1878	48.720.000	1909	54.445.860
1879	25.770.000	1910	
1880	29.677.000		

La production du vin, qui échappe à toute direction, est essentiellement anarchique. La nature jette sur le marché, tantôt des torrents de vin, tantôt des ruisselets.

De 1850 à 1854 nous assistons à une diminution croissante de la récolte. De 45.266.000 hectolitres on tombe à 10.824.000 hectolitres en 1854. Puis, le remède de l'oïdium étant trouvé, les récoltes se relèvent peu à peu et atteignent 53.919.000 hectolitres en 1858.

En 1859, régression de 50 o/o, et pendant quatre années les récoltes oscillent entre 28 et 39 millions d'hectolitres ; 1863 et 1864 accusent une augmentation sensible, 51 et 50 millions d'hectolitres.

Puis, vient cette période décennale, de 1865 à 1875, où se placent des récoltes qu'on n'a pas encore revues : 68.943.000 hectolitres en 1865, 70 millions en 1869, 83.836.000 en 1875.

Ces productions énormes sont parfois suivies de récoltes déficitaires de moitié. C'est ainsi que 1867 n'apporte que 39.128.000 hectolitres et 1876, 41.847.000.

A partir de 1877, qui se classe avec 56.405.000, on commence à ressentir les effets du phylloxera qui réduisent peu à peu les récoltes sans jamais les amener cependant au minimum instauré par l'oïdium.

C'est ainsi qu'en 1879 on descend au chiffre de 25.770.000 hectolitres, en 1889 à celui de 23.223.572 hectolitres. C'est là le minimum phylloxérique.

1893 s'établit à 50.069.770, 1896 à 44.656.153 et 1899 à 47.907.680.

Arrive 1900, on enregistre 67.352.261 hectolitres. Voici, semble-t-il, l'ère des grosses récoltes qui va reprendre, mais 1901, 1902 et surtout 1903, avec ses 35.402.336 hectolitres, montrent bien que l'on ne peut pas compter sur une régularité quelconque dans les produits.

1904 remonte à 66.016.567 hl. et 1907 à 66.070.273 hl. Puis nouvelle diminution qui porte 1909 à 54.445 860 hectolitres seulement.

Si l'on jette un coup d'œil sur les statistiques données, on n'est pas sans s'apercevoir aisément que lors des années 1865, 1869, 1875, les récoltes au lieu d'être localisées dans cinq ou six départements du midi oriental étaient bien réparties sur tout le territoire français.

Ainsi en 1875, 25 départements produisirent à peu près un million d'hectolitres chacun. Il ne pouvait pas y avoir engorgement du marché — le vin étant produit là où se trouvait le consommateur — il n'y avait pas comme on le voit maintenant, la moitié et plus de la production concentrée dans quatre départements excentriques.

Les quatre départements gros producteurs : Aude, Hérault, Gard et Pyrénées-Orientales ne représentaient dans la production, en 1875, année maximum, que les 18/100 de la production totale.

En 1899, ils représentaient plus de 50 o/o.

En 1909, à eux quatre, exactement 50 o/o.

Pour apprécier toute l'importance du bloc méditerranéen, il faut y joindre encore les Bouches-du-Rhône et le Var, qui ne sont pas des quantités négligeables.

L'ensemble de ces six départements du Midi oriental, représentent 50 o/o de la production métropolitaine pour 1908 et 54 o/o pour 1909.

Pour l'Aude, de 657.364 hectol. en 1850 la production atteint 6.118.819 hectol. en 1909, le minimum est en 1856 avec 171.476 hectol. et le maximum en 1907 avec 8.383.584 hectolitres.

Le Gard se place en 1850 avec 1.258.461 hectolitres et arrive à 4.178.425 hectolitres en 1909.

C'est le phylloxera qui lui attribue son minimum en 1878 avec 124.741 hectolitres.

Il passe par son maximum en 1907 avec 4.248.077 hl.

L'Hérault s'inscrit en 1850 avec 3.943.530 hl., décline vers son minimum qu'il franchit en 1856 avec 1.045.518, puis progresse vers 4, 5, 6, 8, 9. 12.801.054 hl. en 1865 et atteint son maximum en 1869 avec 15.236.950 hl., puis diminue et gagne à nouveau quelques points en 1872 avec 14.868.111 hl.

De 1865 à 1875 la moyenne de production, en s'en tenant simplement aux unités de millions, est de 12 millions 9.

Quant au département des Pyrénées-Orientales il s'établit en 1850 avec 262.341 hl., descend vers le minimum qu'il atteint en 1855 avec 93.775 hl. et arrive à son maximum en 1907 avec 4.520.983 hl.

On observe la même tendance pour les Bouches-du-Rhône et le Var.

En définitive, à l'exception de l'Hérault, dont la production avait déjà atteint dans la période décennale 1865-1875 un maximum qu'elle n'a pas dépassé dans la période 1899-1909 l'ensemble des autres départements du Midi ont vu leur production s'accroître à tel point qu'à eux seuls ils centralisent sur une surface assez restreinte par rapport à la totalité de notre territoire une production énorme.

La production dans les départements du midi oriental reflète très nettement le caractère de concentration et de spécialisation.

On suit facilement cette marche en examinant les chiffres suivants (1) :

(1) *Bulletin de statistique*, op. cit.

Années	Aude	Gard	Hérault	P.-Orient.	B.-du-R.	Var
1850	657.564	1.258.461	3.943.330	262.344	330.834	937.332
1851	1.031.280	1.286.031	3.730.453	406.310	472.535	640.054
1852	638.659	1.193.986	4.206.844	463.126	415.653	909.383
1853	579.398	644.060	2.899.674	257.970	380.790	478.799
1854	232.110	795.324	1.629.013	162.369	444.632	456.559
1855	254.594	1.165.991	2.233.031	93.775	490.797	582.787
1856	171.476	976.028	1.045.518	111.900	395.424	745.327
1857	368.370	1.497.136	2.497.844	161.908	340.620	734.875
1858	452.116	1.565.423	4.693.494	350.259	450.827	1.008.216
1859	385.518	902.073	5.300.485	325.903	475.605	741.017
1860	1.341.042	1.111.855	6.939.448	482.355	425.780	618.322
1861	1.313.172	1.223.897	8.866.499	471.781	385.614	662.272
1862	1.212.937	1.466.000	8.740.467	480.434	318.459	514.492
1863	1.641.571	1.450.000	9.518.329	524.806	379.053	738.993
1864	1.508.396	1.702.000	9.921.157	439.874	419.300	886.852
1865	1.901.537	2.115.000	12.801.054	515.895	594.582	1.111.808
1866	1.282.816	1.820.000	11.727.079	600.600	402.082	811.097
1867	1.498.348	1.761.680	13.771.415	487.638	336.793	735.223
1868	1.505.544	1.732.685	13.993.350	469.319	416.415	942.015
1869	2.197.903	2.044.485	15.236.970	631.275	458.700	1.002.262
1870	1.983.965	2.172.018	13.849.036	849.804	379.734	968.029
1871	2.703.992	1.799.158	12.692.895	875.650	277.495	1.005.096
1872	2.255.827	2.365.463	14.868.111	751.773	280.585	942.147
1873	2.944.798	1.418.251	13.454.673	1.231.832	196.900	854.498
1874	3.322.244	1.739.507	13.071.312	1.400.489	316.225	1.324.215
1875	3.719.049	943.966	9.423.493	1.452.473	289.092	1.403.754
1876	2.626.413	241.275	6.464.739	978.444	182.334	740.942
1877	3.168.464	233.882	6.842.467	1.403.250	157.3.9	540.667
1878	2.420.865	124.744	4.094.159	991.820	44.645	480.646
1879	3.477.412	439.640	4.703.371	1.488.200	62.534	389.466
1880	4.500.342	293.063	5.066.899	1.732.000	74.461	287.646
1881	4.794.620	298.060	3.792.980	1.752.060	74.874	395.332
1882	4.981.201	378.522	3.499.819	1.430.465	404.964	367.027
1883	4.844.441	450.663	2.745.037	1.374.517	154.668	436.900
1884	4.371.771	655.010	2.575.704	1.407.477	136.589	322.334
1885	2.096.043	456.490	2.118.130	806.307	145.210	229.374
1886	2.372.910	749.383	2.993.426	1.475.209	286.386	260.859
1887	1.896.843	921.960	3.746.989	837.213	351.557	363.302
1888	2.861.056	1.465.340	4.507.775	1.421.822	996.035	329.740
1889	2.276.691	1.409.046	4.418.495	781.487	652.057	216.473
1890	2.856.380	1.626.462	6.045.743	1.261.380	990.972	400.438
1891	2.711.097	1.527.612	5.201.564	1.063.349	1.012.398	521.992
1892	3.297.400	1.993.808	7.054.353	1.653.236	1.452.909	660.670
1893	4.414.601	2.045.722	7.488.032	1.844.552	1.210.417	620.585
1894	4.785.237	2.220.297	8.806.526	1.940.790	1.192.756	519.208
1895	2.186.974	1.108.448	4.088.046	1.807.292	817.593	548.686
1896	3.608.958	1.748.547	7.623.059	2.038.079	914.524	804.853
1897	4.028.372	2.739.083	10.097.796	2.143.068	1.200.882	875.753
1898	3.056.186	1.498.598	6.745.000	1.100.370	915.459	682.306
1899	5.330.781	3.656.363	12.360.400	2.915.403	1.324.403	1.234.968
1900	6.313.101	3.794.796	11.493.728	2.891.878	1.720.040	1.724.358
1901	5.230.845	3.172.150	9.529.580	2.280.841	1.470.300	1.344.324
1902	4.502.374	2.464.498	6.957.325	1.545.911	970.889	1.444.474
1903	3.154.751	2.385.459	5.896.700	2.080.055	1.435.809	709.609
1904	6.492.676	3.316.220	12.675.000	2.897.361	1.479.148	1.641.952
1905	5.337.421	2.073.951	10.942.000	2.355.256	1.066.941	1.337.766
1906	4.340.489	2.228.496	8.200.000	1.797.489	894.444	1.345.077
1907	8.383.584	4.248.077	13.395.227	4.520.583	1.349.828	1.753.803
1908	6.497.472	4.146.770	13.479.476	3.386.641	1.257.267	1.668.899
1909	6.148.849	4.178.425	13.480.923	3.389.777	1.088.577	1.388.592

PRODUCTION EN HECTOLITRES

DÉPARTEMENTS	1850	1860	1865	1869	1875	1880	1890	1900	1909
Charente Inférieure..	4,269,469	3,055,000	8 038 795	7,417,049	8,694,334	4,873,944	378,665	4,648 853	1,350,825
Gironde.....	2,296 559	4,631 531	3,068 000	4 540 289	5,279 410	4,660,235	1,593,911	5,738,407	3,748,283
Gers.....	4,352,258	4,566,520	2,088,686	4,905 465	4,495,033	4,237 031	897,073	4 535,770	875,890
Charente.....	2,029,791	2,008,443	4 847,510	5,286,768	3,439,757	835 807	84,442	473,212	579,563
Lot-et-Garonne.....	674,300	4,400,900	1,491,100	4,565,500	4,393 800	667,260	230,831	805,240	962,507
Lot.....	615,610	464,925	580,400	568,595	591,433	330,275	67,938	218,309	390,860
Landes.....	395,734	258,867	373,247	461,631	387,378	318,674	271 801	706,518	246,832
Basses-Pyrénées.....	384,274	47 677	480,494	479,072	459,245	99,547	444,720	459,929	224,109
Hautes-Pyrénées.....	463,538	94 694	272,097	273,637	448,725	441 237	91 735	98,886	74,780
Haute-Garonne.....	670,497	581,746	4,235,074	755,429	4,078,003	4,008,219	386,458	1,107,793	746,376
Ariège.....	»	46,202	423,210	12,694	46,005	98,334	57,358	124,450	69,287
Ardèche.....	233 040	433,563	254 603	481,471	220,436	87 291	402 680	359 807	455,485
Tarn.....	603,462	421,800	848,625	714,684	847,380	978,405	51 613	698,361	935,408
Tarn-et-Garonne.....	375,342	206,494	575,889	484,683	456 877	406,857	217,011	697,840	619,297
Yonne.....	289,298	4,017,733	4,200 821	713,011	2 862,853	494,755	372,702	963,436	250,789

Tout au contraire la production a généralement diminué dans les départements que nous avons pris comme exemples dans notre première et deuxième parties.

Si nous groupons les récoltes métropolitaines par périodes décennales nous obtenons les moyennes suivantes :

1850-59 ...	30.251.000	1884-93 ...	28.870.643
1860-69 ...	30.244.000	1885-94 ...	30.274.701
1868-77 ...	36.388.067	1886-95 ...	30.701.909
1869-78 ...	36.813.963	1887-96 ...	30.517.052
1870-79 ...	35.304.935	1888-97 ...	32.476.333
1871-80 ...	51.702.919	1889-98 ...	33.278.076
1872-81 ...	49.198.353	1890-99 ...	33.496.097
1873-82 ...	46.941.182	1891-900 ..	33.964.508
1874-83 ...	45.053.061	1892-01 ...	39.958.142
1875-84 ...	45.044.842	1893-02 ...	42.740.538
1876-85 ...	42.209.054	1894-03 ...	43.820.703
1877-86 ...	36.679.144	1895-04 ...	45.050.335
1878-87 ...	34.997.326	1896-05 ...	48.048.188
1879-88 ...	31.793.409	1897-06 ...	48.790.478
1880-89 ...	29.931.693	1898-07 ...	52.162.433
1881-90 ...	29.677.095	1899-08 ...	54.988.724
1882-91 ...	29.450.980	1900-09 ...	54.717.292
1883-92 ...	29.051.064		

Ce groupement a pour but de montrer que l'on pourrait corriger les écarts de la production désordonnée par une organisation permettant de reporter sur les années déficitaires les excédents des périodes d'abondance.

L'importance du rendement à l'hectare, qui procède de la culture et des accidents de toutes sortes, a été notée dans le tableau ci-dessous :

1850.....	20.75 (1)	1879..... (2)	11.53
1851.....	18.08		11.00
1852.....	13.26	1880..... (2)	15.02
1853.....	10.45		14.00
1854.....	4.97	1881.....	17.16
1855.....	6.98	1882.....	17.83
1856.....	9.81	1883.....	21.21
1857.....	18.24	1884.....	16.41
1858.....	24.69	1885.....	16.58
1859.....	13.75	1886.....	16.24
1860.....	17.94	1887.....	13.61
1861.....	13.40	1888.....	16.67
1862.....	16.60	1889.....	13.08
1863.....	22.59	1890.....	15.08
1864.....	22.45	1891.....	17.09
1865.....	30.06	1892.....	16.11
1866.....	27.85	1893.....	27.84
1867.....	16.90	1894.....	22.40
1868.....	22.34	1895.....	15.30
1869.....	29.79	1896.....	26.84
1870.....	23.32	1897.....	19.67
	24.42	1898.....	18.90
1871.....	24.01 (2)	1899.....	28.68
	22.61	1900.....	42.57
1872.....	21.13 (2)	1901.....	37.11
1873.....	15.00	1902.....	26.61
	29.25	1903.....	22.18
1874.....	26.00 (2)	1904.....	39.93
	32.64	1905.....	34.00
1875.....	35.00 (2)	1906.....	34.00
	18.54	1907.....	40.00
1876.....	17.00 (2)	1908.....	37.00
	13.62	1909.....	33.00
1877.....	14.00 (2)	1910.....	
	21.96		
1878.....	21.00 (2)		

(1) *Annuaire statistique.*(2) *Bulletin de statistique.*

Le minimum s'observe en 1854 avec 4.97 et le maximum en 1900 avec 42.57.

*
* *

Seulement il n'y a pas que les productions métropolitaines, il faut maintenant compter avec celle de nos départements algériens. En 1876, la récolte de l'Algérie était à peine de 221.000 hectolitres ; en 1909 elle atteint 8.228.719 hl. et se place par conséquent immédiatement après celle de l'Hérault.

Ci-dessous le mouvement de la production algérienne de 1876 à 1910 (1) :

1876.....	221.000	1894.....	3.937.432
1878.....	338.220	1895.....	3.797.693
1879.....	351.525	1896.....	4.346.532
1880.....	432.580	1897.....	4.367.758
1881.....	947.000	1898.....	5.221.700
1882.....	700.000	1899.....	4.648.007
1883.....	822.000	1900.....	5.444.179
1884.....	896.000	1901.....	5.563.032
1885.....	1.018.300	1902.....	3.666.111
1886.....	1.569.284	1903.....	5.973.677
1887.....	1.902.457	1904.....	7.915.584
1888.....	2.728.373	1905.....	7.740.353
1889.....	2.512.198	1906.....	6.905.720
1890.....	2.844.130	1907.....	8.601.228
1891.....	4.038.412	1908.....	7.803.734
1892.....	3.642.479	1909.....	8.228.719
1893.....	2.866.870		

(1) Nous ne tenons pas compte de la Tunisie, qui est soumise à l'importation à un régime spécial et où les quantités produites sont encore insignifiantes.

Nous avons réuni dans cette section, des documents sur les prix moyens de vente des vins à la propriété. Ces prix varient suivant que le vin est livré en gros, en demi-gros, ou au détail au surplus, le prix de vente chez le producteur, ne concorde pas avec celui payé par le consommateur : le passage du vin du premier au second, est grevé, en dehors des taxes fiscales, des commissions diverses prélevées par le négoce, de diverses autres charges qu'il n'est pas facile de réduire, le logement et les tarifs de transport.

LOGÈMENT DU VIN

En raison de son poids, le vin nécessite des vaisseaux solides ; en raison de son volume, des récipients encombrants et ces récipients doivent réunir un certain nombre de qualités. Grâce, cependant, à l'emploi de la machine, on arrive à se procurer la pièce de 225 litres pour 9 fr. 50. Mais quand le prix des vins est très bas, ce qui est le cas en temps de crise, le contenant vaut parfois plus que le contenu ; et la charge du logement apparaît comme très lourde à supporter.

Pour les grosses quantités, on emploie depuis ces dernières années des wagons spéciaux dénommés wagons-foudres, wagons-citernes, wagons-réservoirs.

Ces wagons, aménagés d'une manière très pratique, circulent dans des conditions excessives de bon marché, parce qu'elles réduisent au minimum le travail de la compagnie ; ils sont la propriété de sociétés commerciales ou de groupements viticoles qui les mettent en location. Nous avons vu qu'ils avaient permis la vente au déballage.

Mais on ne peut utiliser les wagons-foudres que pour les qualités communes ; les vins fins ne supporteraient pas ce genre de logement.

LES MOYENS DE TRANSPORT

Le transport des vins s'effectue par voie de terre, voie ferrée ou par eau.

La charrette n'est utilisée que pour les livraisons à faible distance, et dans les pays de montagne où elle reste l'unique moyen de circulation.

Les canaux offrent des conditions très économiques de transport, mais ils sont peu utilisés en raison des lenteurs qu'ils comportent, et la plupart des expéditions empruntent aujourd'hui les voies ferrées.

LES TARIFS DE TRANSPORTS

Les prix de transport perçus par les Compagnies sont décroissants avec la quantité transportée. Ainsi qu'il résulte du tableau suivant, l'emploi du wagon-réservoir accentue encore les différences :

Prix par tonne (P. V.)

		EN FUTS		
		Par expéditions partielles	Par 5.000 kgr.	Par wagon-foudre
		—	—	—
De Montpellier à Paris		48 60	30 90	27 50
—	Lyon	26 95	17 50	16 90
—	Bordeaux.	30 85	14 10	13 50
—	Orléans. .	44 90	38 10	35 20
—	Besançon.	39 50	29 »	28 40
—	Clermont-			
	Ferrand..	27 60	22 10	21 50

Pour les fûts pleins (1), c'est actuellement le *Tarif 6*, *Barème A* et *Barème 5* qui, en dehors des « *prix fermes* », règle la question du transport des vins sur l'ensemble du réseau P.-L.-M.

Le *Barème A* est applicable aux envois de *50 kilos et au-dessus*, mais n'atteignant pas 5.000 kilos ou ne payant pas pour ce poids.

Le *Barème 5* s'applique aux tonnages *d'au moins 5.000 kilos*.

1° *Barème A* :

Jusqu'à 100 kilomètres : 0 fr. 09 par tonne et kilom.

De 101 à 200 kilomètres : 0 fr. 08 par tonne et kilom.

De 201 à 400 kilomètres : 0 fr. 065 par tonne et kil.

De 401 à 700 kilomètres : 0 fr. 05 par tonne et kilom.

Au-dessus de 700 kilomètres : 0 fr. 04 par tonne et kil.

Mais il faut bien savoir que chacune de ces taxations se *juxtapose à la précédente* et c'est ainsi qu'on arrive à un prix de transport de *45 fr. 04* et non pas de *28 fr. 04* comme on pourrait être tenté de le croire, pour une tonne de vin parcourant 701 kilomètres, au *Barème A*.

2° *Barème 5* :

Jusqu'à 150 kilomètres : 0 fr. 08 par tonne et kilom.

De 151 à 200 kilomètres : 0 fr. 07 par tonne et kilom.

Au-dessus de 200 kilomètres : 0 fr. 04 par tonne et kil.

Les trois bases successives étant juxtaposées, comme pour le *Barème A*, il s'ensuit que, par wagon de 5.000 k. pour 701 kilomètres parcourus, la tonne de vin coûte *35 fr. 54*.

(1) *Fûts pleins* : Tarif spécial 6 pour le trafic intérieur (P.-L.-M. seulement); tarif spécial 206 pour le trafic direct 2 ou plusieurs des grands réseaux).

Pour être complet, il faut ajouter que le *Barème 5* n'est pas toujours appliqué dans son entier, et que, dans divers cas, il n'est utilisé que pour une partie du parcours et soudé ensuite à ce qu'on nomme : « *les prix fermes* ».

Ces « *prix fermes* » visent surtout la destination de *Bercy*. Ils existent notamment au départ de *Sens*, *Auxerre*, *Tonnerre*, *Avallon*. Ils existent bien aussi en faveur de *Lyon*, *Chalon-sur-Saône*, *Dijon*, *Gray*, *Is-sur-Tille*, *Besançon* et *Belfort*, mais pour ces différentes villes, ils ne sont applicables qu'au départ de *Marseille*, *Cette* ou *Saint-Louis-du-Rhône*, c'est-à-dire aux provenances d'*Algérie-Tunisie*, ce qui constitue un avantage au profit des vins expédiés par ces colonies sans compensation pour ceux de la Métropole. Qu'on en juge :

1° Prix ferme de *Marseille à Lyon* (distance 361 kilomètres), 17 fr. 50 par tonne. Par le *Barème 5*, pour la même distance, 21 fr. 95.

2° Prix ferme de *Marseille à Belfort* (distance 670 kilomètres) 32 francs par tonne. Par le *Barème 5*, pour la même distance, 34 fr. 30.

A côté des « *prix fermes* » il existe une autre série dite : « *De toute gare du P.-L.-M. pour Bercy* », sous condition d'un tonnage minimum de 7.000 kilos ou par *wagons-réservoirs* d'au moins dix tonnes. La voici :

Jusqu'à 130 kilomètres, prix ferme : 10 fr. 40 ;

De 131 à 600 kilomètres : 0 fr. 03 par tonne et kilomètre ;

De 601 à 700 kilomètres : 0 fr. 02 par tonne et kilomètre ;

701 kilomètres et au-dessus : 0 fr. 01 par tonne et kilomètre.

Les 130 premiers kilomètres conservant toujours leur prix ferme de 10 fr. 40, et les autres se juxtaposant,

nous arrivons aux constatations suivantes : Une expédition de 7.000 kilos parcourant 700 kilomètres à destination de Bercy, paiera :

1° Pour les 130 premiers kilomètres..	10 40
2° Pour les 470 kilomètres suivants...	14 10
3° Pour les 100 derniers kilomètres...	2 »
Total.....	<u>26 50</u>

par tonne, tandis que si ce même envoi est fait pour une autre destination, tout en effectuant le même parcours de 700 kilomètres, il coûtera, nous l'avons vu plus haut, *35 fr. 50* au *Barème 5*.

Différence : *9 francs* par tonne, en faveur de la destination de *Bercy*.

Pour les fûts vides (1) :

1° Le prix de la tonne ne peut jamais dépasser *20 fr.* jusqu'à 200 kilomètres.

2° Il existe un prix ferme, de *Lyon pour toutes gares Midi*, moyennant le prix uniforme de *2 fr. 50 par fût*, pour une expédition d'au moins *12 fûts*, et, enfin,

3° *Par le tarif 26*, toute expédition d'au moins *12 fûts*, peut être faite, de *toute gare à toute autre gare*, au prix unique de *5 francs* par fût (2).

Les viticulteurs voudraient voir appliquer des tarifs plus réduits, ils voudraient surtout que les tarifs fussent proportionnellement décroissants avec la distance, afin

(1) *Fûts vides : ordinaires*. Tarif spécial 25 pour le trafic intérieur et tarif spécial 125 pour le trafic direct.

Fûts vides : en retour (récépissé de l'expédition à plein présenté). Tarif spécial 26 pour le trafic intérieur et tarif spécial 126 pour le trafic direct.

(2) DUBOIS, Rapport au Congrès de Villefranche-sur-Saône 7 novembre 1909. — *J. officiel a.* N° 2946, 18 mai 1910.

que certaines régions ne soient pas favorisées d'une prime au détriment des autres.

Les vins du Midi qui proviennent d'une région tout à fait excentrique par rapport à la consommation qui se répartit sur tout notre territoire, paient proportionnellement plus cher que les vins du Centre et de l'Est, plus rapprochés du consommateur.

Des tarifs spéciaux permettent aux vins d'Algérie d'arriver sur le marché de Paris au même prix que ceux du Midi. D'Alger à Paris, viâ Marseille, les prix sont en effet : par cinq cents kgs. 42 fr.; par dix mille 39 fr.; par cinquante mille 38 fr.

Pour la voie ferrée, le prix entre dans ce total pour : par cinq cents kgr. 27 fr.; par dix mille 24 fr. 60; par cinquante mille 23 fr. 60. Les prix sont sensiblement les mêmes de Montpellier à Paris.

Il existe un moyen pratique de réduire les frais de transport des petites quantités :

Si un viticulteur expédie une pièce de vin isolée de Montpellier à Paris, il paie le port par tonne proportionnée au tarif maximum, soit 15 fr. 10. Mais s'il s'adresse à une agence de groupage, il ne paiera plus que 15 fr. 10 — 4 fr. 10 soit 11 francs. Il y a donc une économie de 4 francs. Comme le consommateur paiera le prix fort, il en résulte pour le viticulteur un bénéfice important.

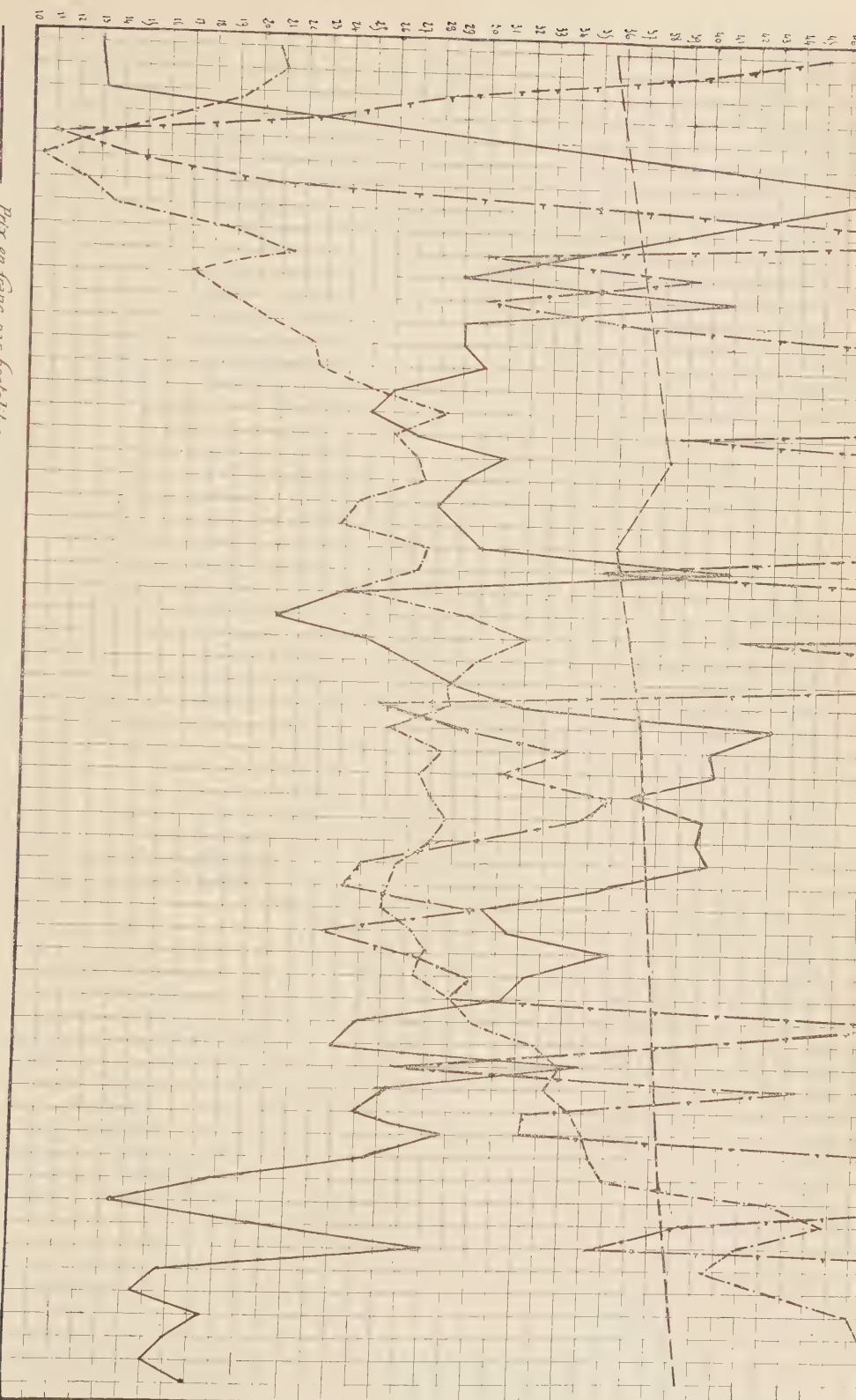
Les bonifications que procure le groupage constituent donc une prime à la vente extra locale ; pour Paris elle relève le prix de l'hectolitre de 2 francs, le viticulteur pour attirer les clients peut réduire son prix d'une somme égale.

L'agence se charge aussi du retour des fûts vides qui bénéficient encore d'un tarif de faveur.

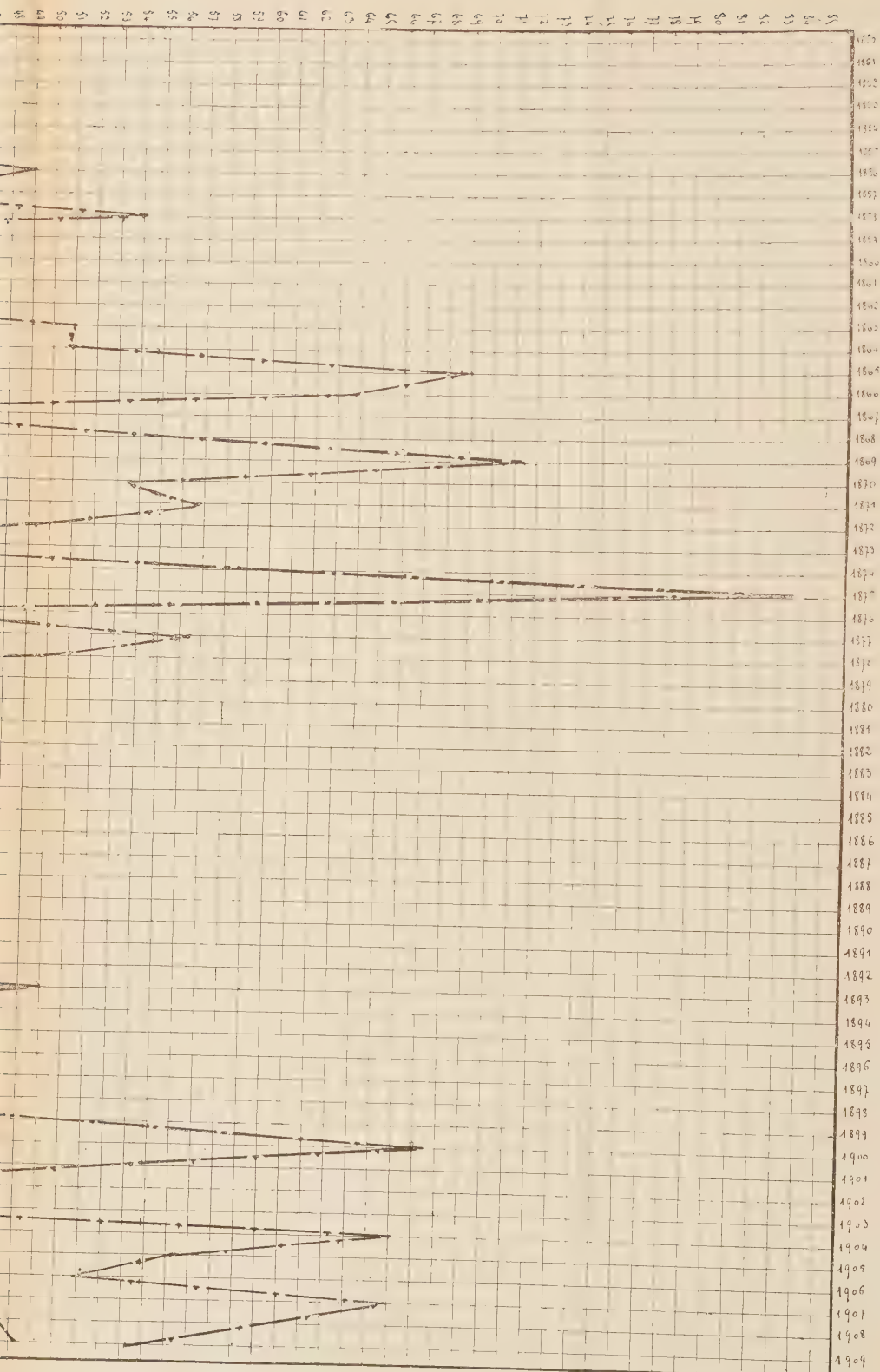
*
* *

D'après le *Bulletin de statistique* les prix moyens de vente en gros à la propriété ont été les suivants :

1850	12,97	1880	43,00
1851	10,00	1881	40,26
1852	13,14	1882	40,44
1853	»	1883	37,01
1854	»	1884	40,00
1855	»	1885	37,87
1856	49,00	1886	40,29
1857	»	1887	33,98
1858	»	1888	30,41
1859	»	1889	31,55
1860	29,00	1890	36,10
1861	41,00	1891	32,30
1862	29,00	1892	31,30
1863	—	1893	25,10
1864	30,00	1894	23,80
1865	26,00	1895	34,80
1866	25,00	1896	26,25
1867	27,00	1897	24,97
1868	31,00	1898	28,88
1869	29,00	1899	25,48
1870	28,00	1900	17,96
1871	29,00	1901	14,43
1872	30,00	1902	20,23
1873	41,00	1903	28,12
1874	24,00	1904	16,73
1875	21,00	1905	15,59
1876	25,00	1906	18,36
1877	27,00	1907	16,91
1878	29,00	1908	16,00
1879	32,00	1909	18,00



Prix en franc par hectolitre
Consommation par hectolitre
Production de la France métropolitaine en hectolitres



En 1850, on constate une légère reprise sur les cours antérieurs, les prix s'établissent à 12 fr. 97. L'année suivante, ils se tassent à 10 francs.

Mais voici venir l'oïdium, le vin se fait rare, la récolte de 1852 est seulement de 28.636.000 hectolitres, celle de 1853, de 22.662.000, et celle de 1854, la plus faible du XIX^e siècle, de 10.824.000. Le prix moyen s'élève alors et atteint 49 francs en 1856.

En 1858 le rendement s'élève et les prix fléchissent légèrement.

A partir de 1860 et jusqu'à 1869, les récoltes augmentent, elles atteignent 71.375.965 hectolitres en 1869, les prix se maintiennent cependant à 28, 29 et 30 francs. Enfin, sous l'influence de la récolte de 1874, 63.074.564, le prix moyen passe à 24 francs. L'année fameuse, 1875, avec ses 83.836.391 le ramène à 21 francs.

Le prix moyen de la période décennale 1865-75, pour une production moyenne de 56 millions d'hectolitres, est de 31 fr. 10.

A partir de 1876, nous sommes en pleine crise phylloxérique, les prix moyens des vins restent assez élevés pendant toute la période de reconstitution et ne recommencent à fléchir qu'en 1893 après une récolte de plus de 50 millions d'hectolitres. Mais ce que ne dit pas la statistique, c'est que pendant cette dernière période la fabrication et l'introduction de vins de toutes sortes entravent la vente des produits nationaux. Les cours baissent de 1895 à 1897. Pour cette dernière année et pour 1898, bien que les productions aient été les mêmes, l'écart entre les prix est de 4 fr. En 1899, les prix sont à 25 fr. 48 et l'arrivée de la récolte de 1900 les précipite à 17 fr. 96 puis à 14 fr. 43 en 1901. Cette année 1901 est le point culminant de la dernière crise. En 1902, la récolte

étant inférieure de 20 millions d'hectolitres environ à la précédente, les prix remontent à 20 fr., et en 1903, qui donne 35 millions d'hectolitres seulement, ils atteignent 28 fr. 12.

En 1904 et 1905, nouvel effondrement, même mouvement qu'en 1900 et 1901, de 16 fr. 73 le prix moyen descend à 15 fr. 59. Une légère diminution de récolte en 1906 fait remonter les cours à 18 fr. 36; en 1907 et 1908 nouvelle baisse, 16 fr. 91 et 16 fr. Enfin, en 1909, les prix se fixent avec tendance à la hausse à 18 fr. Ce qu'il y a de curieux à constater c'est que dans cette période décennale 1899-1909, où la moyenne des récoltes n'est que d'un peu plus de 54 millions, ce qui avec les excédents des importations sur les exportations ne représente que 58.700.000 hectolitres soit à peu près une augmentation de 2 millions d'hectolitres sur la période 1866-75, et alors que la consommation taxée seule a doublé, le prix moyen n'est que de 21 fr. 98, soit une différence d'un tiers en faveur de la période 1866-75. Quel peut bien être le mot de l'énigme de cette dépression des prix, alors que la consommation taxée a considérablement augmenté?

Si l'on jette un coup d'œil sur notre diagramme, on perçoit nettement qu'à des productions élevées correspondent inversement des prix faibles, mais au surplus, ces prix moyens ne doivent être acceptés que sous réserve de correction.

On ne peut en effet comparer économiquement la valeur absolue des prix de 1875 avec la valeur absolue de ceux de 1909.

Ces prix sont seulement relatifs et voici pourquoi : le coût de production s'est accru sous l'influence de l'aug-

mentation des impôts, des salaires et aussi des maladies de toutes sortes contre lesquelles le viticulteur est obligé de se prémunir par des applications de produits coûteux, sans compter le surcroît de dépense occasionné par la généralisation de la culture intensive rendue nécessaire par l'adoption de la vigne américaine comme porte-greffe.

En Champagne, le prix moyen des vins en gros a suivi les oscillations générales. En 1865 il est de 33 fr., en 1909 il descend à 29 francs.

Les prix de la propriété Tardy, dans le Revermont (1), sont les suivants :

1851-55	50	1875	60
1856-60	53	1876	50
1863-65	42	1877	60
1866-70	48	1878	70
1871-74	67	1879	80
1874	80	1880	

De 1851 à 1855 ils augmentent de 50 o/o par rapport à la période précédente (2), diminuent de 1863 à 1865, puis remontent et se tiennent à un niveau parallèle à celui de la moyenne générale.

Dans les Charentes, les fluctuations suivent les mêmes courbes.

(1) CONVERT. *Op. cit.*

(2) V. *supra*, p. 197

Prix de vente des vins dans les Charentes (1) :

(Les 205 litres ou 27 veltes)

1850	22	1867	50
1851	20	1868	45
1852	25	1869	30
1853	33	1870	40
1854	36	1871	45
1855	30	1872	55
1856	45	1873	60
1857	70	1874	45
1858	22	1875	32
1859	35	1876	40
1861	50	1877	65
1862	55	1878	60
1863	45	1879	95
1864	60	1880	95
1865	18	1881	110
1866	40	1882	100

A Aimargues, les variations des prix suivent le mouvement général et atteignent leurs minima en 1901 et 1904 avec le cours de 6 francs.

Ventes de la propriété Rousselier (2) :

1852	13	1858	8
1853	10	1859	15,50
1854	30	1860	17
1855	18	1861	10
1856	20	1862	
1857	15,50	1863	

En 1856, le vin était vendu au détail 0 fr. 35.

(1) BÉRAULD. *Op. cit.*

(2) *Monographie de la ville d'Aimargues*. Vidal, Paris.

Prix des vins dans la commune d'Aimargues

(Archives départementales)

	Hectares	Prix		Hectares	Prix
	—	—		—	—
1880.....	80	26	1893.....	1648	10
1881.....	63	25	1894.....	1648	14
1882.....	122	28	1895.....	1743	18
1883.....	250	21	1896.....	1783	18
1884.....	374	18	1897.....	1805	12
1885.....	280	22	1898.....	1833	17
1886.....	364	25	1899.....	1850	14
1887.....	881	14	1900.....	1870	10
1888.....	605	21	1901.....	1870	6
1889.....	1000	13	1902.....	1846	15
1890.....	995	20	1903.....	1815	22
1891.....	1331	15	1904.....	1788	6
1892.....	1214	14			

Dans les départements du Gard (1) et de l'Hérault, les prix sont les suivants :

De 1849 à 1852	5 à 8 francs
1856	35 à 40 —
1858	5 à 7 —
1860	6 à 8 —

La crise de l'oïdium amène un relèvement brusque des prix en 1856, mais cette hausse ne dure pas.

Pour les années suivantes, voici la série des prix de ces départements. Il s'agit des prix de vente en gros à la propriété.

(1) *Bulletins de la Société d'agriculture du Gard et de l'Hérault.*

Vins du Midi (1)

(Aramons et Petits montagnes)

1865.....	10	5	1887.....	22	28
1866.....	6	14	1888.....	22	14
1867.....	9	13	1889.....	10	15
1868.....	12	16	1890.....	16	26
1869.....	12	14	1891.....	15	22
1870.....	9	12	1892.....	16	16
1871.....	8	11	1893.....	12	12
1872.....	10	13	1894.....	8	13
1873.....	13	30	1895.....	11	17
1874.....	30	9	1896.....	23	16
1875.....	11	7	1897.....	14	18
1876.....	6	12	1898.....	16	19
1877.....	16	22	1899.....	17	23
1878.....	18	22	1900.....	14	19
1879.....	17	23	1901.....	8	4
1880.....	26	34	1902.....	7	11
1881.....	29	22	1903.....	15	22
1882.....	26	30	1904.....	22	9
1883.....	25	30	1905.....	5	10
1884.....	24	16	1906.....	5	9
1885.....	15	26	1907.....	8	12
1886.....	22	28	1908.....	7	12

Ces chiffres, on pourra s'en convaincre par la comparaison avec la statistique générale, reflètent assez exactement les mouvements des prix de l'ensemble de la France. Aux grosses récoltes correspondent des cours peu élevés.

Toutefois on peut remarquer que jamais avant 1902 on n'avait eu à enregistrer des prix aussi faibles et cependant la moyenne des récoltes de la dernière période décennale est inférieure à celle de 1865-75.

(1) *Moniteur Vinicole*.

Prix moyens de l'hectolitre par département (1)

ANNÉES	AUDE			GARD			HÉRAULT		
	Récoltants	Marchands en gros	Débitants	Récoltants	Marchands en gros	Débitants	Récoltants	Marchands en gros	Débitants
1865.....	14	20	25 17	15	25	24	10 34	14	21 23
1866.....	19	25	24 74	15	25	24	14 33	17	20 89
1867.....	24	29	26 15	15	25	24	16 67	20	23 62
1868.....	24	30	31 87	15	25	24	18 67	22	25 98
1869.....	20	26	29 37	15	25	25	17	21	26 63
1870.....	12	20	27 29	15	25	23 82	12	15	21 20
1871.....	16	22	26 67	16 60	25	21 89	13	16	20 44
1872.....	23	28	30 97	17 30	25	24 22	15	19	21 94
1873.....	36	40	34 61	34	35	30 76	30	35	35 55
1874.....	18	25	41 02	46 25	30	38 03	18	23	47 60
1875.....	14	20	35 33	14 50	30	30 32	15	19	31 23
1876.....	14	21	30 94	18 20	30	29 84	13	16	26 04
1877.....	27	33	40	28 70	35	36 55	25	30	35 88
1878.....	23	26	44 19	29 15	35	41 29	30	35	39 64
1879.....	30	35	44 83	38 90	40	44	30	35	39 25
Moyennes..	21	27	33	20 25	29	30	18 60	22 50	29 05

(1) Bulletin de statistique. Op. cit.

Années	Aude	Gard	Hérault
1880.....	30	30	32
1881.....	35	45	38
1882.....	32,47	29,10	26,20
1883.....	30	30	30
1884.....	30	28,50	30
1885.....	»	»	»
1886.....	»	»	»
1887.....	29,98	24,59	23
1888.....	27,66	21,54	27,14
1889.....	27,48	19,92	22,01
1890.....	25,25	22,92	22
1891.....	25,49	19,95	18
1892.....	23,94	17,19	18
1893.....	11,64	14,65	12
1894.....	15	13,78	17
1895.....	22	19,61	20
1896.....	18	21,20	20
1897.....	18	17	21
1898.....	18	20,64	20
1899.....	19	17,31	19
1900.....	7	13,05	12,11
1901.....	7,27	11	5,01
1902.....	18	15,27	14,46
1903.....	25	26,61	24
1904.....	10,33	10,10	9,61
1905.....	9,62	9	8,78
1906.....	10,81	11,27	10,39
1907.....	11	11	11
1908.....	10	9	9
1909.....	13	12	12

Ce qui peut laisser quelque doute sur l'exactitude de la statistique officielle, c'est que, d'un département à l'autre, les prix passent du simple au double pour des vins de qualité semblable.

En 1900, par exemple, on relève 7 fr. pour l'Aude, 13 fr. 05 pour le Gard et 12 fr. 11 pour l'Hérault. On n'en saisit pas très bien la raison.

Nous donnons, à titre de comparaison, les prix suivants qui ne correspondent pas exactement avec les cotes officielles.

Prix des Vins (1)

	Hérault	Gard		Hérault	Gard
	—	—		—	—
1880	30	31,50	1886	23	30
1881	26	33,50	1887	30	25
1882	31	35	1888	18	23
1883	25	35	1889	22	15
1884	27	25	1890	18	18
1885	26	35			

A Béziers, on trouve les cotes moyennes suivantes :

1889	15	1895	26
1890	20	1896	20
1891	18	1897	18
1892	15	1898	21
1893	8	1899	19
1894	12		

En 1899 les vins sont payés sur une moyenne de 2 fr. le degré. Mais en 1900 le commerce n'offre plus qu'un franc.

Prix des vins dans l'Hérault (2)

1886 Plaine... 23 à » | Coteau 32 à »

Mars

1887 Plaine... 22 à » | Coteau 34 à »

(1) *Mercuriales.*

(2) Bulletin Commercial du *Progrès Agricole et Viticole.*

Septembre et Décembre

1887 Plaine... 15 à 18 | Coteau..... 30 à 32

Mars

1888 Plaine... 15 à » | Coteau..... 28 à »

Septembre

— Plaine... 14 à » | Coteau..... 28 à 32

Mars

1889 Plaine... 14 à 15 | Coteau..... 28 à 30

Septembre

— Plaine... 14 à 17 | Coteau..... 28 à 30

Mars

1890 Plaine... 16 à 20 | Coteau..... 28 à 30

Septembre

— Plaine... 17 à 22 | Coteau..... 26 à 32

Mars

1891 Plaine... 19 à 20 | Coteau..... 28 à 30

Septembre

— Plaine... 17 à 18 | Coteau..... 24 à 27

Mars

1892 Plaine... 14 à 18 | Coteau..... 23 à 25

Septembre

— Plaine... 14 à 16 | Coteau..... 23 à 25

Mars

1893 Plaine... 13 à 16 | Coteau..... 22 à 25

Septembre

1893 Plaine... 13 à 15 | Coteau..... 24 à 25

Mars

1894 Plaine... 9 à 10 | Coteau..... 16 à 17

Septembre

— Plaine... 11 à 12 | Coteau..... 16 à 18

Mars

1895 Plaine... 12 à 14 | Coteau..... 22 à 25

Septembre

— Plaine... 12 à 15 | Coteau..... 20 à 25

Mars

1896 Plaine... 20 à 22 | Coteau..... 26 à 27

Septembre

— Plaine... 14 à 17 — Coteau..... 22 à 25

Mars

1897 Plaine... 15 à 16 | Coteau..... 23 à 25

Septembre

— Plaine... 16 à 17 | Coteau..... 22 à 24

Mars

1898 Plaine... 14 à 15 | Coteau..... 22 à 25

Septembre

— Plaine... 15 à 19 | Coteau..... 24 à 26

Mars

1899 Plaine... 18 à 20 — Coteau..... 25 à 28

Septembre

1899 Plaine... 15 à 18 | Coteau..... 24 à 26

Mars

1900 Plaine... 13 à 14 | Coteau..... 22 à 25

Septembre

— Plaine... 12 à 16 | Coteau..... 20 à 22

Mars

1901 Plaine... 6 à 9 | Coteau..... 16 à 18

Septembre

— Plaine... 9 à 11 | Coteau..... 15 à 16

Mars

1902 Plaine... 8 à 12 | Coteau..... 17 à 18

Septembre

— Plaine... 10 à 15 | Coteau..... 18 à 22

Mars

1903 Plaine... 15 à 18 | Coteau..... 22 à 24

Septembre

— Plaine... 17 à 22 | Coteau..... 28 à 30

Mars

1904 Plaine... 23 à 25 | Coteau..... 26 à 33

Septembre

— Plaine... 10 à 15 | Coteau..... 18 à 20

Mars

1905 Plaine... 8 à 10 | Coteau..... 13 à 14

Septembre

1905 Plaine... 7 à 9 | Coteau..... 10 à 12

Mars

1906 Plaine... 8 à 10 | Coteau..... 13 à 14

Septembre

— Plaine... 7 à 9 | Coteau..... 13 à 15

Mars

1907 Plaine... 8 à 12 | Coteau..... 13 à 18

Septembre

— Plaine... 11 à 13 | Coteau..... 15 à 20

Mars

1908 Plaine... 8 à 10 | Coteau..... 13 à 18

Septembre

— Plaine... 8 à 10 | Coteau..... 12 à 15

Mars

1909 Plaine... 7 à 10 | Coteau..... 12 à 15

Septembre

— Plaine... 8 à 11 | Coteau..... 13 à 16

Le relevé suivant des prix de vente des vins de la propriété Coste, à Cette, dans la période de 1850-1904, constitue un document précis et dont on appréciera l'intérêt. Il s'agit de vins dénommés Montagne, de 10 degrés en moyenne :

1850	7	1878	36
1851	8	1879	30
1852	8	1880	40
1853	18 75	1881	33
1854	23	1882	45
1855	24 50	1883	40
1856	43	1884	45
1857	24	1885	30
1858	10	1886	30
1859	19	1887	34
1860	26	1888	18
1861	14	1889	33
1862	11 50	1890	21 50
1863	—	1891	19
1864	—	1892	19 50
1865	8	1893	12
1866	18	1894	15
1867	17	1895	18
1868	14 50	1896	13
1869	15 50	1897	16 50
1870	11 50	1898	18
1871	17	1899	8 50
1872	17	1900	7 50
1873	33	1901	8 50
1874	20	1902	16
1875	6 50	1903	31
1876	20	1904	
1877	30		

Le prix le plus bas s'applique à l'année 1875, ce qui est tout à fait normal. On retrouve dans cette liste les mouvements généraux de la moyenne métropolitaine.

Actuellement (20 mai 1910), les prix des vins ordinaires oscillent dans les départements du midi entre 16 et 22 fr. l'hl.

Valeur de la récolte des vins (1)

1850.....	587.400	1881.....	1.551.082
1851.....	394.290	1882.....	1.568.787
1852.....	376.377	1883.....	1.708.053
1853.....	»	1884.....	1.364.718
1854.....	»	1885.....	»
1855.....	»	1886.....	»
1856.....	1.043.406	1887.....	»
1857.....	»	1888.....	»
1858.....	»	1889.....	932.228.273
1859.....	»	1890.....	988.793.866
1860.....	»	1891.....	1.008.998.590
1861.....	»	1892.....	911.932.383
1862.....	1.058.377	1893.....	1.256.527.529
1863.....	1.489.788	1894.....	928.929.995
1864.....	1.519.590	1895.....	829.851.717
1865.....	1.792.718	1896.....	1.173.661.485
1866.....	1.595.950	1897.....	808.029.409
1867.....	1.056.456	1898.....	961.760.756
1868.....	1.615.038	1899.....	1.249.385.747
1869.....	2.030.000	1900.....	1.264.255.916
1870.....	1.526.980	1901.....	870.301.680
1871.....	1.650.129	1902.....	846.974.010
1872.....	1.504.650	1903.....	948.380.760
1873.....	1.490.590	1904.....	1.223.891.141
1874.....	1.521.170	1905.....	883.125.378
1875.....	1.718.423	1906.....	956.283.983
1876.....	1.036.159	1907.....	1.117.343.626
1877.....	1.515.793	1908.....	965.375.747
1878.....	1.409.293	1909.....	999.671.963
1879.....	833.877	1910.....	»
1880.....	1.273.086		

La valeur de la récolte des vins atteint des chiffres considérables: minima en 1852 avec 376.377 fr., elle est

(1) *Bulletin de statistique, op. cit.*

Population (1)	Années	Consommation taxée (2)	Consommation évaluée	Consommation totale
35.630.000	1850	20.832.425	7.000.000	27.832.425
	1851	21.167.207	8.000.000	29.167.207
	1852	19.771.598	7.000.000	26.771.598
	1853	16.672.889	4.000.000	20.672.889
	1854	12.841.451	3.000.000	15.841.451
36.080.000	1855	10.342.086	1.000.000	11.342.086
	1856	12.344.560	1.000.000	13.344.560
	1857	13.644.858	2.000.000	15.644.858
	1858	18.568.558	8.000.000	26.568.558
	1859	21.592.346	9.000.000	30.592.346
36.510.000	1860	17.041.165	9.500.000	26.541.165
	1861	18.534.919	9.500.000	28.034.919
	1862	20.617.347	9.500.000	30.117.347
	1863	22.339.108	9.500.000	31.839.108
	1864	22.638.688	9.500.000	32.138.688
38.020.000	1865	25.279.845	12.404.000	37.683.845
	1866	28.465.625	12.549.000	41.014.625
	1867	26.055.967	14.018.000	40.073.967
	1868	27.059.099	20.000.000	47.059.099
	1869	27.487.573	20.000.000	47.487.573
38.440.000	1870	24.593.634	10.284.000	34.877.634
	1871	23.846.804	10.434.000	34.280.804
	1872	27.753.929	9.457.000	37.210.929
	1873	27.277.444	9.018.000	36.295.444
	1874	23.918.450	9.753.000	33.671.450
36.660.000	1875	29.415.750	11.785.000	41.200.750
	1876	32.070.759	11.133.000	43.203.759
	1877	29.904.070	11.803.000	41.707.070
	1878	28.746.352	11.440.000	40.186.352
	1879	28.891.473	9.387.000	38.278.473

(1) *Annuaire statistique.*(2) *Bulletin de statistique. Op. cit.*

Population	Années	Consommation taxée	Consommation évaluée	Consommation totale
38.450.000	1880	26 000 000	10.000.000	36 000.000
	1881	28 587 000	—	38 587.000
	1882	27 539.000	—	37.539.000
	1883	27.906.000	—	37 906.000
	1884	28.777 000	—	38.777 000
38.110.000	1885	28.087 000	—	38.087 000
	1886	26.460.000	—	36.460.000
	1887	26 188.000	—	36.188.000
	1888	25.990 000	—	35.990 000
	1889	27.228.000	—	37.228.000
38.380.000	1890	28.021.956	—	38.021.956
	1891	27 579.468	—	37.579 468
	1892	28.930.228	—	38.930.228
	1893	29 976.918	—	40.099 918
	1894	32.843 248	—	42 843.248
38.460.000	1895	34.152 303	8.590.743	42.733.046
	1896	33.291.631	7.857 560	41 151.491
	1897	34.331.205	7 969.838	42.301.043
	1898	34.937 619	7.807.751	42.745.370
	1899	35.270 085	7 928.794	43 198.879
38.900.000	1900	35 963 057	8 725 897	44 688.954
	1901	43.438 290	9 930 880	53 369.170
	1902	45.906.045	9.693.894	55 599 939
	1903	42.048 451	8 783.609	50.832 060
	1904	40 354.913	9 043.607	49.398.520
39.240.000	1905	43.680.000	1 084.227	53.764.227
	1906	47.438 343		
	1907	47.404.707		
39.600.000(1)	1908	48.429 602	21.506.119	69.935 721
	1909	49.239.765	19.375.154	68.614.819

(1) D'après Bertillon, in *Le Journal*.

passée par son maximum en 1869 avec 2.030.000 fr. ; dans ces dernières années elle oscille autour du milliard.

LA CONSOMMATION

La consommation taxée avait atteint 20.846.840 hectolitres en 1849. Pendant la période de l'oïdium elle décroît constamment vers un minimum qu'elle atteint en 1855 avec 10.342.086 hectolitres.

A partir de cette époque, on constate que la consommation s'accroît à peu près régulièrement ; la consommation taxée, c'est-à-dire celle qu'on ne peut pas discuter, passe insensiblement de 12.314.560 hectolitres en 1856 à 49.239 765 hectolitres en 1909. Pendant cette période (1850-1909), la population est passée de 35.630.000 à 39.700.000, soit une augmentation de 4 millions d'habitants.

De la consommation évaluée, c'est à-dire des quantités absorbées en franchise chez les producteurs, il n'y a rien à dire jusqu'en 1907, parce que jusqu'à cette époque les moyens d'investigation de la Régie sont manifestement insuffisants. La loi du 29 juin ayant permis d'effectuer un recensement à peu près exact, les quantités consommées en franchise ont pu être fixées à 21.506.119 hl. en 1908 et 19.375.154 en 1909, ce qui porte le chiffre de la consommation totale à 69.935.721 hl. pour la première année et 68.614.819 hl. pour la seconde. Ces derniers chiffres indiquent assez nettement le pouvoir actuel de consommation de la France. Sans doute ne pourra-t-il se maintenir aussi élevé qu'avec des prix moyens voisins de ceux pratiqués dans ces dernières années.

Nous avons groupé dans le tableau p. 320-321 l'ensemble des variations de la consommation comparativement avec celles de la population.

Il résulte de ce tableau que la consommation a progressé beaucoup plus vite que la population. Pendant que celle-ci s'accroissait de quatre millions, la consommation montait de 20.832.125 à 49.239 765, soit une augmentation de plus du double. Il faut chercher les raisons de cet accroissement tout d'abord dans le développement de la richesse publique, dans la surélévation des salaires en particulier et aussi dans l'application de lois plus libérales qui ont réduit ou supprimé les droits d'entrée et d'octroi et ramené le droit de circulation à un taux raisonnable.

Prix moyen de vente au détail (1) :

1855-1857... ..	62 70	1879.....	63 62
1858... ..	48 55	1880.....	74 34
1859.....	44 48	1881.....	75 82
1860.....	57 50	1882.	76 38
1861.....	51 46	1883.....	77 79
1862.....	56 64	1884.....	76 17
1863.....	52 74	1885.....	75 67
1864.....	48 19	1886.....	78 04
1865.....	56 34	1887.....	79 61
1866.....	45 38	1888.....	79 59
1867.....	47 »	1889.....	78 »
1868.....	48 05	1890.....	79 49
1869.....	51 46	1891.....	81 »
1870.....	49 65	1892.....	79 94
1871.....	50 97	1893.	77 69
1872.....	42 73	1894.....	70 08
1873.....	56 70	1895.....	70 66
1874.....	63 24	1896.....	74 44
1875.....	54 17	1897.....	73 15
1876.....	51 16	1898.....	70 10
1877.....	58 80	1899.....	66 33
1878.....	61 45	1900.....	64 01

(1) *Bulletin de statistique, op. cit.*

La réduction des tarifs de chemin de fer, réclamée par tous les congrès viticoles, amènerait aussi une augmentation de la consommation en permettant d'abaisser les prix de vente au détail.

Ainsi, quand après 1858 le prix du transport d'un muid de Montpellier à Lyon fut réduit de 50 francs à 7 francs, les vins du Midi jusqu'ici utilisés en grande partie pour la production des trois-six commencèrent à rayonner sur le marché national; et l'on sait quelle large place ils y ont prise depuis lors.

Les prix moyens de vente au détail que nous donnons ci dessus sont restés assez élevés. Ils ont atteint leur maximum en 1891 avec la cote de 81 francs, ils ont déchu régulièrement depuis cette dernière année pour se placer à 64 fr. 01 en 1900. Ils ont certainement diminué encore depuis 1900, d'abord parce que c'est une période de crise et ensuite parce qu'à partir de 1900 le régime fiscal est beaucoup plus léger (1).

Ces chiffres moyens, ne donnent pas toutefois une idée exacte de la situation du marché. C'est à peine si l'on sent une légère diminution au moment des crises.

La consommation est-elle susceptible de s'accroître? Nous pensons qu'elle n'a pas atteint son maximum; nombreux sont encore les malheureux qui ne boivent que de l'eau, de l'eau acidulée ou encore des breuvages innombrables, et qui boiraient volontiers du vin s'ils le pouvaient.

Si l'on s'en tient à la statistique, on constate, en examinant le diagramme, que la consommation a une ten-

(1) Depuis que le droit de détail est supprimé le *Bulletin de Statistique* ne publie plus les moyennes des prix de vente au détail.

dance à se régler sur la production, c'est-à-dire sur les prix. Ainsi on consomme d'autant plus que les cours sont plus bas et il n'est par conséquent pas à souhaiter que le prix moyen dépasse certaines limites, car alors il y aurait probablement, comme en 1903, une restriction de la consommation.

DISTILLATION

Le vin n'est pas seulement consommé à l'état de nature, il est aussi la matière première des eaux-de-vie naturelles, et cette transformation réduit les quantités disponibles, dans les proportions suivantes :

Vins distillés (degré moyen 7°) :

	hectolitres		hectolitres
1840-1850...	11.600.000	1889... ..	600.000
1865-1869...	7.900.000	1890.....	555 000
1870.....	10.000.000	1891.....	732 000
1871.....	6.660.000	1892.....	996.000
1872....	12.170.000	1893	1.440.000
1873.....	3.230 000	1894.....	2.310.000
1874.....	3.950.000	1895.....	875.000
1875..	10.250.000	1896.....	840.000
1876.....	9.230.000	1897.....	1.200.000
1877.....	2.250.000	1898.....	657.000
1878.....	2.760.000	1899.....	1.110.000
1879.....	1.470.000	1900.....	2.135.000
1880.....	390.000	1901.....	4.728.000
1881.....	490.000	1902.....	1.511.000
1882.....	315.000	1903.....	431.000
1883.....	325.000	1904.....	1.268.000
1884.....	505.000	1905.....	3.753 000
1885.....	333.000	1906.....	3.205.000
1886....	280.000	1907.....	3.427.000
1887.....	540.000	1908.....	3.032.000
1888.....	600.000		

IMPORTATIONS. — EXPORTATIONS

Pendant la première partie du XIX^e siècle les droits prohibitifs établis par la loi du 17 décembre 1814 ne permettaient pas aux vins étrangers ordinaires l'accès du marché français. Mais quand l'oïdium eut raréfié la production nationale, on fut bien obligé de faire appel aux vignobles étrangers et les décrets du 30 août et du 5 octobre 1854 ramenèrent à une taxe unique de 30 centimes par hectolitre le droit à l'importation. En 1871 ce droit fut élevé à 5 francs, mais la clause de la nation la plus favorisée laissa subsister le droit de 30 centimes. L'Espagne paya 5 francs jusqu'au traité du 8 décembre 1877 qui lui concéda un tarif de 3 fr. 50 par hectolitre. Le tarif général de 1881 porta la taxe d'entrée à 4 fr. 50, mais le 6 février 1882 l'Espagne obtenait l'abaissement du droit à 2 francs. C'est sous l'empire de cette législation très libérale que le marché français put être approvisionné pendant la crise phylloxérique, si bien même qu'il fut inondé; de 1886 à 1892, les importations oscillent entre 10 et 12 millions d'hectolitres.

Aussi lorsque nos vignobles reconstitués commencèrent à produire en abondance, il devint nécessaire de se prémunir contre une concurrence devenue ruineuse. Le tarif douanier établi par la loi du 11 janvier 1892 donnait un commencement de satisfaction à la viticulture :

« *Jusqu'à 11 degrés exclus, c'est-à-dire 10 degrés 9.*

» Tarif général : 1 fr. 20 par degré; tarif minimum, 0 fr. 70.

» *A partir de 11 degrés.*

» Mêmes droits pour les 10 premiers degrés et paiement des droits de consommation sur l'alcool pour les autres, soit 1 fr. 56 par degré. »

Ce régime resta en vigueur jusqu'à la loi du cadenas du 21 novembre 1898 qui établissait une taxe fixe de 12 fr. jusqu'à 12 degrés; ce tarif provisoire fut rendu définitif par la loi du 1^{er} février 1899 et maintenu par le nouveau tarif douanier du 29 mars 1910. (Voir tableau p. 328¹).

D'après cette dernière loi, l'article 170^{ter} ajoute seulement que les mistelles sont soumises aux droits sur l'alcool, sur le moût de raisin frais proportionnellement au degré aréométrique que posséderait ce produit privé d'alcool (1).

L'importation comprend aussi les vins de nos départements d'Algérie.

A partir de 1880, l'Algérie (2) commence à approvisionner la métropole et le chiffre de ses expéditions, d'abord modeste, ne tarde pas à prendre des proportions imprévues:

1880....	17.061	1895..	2.910.134
1881.....	10.834	1896.....	3.193.841
1882.....	9.516	1897.....	3.582.000
1883.....	83.342	1898.....	3.288.000
1884.....	187.529	1899.....	4.653.000
1885.....	320.984	1900.....	2.338.000
1886.....	487.926	1901.....	2.638.000
1887.....	760.987	1902.....	4.103.567
1888.....	1.224.628	1903.....	4.921.561
1889.....	1.581.085	1904.....	5.330.269
1890.....	1.959.273	1905.....	4.944.060
1891.....	1.847.003	1906.....	5.541.516
1892.....	2.821.639	1907.....	5.853.888
1893.....	1.818.459	1908.....	6.737.461
1894.....	2.011.380	1909.....	5.917.389

(1) Les mistelles, autres que celles prises en charge pour la fabrication des vermouth, quinquina et similaires, sont au point de vue des droits intérieurs soumis au même régime que les vins de liqueur ou d'imitation.

(2) *Annales du commerce extérieur.*

TARIF DOUANIER DU 1^{er} FÉVRIER 1899

		TARIF GÉNÉRAL	TARIF MINIMUM
N° 171	Vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais	{ De 12° et au-dessous } 25 fr. par hectolitre de liquide. { De 12°1 et au-dessus }	12 fr. par hectolitre de liquide. Même droit pour les 12 premiers degrés, augmenté par chaque degré ou fraction de degré en sus (1) d'une taxe de douane égale au montant du droit de consommation sur l'alcool.
N° 84	Raisins de vendanges, mares de raisins, moûts de vendanges, jusqu'à 12 degrés, Baumé, en fûts ou autrement.	25 fr. par 100 kilos	12 fr. par 100 kilos.
	Moûts de vendanges au-dessus de 12°, Baumé, jusqu'à 20°9.	Régime des confitures au sucre ou au miel. N° 95.	
N° 173 bis	Vins de raisins secs et toutes autres boissons non dénommées.	Par chaque degré et par hectolitre, droit égal à la taxe de consommation de l'alcool sans qu'en aucun cas le droit perçu puisse être inférieur à 30 fr. par hectol. de liquide.	Par chaque degré et par hectolitre, droit égal à la taxe de consommation de l'alcool sans qu'en aucun cas le droit perçu puisse être inférieur à 15 fr. par hectol. de liquide.

(1) Pour les vins titrant de 12 à 15 degrés, chaque dixième de degré paye une taxe de douane égale au dixième de la taxe de consommation sur l'alcool.

Pour les vins titrant plus de 15 degrés, toute fraction de degré entraîne la perception du droit afférent au degré supérieur.

Toutefois, lorsque l'écart entre la déclaration et le résultat de l'analyse faite pas la douane ne sera pas supérieur à 5/10 de degré, il ne sera donné aucune suite contentieuse aux constatations du service, les droits demeurant dus sur la totalité des degrés et fractions de degré constatés par la douane.

IMPORTATIONS

DE L'ODIUM A 1910

ANNÉES 1902, 1901 et 1900

UNITE

MARCHANDISES
et
PROVENANCES

COMMERCE GÉNÉRAL

Quantités arrivées

1902 1901 1900

MISTELLES

Algérie

Mouls de raisins frais
mutés à l'alcool

Hect

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

Id.

(4) Antérieurement au mois de mai 1902, les « mistelles » étaient reprises avec les vins de liqueurs.

IMPORTATIONS

MARCHANDISES		et		ANNÉES 1909, 1908 et 1907									
PROVENANCES		COMMERCE GÉNÉRAL					COMMERCE SPÉCIAL						
UNITÉS		Quantités arrivées			Quantités livrées à la consommation					Valeurs			
		1909	1908	1907	1909	1908	1907	1909	1908	1907			
MISTELLES	Hect.												
	Mouls de raisins frais mutés à l'alcool	65,820	417,785	164,566	65,630	117,120	164,486						
		Id.	7,763	48,065	43,316	7,763	17,925	13,316					
		Id.	837	231	179	806	218	163					
	TOTAUX	74,410	436,081	478,051	74,199	135,263	177,965	2,226	4,058	5,339			
ordinaires	Hect.												
	en futailes	331,390	447,358	499,520	39,242	44,722	32,106						
		Id.	37,712	44,418	24,098	23,856	24,969	15,211					
		Id.	5,868,696	6,629,072	5,719,835	5,844,018	6,607,828	5,670,234					
	TOTAUX	99,726	68,184	27,005	98,919	67,608	26,996						
en bouteilles	Hect.												
	en bouteilles	27,437	45,950	48,495	49,951	44,519	44,913						
		Id.	6,364,664	7,172,782	5,989,253	6,025,986	6,753,646	5,759,460	91,636	102,478	87,637		
		Id.	9,479	9,121	8,061	7,405	7,273	6,078	370	364	304		
	de li-queurs	Hect.											
en bouteilles		453,497	470,487	449,299	61,010	59,565	59,831						
		Id.	8,361	13,686	23,991	7,741	12,513	19,168					
		Id.	95,779	63,596	83,601	84,406	59,067	77,372					
TOTAUX		257,637	247,769	226,891	149,857	131,145	156,371	10,993	9,405	10,858			
en bouteilles	Hect.												
		2,245	2,173	3,067	1,234	1,376	1,446	485	207	217			

Il semble que les importations de l'Algérie aient atteint leur maximum, provisoirement tout au moins, car son vignoble commence à être sérieusement aux prises avec le phylloxera.

La dernière moyenne décennale se tient à près de cinq millions d'hectolitres. C'est sur ce chiffre que l'on doit compter pour quelque temps.

*
* * *

Passons aux exportations :

Nos exportations se heurtent dans les pays étrangers à des droits d'entrée ou d'accise qui sont à peu près prohibitifs pour les vins ordinaires en fûts.

	DROITS PAR HECTOLITRE			
	1875	1885	1900	1910 ⁽¹⁾
Angleterre.....	27 50	27 50	27 50	34 66
Allemagne.....	20	30	25	29 40
Belgique.....	23	23	20	20
Danemark.....	28	28	28	28 20
Suède.....	»	20	80	86 82
Norvège.....	11 50	15	15	53 85
Pays-Bas.....	42	42	42	42
Russie.....	56 15	119	110	95 90
Suisse.....	»	»	3 50	9 40
Etats-Unis.....	54 75	68	48	47 90
Espagne.....	54	»	50	50
Italie.....	5	»	5 77	12
Autriche.....	20	»	50	74 10
République Argentine.	»	»	40	41 80
Canada.....	»	»	34 20	20
Uruguay.....	»	»	7	7
Brésil.....	»	»	40	58

(1) Pour les pays tarifant au poids, y compris le logement, le calcul a été fait en tablant sur des expéditions par demi-muids, donnant, en chiffres ronds, 85 litres par 100 kilos.

Ce sont surtout ces taxes fiscales qui brisent l'élan de nos sorties, car les frais de transport leur restent généralement très inférieurs.

Ainsi, le transport d'une pièce de vin de 250 kgs de Paris à Bergen, expédiée par mer isolément, ce qui représente le tarif le plus fort, coûte $\frac{62.65}{4} = 15 \text{ fr. } 66,$

à peu près le prix du transport de Montpellier à Paris pour un envoi fait dans les mêmes conditions.

Or, le tarif douanier est sept fois plus élevé !

Autre exemple :

De Montpellier à Saint-Pétersbourg,

Par mer via Marseille,

Le prix de la tonne n'est que de 61 fr. 50 par 5000 kgs, soit environ :

Par pièce $\frac{61.50}{4} = 15 \text{ fr. } 37.$

Le droit d'entrée est de 95 fr. 90 par hectolitre.

La pièce de 225 litres paiera donc 215 fr. 77.

Les vins de luxe seuls peuvent supporter de pareilles charges.

La comparaison du tableau suivant avec le précédent conduit aux mêmes conclusions.

Prix de transport :

De Montpellier aux villes suivantes, prix par tonne (1):

		Par expéditions partielles	Par 5.000 kgr
Par toute voie ferrée	Saint-Pétersbourg..	262 55	241 25
	Moscou	286 05	268 75
	Varsovie	472 55	458 75
toute voie ferrée	Berlin	447 55	93 75
voie de Dunkerque	Saint-Pétersbourg..	99 »	71 65
	Christiania	99 »	71 65
	Christiansand	406 50	79 45
	Bergen	404 »	76 65
voie d'Anvers	Saint-Pétersbourg..	403 50	76 45
	Christiania	418 45	90 45
	Christiansand	418 45	90 45
	Bergen	411 45	83 45
par mer viâ Marseille	Saint-Pétersbourg..	68 65	61 50
	Christiania	57 65	54 50
	Christiansand	62 65	56 50
	Bergen	62 65	56 50
par le plus long parcours ferré	Christiania	231 35	436 70

(1) La différence d'écartement des rails ne permet pas l'accès des voies russes au matériel français. On ne peut guère expédier par W. F.

Voyons quelles ont été les variations de notre commerce extérieur :

A partir de 1850 nos exportations augmentent, elles dépassent 2 millions d'hectolitres de 1851 à 1852, puis diminuent sous l'influence évidente de la raréfaction de la production et ne remontent à 2 millions qu'en 1859 et 1860. Elles restreignent leur avance en 1860 et 1861, puis à partir de 1863 elles augmentent peu à peu, reprennent et dépassent leurs anciennes positions, et en 1866 dépassent 3 millions d'hectolitres, retombent à 2 500.000 en 1867, 2.806.000 en 1868 et se placent à nouveau à 3.063.000 en 1869. Puis après une légère faiblesse en 1870, elles s'élèvent au chiffre de 3 millions d'hectolitres jusqu'en 1878 après avoir franchi leur maximum, 3.981.000 en 1873. A partir de cette époque et sauf l'année 1879, où elles passent par 3.046.000, les exportations pendant les années suivantes tournent autour de 2 millions d'hectolitres. En 1892 elles redescendent à 1.840.000, en 1900 elles sont à 1.835.000. Elles dépassent à nouveau 2 millions en 1901-02, retombent à 1.700.000 en 1903-04, puis augmentent à nouveau jusqu'à 2.032.000 en 1905 pour finir à 2.095.592 hectolitres en 1909 (1).

(1) *Annales du commerce extérieur.*

ANNÉES	PRODUCTION	PRIX de l'hectolit.	IMPORTA- TIONS	EXPORTATION
1850	45.266.000	12 97	3.195	1.910.654
1851	39.429.000	10 00	3.320	2.269.030
1852	28.636.000	13 14	3.477	2.438.572
1853	22.062.000		4.478	1.976.026
1854	10.824 000		155.179	1.330.213
1855	15.175.000		417.103	1.214.977
1856	21.294.000		342 476	1.274.917
1857	35.410.000		628.446	1.124.474
1858	53.919.000		114.467	1.619.700
1859	29.891.000		128.828	2 519.039
1860	39.558.450		183.211	2.020.786
1861	29.738.243		251.745	1.857.707
1862	37.109.636	29 00	121.319	1.893.913
1863	51.361.885	—	103.869	2 084.456
1864	50.653.422	30 00	120.036	2.336.137
1865	68.942.931	26 00	99.621	2.868.398
1866	63.838.000	25 00	81.892	3.273.902
1867	39.128.000	27 00	203.942	2.591.169
1868	52.098.000	31 00	395.020	2.806.413
1869	70.000.000	29 00	378.173	3.063.050
1870	54.535.000	28 00	126.610	2.866.005
1871	59 026.686	29 00	147.761	3.319.256
1872	54.920.181	30 00	518.440	3.429.970
1873	36.000.000	41 00	553.801	3.981.431
1874	69.937.266	24 00	680.635	3.232.484
1875	78.202.088	21 00	291.829	3.730.872

ANNÉES	PRODUCTION	PRIX de l'hectolit.	IMPORTA- TION	EXPORTATION
1876	44.306.172	25 00	676.400	3.330.911
1877	55.273.193	27 00	707.364	3.101.638
1878	50.636.968	29 00	1.602.881	2.795.987
1879	26.523.008	33 18	2.938.111	3.046.737
1880	33.915.679	38 18	7.220.574	2.487.581
1881	38.577.689	40 26	7.838.757	2.572.196
1882	38.825.325	40 41	7.536.739	2.618.276
1883	46.165.006	37 01	8.980.793	2.541.172
1884	35.595.397	40 00	8.127.874	2.471.765
1885	31.481.124	39 87	8.183.665	2.602.776
1886	30.386.234	40 29	11.010.895	2.709.253
1887	25.365.441	35 98	12.282.286	2.402.216
1888	30.654.153	30 41	12.064.273	2.117.988
1889	24.031.771	31 55	10.474.862	2.165.803
1890	27.416.324	33 60	10.830.000	2.162.000
1891	30.166.915	30 06	12.278.000	2.049.000
1892	28.891.406	28 63	9.400.090	1.845.000
1893	50.702.611	23 25	5.895.000	1.569.000
1894	39.053.000	23 05	4.492.000	1.721.000
1895	26.688.000	31 40	6.356.000	1.696.000
1896	44.656.000	25 27	8.818.000	1.783.000
1897	32.351.000	23 63	7.530.000	1.774.000
1898	32.882.000	28 88	8.625.000	1.636.000
1899	37.907.680	25 48	8.465.000	1.717.000
1900	67.353.000	17 96	5.217.000	1.905.000
1901	57.964.000	14 43	3.720.000	2.022.000
1902	39.884.000	20 23	3.752.000	1.717.000
1903	35.402.000	28 12	6.189.000	1.726.000
1904	66.017.000	16 73	6.686.000	1.642.000
1905	56.666.000	13 23	5.171.000	2.608.000
1906	52.079.000	»	5.763.000	2.110.000

Nous avons groupé ici les variations des exportations par pays de destination : (Voir tableau p. 338-339).

Pour la Suisse les exportations qui atteignent le chiffre moyen de 116.400 hectol. de 1850 à 1859 augmentent constamment jusqu'en 1876 année où elles atteignent leur maximum avec 771.272 puis diminuent et passent par leur minimum en 1894 avec 19.702 hectolitres seulement. Depuis cette époque, les exportations pour la Suisse, après des fluctuations diverses sont arrivées à nouveau à 763.146 hectolitres en 1905. En 1909 l'exportation pour la Suisse a un peu diminué ; elle n'est plus que de 585.658 hectolitres.

Pour les États-Unis la diminution est constante ; de 192.938 hectolitres en 1850, l'exportation n'a cessé de décroître jusqu'en 1905 où elle arrive à 27.002 hectolitres. Il y a une légère reprise depuis 1906, et 1909 se place avec 44.105 hectolitres. Les lois sur les fraudes qui ont fait beaucoup de bruit dans le monde ont fermé au Bordelais une partie de l'exportation, aux États-Unis notamment, par suite de la fixation à 350 milligrammes par litre, de la dose d'anhydride sulfureux que l'on peut introduire dans les vins.

Les Pays-Bas continuent à prendre chez nous à peu près les mêmes quantités enregistrées dans la première partie du dernier siècle, 68.618 hectolitres en 1850, 64.672 h. en 1909.

La Belgique a augmenté ses achats en France et de 116.558 en 1850, ils montent à 308 320 hectolitres en 1909.

L'Allemagne est un de nos meilleurs clients: de 174.207 hectolitres pour la période 1850-1859, elle est arrivée à consommer 437.351 hectolitres en 1869 après être passée par 698.811 en 1875 et plus de 500.000 en 1907.

Exportation des Vins par pays

Années	Allemagne	Ang'leterre	Belgique	Pays-Bas	Espagne
1850..	219.319	39.211	124.653	73.190	4.108
1851..	240.920	57.235	102.656	79.341	4.639
1852..	223.823	50.918	112.176	93.282	4.121
1853..	238.929	54.452	123.014	96.636	4.189
1854..	159.420	59.223	97.203	78.832	1.061
1855..	85.867	37.161	83.686	40.156	512
1856..	107.203	52.050	97.191	38.725	3.485
1857..	97.075	49.454	103.371	43.514	5.648
1858..	118.270	43.941	185.307	61.303	15.161
1859..	251.190	66.485	186.320	79.198	3.274
1860..	145.795	132.392	133.977	69.272	3.243
1861..	132.352	118.282	100.902	61.317	3.629
1862..	167.092	124.022	157.731	61.029	1.863
1863..	170.626	133.684	160.005	63.560	6.562
1864..	153.933	156.382	150.577	58.175	6.156
1865..	233.094	162.645	172.532	83.999	2.431
1866..	260.451	212.327	231.460	86.971	1.842
1867..	240.418	209.322	159.580	60.897	7.195
1868..	145.066	262.024	160.003	68.261	6.807
1869..	312.156	258.488	217.425	97.878	6.860
1870..	139.433	256.042	183.294	81.767	5.899
1871..	422.334	329.771	295.959	130.921	10.985
1872..	423.143	297.728	251.768	90.471	7.525
1873..	736.120	343.456	233.173	84.538	5.090
1874..	418.624	317.651	213.488	89.867	7.299
1875..	638.811	319.610	328.276	150.039	17.833
1876..	483.883	372.789	251.292	121.896	11.907
1877..	391.978	406.761	234.714	80.005	6.551
1878..	313.327	330.630	218.150	74.799	6.173
1879..	446.112	353.260	300.498	132.498	8.605
1880..	218.494	437.783	260.668	82.857	10.088
1881..	269.488	386.390	236.318	100.281	11.829
1882..	365.671	346.826	235.747	114.750	11.636
1883..	284.607	340.198	236.542	82.816	33.018
1884..	323.546	339.041	250.861	84.572	21.206
1885..	320.418	346.515	245.088	91.095	87.179
1886..	277.634	330.172	227.683	85.436	210.924
1887..	251.908	314.400	212.901	83.939	46.258
1888..	268.135	315.576	219.163	79.438	12.542
1889..	265.617	314.795	227.445	77.247	9.430
1890..	248.973	345.752	249.230	83.619	10.043
1891..	253.921	338.630	285.667	76.970	9.858
1892..	251.036	322.966	231.578	72.211	6.636
1893..	216.239	314.121	214.335	67.510	7.509
1894..	392.874	297.516	245.056	93.549	4.021
1895..	234.970	307.631	224.265	72.123	5.215
1896..	216.403	336.566	250.897	77.856	2.433
1897..	255.318	333.068	201.706	78.234	2.749
1898..	209.309	314.072	216.945	62.558	1.620
1899..	237.140	306.156	210.956	80.636	12.100
1900..	309.874	265.124	256.573	116.271	30.364
1901..	282.711	278.862	286.441	89.751	31.241
1902..	254.455	283.605	289.088	73.330	33.461
1903..	221.475	266.539	281.927	69.606	15.591
1904..	192.456	194.539	270.680	59.725	19.578
1905..	394.000	201.013	353.112	87.902	21.222
1906..	289.550	211.727	335.887	64.432	22.387

(1) *Bulletin de Statistique, op. cit.*

de destination de 1850 à 1906

Italie	Russie	Suisse	Etats-Unis	Turquie	Algérie
186.803	44.357	124.363	223.678	5.219	423.388
312.544	43.853	124.784	265.334	5.020	400.936
628.289	52.600	125.951	272.833	4.586	443.827
402.499	56.788	117.513	241.397	9.405	299.287
179.490	3.837	82.471	156.525	37.045	172.891
111.992	93.225	64.805	122.976	198.596	144.992
186.884	73.056	80.607	151.132	36.135	173.006
80.793	38.014	99.832	144.275	5.108	137.815
340.521	30.396	124.815	128.435	8.448	237.218
661.051	46.037	217.839	222.801	8.699	322.880
369.664	45.429	182.654	184.998	11.761	247.432
286.958	45.710	271.037	87.282	9.602	257.591
459.784	38.010	299.648	84.631	8.909	243.733
233.768	38.310	276.582	125.734	10.055	278.739
343.448	36.886	302.063	133.092	10.353	311.091
316.817	35.463	383.472	201.463	18.644	367.022
287.431	38.894	405.223	292.079	18.904	439.106
126.422	49.068	326.067	173.673	13.001	363.325
68.889	43.340	365.333	143.649	15.320	375.813
91.374	61.963	369.513	257.352	12.578	347.240
86.374	58.185	335.270	267.451	12.913	362.712
54.482	74.821	359.815	254.009	14.037	395.801
37.525	72.090	473.816	174.362	16.293	350.190
88.686	73.219	769.865	225.308	19.719	250.161
28.650	55.273	194.578	221.799	15.318	270.283
45.311	59.742	698.897	135.406	14.085	323.177
27.464	55.844	771.272	113.765	44.480	347.751
25.566	32.443	553.041	99.946	10.244	386.747
14.364	35.732	583.238	82.848	20.829	285.824
12.056	47.377	512.295	89.199	12.490	214.286
15.868	55.163	354.884	84.823	9.080	180.640
16.607	35.707	361.339	103.861	8.773	229.354
15.426	54.695	327.680	104.165	9.486	233.132
15.432	23.387	334.581	99.678	10.491	147.622
17.792	17.074	297.538	55.942	11.546	106.557
58.449	9.921	272.951	65.942	10.027	234.380
35.654	7.673	219.104	64.601	8.996	187.229
43.255	3.791	218.990	62.992	6.811	88.478
6.190	2.668	223.875	59.271	4.392	59.430
6.465	4.678	212.459	47.081	4.694	84.038
8.837	3.738	291.270	58.563	4.277	77.234
4.992	4.311	267.754	56.305	4.445	66.474
3.891	6.290	250.853	53.921	4.558	75.098
4.212	12.757	46.613	43.838	3.534	87.516
3.781	10.643	19.732	46.699	4.051	60.751
4.639	46.761	79.074	45.210	3.302	35.612
5.744	21.327	131.330	38.442	3.933	53.604
5.486	22.624	144.064	39.742	2.991	34.271
5.187	23.310	133.476	33.495	3.082	48.776
5.623	24.757	132.900	36.551	3.432	9.186
6.481	21.709	157.448	38.863	2.669	10.498
28.752	19.836	228.523	39.454	3.480	5.137
7.502	20.594	333.235	27.858	3.273	4.319
6.902	19.489	157.059	28.084	3.157	3.682
7.886	16.368	173.445	28.337	2.746	45.217
13.594	17.302	763.446	27.002	2.449	46.752
16.726	19.148	260.461	30.230	2.842	47.678

L'Algérie, qui absorbait aussi une quantité assez notable de nos récoltes, est devenue exportatrice.

Quant à l'Angleterre, elle est passée d'une moyenne de 51.010 hectolitres de 1850 à 1859, à 188.796 en 1909, après un maximum de 437.783 en 1880.

Nous sommes, au reste, menacés de perdre, dans un avenir lointain, une partie sinon la totalité de nos débouchés en Angleterre.

Les Anglais, en effet, commencent, non sans raison nationale, à se fournir dans leur colonie d'Australie. Cette évolution est très nettement indiquée dans un rapport de la Chambre de commerce de Londres sur la viticulture à l'exposition de 1900. Ce rapport, œuvre de Sir James Blyth, nous a été transmis par M. de Senneville, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

« On voit, dans l'initiative prise par la Chambre de commerce de Londres, une nouvelle preuve de l'intérêt que l'on porte, en Angleterre, au développement de la viticulture coloniale, australasienne en particulier; intérêt qui n'a rien, si on peut dire, d'académique, car d'année en année, les importations de vin « impérial » s'accroissent. Et, ainsi d'ailleurs qu'il a déjà été signalé au département, on ne saurait trop insister sur les progrès vraiment extraordinaires des ventes de vins australiens en Grande-Bretagne. Depuis trois ans, elles ne cessent d'augmenter et dépassent de beaucoup les importations de vins en provenance directe de l'Allemagne (on sait qu'une importante quantité de ces vins est mise au compte de la Hollande) et les importations en vins italiens, cela malgré les prix plutôt élevés des crus australiens :

	1900 Gallons	1899 Gallons	1898 Gallons
Australasie .	823.503	744.495	717.591
Allemagne..	540.328	479.974	462.438
Italie.....	381.851	412.602	434.420

» L'habile réclame faite par les importateurs du vin « Impérial » est sans doute pour beaucoup dans la faveur croissante qu'il trouve auprès du public britannique. Il est certain qu'on ne peut guère marcher dix minutes dans Londres sans apercevoir des affiches vantant le vin australasien. Les gares et les lignes ferrées en particulier abondent en réclames à cet égard. C'est pour aider encore au succès des vins de l'Australie et du Cap (l'importation des vins de cette colonie augmente également ; elle a été de 2.320 gallons en 1900) que sir James Blyth expose les méthodes et les procédés qui jusqu'ici ont fait l'incontestable supériorité des vins français. Il ne désespère pas d'ailleurs « la préférence naturelle pour les produits de nos colonies (britanniques) » y aidant, de voir l'Australasie fournir, dans un avenir très prochain, une large contribution à la production mondiale des vins du type « Bourgogne » et « Bordeaux » et du type des vins du Rhin et de Sauterne. Il croit aussi que la Nouvelle-Zélande et le Canada, particulièrement la province d'Ontario, pourront devenir des pays producteurs. Il ajoute enfin qu'à son avis, il n'y a pas de raison pour que le colonie du Cap ne fournisse abondamment dans l'avenir, des vins du genre « Porto », « Sherry » et « Madère » (1).

(1) A. LEQUEUX, consul général de France.

EXPOR

MARCHANDISES			UNITÉS	ANNÉES		
et				COMMERCE GÉNÉRAL		
DESTINATIONS				Marchandises françaises et étrangères exportées		
				1902	1904	1900
MISTELLES (moûts de raisins frais mutés à l'alcool).....			Hect.	325	(1)	(1)
VINS	en futaill-les	Angleterre..	142 540	150 445	130.728	
		Belgique...	87.161	87 457	86.436	
		Allemagne..	133 684	146.381	186.910	
		Pays-Bas ..	63.891	72.774	103.862	
		Etats-Unis ..	7.292	7.502	8 599	
		Uruguay ..	10.465	13.053	10.009	
		Répub. Arg.	34 013	54.987	40 362	
		Autres pays	185 297	144 957	128.409	
		TOTAUX	664.343	677.226	695.315	
		d'ailleurs	Angleterre..	53 503	53.718	56.957
	Belgique...		129.384	137.229	121.990	
	Allemagne..		132.358	118.346	118.889	
	Italie		4 487	26 377	5 335	
	Suisse		715.035	580.329	589.526	
	Etats-Unis ..		2.296	4 283	5 662	
	Algérie...		2.750	3.996	8.712	
	Autres pays		492.157	545.015	548.468	
	TOTAUX	1.531 970	1 499 263	1 455.539		
	en bou-teilles	Angleterre..	28.175	17 159	16.627	
		Pays Bas...	1.700	2.487	1.586	
Etats-Unis..		3.385	4 035	4 669		
Brésil.....		638	565	799		
Répub. Arg.		497	297	353		
Autres pays		22.704	19.465	16.093		
TOTAUX.....		56 799	43.708	40 427		
d'ailleurs		Angleterre..	5.710	5 470	4 578	
		Belgique ..	3 194	5 619	2 953	
		Allemagne..	4.401	1 222	1.239	
	Russie....	706	703	740		
	Italie	1.212	1.406	1.284		
	Egypte	619	950	786		
	Etats-Unis ..	1 520	2.409	2.254		
	Algérie ..	1.515	1.432	2.048		
Autres pays	25.871	31.633	32.539			
TOTAUX.....	41.448	49 974	48.421			
VINS DE CHAMPAGNE			Angleterre..	73.973	71.448	79 352
et			Belgique ..	64.891	56.477	47.518
autres vins mousseux			Allemagne..	9.261	10.974	16.208
			Russie....	7.064	4 529	6.249
			Etats-Unis ..	10.413	11.571	17.440
			Autres pays	25.521	27.764	29.400
TOTAUX.....				191.123	182.763	196.167
VINS en futaill-les et en outres.				87.788	56.130	62.693
de liqueur en bouteilles.....				39 464	39 524	42.348

(1) Antérieurement à 1902, les mistelles étaient reprises avec les vins de

TATIONS

1902, 1904 et 1900

COMMERCE SPÉCIAL					
Marchandises françaises ou françaises exportées			Valeurs		
1902	1904	1900	1902	1904	1900
259	(1)	(1)	32	(1)	(1)
142.540	156.115	130.728			
87 161	87.457	86 436			
133 684	146 381	186 910			
63.891	72 744	103.862			
7.292	7 502	8.599			
10.465	13 053	10.009			
34.013	54 947	40 362			
185.297	144.987	128 409			
664.343	677.226	695.315	63.113	64 851	66.473
29.579	31 574	30.860			
124 384	127 383	114 081			
103.216	118 017	99 347			
2.850	23.897	2 691			
329 595	225 550	154.335			
4.918	3 046	3 774			
2 440	3.720	8.168			
434 444	472 437	447 431			
1.028.426	1.005 324	857.890	56 563	55.293	47.184
28.173	17.159	16 627			
1.700	2.487	1.586			
3.385	4.035	4.069			
638	565	799			
497	297	353			
22.704	19.163	16.093			
56 799	43.708	40.127	14.200	10.927	10 032
5.358	4 932	4.362			
3.244	5 522	2.921			
1 081	1.462	1.238			
616	642	734			
1.188	1.078	1.193			
604	861	656			
1.467	2 015	2 178			
1.480	1 417	2.030			
23.135	30 920	31 813			
40.173	48.549	47.125	5.022	6.069	5.891
73.971	71.404	79.319			
64.891	56 476	47 518			
9.261	10.970	16.208			
7.064	4.529	6.249			
10.410	11 564	17.427			
24.454	27.705	29.369			
191.051	182.648	196 090	84.400	81.809	88.736
31.473	26.834	27.514	3.934	3.354	3 439
38 224	38.032	40.770	5.734	5 705	6 116

liqueur.

EXPOR

MARCHANDISES		UNITES	ANNÉES				
et			COMMERCE GÉNÉRAL				
DESTINATIONS			Marchandises françaises et étrangères exportées				
			1909	1908	1907		
MISTELLES.....		Hect.	922	477	1.463		
VINS ORDINAIRES	en futaill-les	de la Gironde	Angleterre..	85 042	90.548	124.542	
			Belgique ..	78.173	85.972	99.594	
			Allemagne..	140.640	149.617	151.010	
			Pays-Bas...	63 161	57 198	78.549	
			Etats-Unis..	9 662	6.516	6 377	
	d'ailleurs		Uruguay ..	12 905	16.015	19.617	
			Répub. Arg.	91 073	81 089	90 581	
			Autres pays	216.794	211.800	245 794	
			TOTAUX.....	69 510	698.755	816.066	
					Angleterre	36 906	37.091	40.773
	Belgique...	157 447			142.507	155.647	
	Allemagne..	279.429			366.033	374 161	
	Italie	1.893			2 152	57.658	
	Suisse	385.658			646.930	703.553	
		Etats-Unis..	1.652	1 071	947		
		Algérie ..	1.698	2 444	3.282		
		Autres pay.	163 702	451 671	468 698		
		TOTAUX.....	1.528.085	1 649 901	1.804.749		
		en bou- teilles	de la Gironde	Angleterre	8.950	9.182	14.276
Pays-Bas ..	1.511			1.037	2.047		
Etats-Unis..	8.869			5.175	5 808		
Brésil.....	1.288			1 307	1.384		
Répub Arg	729			623	908		
		Autres pays	22.010	23.052	32.418		
		TOTAUX.....	43.357	40.376	56.841		
		d'ailleurs		Angleterre..	5 2 8	4.805	6 474
				Belgique...	2.904	2.283	3.115
				Allemagne	1.711	1 049	1.179
Russie ...	275			448	362		
Italie	1.580			1.336	985		
		Egypte ...	1 093	1.295	804		
		Etats-Unis..	3.028	2.087	1.620		
		Algérie...	1.640	1.771	1.864		
		Autres pays	25 941	27.880	31.047		
		TOTAUX.....	43.390	42 954	47 450		
VINS DE CHAMPAGNE et autres vins mousseux		Angleterre	52.680	49 536	57 998		
		Belgique...	69 796	60.529	70.756		
		Allemagne..	15.871	11.209	12.940		
		Russie...	8 940	8.317	6 732		
		Etats-Unis.	20.894	10.125	13 908		
		Autres pays	40.599	39 341	42.883		
		TOTAUX.	208 780	179 057	205.222		
VINS de liqueurs	en futaill-les en bouteilles		128.814	144 279	101.155		
			72 735	58.942	59.793		

(1) Documents statistiques de l'administration des douanes, p. 105.

TATION (1)

1909, 1908 et 1907

COMMERCE SPÉCIAL					
Marchandises françaises ou francisées exportées			Valeurs		
1909	1908	1907	1909	1908	1907
712	213	1 090	25	7	38
85.042	90.548	124.542			
78.173	85.972	99.596			
140.640	149.617	151.010			
63.161	57.198	78.549			
9.662	6.516	6.377			
12.965	16.015	19.617			
91.073	81.089	90.581			
216.794	211.800	245.794			
697.510	698.755	816.066	45 583	44.645	53.067
32.519	30.045	33.768			
155.275	138.979	153.980			
201.553	286.168	332.799			
1.337	1.861	57.040			
376.696	357.332	562.635			
1.433	993	842			
1.604	2.049	3.236			
419.286	411.439	428.667			
1.189.703	1.228.866	1.572.947	53.537	55.299	62.918
8.950	9.189	14.276			
1.511	1.037	2.047			
8.869	5.175	5.808			
1.288	1.307	1.384			
729	623	908			
22.010	23.052	32.418			
43.357	40.376	56.841	8.671	8.075	8.810
4.800	4.225	5.959			
2.883	2.239	3.046			
1.709	1.046	1.170			
266	328	353			
1.568	1.319	968			
1.076	1.281	785			
2.720	1.869	1.320			
1.589	1.745	1.848			
25.195	27.112	30.068			
41.806	41.164	45.517	6.271	6.175	6.828
52.615	49.535	57.983			
69.790	60.517	70.756			
15.871	11.209	12.939			
8.939	8.317	6.732			
20.504	10.123	13.904			
40.582	39.320	42.873			
208.304	179.021	205.187	82.557	70.498	80.804
27.660	26.972	31.683	3.458	3.372	3.960
71.706	58.174	58.186	10.756	8.726	11.637

De ce côté, l'avenir de notre exportation n'apparaît donc pas très brillant et il est à craindre que nos affaires aillent en diminuant. Pourrons-nous trouver des compensations par ailleurs ?

Beaucoup de pays qui étaient autrefois nos clients ont créé des vignobles considérables, et certains d'entre eux tendent à devenir exportateurs à leur tour. Reste à notre disposition notre empire colonial qui ne comprend pas moins de quarante-deux millions de sujets, mais où il est peu probable que nous puissions trouver de longtemps des débouchés importants.

Les lois sur les fraudes et le mouvement de 1907 auraient porté, prétend-on, un coup assez sensible à nos exportations. C'est possible, bien que la statistique indique un léger relèvement pour les deux dernières années, mais ce sont surtout les droits de douane, les guerres de tarifs que se font les États, qui restent une des causes dominantes de la stagnation de nos exportations.

Naturellement les valeurs en argent sont en rapport avec la quantité exportée ou importée, nous les avons fixées dans le tableau suivant :

Statistique en argent des Importations et Exportations
(En millions de francs)

ANNEES	Importations	Exportations	ANNEES	Importations	Exportations	ANNEES	Importations	Exportations
1850	»	61.8	1869	14.1	261.0	1888	437.9	242.5
1851	»	81.4	1870	4.9	223.0	1889	383.7	251.0
1852	»	97.4	1871	6.7	235.1	1890	349.8	268.8
1853	»	143.9	1872	19.4	273.2	1891	401.1	245.7
1854	»	190.8	1873	28.8	281.3	1892	305.6	213.6
1855	»	167.9	1874	29.7	229.3	1893	183.0	188.6
1856	»	205.2	1875	13.8	247.5	1894	144.8	232.7
1857	4.6	159.1	1876	25.3	211.6	1895	211.8	222.4
1858	7.6	186.6	1877	29.5	220.8	1896	293.8	242.3
1859	7.8	232.0	1878	59.2	201.1	1897	261.2	238.1
1860	10.2	221.0	1879	120.7	257.7	1898	309.9	218.3
1861	11.0	195.9	1880	313.9	245.1	1899	267.4	210.2
1862	5.7	210.0	1881	363.9	252.8	1900	155.3	227.9
1863	5.7	229.7	1882	314.9	246.7	1901	84.8	228.0
1864	5.5	234.5	1883	376.6	236.5	1902	110.7	232.5
1865	4.6	260.3	1884	344.3	237.3	1903	181.5	224.2
1866	4.3	253.2	1885	388.6	255.9	1904	160.2	210.1
1867	7.5	244.6	1886	517.7	259.6	1905	108.8	247.6
1868	14.4	234.4	1887	443.7	223.7	1906	102.5	196.9

Pour 1907, 1908, 1909 les valeurs sont respectivement, en millions de francs :

pour les exportations. 228.062 196.790 210.858
— importations. 104.355 116.502 105.410

CHAPITRE VII

Les Causes de dépression des prix

SURPRODUCTION ?

« La baisse des prix n'est pas due à la surproduction (1) ». Telle est l'opinion soutenue par M. Cazeaux-Cazalet, et c'est aussi notre conviction absolue.

« Comment, d'ailleurs, s'arrêter sérieusement à cet argument de la surproduction si l'on fait un retour facile vers le passé ? Faut-il rappeler que de 1863 à 1878, durant seize années consécutives, la France a récolté annuellement en moyenne 56 millions d'hectolitres qui se sont écoulés à des prix rémunérateurs, alors que la consommation taxée ne dépassait guère 25 à 30 millions d'hectolitres. De nos jours, la moyenne de nos récoltes réelles n'est certainement pas supérieure (2) et grâce à la réforme des boissons la consommation taxée s'est élevée à 45 millions d'hectolitres ce qui, joint à la consommation en franchise, porte à 60 millions d'hectolitres les quantités absorbées par la consommation proprement dite. Si l'on y ajoute les quantités absorbées par la distilla-

(1) *Journal officiel*, Ann., 2512, p. 2507, 22 avril 1910.

(2) La production moyenne par période quinquennale a été de 1866 à 1870 de 55.600.000 hectolitres, de 1871 à 1875 de 58 millions d'hectolitres, de 1891 à 1895 de 35 millions, de 1896 à 1900 de 45 millions, enfin de 1901 à 1905 de 51.200.000 hectolitres.

tion, par l'exportation, par le consume et les déchets, on constate que les besoins de la consommation générale varient de 65 à 70 millions d'hectolitres (1). »

Nous allons prouver facilement qu'il n'y a pas surproduction, et voici comment.

Reportons-nous au tableau de la page 295 où les récoltes sont groupées par périodes décennales.

Le groupement des dix dernières années donne le chiffre de

54.988.724 hectolitres

Pendant la même période, l'excédent des importations sur les exportations est de

3.762.300 hectolitres

soit en tout une disponibilité de

58.751.024 hectolitres

Or la consommation taxée pour la même période est de

44.360.273 hectolitres

En chiffrant la consommation en franchise à 15 millions d'hectolitres seulement, et elle est parfois supérieure puisqu'en 1908 elle a pu arriver à 20 millions, nous dépassons la valeur de notre *disponibilité*.

Or il reste encore à tenir compte des déchets et consume dans le commerce, de la distillation et des transformations en vinaigre.

Ces chiffres montrent clairement que l'écoulement du vin devrait s'effectuer normalement, puisque l'offre et la demande sont sensiblement en équilibre. S'il n'en est pas ainsi, c'est que la fraude vient rompre l'harmonie et fausser tous les calculs.

(1) PROSPER GERVAIS. *Rapport à la Société des viticulteurs de France*, 1907.

Pour donner une idée de ce qu'a été la fraude en 1903, voici une statistique qui est de tous points édifiante :

Communes	Évaluation de la récolte	Sortie des celliers des récoltants
Agde.....	70.000	133.473
Aigues-Vives.....	2.500	9.268
Aumes.....	9.000	24.500
Bessan.....	40.000	72.659
Boujan.....	17.000	60.695
Capestang.....	40.000	159.466
Castelnau-du-Guers...	25.000	41.523
Caux.....	25.000	51.212
Cazouls-les-Béziers...	70.000	162.541
Cessenon.....	32.000	69.825
Colombiers.....	15.000	39.329
Coulobres.....	9.000	18.900
Gignac.....	3.140	14.339
Grabels.....	15.000	30.100
Lespignan.....	35.000	66.173
Lézignan.....	8.000	19.902
Lignan.....	12.000	30.843
Maraussan.....	53.000	80.486
Marseillan.....	47.000	132.341
Maureilhan.....	45.000	77.611
Mireval.....	12.500	29.000
Montady.....	8.000	28.930
Montagnac.....	55.000	108.921
Nissan.....	60.000	110.166
Olonzac.....	15.000	46.553
Paulhan.....	10.000	23.900
Pinet.....	20.000	39.976
Pomérois.....	25.000	53.537
Puisserguier.....	65.000	112.336
Quarante.....	35.000	78.137
S ^t -André-de-Sangonis.	23.775	46.366
Saint-Pargoire.....	20.000	44.152
Servian.....	50.000	94.116
Thézan.....	55.000	112.982
Valros.....	20.000	60.590
<i>Totaux.....</i>	<u>1.004.915</u>	<u>2.284.848</u>

Ainsi ces communes avaient produit 1.004.915 hectolitres et elles en livrèrent 2.284.848.

Et nunc erudimini...

Il ne faudrait pas cependant conclure du particulier au général et déclarer que tous les viticulteurs ont fabriqué des vins de sucre. La statistique est souvent inexacte quand elle ne repose pas sur des recettes fiscales et qu'elle n'est pas soumise à une déclaration obligatoire et contrôlée. Les appréciations des évaluations sont faites par des personnes qui apportent plus ou moins de soin ou de conscience dans la mission qui leur incombe — et il est du reste matériellement impossible de donner une appréciation mathématique de la production. On soutient parfois que les erreurs de sens opposés se font elles-mêmes compensation. C'est probable, mais il faut tenir compte de l'erreur systématique, consciente ou non, quand une enquête est faite au moment d'une crise intense. Alors, les évaluateurs sont impressionnés par l'influence du milieu ; les hommes se laissent guider par leur intérêt exclusif et les renseignements ont ainsi un caractère tendancieux.

En tous cas la comparaison des chiffres que nous donnons n'en est pas moins édifiante. Nous pouvons fournir du reste en ce sens d'autres preuves à l'appui. Dans un ouvrage qui a été couronné par la Société des agriculteurs de France (1), M. Vidal, propriétaire-viticulteur du Midi, écrit : « Quand en avril 1903 le prix des aramons de 7 degrés eut atteint 22 francs, que la loi du 28 janvier de la même année ramenant les droits sur les sucres cristallisés à 25 francs et leur coût total à 55 francs, fit entrevoir aux Aimarguois la possibilité de doubler, tripler

(1) *Monographie de la commune d'Aimargues. op. cit.*

la faible récolte que les gelées avaient laissée sur les souches, la tentation fut trop forte : beaucoup succombèrent.

« Les plus audacieux n'hésitèrent pas, ils jouèrent même auprès des timides une comédie très habile qui consistait à inspirer à ceux-ci des craintes qu'ils ne partageaient nullement.

» Après s'être rendu compte que la Régie, institution éminemment fiscale, n'avait comme unique préoccupation que d'encaisser 25 francs par balle de sucre à sa sortie de l'usine et 1 fr. 50 par hectolitre de vin circulant sur le territoire de la République, les plus timorés ne cherchaient qu'à rattraper le temps perdu, et la fraude s'étala au grand jour, superbe d'impudeur et d'audace. C'était l'époque où la betterave n'était pas encore considérée comme l'ennemie du raisin, mais bien au contraire comme son plus précieux auxiliaire, aussi l'accueillait-on à Aimargues à bras ouverts. Du 3 septembre au 26 octobre 1903 la gare a reçu 53 wagons de sucre cristallisé N° 3 représentant un tonnage de 492.335 kilogr. « En 1903, le rendement officiel a été fixé à 54.450 hectolitres ; les sorties pour lesquelles la moindre erreur est impossible en accusent 126.232 ; d'où un excédent en faveur de ces dernières de 71.832 hectolitres.

» La recette buraliste d'Aimargues reçoit en moyenne annuelle un petit nombre de déclarations de sucrage relatives à l'emploi de 7 à 8.000 kilogrammes de sucre à l'aide desquels quelques propriétaires remontent de 2 à 3 degrés le titre alcoolique de leurs Bouschets et des parties d'Aramon en blanc.

» En septembre 1903 on enregistra 10 déclarations s'appliquant à 48.000 kilogrammes de sucre, alors que les petits vins de 7 degrés se vendaient 21 francs et ceux

de 10 degrés 25 à 27 francs ; seulement, nous avouons ne pas avoir bien saisi le côté avantageux de cette chaptalisation. Les 444.335 kilogrammes mis en œuvre sans avertissement à la régie, les piquettes, les dilutions alcooliques provenant de trois-six distillés pendant la première mévente et tenus en réserve pour des jours meilleurs créèrent cette surproduction irrégulière par son origine, perturbatrice des marchés, et, ce qui est pire, souillée par tant d'impuretés constitutionnelles qu'elles devenaient un véritable danger pour la santé publique. Les vins de sucre dont le prix de revient variait de 10 à 12 fr. l'hectolitre, se vendirent de 16 à 18 fr. jusqu'au moment où ils subirent la baisse dont ils furent les promoteurs, au point de descendre bien au-dessous du prix de fabrication. Pendant que, contribuant pour une part de 444.335 kilogr. dans les 223.000 tonnes qui ont jeté sur le marché national :

15.490.000 hectolitres

de vin à 8 degrés, absolument imprévu, les Aimarguois consommaient leur propre ruine. Quelle était la mentalité de cette population dont la nervosité était surexcitée au suprême degré par l'appât d'un gain illicite et la crainte de la répression ? Tandis que ceux dont l'impudent mépris des lois ne rencontrait aucun obstacle pour faire entrer dans leurs caves des balles de sucre et auxquels leur habileté œnologique permettait d'en faire sortir des vins frelatés, exultaient de joie, les autres, auxquels ces qualités maîtresses avaient fait défaut, manifestaient avec les plus vifs regrets d'avoir manqué pareille aubaine, une admiration sans borne pour les premiers, proclamés heureux et forts.

« Tous eurent l'intuition que la situation était trop belle

pour durer, mais aucun ne se douta que la roche tar-péienne fût si près du Capitole ; puis, quand les mauvais jours arrivèrent, s'éleva le long murmure des colères indignées à l'adresse des triomphateurs de la veille ; inconscients et oublieux de leur œuvre néfaste, les fraudeurs(1) se joignirent à leurs innocentes victimes pour demander aux pouvoirs publics l'application des justes lois et au Parlement le vote de lois nouvelles. Acceptons leur attitude comme un acte de repentir et souhaitons que de l'effort commun pour écarter le renouvellement de pratiques aussi détestables et aussi détestées, sorte le relèvement et le salut. »

FRAUDES PAR LE MOUILLAGE

« Si l'on songe », écrit Charles Gide, « qu'il y a 470.000 débitants de vin en France et que l'on suppose que chacun d'eux ajoute seulement 5 litres d'eau par jour à sa vente quotidienne, cela fait 8 millions d'hectolitres ! Les lois le défendent, bien entendu. Mais aucune ne pourra l'empêcher à moins de rétablir l'exercice, c'est-à-dire le droit, pour les agents du fisc, d'entrer dans la cave du débitant. Or, la Chambre des députés ne portera jamais la main sur ce temple : celui-ci pour elle est sacré. »....

« Il y a quelques mois un mastroquet d'origine auver-

(1) Aimargues est loin d'avoir détenu le record de la fraude en 1903, c'est sur le territoire d'une commune voisine que se trouve située une propriété produisant 3 à 4.000 hectolitres qui en a élaboré 16.000. (Cour de Nîmes, 28 juin 1905).

gnate comparaissait devant le juge d'instruction. (1) Le laboratoire l'accusait d'avoir versé 60 litres d'eau dans une pièce de vin — l'homme se défendait :

— Pour avoir mouillé, j'ai mouillé, mais pas autant qu'on le dit : je n'ai mis que 30 litres d'eau.

— Vous mentez, s'écriait le juge agacé ; le laboratoire sait bien ce qu'il fait.

Alors la femme de l'inculpé intervenant :

— Mon mari ne ment pas, entendez-vous, monsieur le juge ! il n'a mis que 30 litres. Seulement, comme les hommes sont toujours trop mous, c'est moi qui par derrière ai fourni les 30 autres !!!... »

La fraude continue à s'exercer, mais surtout dans les centres de consommation éloignés du midi ; pour éviter de payer le port et autres frais on fabrique sur place. Exemple.

— Je me trouvais, l'été dernier, dans un restaurant du Centre qui vend couramment la bouteille de vin rouge 1 franc et celle de blanc 1 fr. 50, et j'avais apporté, sur la demande du patron de l'établissement, des échantillons de vins rouge et blanc, qu'il me déclara excellents. Mais quand il en connut le prix, cependant modéré, le vin rouge fut trouvé trop coloré et le vin blanc trop doré... Bref, le bonhomme qui n'avait, je le pense tout au moins, aucune raison de craindre ma dénonciation, m'entraîna dans son officine et me montra tous les extraits nécessaires pour fabriquer instantanément et à volonté, les vins, liqueurs, etc., les plus exquis et de provenance sûre, indigène ou exotique... « Vous comprenez, monsieur, me dit-il, que pour faire venir du

(1) F. MOMMÉJA. *A travers le Midi. op. cit.*

vin du dehors il faut le payer, mais ceci n'est rien ; il y a les frais de transport, les droits, que sais-je ! Et puis, Monsieur, dans votre midi, on a *tellement fraudé* !... qu'en réalité on ne sait plus à qui se fier ! quand on achète, on ne sait pas ce qu'on achète, ni ce qu'on donne à ses clients » !!!...

A Paris on constate que la consommation du vin par habitant est moindre que dans la banlieue !

Ainsi en 1903, année de vin rare et cher, la consommation a été de 354 litres dans la banlieue, 185 dans Paris. Elle devrait, au contraire, être plus grande parce qu'il y a plus de restaurants, de débits et de clientèle de passage dans Paris, que dans la banlieue. La seule explication possible, c'est que presque tout le vin qui franchit les barrières de l'octroi est plus ou moins allongé.

« Le Procureur de la République de Marseille ayant fait faire des prélèvements sur des vins de 15 et 20 centimes le litre, sur 52 échantillons recueillis, 21 furent, après analyse, reconnus bons, 31 falsifiés. Il faut remarquer que la principale fraude consiste dans le mouillage ; la majorité des vins mouillés étaient de provenance algérienne ; très alcooliques, ils supportent bien l'eau.

» La Société départementale d'agriculture des Bouches-du-Rhône dit : « Actuellement c'est chez l'épicier et le débitant, dans les grands centres de consommation, que le sucrage et le mouillage des vins font leur œuvre néfaste ; on fait ainsi l'économie des frais de transport, des droits de régie et des droits d'octroi, là où ils subsistent. Le mouillage se pratique d'une façon éhontée. On ne peut le pratiquer à la propriété, car les vins sont vendus suivant leur litre alcoolique ; on ne peut guère non plus le pratiquer chez le négociant en gros qui est gêné par l'exercice de la régie. Mais le débitant, libéré de toute

surveillance et ne garantissant nullement le titre alcoolique des vins qu'il vend, ne se fait pas faute de les mouiller largement. Il achète des vins d'Algérie ou des Jacques titrant 12 à 14°, qui lui reviennent, par certaine quantité, à 20 francs l'hectolitre au plus ; il ajoute 40 % d'eau et ramène les vins à 7°, de telle sorte qu'ils ne lui coûtent plus que 10 francs ; il vend le litre 15 à 20 centimes et fait un bénéfice de 33 à 50 %.

Le mouillage se pratique aussi à la propriété ; c'est un complément tout naturel du sucrage.

Sans doute tous les viticulteurs qui chaptalisent n'ajoutent pas de l'eau. Ils se garderaient bien de le faire pour les grands vins auxquels le sucrage apporte de nouvelles qualités. Mais partout ailleurs où l'amélioration de la qualité est secondaire, le sucrage sert à constituer des vins qui sont tout préparés pour le mouillage chez le débitant.

Quelquefois, sur la demande du marchand en gros et du débitant, les viticulteurs opèrent des mouillages en proportions calculées suivant le degré d'alcool et le taux de l'extrait sec. On a cité des marchés qui étaient passés à la condition que le vin qui titrait 11° fût ramené à 9°.

Chez le marchand en gros, en France, le mouillage présente certaines difficultés qui ne sont pas toujours insurmontables. Comme ce commerçant est exercé, il est obligé de créer un « manquant » de vin pour le remplacer par de l'eau, ou de se procurer des « acquits fictifs » qui lui permettent — puisqu'ils n'accompagnent aucune marchandise — de couvrir les excédents que constitueront les additions d'eau.

La pratique des livraisons multiples avec un même acquit ou un même congé est chose courante surtout dans les villes ; elle a été introduite à Paris depuis que les

marchands en gros y ont été placés sous le régime de l'entrepôt.

Dans les autres villes, les expéditions multiples avec une même pièce de régie se font plus facilement qu'autrefois parce qu'on a mis le registre des acquits et congés entre les mains des négociants, malgré les protestations des viticulteurs.

L'affaire de la Société « l'Épargne » de Toulouse, a mis en évidence, d'après certaines dépositions, une organisation basée sur ce genre de trafic, qui était un modèle du genre.

Ce commerce des acquits fictifs s'est fait un peu partout en France; le procès retentissant de Villefranche est encore dans toutes les mémoires.

Le visa des acquits en cours de route l'a rendu plus difficile. Mais le visa n'est pas toujours réel, et l'enquête a montré des lacunes regrettables dans l'application de ce contrôle. Des directeurs déchargent des acquits non visés après des enquêtes sommaires. Quelquefois un acquit visé en cours de route devient fictif à l'arrivée. Voici un exemple pris à la campagne : Un marchand en gros, X..., achète du vin à Z... Le visa de l'acquit a lieu en cours de route. Mais à l'arrivée le vin est introduit chez T.. qui est propriétaire. L'acquit permet à X... de couvrir un excédent et T... revend le vin comme venant de sa propriété.

Le mouillage se pratique donc partout; mais il donne plus de bénéfice dans les villes et il contribue à l'avilissement des prix de vente du vin par la concurrence des mouilleurs entre eux. Plus la ville est importante et éloignée des centres de production, plus cet avilissement retentit sur le prix du vin à la propriété, car l'eau ajoutée dans les magasins ne paye pas de frais de transport.

Paris a exercé, pour cette raison, une action déprimante sur les cours depuis plusieurs années.

D'après le docteur Bordas, directeur du laboratoire du ministère des finances, la fraude en 1907 aurait représenté de 6 à 10 o/o de la provision totale du marché. Suivant le même auteur, pendant l'année 1905 on reçut à Paris de provenance de l'Ouest et du Midi, en plein mois de juin, notamment, des vins encore en fermentation, c'étaient évidemment des vins de fraude.

TRANSFORMATION DU COMMERCE

A la suite des crises qui se sont succédées depuis la période phylloxérique, et surtout depuis les perturbations qu'a subies le marché en 1901 et en 1904, le rôle du grand commerce des vins a été profondément modifié, particulièrement dans le Midi.

Autrefois, détenteur de la presque totalité de la marchandise, il avait intérêt à maintenir des cours au-dessus de ceux pratiqués à la propriété. Il était organisé pour équilibrer les variations d'une année sur l'autre et jouait sur le marché le rôle de régulateur.

Depuis surtout le krach de 1903, il s'est formé un néo-commerce qui domine la situation d'abord en empêchant les commerçants honnêtes et sérieux de faire à l'avance des approvisionnements de vins de bonne qualité, et aussi en empêchant le propriétaire de conserver sa récolte pour des circonstances plus favorables.

« Ce commerce se compose d'un grand nombre d'intermédiaires qui n'ont pas de patentes, de commerçants qui ne sont même pas patentés comme courtiers, qui sont de véritables courtiers marrons. La situation de

ce nouveau commerce, son influence, sa prépondérance, nous ont été déjà démontrées un peu partout et notamment dans les circonstances suivantes : Dans un document qui a été remis à la commission d'enquête (1), on montre que tout débitant dépense au moins en frais généraux, droits de circulation, transport plein et retour des fûts vides, octroi, commission, etc., 9 francs par hectolitre, quel que soit le prix d'achat du vin. En le supposant à 8 francs, cours actuel des vins naturels, on ne pourrait pas vendre, comme on le fait, du vin à 15 francs l'hectolitre au détail (1). »

La Société départementale d'agriculture des Bouches-du-Rhône déclare : « Les gros négociants en vins qui faisaient des approvisionnements considérables, en gardant des caves entières, cherchant à être les maîtres du marché, tendent de plus en plus à disparaître. L'année 1903 leur a été fatale quand les prix, au milieu de la campagne, se sont affaîssés dans des conditions lamentables. Ce ne sont plus les gros commerçants qui traitent avec les gros propriétaires viticulteurs, c'est maintenant le commissionnaire qui entre en scène chaque jour davantage et qui n'achète par foudre qu'après avoir la certitude du placement de ce vin avec sa commission assurée.

» D'une part, les gros négociants qui faisaient leurs achats, en prévision de l'avenir disparaissent peu à peu ; d'autre part, les négociants ordinaires n'achètent qu'au fur et à mesure des besoins de la clientèle, alors que par suite du sucrage et du mouillage, ces besoins se ralentissent et diminuent d'importance. On conçoit aisément

(1) CAZEAUX-CAZALET. Rapport à la Chambre. *Officiel*, 16 juin 1907, p. 43 et seq.

combien ces transformations dans le commerce des vins ont été nuisibles.

La Chambre de commerce de Nîmes déclare : « Le commerce local s'est modifié. Le commerce dit « commerce de gros » qui achetait pour revendre à forfait aux négociants installés dans les pays de consommation, n'existe presque plus. La concurrence suscitée par les causes exposées ayant restreint de plus en plus la marge normale que laissaient autrefois aux bénéfices, les transactions à forfait, le commerce s'est vu réduit à traiter à la commission dans la majorité des cas.

» Les bas prix favorisent d'ailleurs les achats directs par les étrangers qui se passent plus aisément d'intermédiaires autres que les courtiers locaux. Une autre cause de malaise pour le commerce, c'est l'emploi des vins défectueux qui sont détournés de la distillation. On sait aujourd'hui leur donner une tenue apparente, une allure suffisante pour les livrer à la consommation à des prix réduits, ce qui porte un gros préjudice à la vente des bons vins.

» L'imprévu que suscite la fabrication des vins factices (laquelle peut même se développer clandestinement après les vendanges) a modifié les habitudes de notre commerce local. Il n'achète plus comme autrefois par grandes quantités, ce qui donnait une vive impulsion à la cote de vins, mais il s'assure au fur et à mesure des besoins de sa clientèle quelques foudres, à l'affût des occasions.

» Cette méthode continue à condamner les cours, dans la situation actuelle du marché, à une dépression constante».

La délégation de la Chambre syndicale du commerce

des vins et spiritueux du Gard est venue déclarer à la Commission :

« Le commerce d'aujourd'hui, sauf celui de barriqueaille qui livre directement au consommateur, n'achète presque plus ferme pour lui. Il engage ses pourparlers de vente et n'achète que lorsqu'il a à peu près vendu. Il ne spéculé plus. Il est indifférent au maintien des prix. Sans avoir intérêt à la baisse, la baisse lui sert à amorcer plus facilement les acheteurs auxquels il fait luire des conditions d'achat toujours meilleures, d'où tendance constante, envers et contre tout, à la baisse.

» Une autre transformation s'est opérée dans le commerce des pays de consommation.

» Il ne fait plus de marché d'après les types de vin que lui livrait le commerce local de son magasin. Il traite pour des vins déterminés, par échantillons, à recevoir directement de la propriété, soit avec le commerce local transformé, soit par des commissionnaires, soit même avec des courtiers, tous agents de baisse, chercheurs, comme on l'a dit de « coups de fusils. »

La Chambre de commerce de Béziers constate : « Que le commerce local s'est transformé. Des négociants en vins ont disparu. Ils ont été remplacés par des courtiers ne payant le plus souvent ni patente, ni licence. Les marchands de vin dans les centres de consommation, concurrencés par les épiciers et les débitants non surveillés ni recensés, ont vu baisser leur chiffre d'affaires. D'aucuns ont disparu : épiciers et débitants les ont remplacés. »

La Chambre de commerce de Montpellier déclare : « Avec les pertes commerciales subies en 1903 et l'avilissement des prix, une nuée d'intermédiaires sans capitaux, ou tout au moins avec des apports insignifiants ont pris place et exécuté à des taux de commission de misère

(0 fr. 50 par hectolitre) les ordres des acheteurs des places de consommation. Ils ont ainsi déplacé l'axe des affaires et la sécurité qu'offraient pour la tenue des cours les grosses maisons de forfait achetant pour leur compte une bonne partie des récoltes, dès septembre et octobre de chaque année. Les commerçants des places de consommation sont aujourd'hui concurrencés par les débitants et les épiciers. »

Les membres de la Chambre de commerce du Lot-et-Garonne et la Chambre syndicale des commerçants en gros des vins et spiritueux de l'Armagnac disent : « Une des raisons les plus importantes de la baisse des cours, c'est ce fait que le commerce n'a plus confiance : jadis on faisait des approvisionnements, aujourd'hui on achète au jour le jour. »

ROLE PASSIF DU COMMERCE PENDANT LA DERNIÈRE CRISE

Au mois d'août 1899 le commerce manquait de vin. Le stock général était des plus réduits dans le Midi, on offrait de 20 à 22 fr. l'hecto. Les prix de début ne se maintinrent pas, car la récolte de 1899 paraissant élevée les négociants, une fois approvisionnés par les premiers vins vendangés, n'achetèrent plus. Néanmoins, les prix étaient encore en novembre de 1 fr. 60 à 1 fr. 70 le degré. En décembre il y eut une reprise qui fut courte, quelques propriétaires vendirent 18 fr., puis les vins tombèrent à 16, 14 et 12 francs.

En 1900 et 1901, c'est la débâcle que le Commerce ne sait ou ne peut enrayer (1).

(1) Les viticulteurs ne doivent pas oublier que la suppression du privilèges des bouilleurs de cru, en décembre 1900, a été l'une des causes directes et peut-être la plus importante de l'effondrement des cours.

La gelée de 1903 fit remonter les cours au-dessus de 25 francs, et la crise eût été virtuellement résolue dès ce moment n'eût été la fabrication intense de vin de sucre. On sait en effet qu'à ce moment-là le marché international étant perdu pour eux, les fabricants de sucre firent détaxer le sucre pour en augmenter les débouchés sur le marché national.

Or, escomptant la hausse, le commerce avait acheté à peu près toutes les quantités disponibles de vin naturel; mais il continua de sortir des vins de partout, tant et si bien qu'il en résulta un effondrement général des cours qui entraîna la ruine de bon nombre de négociants.

Le grand commerce a donc été la première victime des fraudes de 1904!

D'avril à juillet 1905, le commerce offrait 6 francs des vins de 10 degrés, mais n'achetait en réalité que ceux de 8 à 9 qu'il ne payait que 3 fr. 50. Le prix moyen était de 5 fr. l'hecto.

Depuis le commencement de septembre 1907 la situation du marché n'a cessé de s'améliorer, bien qu'avec une lenteur parfois un peu désespérante.

Les cours qui étaient d'abord de 0 fr. 65 le degré passèrent à 0 fr. 75 et atteignirent même 1 fr. 60. Quelques vins supérieurs des Pyrénées-Orientales, titrant 14 et 16 degrés, s'enlevèrent aux prix de 30 et 35 francs l'hectol. Dans le Biterrois les prix passèrent de 1 fr. 10 à 1 fr. 25 le degré à 1 fr. 45 et 1 fr. 60 le degré; dans l'Hérault, de 1 fr. à 1 fr. 50 le degré. Mais comme toujours, les non logés provoquèrent une perturbation des cours et certains d'entre eux durent être cédés à 0 fr. 60 le degré.

Depuis la loi du 29 juin 1907 sur la déclaration de récolte, le commerce opère à peu près à coup sûr. Il sait les exigences nouvelles de la consommation corres-

pendant à un prix donné, et, mieux protégé que par le passé contre les fraudes, il est prémuni contre les chutes brutales des cours.

Dès l'apparition de la récolte de 1909, qui restait très inférieure à celle des années précédentes, le prix s'est relevé sur le marché et a suivi une marche ascendante jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes.

En septembre et octobre, quand les cours atteignirent 11 et 12 francs, une grande partie de nos propriétaires — qui ont peur, et qui sont à la fois les auteurs inconsients et les victimes malheureuses de la baisse, vendirent en masse. — Les cours restèrent quelque temps stationnaires.

Mais les exigences de la consommation forcèrent vite le commerce à multiplier ses achats, et ce fut définitivement la hausse.

Au début de février les prix étaient dans l'Hérault de 13 à 14 francs.

Aujourd'hui (20 mai 1910), les cours oscillent entre 18 francs pour les vins courants de 8 degrés et 20 francs pour les vins de 10 degrés.

Les petits vins de plaine priment ceux des coteaux, parce que moins chers. Le commerce résiste désespérément à la hausse. Il se prétend approvisionné, ce qui ne l'empêche pas d'envoyer constamment des courtiers *prospector* les dernières sources !

Et voilà qu'il spéculé déjà sur la récolte prochaine et qu'il ébauche de nombreux achats sur souches.

Voudrait-il reprendre son rôle d'autrefois ? Est-il en mesure de le faire ?

LA QUESTION DES NON LOGÉS ET DES EXCÉDENTS

L'absence de vaisselle vinaire et son insuffisance constituent un puissant facteur de baisse. Une grande quantité de petits propriétaires qui n'ont pas les capitaux nécessaires, ou même qui ne veulent pas consacrer leur avoir à la création d'un matériel de cave suffisant, sont dans la nécessité inéluctable de vendre leur récolte sur souche ou à la décuaison; comme les raisins mûrissent à peu près ensemble par région, le commerce a ainsi à sa disposition une bonne partie du vin qui lui est nécessaire pour ses premiers besoins; inutile de dire que ces vins sont souvent payés à des prix dérisoires.

Endehors des non logés, il y a les excédents; qu'il vienne à se produire une augmentation de récolte, et les celliers se trouvant trop étroits pour la loger, le propriétaire, pour ne pas la perdre est obligé de vendre à n'importe quel prix.

CONCENTRATION DE LA PRODUCTION
SITUATION EXCENTRIQUE
DES DÉPARTEMENTS GROS PRODUCTEURS

Une des causes d'écrasement des cours, l'une des principales peut-être, provient de la concentration de la production dans les départements du Midi et de la situation excentrique de ces départements gros producteurs.

Nous avons montré par la statistique, que la moitié de la production métropolitaine était maintenant concentrée dans les six départements méditerranéens.

Il y a littéralement engorgement des débouchés pour cette région, et par suite, une concurrence énorme à la vente. La chose est facile à comprendre :

Supposons qu'un négociant veuille se pourvoir de vin ; il s'adresse à un producteur et lui fait une offre. Le producteur déclare ne pouvoir accepter cette offre parce que trop basse. Que fait le négociant ? Il ne discute même pas car il perdrait son temps ; assuré de trouver du vin à la porte voisine, il va y frapper et recommence le même manège jusqu'à ce qu'il ait trouvé celui dont les besoins d'argent sont les plus grands et qui accepte avec reconnaissance n'importe quel prix. Ce dernier est exécuté ; celui qui n'a pas vendu s'affole et la débâcle s'ensuit.

LE COMMERCE DES VINS D'ALGÉRIE

En second lieu, les vins d'Algérie, dont le degré alcoolique est plus élevé que celui des vins ordinaires du Midi, supportent un mouillage intensif de 25,30 o/o et même plus, ce qui fait que leur introduction peut porter indirectement les quantités disponibles à 12 ou 13 millions d'hectolitres : la production de l'Hérault en bonne année !

Il n'en faudrait pas tant pour déprimer les cours.

Mais il y a autre chose : les frais de production en Algérie sont sensiblement inférieurs à ceux de la grande culture du Midi. De telle sorte qu'il y a encore là pour la colonie une raison de supériorité.

La concurrence de l'Algérie est d'autant plus dangereuse que, en raison de son climat privilégié, elle voit mûrir ses fruits un mois plus tôt que ceux de la métropole et que les vins d'Algérie arrivent à Cette, La

Nouvelle, Port-Vendres, Bordeaux avant que les récoltes soient commencées en France.

Or, dans ces dernières années, la production algérienne représentait à peu près la quantité nécessaire au commerce pour faire ses coupages et rajeunir ses vins vieux.

PRIVILÈGES DE RENDEMENT

Suivant la situation, plaine ou coteau, la production peut varier de 30 hectolitres à 300, le prix de revient restant sensiblement le même pour la même surface. Les terres privilégiées écrasent les autres ; c'est la victoire des grands rendements sur les petits, la suprématie affirmée et incontestée du vin de plaine sur le vin de coteau ; Celui qui récolte 200 hectos à l'hectare, s'il les vend seulement 5 francs, aura un produit brut de 1.000 francs par hectare, et si la dépense est de 900 francs, le produit net ressortira encore à 100 francs par hectare, alors que dans les mêmes conditions de marché, celui qui ne récolte que 30 hectolitres pour le même chiffre de 900 francs à l'hectare, doit vendre au minimum 30 francs pour ne rien perdre ni gagner.

Un de nos amis arrive à produire le vin au prix de 3 fr. 60 l'hectolitre ; comme le prix de revient ordinaire varie entre 8 et 14 francs, et quelquefois plus, on voit tout de suite qu'un vin produit dans de telles conditions est maître du marché. Il se vendra d'autant plus cher que la demande sera plus considérable, et si la demande est restreinte, il trouvera toujours acquéreur, car il est celui qui peut se vendre au plus bas prix.

RESSERREMENT DU CRÉDIT

Le commerce est tenu en lisière par la Banque, il a besoin de capitaux circulants considérables, et c'est uniquement par le crédit personnel que les négociants peuvent se procurer de l'argent.

« Il y a 30 ans il y avait de nombreuses banques locales très puissantes disposant de très gros dépôts fournis par les viticulteurs eux-mêmes. Ces banques faisaient des crédits à découvert très importants au commerce d'achat.

» Les grandes sociétés de crédit sont venues. Elles ont établi des succursales dans les principales villes. Elles ont littéralement drainé, pompé toutes les disponibilités qu'elles ont heureusement employées en France et à l'étranger. Elles ne font plus d'avances à découvert, elles escomptent du papier. Elles ont de gros dépôts à vue et dès qu'une crise surgit, alors que le crédit aurait besoin d'être plus large, plus abondant, elles le resserrent au contraire et accentuent le malaise. Elles ont fait disparaître ou réduit l'importance des banques locales et n'ont pas remplacé les services qu'elles rendaient » (1).

La disparition ou la raréfaction des banques locales, la centralisation du crédit dans les grandes, ont donc été une cause de ruine pour la viticulture comme elles l'ont été aussi en général pour les autres branches de l'agriculture, avec un caractère moins accentué cependant.

Le commerce des vins a souffert d'une situation qu'il

(1) F. ASTIER, *Le Matin*, 28 octobre 1908

avait contribué à créer. Il n'avait plus confiance dans les petites banques ; il ne leur portait plus de dépôts, elles ne purent plus lui faire d'avances ; et quand les négociants vinrent frapper à la porte des grandes maisons de crédit dont ils avaient favorisé l'extension inconsciemment, ils furent éconduits.

Il en fut de même pour les viticulteurs qui trouvèrent heureusement, dans les Caisses de Crédit agricole, les facilités d'emprunt qu'ils ne rencontraient plus ailleurs.

INEXISTENCE DE MARCHÉ

Nous avons indiqué plus haut que les syndicats s'étaient efforcés de créer des foires et marchés.

Alors en effet que pour toutes les autres denrées il existe à dates fixes, dans toute la France, des foires, des marchés, on ne trouve rien de pareil pour les vins.

Et alors que se passe-t-il ? Le viticulteur est dépourvu de renseignements et il ne connaît pas la situation exacte du marché. Il est à la merci du premier courtier qui passe et qui le berne, et sur le même terroir il n'est pas étonnant de trouver, au même moment, des écarts de prix de vente de 3 et 4 francs et plus pour les mêmes qualités.

Dans le Midi, il y a bien sans doute des réunions hebdomadaires de viticulteurs et de négociants ; mais dans ces embryons de marchés où les prix ne sont pas affichés, où toutes les transactions sont faites *sous le manteau* et souvent en secret, les informations que l'on peut retirer sont de peu de valeur ; à peine si l'on peut enregistrer une tendance ;

A la fin de chaque marché, on ignore combien d'offres et de demandes ont été mises en présence et quel en a été le résultat. Et les cours s'établissent sur des présomptions !

CHAPITRE VIII

Tentatives d'organisation de la résistance à la baisse des prix

Nous devons tout d'abord énoncer l'axiome suivant : la résistance économique peut être organisée contre une baisse naturelle ou fictive, provenant d'engorgements ou d'une coalition du commerce, mais il est évident que contre la fraude, aucun système ne saurait prévaloir.

Dans ce cas, seule la répression pénale est efficace.

Ceci posé, par quels moyens pourrait-on enrayer, dans une certaine limite tout au moins, l'avilissement des prix ?

En première ligne et en dehors de toute organisation collective, nous trouvons la « résistance » opposée au commerce par les propriétaires qui, en dehors de leurs terres, disposent de revenus plus ou moins importants.

Quelques-uns parmi ceux-ci ont pu attendre des jours meilleurs en achetant du matériel vinicole supplémentaire et en faisant construire d'énormes cuves en ciment armé. Certains d'entre eux ont même transformé chaque année une partie de leurs vins, les moins solides, en alcool qu'ils ont conservé, et dont le commerce de Cognac est venu plus tard leur offrir le prix rémunérateur de 3 francs le litre.

Seulement, tous les propriétaires ne sont pas capitalistes, et le matériel vinicole inutilisé en temps ordinaire

perd de sa valeur. Aussi qu'arrive-t-il? C'est que pressé par la nécessité de loger la nouvelle récolte, le propriétaire vend en juin, juillet ou août à n'importe quel prix, et ce fait se produit même dans les années normales. Voilà donc un point noir auquel il serait urgent de remédier. Le propriétaire peut ne pas avoir besoin d'argent, mais il est quand même obligé de vendre contre son gré. Il pourrait bien s'adresser au commerce de location de futailles et ce moyen est quelquefois employé, mais il est onéreux(1). Le seul système qui soit recommandable quand il s'agit d'une petite ou d'une moyenne propriété qui vend tout ou partie à la clientèle bourgeoise, c'est d'acquérir à l'avance la futaille que l'on n'aurait achetée qu'au fur et à mesure des besoins et d'y loger les vins qui ne sont pas encore écoulés. On nous objectera le consume, mais n'est-il pas préférable de perdre 10 litres sur chaque pièce et de vendre son vin plus tard 15 ou 16 fr. que de l'abandonner immédiatement pour 7 ou 8 fr. ou 0 fr. 50 l'hectolitre?

RÉSISTANCE BASÉE SUR LE CRÉDIT

Quoiqu'on en ait dit, le Crédit agricole peut jouer et a joué un rôle assez important dans la dernière crise; mais insuffisamment dotées encore, les Caisses rurales et

(1) Le prix de location des *transports* (fûts de 600 litres) est en temps normal de 0 fr. 04 par jour et pour 3 mois, 0 fr. 03 par jour et pour 6 mois, 0 fr. 02 par jour et pour 12 mois. Mais quand la demande est plus grande que l'offre, les prix montent. Pendant la dernière crise, ils atteignaient 0 fr. 05, 0 fr. 10, 0 fr. 15 centimes.

régionales furent bientôt débordées et auraient été impuissantes à porter toute la charge du marché.

Inutile d'ajouter que le Crédit agricole est très mal vu du commerce : d'abord parce qu'il permet aux viticulteurs de lui résister ; ensuite parce que l'argent des Caisses rurales provient en grande partie d'une main-mise de l'État sur des réserves constituées avec les bénéfices fournis à la Banque de France par les transactions commerciales.

*
* *

En dehors de la résistance individuelle, différents systèmes ont été préconisés. Nous allons les passer successivement en revue.

FIXATION D'UN PRIX MINIMUM.

On a proposé tout d'abord de fixer un minimum au prix de vente du vin.

Des sociétés d'agriculture, des syndicats ont essayé, en se basant sur des données plus ou moins certaines, d'attribuer des prix aux diverses qualités, dans un bulletin hebdomadaire ou mensuel.

Ces prix peuvent servir d'indice, mais comme ils proviennent non des rapports de l'offre et de la demande, mais des tendances des vendeurs ou des acheteurs, ils ne sauraient s'imposer aux uns ou aux autres.

On a proposé aussi de faire fixer par les municipalités, comme cela existe déjà pour le pain et la viande, un prix qui serait tout à la fois maximum et minimum.

Tous ces procédés d'un autre âge ne sont pas du domaine pratique.

VALORISATION

D'aucuns ont pensé à l'intervention de l'État sous la forme d'une valorisation. Ce système ne consiste pas dans l'établissement d'un prix minimum légal ; c'est l'absorption, ou plus exactement l'accaparement par l'État de la quantité qui pèse sur le marché. Le précédent qui a été mis en avant n'est autre que celui des cafés du Brésil.

Le 26 février 1906 était signée entre plusieurs états du Brésil l'entente ou « *Convenio de Taubate*. » D'après cette entente le gouvernement brésilien acheta 8 millions de sacs de café au prix minimum de 55 milreis les 60 kilos et les frais furent couverts par des emprunts qui atteignirent 15 millions de livres sterling et par une taxe de 3 fr. à l'exportation. L'essai ne fut pas heureux ; l'année suivante, le cours du café continua à baisser de 47 à 36 francs les 100 kilos — et l'État brésilien, couvert de dettes, ne put que regretter sa fâcheuse tentative.

Le système pourrait à la rigueur réussir pour nos vins, parce que l'écoulement s'en fait presque entièrement sur le marché national et que, bien protégés, nous n'avons pas à subir la concurrence de l'étranger ; mais, en outre des difficultés financières qu'elle présente, une telle innovation est trop contraire à nos mœurs françaises pour que l'on ait pu prêter attention à ses promoteurs.

TRUST

A l'imitation des Américains, on a été amené à l'idée d'une vente collective, et à la restriction du droit de vente individuelle au profit d'un trust.

Le trust, c'est l'absorption de la production en vue de la vente par un syndicat, c'est la fusion en une seule de toutes les entreprises ou de la plus grande partie d'entre elles.

Il semblait qu'une puissante association de ce genre serait susceptible de régulariser les cours pour le plus grand bien des producteurs.

Mais alors, dit-on, c'est le monopole à bref délai, qui étranglera les consommateurs, et leur imposera des prix trop élevés !

A ceci on peut répondre que les trusts — et c'est là un fait connu — institués surtout pour empêcher la baisse, ont au contraire, une fois les crises passées, réduit le prix des marchandises, et comme, au surplus, le vin n'est pas une denrée de première nécessité, son prix ne saurait être indéfiniment élevé.

Le premier projet de trust a été lancé, le 3 août 1905, par un député des Pyrénées-Orientales, M. Bartissol. Ce trust devait réunir les propriétaires-viticulteurs des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Hérault, du Gard, des Bouches-du-Rhône, du Var et de Vaucluse.

« Créons, écrivait M. Bartissol à M. Palazy, une société au capital de 300 millions de francs qui achètera le vin des six départements du Midi à 1 franc le degré pendant 50 ans. Tout vin avarié ou ne pesant pas 8° sera transformé en alcool et payé au prorata du prix de l'alcool, qui sera élevé à raison du haut cours des vins.

» Cette société donnera à crédit les engrais, le soufre et le sulfate de cuivre à tous les producteurs et à un prix uniforme pour tous. Elle fera des avances en argent à tous les producteurs jusqu'à concurrence de 50 % du produit de leur récolte. Ces avances en argent et en nature produiront un intérêt à la société.

» Tous les vins seront warrantés chez les producteurs et la société en prendra livraison au fur et à mesure des besoins et de façon à avoir débarrassé toutes les caves au plus tard le 15 août de chaque année.

» Les paiements auraient lieu un quart fin décembre, un quart fin février, un quart fin avril et le solde fin juin.

» La société aurait un Conseil d'administration composé de deux membres par département, qui seraient choisis par les producteurs de chaque département et parmi les vingt plus gros producteurs. Quinze administrateurs seraient choisis par les actionnaires.

» Le siège social serait à Paris, et dans chaque département il y aurait un comité directeur dans lequel entraient de petits propriétaires et un délégué des ouvriers vignerons.

» La récolte étant de 30 millions d'hectolitres, la société pourrait mettre en réserve une année de production. Des caves de réserve seraient construites par la société dans les principales stations de chemins de fer, de façon à éviter des transports inutiles.

» Des caves seraient également construites dans les centres de consommation où se ferait la mise en bouteilles.

» Pour éviter le mouillage, tout le vin de la société serait vendu en bouteilles et porterait sur le bouchon, à la cire, le degré et le prix. Ce prix serait de 0 fr. 25 le litre pour le vin à 8°, 0 fr. 35 pour le vin à 10° et 0 fr. 45 pour le vin à 12°.

» Le vin des régions non méridionales pourrait nous faire concurrence, mais la plus grande partie de ces vins se vend au-dessus des prix sus-indiqués. Lorsque nous aurons enlevé à la falsification la couleur que donne seul le vin du Midi, nous aurons porté un rude coup à la fraude.

» La société pourrait également assurer tous les producteurs contre la grêle au moyen d'une assurance mutuelle générale dont le coût serait très minime.

» La société des vins naturels du Midi au capital de 300 millions, pourrait consacrer 150 millions obligations à la construction de caves d'une contenance de 30 millions d'hectolitres et les autres 150 millions actions au fonds de roulement.

» Après paiement de toutes ses charges et d'un intérêt de 5 % à son capital, avec réserve annuelle légale, le restant pourrait être donné en dividende dont 45 % aux actionnaires, 45 % aux viticulteurs et 10 % aux ouvriers.

» Une délibération du conseil d'administration fixerait le salaire des ouvriers d'une façon uniforme et à l'heure. Il serait de même importance en toute saison. On prélèverait sur le dividende une somme de 10 % à répartir tous les ans aux associations ouvrières au prorata de leur importance.

» La société pourrait prendre des arrangements avec toute association de même nature que celle du Midi, telles que l'association des viticulteurs de l'Algérie, de la Bourgogne, ou du Bordelais, de façon à maintenir le marché des vins sur une base raisonnable.

» En cas de surproduction constatée, une réunion des actionnaires déclarerait qu'il est indispensable de brûler une certaine quantité de vin. Ce vin distillé serait prélevé sur tous les propriétaires qui auraient produit au-dessus d'une moyenne qui serait préalablement établie par commune. Ce vin transformé ne serait payé aux producteurs qu'au prix que donnerait l'alcool.

» La société deviendrait une puissance si importante

qu'elle entraînerait nécessairement la presque totalité des producteurs... »

Les défenseurs des trusts vinicoles avaient fait valoir aussi l'influence salubre de ceux-ci dans les rapports avec les Compagnies de chemins de fer et de navigation. Les trusts intervenant auprès du Gouvernement obtiendraient des réductions de tarifs. Nombre de questions importantes, au point de vue du commerce extérieur et qui restent en suspens, comme les tarifs douaniers, le rattachement des ports maritimes à la navigation intérieure, seraient résolues avec l'appoint de puissantes fédérations de producteurs.

Le trust devait également faire la police contre les fraudeurs.

Il supprimait les intermédiaires, ayant lui-même des agents pour placer ses produits.

Le commerce n'était donc pas, et pour cause, favorable à cette organisation nouvelle.

Ce trust prévoyait seulement l'absorption de la production méridionale et il est certain qu'il aurait pu faire quelque chose, mais aliéner sa liberté pendant cinquante ou même trente ans semblait imprudent à la plupart, d'autant que les prix offerts par M. Bartissol étaient peu rémunérateurs.

Ce projet n'aboutit pas.

Le trust préconisé par M. Palazy était plus intéressant.

Il ne s'agissait plus ici de vente directe au consommateur, mais de vente au commerce. Les associés pouvaient conserver leur clientèle, sauf à ne pas vendre au-dessous d'un prix minimum déterminé par les statuts.

Mais il fallait constituer un capital assez important pour faire marcher la société ; les fonds nécessaires restèrent introuvables.

Le Midi n'était pas cependant tout à fait réfractaire à cette idée, puisque M. Palazy avait pu grouper 9 millions d'hectolitres.

Pourquoi ce projet de trust n'a-t-il pas abouti ?

« Parce que, répond M. Séguin, il avait pour base une mauvaise organisation financière. Les promoteurs de ce trust n'ont pas su faire abstraction complète de leur intérêt personnel, et se sont trop laissé guider par les habitudes ordinaires des affaires financières.

» Malgré l'opposition de plusieurs membres du Conseil d'administration, ils ont voulu imposer la création d'une banque agricole, base de l'organisation, par une société financière apportant des capitaux obtenus par une émission publique, dans les conditions ordinaires du marché financier, c'est-à-dire, parts de fondateurs et parts d'apport, grevant le capital d'émission, et absorbant au moins un tiers de ce capital par des frais nécessaires ou acceptés.

» De plus, des avantages considérables étaient consentis à la banque pour rémunérer profitablement le capital actions et ainsi cette banque n'était plus la chose des viticulteurs, elle devenait un organisme qui échappait à leur action et qui avait des intérêts nettement opposés.»

Dès le début de la formation du Conseil d'administration, M. Séguin s'efforça de montrer la nécessité qu'il y avait de placer à la base du trust une banque qui aurait les mêmes intérêts que ceux de l'association, banque qui serait affranchie du joug et des dures exigences d'un concours financier étranger, et pour cela créée avec les propres ressources des viticulteurs.

Dans cet ordre d'idées, le 19 janvier 1907, M. Séguin soumettait au conseil d'administration le rapport suivant :

« Dans l'arrondissement de Montpellier, et en général

dans tout le Midi (1) la grosse propriété n'adhère pas à notre association mutuelle parce que le concours financier promis est sujet à de nombreuses critiques et ne lui inspire aucune confiance. Or, nous ne pouvons pas marcher sans elle. Il faut donc pour l'amener à nous, lui présenter une combinaison financière qui lui plaise. Au point de vue général, est-il possible de créer ou de trouver une banque qui puisse avancer au trust sur 12 millions d'hectolitres 50 millions de francs dans les conditions énoncées aux statuts, c'est-à-dire contre remise de warrants dont le remboursement est à courir sur douze mois ?

» Une banque, quelle qu'elle soit, ne peut accepter que des effets négociables au maximum à 90 jours. La Banque de France n'acceptant qu'exceptionnellement les warrants et à trois mois, comment pourraient-ils arriver à l'escompte ? Et de plus, n'y a-t-il pas un grave danger à remettre les warrants au concours financier, ces titres pouvant être détenus par des tiers porteurs, alors que leurs remboursements seraient effectués ? En cas de faillite de la banque, l'association mutuelle serait responsable du payement de ses créances.

» C'est à cause sans doute de cette difficulté d'escompte des warrants que la première banque « qui, au dire de la commission d'initiative, avait promis de nous apporter 200 millions et qui devait se constituer au capital de 80 millions », a reculé et n'a pas voulu donner suite à son projet, malgré l'avantage considérable consenti du 3 % de commission sur le chiffre brut des ventes.

• La commission d'initiative voulant maintenir ce système financier, basé sur la négociation du warrant, a dû

(1) Projet financier de la Commission de Montpellier.

frapper à des portes moins hautes, et ne nous apporte en somme qu'une promesse de création de banque, soumise aux aléas de la réalisation d'une émission de titres pouvant nous procurer un capital plus modeste de 16 millions.

» Ce projet soulève de nombreuses critiques.

» Valeur financière et morale de la banque d'étude ?

» Les 16 millions seront-ils réellement souscrits ?

» Ne seront-ils pas grevés de frais considérables, nécessaires pour la réussite de l'émission ?

» Le premier quart de l'émission, soit 4 millions, sera-t-il réellement versé par la banque chargée de l'emprunt ?

» Comment le constater ?

» Nous ne pouvons exiger aucune garantie, la banque ayant besoin de ses fonds pour faire les avances.

» Si le conseil d'administration lui consent la remise des warrants, il encourt une lourde responsabilité ; s'il les garde, le capital des 16 millions est insuffisant pour le service des avances.

» Et à quelles conditions traitons-nous pour obtenir ce concours financier.

» Nous lui maintenons la commission de 3 % sur le montant brut des ventes, et il paraît même que ce chiffre ne serait pas suffisant si la banque était chargée d'assurer un service de caisse répondant à tous les besoins. De plus, pour nous assurer le concours de cette banque, nous sommes obligés de constituer notre société sous forme de société civile, entraînant la garantie de nos adhérents sur tous leurs apports, ce qui arrête beaucoup d'adhésions et nécessite l'enregistrement de notre acte de société basé sur le chiffre de nos apports, coût, près d'un million.

» Ces résultats montrent assez que la combinaison finan-

cière jusqu'ici proposée est défectueuse et pour ainsi dire irréalisable et que nous devons rechercher s'il n'est pas possible d'aboutir en partant d'une autre base. »

M. Ricard, président de la Société d'agriculture de Vaucluse, présenta une heureuse modification à ce projet :

« Le capital immobilisable destiné à créer les caves et distilleries serait obtenu avec le concours du crédit agricole. Le capital mobilisable, garantie de l'escompte des avances faites aux viticulteurs, serait constitué par une cotisation de tant par hectare, transformée en action de la banque agricole. Le chiffre de 20 fr. par hectare était suffisant : 10 fr. allant au capital immobilisable et 10 fr. au capital action.

» Et voici quels étaient les résultats obtenus par ce chiffre : pour être efficace, le trust devait réunir 12 millions d'hectolitres représentant suivant une production moyenne de 60 hectolitres à l'hectare, 200.000 hectares ; à 20 fr. par hectare, égale 4 millions. Deux millions créent la banque immobilière qui dispose immédiatement avec l'avance de l'État, de 8 millions ; deux autres millions créent la banque d'escompte.

» Nous aurons donc 12 millions. Cette somme de 12 millions est largement suffisante, la banque pouvant avoir par le warrant l'escompte de la banque de France, et ses avances étant représentées par des billets souscrits par les emprunteurs, billets négociables et garantis par la marchandise qui reste la propriété de la banque. De plus, le montant de l'avance ne dépassera pas 4 fr. par hectolitre. Dans ces conditions la banque ne court aucun risque, cette somme de 4 fr. pouvant être récupérée largement par la valeur alcool du vin donné en gage. »

On a objecté qu'il semblait un peu risqué de demander 20 fr. par hectare à des propriétaires qui ont pour la plupart

besoin de crédit : pour obvier à cet inconvénient, M. Ricard s'était entendu avec trois banques qui prenaient à leur compte les actions non consenties par les propriétaires; ces derniers, s'ils désiraient rester actionnaires, devenaient les débiteurs de la banque qui imputait les sommes dues sur les bénéfices à ristourner aux propriétaires. Quant aux actions non souscrites, elles étaient négociées dans le public par les banques. L'avantage de ce groupement financier était, indépendamment de la possibilité de former le trust, de décharger l'association de toute gestion financière. M. Palazy ne voulut pas marcher dans cette voie et l'affaire tomba dans l'eau.

Au point de vue financier, les viticulteurs du Midi pourraient, semble-t-il, se procurer les ressources indispensables au fonctionnement d'une entreprise telle qu'un trust, en utilisant les lois du 5 novembre 1894 et 31 mars 1899 sur le Crédit agricole et du 29 décembre 1906. D'après l'article 4 de cette dernière loi, qui dispose : « Pourront seules recevoir les avances prévues à l'article 1^{er} de la présente loi, quel que soit d'ailleurs leur régime juridique, les sociétés coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant, soit la production, la transformation, la conservation ou la *vente* des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution de travaux agricoles, d'intérêt collectif, sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux », la formation du trust serait facilitée en mettant à la disposition des associés, pour 25 ans, le capital nécessaire à la création des magasins de réserve et des distilleries.

En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas à la possibilité d'un trust viticole.

Tout d'abord, en effet, le vin n'est pas une marchandise uniforme, et il n'est pas possible de fonder, de fusionner en un seul les milliers de types existants; dans tous les cas, il faudrait au moins un trust particulier pour chaque région viticole délimitée, et au-dessus d'eux un bureau fédéral les englobant tous.

En second lieu, l'individualisme des viticulteurs dresse une barrière à peu près insurmontable contre toute tentative de ce genre.

PROJET DE TRUST COOPÉRATIF AVEC MONOPOLE DE L'ALCOOL

La crise nous a valu enfin un projet d'organisation collectiviste, publié sous la signature de M. E. Tarbouchiech, dans « les Annales de la Régie directe » (1). Pour être le dernier en date, il n'est pas le moins complet, ni le moins compliqué :

« Un régime collectiviste restreindrait le vignoble, comme toutes les cultures, aux régions qui lui conviennent, et les basses terres seraient mises en prairie, particulièrement utiles dans le Midi ou consacrées à la production des primeurs, qui est encore susceptible d'une grande extension. Pourquoi ne pas tenter dès maintenant cette rénovation agricole ? Il faudrait à cet effet, après une enquête approfondie, inviter les propriétaires intéressés à réaliser, chacun sur sa terre, la transformation jugée utile dans le mode de culture. Ils pourraient y être aidés par des subventions. Au cas où ils ne pourraient ou ne voudraient user de cette faculté, ils seraient expropriés.

(1) Genève, juin 1909.

Communalisation et coopération

» Sur le vignoble conservé il importe d'organiser la production, si défectueuse aujourd'hui, de mettre un peu d'ordre dans l'anarchie économique.

» La loi rendrait possible la constitution de domaines communaux par voie d'acquisition amiable ou d'expropriation. Le consentement des intéressés serait nécessaire pour les moyennes et les petites propriétés. (1)

» Les domaines communaux ainsi constitués seraient mis en état, dotés des bâtiments et du matériel nécessaires, au moyen de capitaux fournis par la Caisse Viticole (2) puis ils seraient remis, pour être gérés à des conditions strictement déterminées par un cahier des charges précis, et sous un contrôle sévère, à des coopératives de travailleurs dans lesquelles seraient admis, par préférence, les anciens propriétaires, qui se garantiraient ainsi à eux-mêmes, par leur travail collectif, le paiement des indemnités qui leur seraient dues pour les vignes apportées à la communauté.

» Mais il ne serait pas nécessaire de recourir toujours à cet abandon de la propriété. Les intéressés pourraient conserver leur titre juridique avec sa libre disposition entre vifs ou par succession et borner les effets de l'association syndicale à constituer, avec la même assistance pécuniaire, une coopérative pour la vente du vin, la vinification et même la culture en commun.

» Les vignerons peuvent encore s'associer uniquement

(1) On sent que l'auteur ne veut pas indisposer la moyenne et la petite propriété.

(2) Voir *infra*, p. 400.

pour vendre toute leur vendange à une coopérative de vinification.

» Je ne préconise pas, on le remarquera, l'établissement par voie d'autorité d'un régime uniforme. Il faut au contraire faire appel à l'initiative individuelle pour susciter la plus souple variété d'organisations économiques auxquelles toute liberté d'expansion sera laissée.

» Si j'admets la coercition, c'est dans la seule mesure où elle est nécessaire pour permettre aux majorités de progrès de ne pas se briser devant la résistance aveugle de la routine et de l'envie.

» Il convient d'ailleurs de ne pas abandonner à leur impuissance économique et technique les propriétaires qui ne pourraient recourir à l'association. La Caisse viticole leur fournirait des capitaux. On leur donnerait aussi des renseignements et des conseils. Il serait possible même de leur imposer par des injonctions formelles telle amélioration jugée indispensable dans leur exploitation (1).

» Quelle autorité procéderait à la constitution des domaines communaux, passerait les contrats de concessions avec les coopératives, les contrôlerait, accorderait des subventions aux propriétaires, leur donnerait les conseils et les ordres dont je viens de parler? C'est ce que nous allons examiner.

La Confédération Vinicole

» Qui ne connaît la *Confédération générale des vigne-*

(1) Ceux des propriétaires qui n'accepteraient pas les injonctions à eux faites pourraient vendre leurs vignobles à un acquéreur qui s'engagerait à les observer, et on aurait le droit de les exproprier. (Voir p. 389 Budget du vin).

rons, constituée en 1907 comme union des syndicats professionnels des viticulteurs du Midi? Elle a suscité bien des critiques, mais elle présente pour nous ce grand intérêt de constituer, dès maintenant, un embryon de fédéralisme économique.

» Il faut le développer et faire de la *Confédération Vini-
cole*, au sein de l'État politique, un petit État économique à base syndicaliste. Je m'explique sur ce dernier terme.

» Tous les intéressés, grands, moyens et petits propriétaires, les vigneronns qui continueront à soigner leur vigne et presser leur raisin isolément comme ceux qui s'associeront en coopératives de toutes natures, fonctionnaires, employés de la Confédération et des organismes inférieurs, métayers et régisseurs, mésadiers et domestiques, hommes de chais et charretiers, journaliers de toutes sortes, aussi bien que les chimistes, ingénieurs, professeurs, le personnel enfin de la vente et de la caisse seraient obligatoirement groupés en syndicats professionnels.

» J'ajouterai que ces syndicats ne seront pas mixtes, c'est-à-dire réunissant employeurs et salariés, les grands propriétaires avec les paysans qui en dépendent économiquement. Ils doivent grouper les intérêts identiques ou similaires. Leur nombre, leur circonscription, leur siège varieront suivant le chiffre et la répartition géographique de leurs membres. Ils formeront des fédérations autonomes. Ils débattront librement les intérêts dont ils assument la charge. C'est par des contrats collectifs que seront déterminés salaires, traitements et conditions du travail (1).

(1) Voir p. 398 Commercialité.

» D'autre part, c'est encore le syndicalisme qui doit être la base de la représentation du trust viticole et non, comme dans les sociétés anonymes, le capital ; ni d'ailleurs, ainsi que pour la Chambre des Députés, la fausse égalité de la démocratie politique.

» Les Conseils de districts viticoles seraient composés de délégués non pas élus au suffrage universel des électeurs politiques, mais mandatés par les syndicats et par les Conseillers municipaux. Le grand Conseil comprendrait les représentants des Fédérations de Syndicats, des Conseils généraux, des Universités, des Corps savants.

» Les Conseils de district émettraient sur toutes les questions viticoles des avis et des vœux, ils voteraient des règlements, gèreraient quelques services locaux (d'enseignement par exemple), et surtout participeraient, comme on le verra, à la préparation du Budget du vin.

» Le Grand Conseil édicterait les règlements d'ordre général, établirait et contrôlerait tous les services généraux. Il élirait un Comité exécutif, dont quelques membres seraient désignés par la Chambre des Députés et le Sénat dans leur sein, pour établir un lien entre ces Assemblées et le Parlement du vin. Ils seraient naturellement chargés de présenter et de défendre les projets de loi nécessaires à l'organisation et au fonctionnement de la Confédération.

» Le Comité exécutif formerait un véritable Cabinet ministériel à responsabilité collective, chacun des ses membres aurait la charge d'un des services qu'il assurerait par l'intermédiaire d'un directeur technique.

Budget du vin

» Le Grand Conseil aurait pour principale attribution le vote, peu de temps avant la vendange, du budget de la

production et de la vente du vin (1). Le service commercial établirait d'après le résultat de ses opérations au cours de l'exercice précédent et des années antérieures, les prévisions de la consommation. On en rapprocherait celles de la production établie par les Conseils de districts, groupant et contrôlant les évaluations des propriétaires isolés ou des coopératives. Rien à dire si ces deux chiffres s'équilibraient à quelques milliers d'hectolitres près.

» Si au contraire l'écart dépassait certaines limites, alors incomberait au Grand Conseil la tâche délicate, mais non impossible, de rétablir, avec la connaissance précise de la complexité des faits économiques et naturels, l'équilibre que le capitalisme réalise aujourd'hui fort mal, sans plan préconçu ni statistiques sérieuses, à l'aveuglette peut-on dire, au bénéfice de quelques spéculateurs puissants, dont les fortunes sont faites par la ruine des faibles, négociants ou vignerons.

» Le trust, acheteur obligatoire de toute la production effectuée, bien entendu, dans les conditions réglementaires, peut la trouver, suivant les années, inférieure ou supérieure aux besoins prévus. La récolte peut s'annoncer mauvaise, ou exceptionnelle, ou elle reste normale ; on prédit un fléchissement ou un accroissement exceptionnels de la demande. Autre hypothèse : l'exercice en cours dément les prévisions budgétaires dans un sens ou dans l'autre, soit pour la consommation soit pour la production.

(1) On s'accorde pour reconnaître que le vice principal de l'anarchie économique actuelle, qui trouble gravement le marché du vin, c'est l'absence de toute statistique précise et exacte de récolte probable et des stocks restant en cave.

L'auteur de ce projet est en retard : depuis 1900 et surtout 1907 la Régie publie la plupart de ces renseignements. (P. D.).

» Comment, dans le budget annuel ou rectificatif, parer à ce déficit ou à cette surproduction passagers ? Par l'emploi séparé ou simultané de trois moyens.

» Le premier est le recours à des réserves. Ce qui rend la situation de tant de vigneronns si pénible, c'est la nécessité où ils sont, faute de p'ace et de matériel, de vendre chaque récolte avant la récolte suivante, ce qui les met à la merci des négociants. La Confédération aura d'immenses chais lui permettant de conserver des stocks énormes ; on les constituera les années de surproduction pour les diminuer en cours des exercices déficitaires.

» En second lieu, notre trust coopératif sera naturellement amené, comme les organisations similaires de l'industrie, à organiser un service de commerce extérieur bien réglé. Il augmentera ou restreindra, suivant les cas, l'exportation, par une baisse ou une élévation convenable des prix, et pourra de même au besoin faire à l'étranger des achats.

» Le troisième moyen d'équilibrer production et consommation nous sera donné par le monopole de l'alcool, pivot de tout régime. Les excédents seront brûlés, la distillation devant être suspendue au cours des années déficitaires (1).

» Grâce au monopole, l'alcool reprendra dans l'économie vinicole le rôle de régulateur du marché des vins qu'il exerçait autrefois.

» Il ne suffit pas de prévoir des crises passagères. On sera peut-être obligé de remédier à un déséquilibre permanent contre lequel les moyens d'action dont je viens de parler apparaîtront par une expérience de plusieurs

(1) Voir p. 401 Monopole de l'alcool.

années inefficaces. Alors interviendront les injonctions auxquelles j'ai fait allusion : propriétaires et coopératives seront invités et contraints à agir sur le rendement de la vigne, par des modifications dans le mode de culture (taille, écartement des ceps, fumures, etc.) (1). On recourra s'il le faut à l'arrachage des vignobles les moins avantageux en utilisant la procédure que j'ai exposée. En sens inverse, on pourra constituer de nouveaux domaines : soit en autorisant quelques propriétaires à complanter des terres autrement cultivées jusque-là, soit en les expropriant pour constituer de nouveaux domaines communaux exploités en coopération.

» La Confédération agirait donc comme un propriétaire unique, ayant la connaissance parfaite de ses intérêts et la force de les défendre.

» Le mécanisme gigantesque que nous rêvons serait d'une grande souplesse, d'une parfaite sensibilité. Il se réglerait pour ainsi dire de lui-même avec la précision que comporterait le milieu de désordre économique où nous introduirions cet ordre partiel.

Commerce du vin

» De tous les membres du Comité exécutif, celui qui prendra le portefeuille du Commerce assumera le rôle le plus important et le plus difficile. Il lui faudra les qualités réclamées pour un ministre des finances parlementaire, l'héroïsme et la férocité. Il devra en effet tenir tête à tous ses collègues et faire comprendre au Grand Conseil, ce qui lui sera peut-être malaisé au début du

(1) Voir p. 386 Communalisation et coopération et note pour la sanction de ces injonctions.

régime, que la production est faite pour la consommation et non le contraire, et que les viticulteurs doivent renoncer à la chimère caressée par beaucoup d'entre eux, de contraindre tous les Français à boire de vin à l'exclusion de toute autre boisson, contre leur goût personnel, leurs habitudes séculaires, ou même en violation de leurs principes de morale individuelle. La liberté s'étend à l'abstinence comme aux régimes alimentaires conseillés par les médecins. L'expérience assagira les confédérés et leur démontrera l'impossibilité d'exagérer les quantités offertes et les prix, à peine de voir les chais demeurer pleins.

» Le trust ne supprimera pas la loi de l'offre et de la demande, mais l'organisation économique appelle l'organisation, la demande suivra l'exemple de l'offre, nous pouvons en être certains ; elle se concentrera sous l'impulsion peut-être de la C. V. elle-même. Les acheteurs mettront fin eux aussi à leur isolement. On peut prévoir en effet que les débilants se fédéreront pour mieux débattre les prix et satisfaire les goûts de leurs clients. Nous devons surtout compter sur les progrès des coopératives de consommation fédérées.

» Les acheteurs groupés par milliers d'abord, par millions ensuite, pourront, par l'intermédiaire de leurs *magasins de gros*, traiter d'égal à égal avec le trust. Peu à peu l'économie actuelle se rapprochera du régime collectiviste, où le profit sans travail aura disparu, et grâce à un mécanisme parfait de distribution du travail et des richesses, les citoyens vraiment libres, de la Communauté nationale ou internationale, pourvoiront à la satisfaction de leurs besoins par un réseau de contrats auxquels ils participeront en qualité tour à tour de producteurs et de consommateurs.

» La Confédération se bornera au commerce de gros, et n'entrera en rapports avec les particuliers que par l'intermédiaire des débitants, des négociants en demi-gros et des coopératives. Cela simplifiera beaucoup son organisation commerciale.

» Des agences de recette, établies dans les districts viticoles joueraient le rôle des actuels commissionnaires acheteurs. Elles recueilleraient le vin et en assureraient le transport. Il passerait dans des *régies de coupage* pour aboutir à des grands entrepôts.

» La France consommatrice serait divisée en grandes régions, desservies chacune par un important dépôt, chargé d'exécuter les commandes recueillies par de nombreuses agences de vente, et leur personnel de courtiers ou correspondants locaux.

» Des agences semblables seraient établies à l'étranger pour l'exportation et au besoin pour l'importation.

Vins de coupage

» L'idée, plus haut développée, de créer un budget du vin a pu soulever dans l'esprit du lecteur une objection que M. Atger a rencontrée en discutant les efforts tentés pour organiser un marché du vin. Le vin, dira-t-on peut-être, n'est pas une chose fongible, comme le blé ou l'alcool. Cet auteur a répondu qu'il tend à le devenir. Sur ce point, comme sur bien d'autres, le capitalisme a préparé le collectivisme. On peut dire que la fabrication du vin s'opère en deux temps. Le négociant ne livre pas le vin pris chez le vigneron directement à ses clients. On a depuis longtemps observé que ceux-ci tiennent avant tout à recevoir, chaque année, le « même vin », c'est-à-dire un vin dont les caractéristiques (force, couleur, etc.)

sont constantes et qui offre à leur goût le bouquet auquel ils sont habitués. Or ce résultat est absolument impossible à obtenir non seulement avec des récoltes de provenances diverses, mais même en réservant à chacun des acheteurs les barriques produites par une parcelle déterminée, les qualités de la vendange différant d'année en année, par suite des variations atmosphériques et aussi des incertitudes de la vinification empirique, généralement peu soignée, toutes causes amenant au cas de vente directe, d'incessants conflits entre le consommateur et le producteur qui voit suspecter sa bonne foi. Le négociant a donc été obligé de retravailler le vin pour en assurer la conservation, pour corriger les défauts permanentes ou accidentelles de chaque récolte. Il constitue, par de judicieux coupages, un type marchand. On connaît les plaisanteries sur « le Clos Bercy ».

» De même agira la Confédération et d'autant plus aisément que la production s'améliorera de jour en jour, par l'arrachage des mauvaises vignes, la culture perfectionnée, l'emploi rationnel des ferments isolés et cultivés en laboratoire, la vinification conduite scientifiquement dans un matériel tenu au courant des derniers progrès de la technique. Tous ces progrès aboutiront à l'établissement, sinon d'un type unique, au moins d'un petit nombre de types donnant satisfaction aux désirs de la clientèle, parfaitement comparables entre eux et totalisables en un budget très simple, dont l'unité serait l'hectolitre degré.

» C'est un organe intermédiaire entre l'agence de recette et l'entrepôt dont j'ai déjà parlé (1), la régie de coupage, qui retraitera ou soignera, suivant les règles communes

(1) V. p. 392 Commerce du vin et p. 396 Prix et mode de vente.

établies par le service scientifique et d'après les nécessités locales ou annuelles, les vins provenant des propriétaires ou des coopératives et s'il est besoin ceux importés de l'étranger.

Prix et mode de vente

» L'établissement des prix ne présentera que peu de difficultés. Chaque année le Grand Conseil votera sur les renseignements recueillis par le service technique, et l'avis des Conseils de district, le prix d'achat base, qui pourra dans chaque marché être réduit à raison de déficiences graves constatées, ou majoré pour rémunérer des qualités exceptionnelles. Plus-values ou moins-values seront débattues entre le vendeur et l'agence de recette et pourront donner lieu à expertise et arbitrage.

» Pour déterminer les prix de vente de chacun des types marchands on ajouterait au prix d'acquisition réel des différents éléments entrant dans leur composition la moyenne des frais de toute nature engagés jusqu'à leur mise à la disposition des clients : manipulations, coupage, ouillage, soutirage et autres soins, transport et garde dans les entrepôts et dépôts, coulage et toutes pertes ou avaries, impôts et assurance, courtages et commissions.

» Comme le négociant capitaliste, le Grand Conseil majorerait les chiffres obtenus d'un tant pour cent qui pourrait varier chaque année et destiné à couvrir les frais généraux de la C. V. et à lui procurer un bénéfice appréciable.

» Les prix de vente ainsi déterminés seront les prix normaux applicables aux faibles commandes livrées à la gare la plus proche (camionnage en plus). Des primes

graduées seraient statutairement allouées aux achats qui d'passeraient un certain chiffre.

» De plus la Confédération passerait des marchés de gré à gré avec des rabais spéciaux et pour une durée plus ou moins longue pour les fournitures importantes à l'État, aux hospices, aux coopératives, aux fédérations de débi-tants. Ces marchés contribueraient à stabiliser le com-merce.

Vins de crus

» Mais, m'objecterez-vous, et les grands crus? Allez-vous les perdre dans le « vin collectiviste »? Cela serait absurde. Les crus, non seulement de premier ordre, mais même de second, et même de troisième, ne doivent pas rentrer dans le régime que je viens de décrire. Ils restent en dehors du budget ou n'y figureront qu'en annexe à titre de statistique. La Confédération ne les achètera pas pour les revendre à ses risques et périls.

» Voici comment ils pourraient être rattachés au trust. Il ne suffira pas, bien entendu, qu'un viticulteur vante son vin, pour le soustraire à la règle commune. Un vignoble ne pourra bénéficier du régime des crus qu'autant qu'il aura été classé comme tel par le service technique après expertise, et sous la réserve d'un recours ouvert aux intéressés devant les tribunaux ou une juridiction arbitrale.

» Le propriétaire d'un cru classé conservera la liberté entière de le cultiver, de faire, conserver, soigner son vin, d'en fixer le prix, de rechercher et servir la clientèle.

» D'autre part la Confédération mettra à sa disposition, s'il le désire, avec sa publicité, son service de vente, ses entrepôts, moyens de transport, dépôts, agences, et tout

son personnel de commissionnaires et courtiers en France et à l'étranger.

» L'exportation de nos vins de luxe pourrait par cette gigantesque maison de commerce prendre un essor considérable. De plus la Confédération serait assez puissante pour les protéger efficacement contre la concurrence déloyale et frauduleuse qu'ils subissent aujourd'hui.

» J'ai dit que la C. V. n'achèterait pas ces vins de cru ; elle se bornerait à les placer moyennant une remise, agissant comme un commissionnaire, je dois ajouter un commissionnaire ducroire, car elle garantirait au vendeur le paiement du prix.

» Elle ne courrait, pour cela, aucun risque, car elle ne vendrait qu'au comptant, ne faisant exception que pour l'État, les départements, communes et établissements publics qui auraient à justifier seulement d'un crédit régulièrement ouvert.

» Quant au crédit commercial, il devrait être assuré en dehors de la Confédération et sans qu'il en résulte pour elle aucun risque.

Commercialité

» L'organisation exposée n'a rien d'arbitraire et de bureaucratique. Elle présentera un caractère essentiellement fédératif et contractuel. La Confédération dans son ensemble doit être, non pas une administration, mais une entreprise commerciale devant réaliser des bénéfices. Sa comptabilité serait commerciale, c'est-à-dire établie pas gestion et non par exercice, balançant recettes et dépenses.

» Mais, de plus, chacun des multiples éléments de la C. V., ses grands services (directions du commerce, technique, scientifique, administrative) et leurs subdivi-

sions, chaque agence de recette ou transport, les régies de coupage comme les entrepôts, dépôts, agence de vente au d'exportation et de même les propriétaires isolés et les coopératives, constitueraient autant de maisons de commerce qui contracteraient entre elles comme les négociants capitalistes.

» L'agence de recette achète les vins aux viticulteurs isolés et aux coopérateurs ; elle les revend aux régies de coupage, celles-ci établissent les types marchands que le service de vente acquiert à son tour. Transporteurs, entrepôts et dépôts sont autant de maisons autonomes assimilées aux sociétés qui exploitent les magasins généraux ou aux entreprises de camionnage. Les laboratoires d'analyses ressembleraient aux chimistes qui travaillent pour le commerce, à plus forte raison doit-il en être de même pour les agences de vente et leurs courtiers en France et à l'étranger : ce seront des commissionnaires intéressés de la façon la plus directe à l'extension des affaires.

» Chacun des travailleurs du grand trust coopératif participera sinon sur la base d'une égalité absolue impossible dans l'état actuel de nos mœurs, au moins par des barèmes équitables aux bénéfices réalisés par l'organe (agence, bureau, coopérative, etc.) dont il sera membre actif ainsi qu'aux bénéfices généraux de la Confédération.

Bénéfices généraux de la C. V.

» Leur emploi serait déterminé par le Grand Conseil. On en consacrerait une forte part à l'amortissement des capitaux engagés, à l'amélioration, à l'extension des services, à des fondations de solidarité.

» La Confédération pourrait également subventionner

des œuvres d'intérêt national, régional ou communal, et il serait à souhaiter que l'on entre, le plus hardiment possible, dans cette voie.

» Mais en tout cas, il restera des bénéfices à répartir. Ils le seront en principe entre la consommation et la production.

» Les consommateurs recevraient des ristournes proportionnelles à leurs achats constatés par des bons au porteur qui leur auraient été remis. On pourrait décider que ces ristournes ne seraient payées qu'en nature.

» La part attribuée à la production serait distribuée entre tous ceux qui auraient part, du plus humble au plus élevé, en proportion de leurs salaires, traitements, et, pour les propriétaires ou métayers, de leurs ventes.

Service des comptes courants

» Le règlement des innombrables comptes nécessités par le fonctionnement de notre régime serait rendu facile par un service de comptes courants. Chacun des organes ou services y aurait obligatoirement son compte ainsi que tous les intéressés du plus haut fonctionnaire au plus modeste travailleur, et toutes les opérations se traduiraient par un virement de compte.

Caisse viticole

» Il ne faut pas confondre ce service avec la Caisse Viticole dont j'ai déjà parlé. Elle a pour but de fournir les capitaux nécessaires à la transformation des vignobles arrachés, aux grands travaux publics nécessités par cette transformation (canaux d'irrigation, etc.), les sommes à prêter aux propriétaires pour améliorer leur exploitation et surtout les millions indispensables pour orga-

niser et outiller la Confédération (achat et construction des immeubles, matériel, fonds de roulement). Elle se procurerait ces capitaux par l'émission d'obligations analogues à celles du Crédit Foncier.

Monopole de l'alcool

» Le monopole de l'alcool qui ne se justifie pas seulement par une raison fiscale, mais encore et surtout nous apparaît comme un moyen de combattre le fléau de l'alcoolisme servira, on l'a vu, de régulateur au trust des vins.

» Il est ridicule de prétendre, dans un régime de liberté industrielle, interdire la fabrication des alcools d'industrie ou en imposer la dénaturation à la fabrique, dans le but de réserver aux alcools de vins la consommation de bouche. Il n'est pas davantage possible d'atteindre ce résultat indirectement par un régime plus ou moins ingénieux de détaxes, surtaxes, taxes différentielles, primes fiscales ou privées. Chacun des nombreux systèmes proposés soulève de graves critiques et, d'une façon générale, l'histoire du sucre en France depuis vingt-cinq ans, qui nous montre de colossales fortunes constituées au détriment du consommateur, ne peut que nous détourner de cette voie.

» Rien de plus simple, au contraire, le monopole de l'alcool une fois établi pour sa valeur propre, d'en faire le régulateur du trust. La loi poserait ce principe : à la consommation de bouche, les alcools de vin ; aux emplois industriels, les alcools de grains, pommes de terre, bois, etc. (1).

(1) La Régie achèterait ces alcools à des distilleries agricoles,

» La Confédération étant acheteuse de l'ensemble de la production vinicole, on déterminerait le nombre d'hectolitres de vin à brûler chaque année. Le service technique ferait un rapport sur lequel le Directeur de la Régie donnerait son avis et serait entendu au besoin par le Grand Conseil. Ce Conseil ne ferait qu'une proposition portée par le ministre des Finances au Parlement qui statuerait définitivement par une loi.

» Le prix d'achat du vin serait fixé dans les mêmes formes. Ce prix doit être en principe assez bas. Le monopole ne doit pas être un débouché rémunérateur pour une production excessive, mais un simple expédient destiné à limiter une perte inévitable. Le trust devra donc s'imposer un sacrifice, seul frein aux abus qui seraient toujours à craindre. Je n'admets pas que le viticulteur s'enrichisse au détriment du Trésor et par conséquent des contribuables.

» Par application de cette loi et sur les renseignements donnés par les agences de recettes le service technique de la C. V. déterminerait, d'accord avec la Régie, quels vins seraient versés à la distillation (1). Ils seraient envoyés à des coopératives de distillation qui seraient sous le contrôle permanent de la Régie (2).

soit capitalistes, soit coopératives, mais les unes et les autres agréées comme concessionnaires et surveillées. Elle les dénaturerait dans des usines dirigées par elle. Bien entendu on pourrait verser les alcools d'industrie à la consommation de bouche si la distillation des vins n'y suffisait pas.

(1) Suivant les cas on brûlerait l'intégralité de certaines récoltes de propriétaires ou des coopératives particulièrement défectueuses ou au contraire on opérerait des prélèvements proportionnels sur l'ensemble des acquisitions.

(2) On pourrait aussi organiser des distilleries ambulantes qui, pour diminuer les frais de transport, iraient opérer auprès des caves.

» La Régie recevrait les alcools produits (flegmes) et les dirigerait sur des usines de rectification qui établiraient des types marchands de façon à donner satisfaction au goût de consommateurs dans les différentes parties de la France (1).

» L'alcool pris pour la consommation serait conservé dans de grands entrepôts d'où il sortirait en bouteilles de contenance déterminée, irremplissables en dehors de l'usine et vendues à un prix dans lequel serait incorporé l'impôt.

» La vente en gros pourra être confiée au service de vente de la C. V. qui serait le courtier ou commissionnaire ducroire du Monopole (2).

» Il ne nous reste plus qu'à nous expliquer sur une difficulté qui s'est déjà présentée à nous pour le vin et que nous résoudrons de la même façon. C'est celle des liqueurs de marque. Le régime que je viens d'exposer est celui de l'alcool de consommation courante, du trois-six. Mais qu'advient-il des innombrables liqueurs que le capitalisme verse sur le marché?

» Je n'hésite pas à demander que la loi prohibe de la façon la plus absolue toutes les liqueurs fabriquées avec des alcools industriels aromatisés par des essences d'origine chimique.

» Aucune liqueur ne pourra se vendre que sous cette condition expresse : elle sera produite exclusivement par la distillation de vin, marc ou fruits. De plus elle paiera à titre d'impôt une somme égale au prix de la vente au détail de l'alcool du monopole.

(1) La Régie en Suisse a dû modifier sa rectification pour donner satisfaction aux habitudes du pays.

(2) Vins de crus.

» Un régime analogue à celui des vins de crus (1) sera établi au profit de producteurs profitant d'une récolte correspondant d'une façon stricte aux quantités qu'ils déclarent vouloir brûler. Ils devront être agréés comme tels par la Régie, sauf bien entendu la possibilité d'un recours judiciaire ou arbitral. Ils devront apposer sur leurs bouteilles ou fûts une marque commerciale régulière. Ils seront soumis à l'exercice et pourront en dehors des amendes fiscales et des condamnations à la prison se voir ôter leur licence par décision de justice.

» Les quantités produites seront prises en charge par la Régie ; les droits devront être acquittés ou garantis par un acquit à caution avant leur sortie du domaine.

» Les producteurs pourront se soustraire à cette dernière obligation en remettant la liqueur à la C. V., qui la vendra aux prix librement fixés par eux majorés de l'impôt et d'une commission.

» Ils pourront se grouper en coopératives de distillation qui travailleront les vins, marcs, fruits de leurs membres dans les mêmes conditions, sous le même contrôle que ceux-ci auraient dû subir séparément.

» Ces coopératives pourraient avoir une marque unique ou laisser leurs adhérents prendre chacun une marque distincte ».

CARTEL

Les quelques tentatives d'entente pour la fixation des prix, que nous avons relatées plus haut, ne méritent pas ce nom et sont restées sans aucun résultat, faute d'une sanction quelconque.

Le cartel pourrait-il s'adapter à la production vinicole ?

(1) V. p. 397 Vins de crus.

Le système a fait ses preuves, et c'est ainsi qu'en 1893, l'établissement d'un cartel permit aux producteurs de charbons de la Westphalie d'élever le prix de la tonne de 8 fr. 75 à 12 fr. 60, ce qui eut pour résultat de sauver l'industrie minière. Mais il n'est pas inutile de remarquer qu'il s'agit là d'un petit nombre de mines, et non pas de milliers d'exploitations.

Dans le *Pacific wine and spirit Review*, journal des viticulteurs de San-Francisco (Californie), nous trouvons en 1907 la trace d'un essai d'entente de cette nature : « Les viticulteurs réunis en assemblée générale ont décidé qu'aucun d'entre eux ne vendrait son vin au-dessous du prix fixé par eux-mêmes. »

D'après le *Census Bulletin*, édité à Washington, le cartel des vins dans un pays tel que la Californie apparaissait comme très réalisable, sa production ne dépassant pas 1 million d'hectolitres.

Mais la chose est beaucoup moins aisée en France, où la récolte atteint 60 millions d'hectolitres et plus, et où surtout on compte près de seize cent mille viticulteurs (1).

Quoi qu'il en soit, il ne s'agirait pas, dans un tel projet, de limiter l'étendue de la culture en surface, chacun conserverait de ce côté sa liberté absolue.

Le bureau du *Cartel*, qui connaîtrait par les contributions indirectes les sorties, et par ses agents les besoins de la consommation, se bornerait à indiquer à chaque viticulteur les quantités à vendre chaque mois, et à fixer les prix.

Mais allez donc faire comprendre qu'il vaut mieux ne vendre qu'une partie de sa récolte de 80 hectolitres :

(1) 1.564.911 viticulteurs en 1909.

50 hectos par exemple à 12 fr. soit.	600
et garder 30 hectos pour la chau-	
dière à 3 fr. 33	100
soit	700
que 80 hectos à 6 ou 7 fr., soit	560

Au surplus la distillation ne serait pas toujours absolument nécessaire. A la fin de la campagne le bureau déciderait s'il y a lieu de conserver les vins ou de les brûler.

LE CONTINGENTEMENT

M. Pastre, l'éminent viticulteur-économiste (1), a proposé l'adoption d'un système qu'il a dénommé *le contingent*, et grâce auquel le prix des vins pourrait être rendu à peu près constant.

Chaque année, en vertu de la loi du 29 juin 1907, les viticulteurs déclarent leur récolte; ces déclarations seraient soigneusement contrôlées par des agents de l'État.

La récolte une fois évaluée serait contingentée par les Chambres, c'est-à-dire que chaque propriétaire ne serait autorisé à mettre en vente que la quantité proportionnelle au pouvoir d'absorption du marché et à sa production.

Ce serait, en somme, une application du *cartel* à la vente avec cette différence qu'il serait rendu obligatoire pour tous les producteurs; mais l'intervention du législateur apparaîtrait à beaucoup comme absolument inacceptable.

(1) PASTRE. In *Progrès Agricole*, 1908, II, p. 69.

VINERIES

M. Barbet (1) propose de créer des vineries ou fabriques de vin, où le vigneron apporterait son raisin : ce raisin serait manipulé et transformé en vin dans cette usine, il serait fait avec tous les soins désirables, et serait ainsi assuré d'une longue conservation. En principe, pas d'objection. Il y a bien des minoteries, des huileries, des sucreries, des féculeries, des beurreries, des fromageries, etc., qui travaillent les produits agricoles. Pourquoi n'y aurait-t-il pas des vineries ?

Au point de vue économique, il est certain que l'on trouverait bénéfice à la division des opérations parce que la spécialisation des tâches engendre le perfectionnement.

Comme l'a écrit le comte de Gasparin :

« La fabrication du vin ne sera parfaite que quand on aura introduit encore ici la division du travail et que, comme en Champagne, le fabricant achètera les raisins du cultivateur pour les soumettre à des manipulations raisonnées. » (1)

M. Adrien Berget a nettement indiqué tous les avantages qu'on en pouvait tirer dans les lignes suivantes :

« L'œnologie est une science encore bien peu connue du plus grand nombre, et s'il est déjà difficile de faire du bon vin avec du bon raisin, il est presque impossible, sans recourir aux méthodes rationnelles, mises en pratique seulement dans quelques grandes exploitations

(1) DE GASPARIN, *Cours d'Agriculture*.

depuis les travaux de Pasteur, il est bien difficile de faire du bon vin avec du mauvais raisin. C'est la routine qui règne en maître dans les petites exploitations et c'est elle qui est la cause de l'abondance des mauvais vins sur les marchés : « Il serait impossible, écrivait en 1868 le docteur Guyot, de calculer quelle perte en quantité, en qualité ou en argent l'absence d'enseignement de la viticulture ou de la vinification a fait subir depuis 50 ans à la France, à l'Etat et aux particuliers. Perte de fins vignobles, perte de réputation, anéantissement de la première base de la richesse française ! » Le résultat de cette insuffisance de connaissances œnologiques est que de plus en plus en Champagne, en Bourgogne et dans le Bordelais les petits propriétaires trouvent plus avantageux de vendre leur raisin au commerce.

» Il serait puéril de se dissimuler les dangers de cette situation pour les petits propriétaires spécialisés dans la production du raisin, obligés de vendre dans la période très courte des vendanges par impossibilité de conserver leur produit pour attendre des offres meilleures. Presque impuissants à cause de leur nombre à former des coalitions pour opposer au commerce syndiqué des revendications collectives et discuter les prix de vente dans des conditions d'égalité suffisantes, ils verront de plus en plus les cours se rapprocher du strict prix de revient et souvent même tomber au-dessous par des artifices de spéculation (1) ».

En Champagne surtout le commerce pèse sur la propriété plus que partout ailleurs ; la production est livrée pieds et poings liés à un petit nombre d'acheteurs.

(1) A. BERGET, *La pratique des vins*.

Dans les Charentes, la situation des propriétaires vis-à-vis du commerce des Eaux-de-vie est à peu près la même qu'en Champagne.

Si l'on pouvait arriver à diriger, vers la vinerie, les petits propriétaires, leurs récoltes en masse, fusionnées dans cette vinerie, seraient toutes prêtes à subir l'influence d'un syndicat de vente et si l'on suppose l'existence de plusieurs de ces organisations il serait facile de les centraliser.

Mais la Vinerie serait un intermédiaire dangereux, si elle n'était pas entre les moins des viticulteurs. Sans doute elle apporterait des vins de bonne tenue sur le marché, mais elle imposerait ses prix, parce que le raisin est essentiellement périssable.

Le système n'est donc pas acceptable sans restriction et on doit lui préférer la coopérative, qui présente les mêmes avantages et sans aucun danger.

Toutefois en ce qui nous concerne, nous sommes persuadés qu'il serait beaucoup plus facile d'amener le vigneron à la vinerie qu'à la coopération, parce que la première n'entraîne aucune solidarité.

CAVES POUR LES EXCÉDENTS OU NON LOGÉS, MISE EN RÉSERVE

« Les 300 ménages villageois ont 300 caves... soignées d'ordinaire avec autant d'ignorance que de maladresse... tel canton produit des vins que l'on vend cinq sous la première année, et que l'on vendrait 50 sous au bout de 5 ans, époque où ils ne reviendraient qu'à 10 sous (1). »

(1) FOURRIER, *Traité de l'économie domestique et agricole.*

Devra-t-on se borner simplement à créer des caves communales, syndicales ou coopératives, et dans quelle proportion? A quelles divisions administratives devraient-elles se rapporter? Sans doute de telles caves ne seraient pas irréalisables, d'autant plus que l'on pourrait utiliser une grande partie du matériel vinaire déjà existant et qu'il suffirait de transporter des caves actuelles dans la cave commune.

Il est difficile d'envisager la création de caves par canton, voire même par arrondissement, parce qu'elles nécessiteraient alors des dimensions énormes, des frais considérables, et leur amortissement dépasserait le prix des services qu'on peut en attendre même en les supposant placées dans le lieu géométrique le plus favorable, en tenant compte bien entendu pour le choix de ce lieu de la proximité des voies de communication.

On a prétendu, non sans quelque juste raison, qu'il serait très difficile et très onéreux de transporter les raisins de la propriété à la cave; remarquons cependant que cette difficulté pourrait être tournée par un broyage et un égrappage sur place, ce qui réduirait d'un bon tiers la quantité de matière à manipuler.

Il a déjà été créé quelques caves coopératives répondant à ce but spécial. Voici ce que nous écrivait le directeur de la cave de Bompas-Roussillon, le 17 avril 1908 :

« Notre société, fondée *uniquement* pour recueillir les excédents et non-logés de la commune et des environs, a reçu aux dernières vendanges un million trois cent mille kilos de *raisins*; nous étions alors 103. Nous sommes maintenant 128 et serons 200 pour deux millions de kilos aux vendanges prochaines.

» Nous espérons avoir bientôt fondé des sections ou des filiales dans trois ou quatre autres communes, de manière

à faire à peu près complètement disparaître dans notre département cette plaie des excédents qui est l'une des plus graves causes de la crise.

» Aujourd'hui le mouvement est donné, les intéressés paraissent acquis à l'association, ce n'est plus qu'une question d'argent ; malheureusement, le gouvernement se laisse encore tromper par les politiciens et ne nous accorde pas les subventions promises et les avances nécessaires !

» Quant à l'écoulement, nous avons vendu en gros ; nous voudrions organiser la vente directe. La concurrence est terrible, *même entre coopératives*. Elles devraient se fédérer et agir en commun ou se partager la France (1) ; j'ai déjà soumis cette idée à celles de Maraussan, Baixas et Montfort. Là est la solution. »

PROTECTION DE L'ÉTAT PAR LE SYSTÈME DES PRIMES A L'EXPORTATION OU A LA DISTILLATION

Les vins destinés à l'exportation sont déjà exonérés de toutes taxes ; ils circulent sur tout le territoire sous acquit jusqu'au point de sortie.

Se faire octroyer des primes comme celles qui ont permis aux sucriers d'encaisser un milliard de francs (2) aux dépens de tous les contribuables, nous paraît absolument abusif, aussi sommes-nous nettement hostile aux primes à l'exportation ou à la distillation.

RÉSISTANCE PAR LE CRÉDIT RÉEL

On peut encore utiliser pour la résistance le crédit réel,

(1) Cartel de répartition.

(2) Lois du 29 juillet 1884-7 avril 1897.

basé sur le warrant. Si le warrant agricole ne présente pas de garantie sérieuse, il n'en est pas de même du warrant commercial, qui pourrait être appliqué dans les conditions indiquées plus loin.

SPÉCULATION ET MARCHÉS A TERME

« La spéculation a le grand avantage de retirer une marchandise de la circulation lorsqu'elle est trop abondante, pour l'y reverser lorsqu'elle devient rare. »

J.-B. SAY.

Le mécanisme de la spéculation est bien connu : Un capitaliste, ou une association de capitalistes, escomptant le bénéfice qu'ils peuvent tirer de la fluctuation des prix des marchandises d'un terme à un autre, interviennent sur le marché, généralement dans les Bourses de commerce ; et que ce soit sur du coton, de la laine, du blé, du sucre ou de l'alcool, que s'appuient leurs opérations, peu leur importe, ils cherchent à gagner de l'argent le plus possible et à ne pas en perdre... et pour réaliser des bénéfices sans trop de risques, il ne faut pas des écarts trop grands entre les prix ; une légère différence suffit ; c'est du nombre des unités traitées, de la multiplicité des opérations qu'ils tireront leur bénéfice.

On les accuse de provoquer des variations de cours ! En général ils les subissent. Puisqu'ils achètent pour revendre dans l'espoir d'un bénéfice, leur intérêt les pousse à accroître leur demande quand les cours sont faibles et à augmenter leurs offres quand ils sont élevés ; et ainsi leur intervention tend constamment à ramener les prix vers un niveau moyen, par suite à atténuer les écarts.

Tous leurs efforts aboutissent à la régularisation des

cours et non à leur perturbation, et leurs prévisions empêchent en toute évidence que le marché ne soit livré entièrement à l'impression du moment.

Vers la fin du XVIII^e siècle, King et Davenant constataient en effet que lorsque la production d'une marchandise venait à diminuer de 10 o/o, son prix haussait de 20 o/o. Si elle diminuait de 20 o/o, le prix haussait de 80 o/o ; si elle se raréfiait de 50 o/o, elle haussait de 450 o/o ; et n'oublions pas que dans ces dernières années, pour une simple augmentation de 20 o/o dans la production du vin, le prix a baissé de 80 o/o.

La spéculation, ainsi que cela a été constaté de 1850 à 1890 sur le marché des blés de Berlin, par Moritz Kantorowitz, a diminué l'impressionnabilité du marché et l'a mis en correspondance presque exacte avec l'état des récoltes. Cet économiste a établi que les écarts de la spéculation à terme sur les faits pronostiqués s'étaient réalisés et que les écarts étaient toujours allés en s'atténuant de 15 o/o à 5 o/o.

Or, c'est justement cette stabilité que l'on cherche à assurer sur le marché des vins.

Néanmoins, l'agiotage et la spéculation qui sont un des facteurs du fonctionnement des marchés à terme, n'ont pas été sans entraîner de très vives protestations et de violentes diatribes.

Plus encore que les intermédiaires, les spéculateurs sont souvent considérés comme des parasites, voire même des malfaiteurs et leurs opérations sont taxées d'immoralité.

Il semble bien, en effet, que les bénéfices réalisés de cette manière présentent plus que tous autres le caractère d'un *unearned increment*.

C'est possible, mais nous n'avons pas ici à entrer dans

ces considérations, bornons-nous à constater que la spéculation dans les bourses de commerce correspond à un besoin économique, que loin d'être malfaisante elle est bienfaisante et qu'elle empêche les emballements du marché.

Les statistiques sont là (les diagrammes du sucre notamment) pour montrer que la spéculation a souvent relevé les cours écrasés par des productions considérables, qu'elle a maintenu ces cours et qu'il a fallu des conditions de place particulières pour donner lieu à des kracks sur le blé, l'alcool ou le sucre. Encore faut-il ajouter que c'est généralement la spéculation qui a perdu dans ces aventures.

Les marchés à terme constituent un rouage indispensable au développement économique moderne. Ils se sont créés dans les villes où il y avait de grosses productions à manier, et que l'on ne pouvait plus faire mouvoir autrement. Ainsi fonctionnent depuis plus de soixante ans les marchés de Paris, du Havre, de Roubaix, de Tourcoing, d'Anvers, de Rotterdam, de Berlin, de Hambourg, de Leipzig, de Magdebourg, de Londres, de Liverpool, de Glasgow, de New-York, de Chicago, etc.

L'importance qu'ils ont prise a été la conséquence directe de l'accroissement prodigieux de certaines productions : coton, café, blé, maïs, etc. Ces récoltes sont jetées en l'espace de quelques semaines sur le marché — et comme elles sont sous la dépendance des conditions climatiques, elles sont produites en quantité désordonnée.

Il est donc bon que le spéculateur s'empare des quantités offertes dans les pays de production et revende à terme dans les pays de consommation ; c'est en

somme lui qui absorbe presque instantanément les quantités de matières que l'industrie ou le commerce ne peuvent transformer ou écouler que successivement. Sans le marché à terme, il y aurait engorgement dans le pays de production, et les offres non absorbées amèneraient rapidement une dépréciation sérieuse de la marchandise; et c'est précisément ce qui arrive pour le vin.

La création d'un marché à terme (1) pour le vin aurait, comme pour les autres marchandises, l'avantage de décharger artificiellement le marché et de répartir les produits qui se présentent en un seul bloc au moment de la récolte, sur les mois qui vont suivre. Il est certain qu'une production de 60 à 70 millions d'hectolitres de vin, représentant 1 milliard de francs, jetée sur le marché en moins de six semaines, ne peut pas être absorbée instantanément par le consommateur, et comme dans ces dernières années 80 o/o des propriétaires étaient réduits, pour payer leurs dettes, à vendre immédiatement, il s'ensuivait un effondrement inévitable des cours après la vendange.

Un des autres avantages que présentent les marchés à terme pour les agriculteurs, c'est la possibilité de réaliser immédiatement, en faisant arbitrer leur production par rapport au type de l'année, et en la livrant aux magasins généraux, les 75 à 80 p. 100 de leur récolte; ainsi, ils sont en mesure d'attendre, et la spéculation ne peut pas déprimer les cours au moment de la production pour les pousser en fin de campagne.

(1) GOUJET, Les Marchés à terme. In *Bulletin des viticulteurs de France*, 1902.

En outre, le producteur qui est mécontent des cours au moment de la récolte et qui veut courir l'aléa d'une hausse, peut vendre immédiatement au marché à terme sa récolte sur les époques rapprochées et racheter en bourse par l'intermédiaire d'un courtier, la même quantité vendue sur des époques fort éloignées et qui peuvent aller jusqu'aux approches de la récolte suivante. En opérant ainsi il bénéficiera peut-être d'une hausse.

Au point de vue légal, tous les produits susceptibles d'être mis en vente publique peuvent être l'objet de marchés à terme, et le décret du 30 mai 1863 admet les vins de toutes sortes dans la nomenclature.

La route est tracée, et rien ne s'oppose à la création d'un marché à terme pour le vin.

On pourrait donc organiser un tel marché dans les principaux centres viticoles : Montpellier, Marseille, Bordeaux, Lyon. Mais pour qu'ils puissent fonctionner efficacement, il faudrait construire des entrepôts publics.

L'initiative privée a déjà résolu le problème en créant des entrepôts spéciaux — à Béziers —, Lyon et Paris (1).

Dans le cas où ces entrepôts ne présenteraient pas un cube suffisant pour loger tous les vins qui viendraient demander asile, il est bien évident que les Sociétés déjà constituées ou à constituer s'empresseraient, pour augmenter leur chiffre d'affaires, d'agrandir leurs magasins.

On a pu craindre que cette concentration ne mît aux mains de la spéculation aussi bien le producteur que le

(1) A Bordeaux la spéculation porte sur des vins introduits dans des magasins qui sont généralement confiés à la garde de courtiers experts dans l'art de conserver et soigner les vins. Mais ces magasins sont absolument insuffisants.

consommateur. Dans la pratique il n'en est rien, et dans le marché moderne, grâce à la concurrence internationale, la spéculation, sauf de rares exceptions, n'a pas fait éprouver de dommages à la production.

Une seconde question à envisager est celle du transport : le transport du vin, avec les manipulations qu'il entraîne, est long et coûteux. N'est-il pas imprudent d'envoyer, dans un entrepôt, du vin auquel on sera peut-être obligé de donner une autre destination, lui faisant ainsi effectuer un voyage inutile ? — L'objection n'en est pas une, car il suffira d'installer les entrepôts dans des lieux géométriques, suffisamment bien étudiés et choisis, et on aura rarement à faire revenir du vin en arrière, étant donné que les départements producteurs sont dans le Sud, et les débouchés dans le Nord, et l'on gardera toujours sur place les quantités suffisantes pour satisfaire aux exigences locales.

Le point le plus délicat est peut-être celui de la conservation du vin dans les entrepôts. Nul n'ignore que le vin peut être comparé à un être vivant, qu'il est sujet à de nombreuses maladies qui peuvent en amener quelquefois la perte totale. Comment arriver à ne recevoir dans les entrepôts que des vins sains, de bonne tenue, et surtout comment les maintenir dans cet état ? Mais le traitement des vins serait garanti par les magasins généraux qui les feraient visiter à l'arrivée et surveiller par des chimistes œnologues. Il n'y aurait donc qu'un bien faible aléa de ce côté.

Au point de vue maintenant des différentes catégories de vins sur lesquelles les opérations à terme pourraient s'étendre, il y a tout à organiser.

La difficulté que l'on devra trancher, est la déter-

mination d'un type ou de plusieurs types de vins servant de base aux contrats.

Toutes les fois qu'il s'est agi d'introduire dans les bourses de commerce, des cafés, cotons, poivres, indigos, de provenance et de qualités diverses, il a été nécessaire d'établir, pour ces marchandises, des types correspondants à leurs qualités différentes.

Pour la laine, par exemple, quand, il y a plus de vingt ans, on l'a introduite à la bourse du Havre, il semblait absolument impossible d'arriver à en fixer les types, étant donné qu'il faut tenir compte de la nature, de la finesse et du rendement hypothétique en *lavé*, la laine arrivant en *suint*, directement du dos des moutons, et contenant environ deux tiers de crasse.

Il fallait donc estimer que telle ou telle laine rendrait 32, 34, 39 ou 42 pour cent net au lavage.

Ce pourcentage constitue pour la laine le principal élément de fixation du prix d'expertise.

Les mêmes difficultés se sont présentées pour le blé (1).

Comme toutes les productions naturelles soumises aux influences atmosphériques, aux différences de sol et de climat, le blé comporte des variétés à l'infini, que le commerce doit savoir apprécier par la vue, le toucher, l'odorat ou le goût et sur lesquelles on ne peut donner en dehors de l'objet que des indications vagues relatives à la forme, à la couleur, à la dureté, à la densité du grain, à sa netteté, à sa régularité, à sa sécheresse, à sa propreté, etc. Selon les soins apportés à la culture, à la récolte et à la conservation des blés, la valeur de chaque échantillon diffère plus ou moins de celle d'un autre.

(1) SÉRAND. *Le blé*, Paris.

L'administration des marchés est confiée à des experts, en nombre plus ou moins considérable, élus au scrutin secret parmi et par les négociants de la place. Cette commission a essentiellement pour but de créer des types moyens ou étalons, des types minima et maxima de recevabilité de la marchandise.

Les types sont établis sur des échantillons moyens renouvelés fréquemment en raison du perfectionnement de l'industrie, mais qui sont rigoureusement fixés durant toute la durée d'une campagne.

La moyenne des estimations qu'ils fournissent font loi sur le marché. Le système fonctionne à la satisfaction de tous depuis plus de vingt ans, sans discussions ni procès.

Comment établirait-on les types pour le vin ?

Dans les différents essais de création de marchés locaux, les préfets des départements, qui ont essayé de faire établir une cote hebdomadaire, avaient choisi une commission parmi les notabilités du commerce, et les cotes fournies par ces délégués portaient généralement sur trois qualités : aramon, montagne, montagne supérieur, avec parfois des qualificatifs bien connus tels que Costières, Corbières, Soubergues, etc.

Les qualificatifs existent : il suffit donc de leur rattacher des échantillons de qualité moyenne. Les trois facteurs principaux de la valeur des vins courants sont le degré, la couleur et l'origine. Le degré est très rapidement et très facilement connu au moyen d'appareils spéciaux ; la couleur est déterminée mathématiquement par le colorimètre ; l'origine, c'est-à-dire la qualité des cépages : aramon, aramon-carignan, aramon-carignan-cinsaut, carignan-cinsaut, cinsaut, et pour les raisins blancs, clairette, picpoul, clairette-picpoul, clairette-ugni blanc,

etc., est plus difficile à diagnostiquer, c'est surtout une affaire de dégustation.

On a prétendu que cette multiplicité de types découragerait les spéculateurs, parce que trop compliquée. Nous ne le pensons pas ; il suffit de se représenter que les cépages varient suivant les régions, qu'il y en a toujours deux ou trois qui dominent dans chacune, il n'y a qu'à réserver ces deux ou trois types au marché local.

M. Goulet, secrétaire général de l'Union du commerce en gros des vins, a proposé d'établir dans chaque région un marché pour les vins communs seulement.

La cote-type officielle serait la combinaison d'un prix degré complété par une échelle des valeurs. Cette cote serait établie annuellement par trois commissaires (un agriculteur, un commerçant et un directeur de Station œnologique).

Les notabilités agricoles et commerciales se chargeraient de l'établissement de la cote hebdomadaire ou bimensuelle, et lui appliqueraient le système du prix-degré et de l'échelle des valeurs ; cette dernière permettrait à des vins de même degré d'être classés en douze qualités, échelonnées en douze valeurs progressives du degré.

Il serait facile aux experts d'arriver à attribuer à chaque type soumis à la cote un coefficient moyen de couleur et de qualité, pour le placer exactement à l'échelon de valeur correspondant à son degré ; en tenant compte : 1° du plus bas prix pratiqué, — pour un vin répondant au type minimum du commerce, — dans les transactions amiables ; 2° du prix le plus haut pratiqué pour un vin supérieur.

A titre d'exemple, on peut supposer que l'examen des transactions amiables ait relevé : 1° l'achat d'un vin du type minimum du commerce, pesant 8° au prix de 4 fr.

l'hectolitre, le prix-degré se trouve ainsi ramené à 0 fr. 50 ; 2° l'achat au prix de 13 fr. 20, d'un type, le meilleur du pays, le prix degré égale 1 fr. 10. Entre 1 fr. 10 et 0 fr. 50 l'écart est de 0 fr. 60. En divisant ce chiffre par 12, on constate que les douzièmes-échelons progressent logiquement de 0 fr. 05. La cote est donc simplement le résultat d'une opération mathématique. Le rôle des experts se trouve limité au classement de qualité.

En suite du classement des experts, l'établissement d'une cote définitive de trois vins ayant le même poids alcoolique et placés chacun à un degré différent de l'échelle des valeurs ressortirait de la façon suivante :

Base de la cote		Prix-degré type minimum du commerce (0 fr. 50 vin de 9 degrés)
Classement	0	$0,50 \times 9 = 4,50.$
—	3	$0,50 + 0,15 = 0,65 \times 9 = 5,85$
—	10	$0,50 + 0,50 = 1,00 \times 9 = 9$

On voit ainsi qu'un vin courant de même degré peut obtenir une valeur double d'un autre ; il paraît donc facile d'exprimer cette valeur d'une façon précise dans une cote officielle.

En faisant évoluer le classement sur 4 degrés seulement de 8 à 12° et en classant les vins courants par degré, ce système permettrait la distinction de 48 qualités, chiffre qui suffirait largement pour apprécier, dans les produits ordinaires d'une même région, les diverses nuances qui les peuvent différencier.

On peut du reste pour plus de sûreté avoir recours au contrôle de la dégustation.

Voici une anecdote rapportée par Bertall, qui démontre d'une façon éclatante que l'on peut s'en remettre à l'infaillibilité des *grands dégustateurs émérites* de la bonne ville de Bordeaux et d'ailleurs.

« M. X..., qui passait pour le plus remarquable dégustateur de l'endroit, se faisait fort de désigner le cru et l'année de n'importe quel vin classé de la Gironde. Ses arrêts étaient des articles de foi. Nul n'eût pu l'accuser de s'être trompé. Cette science avait tourné à la monomanie ; ce n'était plus un homme, c'était un odorat et un goût ; il ne vivait pas, il dégustait. Un jour sa victoria, traînée par un cheval de sang, accroche un lourd tombeau. M. X..., précipité contre une borne, reste étendu sur le pavé le crâne fendu.

» On le transporte dans une maison voisine, et, en attendant l'arrivée d'un médecin, quelqu'un propose de laver la blessure avec du vin vieux.

» Le maître de la maison court à sa cave et revient avec une bouteille poudreuse. On imbibe un linge, un sillon de vin court le long de la joue du mourant et vient se perdre dans un coin de sa bouche.

» M. X... était toujours sans connaissance. Tout à coup ses narines frémissent, ses lèvres s'agitent faiblement. On s'approche, on prête l'oreille pour recueillir ses dernières volontés, et l'on entend une voix déjà râlante murmurer ces mots :

» Cos d'Estournel, 48 !

» Le dernier mot de X... était le couronnement de toute une vie ; c'était le mot de la fin, il avait dit juste (1). »

La dégustation doit donc être prise en sérieuse considération.

Au point de vue international, l'organisation du marché à terme peut rendre des services qu'on ne soup-

(1) BERTALL. *La vigne*, p. 89.

comme même pas. Il sera nettement impressionné par les variations des productions étrangères, et il permettra à tout moment aux négociants étrangers de se procurer à peu de frais telles quantités et qualités de vin qu'il leur plaira.

L'organisation des marchés à terme pour le vin paraît en contradiction avec toutes les idées modernes de coopération, de vente directe du producteur au consommateur. Elle suppose sur le marché la présence du producteur, du négociant et de spéculateurs, mais elle n'exclut pas nécessairement les autres modes de vente.

Alors que l'organisation d'un trust, d'un cartel, d'une coopérative quelconque exige d'une part des capitaux, et aussi une discipline, alors qu'elle nécessite l'entente absolue entre gens qui croient avoir des intérêts divergents, avec le marché à terme, la liberté de chacun reste entière.

Et grâce au marché à terme, plus de crédit à solliciter : grâce aux avances qui lui seront fournies par les magasins généraux, le viticulteur pourra vivre, cultiver, attendre et se soustraire aux étreintes de ceux qui trop souvent ont profité de sa misère pour l'exploiter.

CHAPITRE IX

Un mot d'histoire sur les mouvements viticoles

« Surgit un nouveau Christ, en lumière sculpté
Qui soulève vers lui l'humanité.....»

.....
« Les gens d'ici n'ont rien de rien
Rien devers eux
Que l'infini, ce soir, de la grand'route.
Chacun porte dans son mouchoir
Changeant de main, changeant d'épaule,
Chacun porte
Le linge usé de leur espoir.»

VERHAEREN.

«
Vinrent le régiment après le régiment.
Et le long des maisons ils passaient lentement.
.....
Avez-vous vu saigner la mûre dans les haies?
Son crâne était ouvert comme un bois qui se fend.
.....
La nuit était lugubre, on entendait des coups
De fusil dans la rue.

..... »

V. HUGO.

De 1850 à nos jours, la viticulture devait passer par les plus cruelles alternatives. Le marché des vins, pendant ces 60 dernières années, est à l'état de crise permanente.

1849 avait vu la débâcle des cours, et les viticulteurs désespérés demander à l'État-providence de les secourir.

L'oïdium, en raréfiant les récoltes, les tira momentanément d'affaire; mais le remède trouvé, et la production

augmentant, les prix baissèrent à nouveau et les viticulteurs commençaient à redouter encore les tristes effets d'un engorgement, quand le phylloxera fit son apparition. Si les importations étrangères n'avaient pu suppléer au déficit pendant la crise de l'oïdium, pendant la période phylloxérique, au contraire, elles prirent un tel développement qu'elles provoquèrent l'avisement des cours ; au lieu de protéger la production nationale, on favorisait l'introduction des vins espagnols et italiens suralcoolisés naturellement ou artificiellement.

Les crises viticoles , peut-être parce qu'elles ont été trop fréquentes, se sont souvent heurtées à l'indifférence du grand public, et les viticulteurs ont même été considérés comme des *bluffeurs* aimant à *faire du bruit*.

Ils étaient cependant les victimes intéressantes de fraudes de toutes sortes. Pendant qu'ils épuisaient leurs ressources dans l'œuvre de la Reconstitution, le mouillage doublait les quantités de vins importés, les raisins secs donnaient lieu à une fabrication considérable, la production nationale était écrasée.

Las de protester sans effet, le *Midi bougea*.

Le Progrès agricole avait, dès 1888, proposé de réunir tous les viticulteurs en un meeting de protestation dans les Arènes de Nîmes.

Le 30 mars 1890, il poussait à nouveau le cri d'alarme :

« Nous proposons, il y a quelque deux ans, de réunir 20.000 viticulteurs dans les arènes de Nîmes. Notre proposition n'a pas eu de succès.

» Nous voudrions aujourd'hui qu'à l'occasion du prochain voyage du Président de la République dans le Midi, on lui présentât non pas 20.000, mais cent mille viticulteurs, venus de tous les points de la région pour

le charger de leurs doléances et le prier de prendre en mains leurs justes revendications.

» Nous voudrions encore voir tous les conseils généraux suivre l'exemple de celui de l'Aude, tous les conseils municipaux suivre l'exemple de ceux de Pomérols, de Puimisson, de Mèze, d'Aigues-Mortes, etc., qui viennent de protester contre le régime accordé à la Turquie; toutes les villes organiser des meetings comme ceux qui ont eu lieu ces temps derniers. Et cela, sans se lasser de recommencer, jusqu'à ce qu'on ait acquis la certitude de triompher. Nous voudrions enfin, sans trop l'espérer, voir tous les députés du Midi se mettre résolument en grève contre tout cabinet, quel qu'il fût, qui refuserait de leur donner satisfaction, ainsi qu'on le leur demandait au meeting de Carcassonne.

» Voici en effet les résolutions adoptées à l'unanimité par les 2.500 agriculteurs réunis dimanche dernier dans cette ville :

» Considérant que la crise commerciale, industrielle et financière du pays a pour cause principale la mévente du vin;

» Considérant l'importance des sacrifices nécessités par la reconstitution des vignobles et la situation très abaissée de la viticulture, qui doit exclusivement compter sur ses récoltes pour se libérer en partie des emprunts considérables qu'elle a dû faire.

» Considérant que le sort de la classe ouvrière, du commerce et de l'industrie dépend entièrement de la production viticole et qu'une prolongation de la crise actuelle amènerait d'incalculables désastres; — Emettent le vœu :

» 1° Qu'aucun traité de commerce ne soit conclu à l'avenir;

» 2° Que les conventions formellement expirées avec la Turquie depuis le 13 mars ne soient pas prorogées ;

» 3° Que le tarif général soit immédiatement applicable aux produits venant de Grèce et de Turquie ;

» 4° Que le tarif général soit modifié tout de suite ;

» 5° Que dès leur entrée en douane, tous les raisins et fruits secs pouvant, après fermentation, faire des boissons artificielles et de l'alcool, soient soumis au droit de douane de 30 francs par kilos ;

» 6° Que tous les fruits secs soient pris en charge avec compte séparé dès leur arrivée en France et ne puissent circuler que munis de pièces de régie ;

» 7° Invitent les députés à s'opposer formellement à toute interprétation prorogeant les anciennes conventions avec la Turquie et prient les députés de retirer toute confiance au gouvernement qui ne donnerait pas satisfaction au présent vœu » (1).

Ces meetings et la violente campagne poursuivie à leur suite par toute la presse méridionale finirent par émouvoir le Parlement, et les tarifs douaniers de 1892 apportèrent une première satisfaction à la viticulture.

Les résultats, cependant, en restaient précaires : s'il entre désormais moins de vins sous forme liquide, on voit s'installer partout des fabriques de vins de raisins secs, dont la loi du 26 juillet 1890 n'a fait que réglementer la production. Et l'on devra subir cette concurrence ruineuse jusqu'en 1897.

En même temps, on s'ingénie à fabriquer des vins de toutes pièces, avec les marcs, les lies et le sucre. Les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, qui

(1) *Progrès Agricole et Viticole*, 30 mars 1890.

ANNÉES DE RÉCOLTE	QUANTITÉS DE VINS correspondant aux quantités de sucre employées en 2 ^e cuvée	VINS de raisins secs (fabricants et simples particuliers)	PIQUETTES obtenues par épuisement des mûrs pour la consommation familiale des particuliers (Sans addition d'alcool, de sucre ou d'autres matières sucrées).
1885..	365 053	2.254.000	Les statistiques de l'administration des contributions indirectes relatives à la fabrication des piquettes ne remontent qu'à l'année 1897.
1886.	1.359.524	2.812.000	
1887.....	1 885.175	2.617.646	
1888.....	1.828.065	2.220.425	
1889.	1.103.763	1.826.000	
1890.	1.886.040	4.292.850	
1891...	1.774 047	1 730.472	
1892.....	1.773.946	1 055 178	
1893	1.049.056	834.236	
1894.....	942.548	514.002	
1895.....	1.370.331	758.114	
1896.....	1 339.773	888.010	
1897.....	926.323	451 422	1.742.188
1898.....	1.751.871	128.885	1 462.019
1899.....	1.873.988	108.065	1.764.109
1900.....	841.463	93.451	1.015.713
1901.....	264.803	37.673	700.606
1902.....	564.226	8.969	857.442
1903.....	854.650	23 526	1.643.520
1904.....	397.513	52.071	1.365.208
1905.....	277.367	19 283	1.327.221
1906.....	241.559	1.887	1.830.218
1907.....	426.890	2.692	1.728.912
1908.....	321.468	1.207	1.598.039
1909....	188.389	290	1.715.190

donnaient la définition des vins naturels et établissaient une distinction entre les vins de raisins frais et les vins de sucre et de raisins secs, étaient restées inopérantes, en raison des bénéfices considérables que les falsificateurs retiraient de la confusion des produits.

La loi du 6 avril 1897, qui interdisait la fabrication et la vente des vins de mares et de sucre, en même temps qu'elle soumettait les vins de raisins secs au régime de l'alcool, paraissait bien faite pour enrayer désormais toutes les fraudes, et la viticulture se crut sauvée !

Cette illusion devait être de courte durée. Les grosses productions de la période 1898-1901 vinrent surcharger le marché et provoquèrent la crise de mévente qui est encore dans toutes les mémoires. Aussitôt après, il est vrai, les récoltes déficitaires de 1902 et 1903 rétablissaient l'équilibre, les prix se relevaient et atteignaient en 1903 des chiffres rémunérateurs, c'était la prospérité revenue, l'oubli des misères entrevues.

C'est alors que, en raison des facilités accordées au sucrage, grâce surtout à l'abaissement du droit de consommation sur les sucres, on vit se produire la plus colossale entreprise de fraude à laquelle la viticulture ait jamais assisté : on a pu évaluer, en effet, entre 12 et 14 millions d'hectolitres, la production de vins artificiels provoquée par la hausse de 1904. Et cette masse de produits à bas prix, en même temps qu'elle ruinait le commerce devenu détenteur, à des cours élevés, de la récolte de 1903, engorgeait de nouveau le marché : la surproduction artificielle nous ramenait aux plus mauvais jours des précédentes années.

Sans ce développement inouï de la fraude, le Midi n'aurait pas connu la misère, et nous n'aurions pas assisté,

impuissants, à l'exode de milliers d'ouvriers privés de leur gagne-pain (1).

Voilà ce que furent les fraudes : il en faudrait moins pour faire crouler une industrie quelconque. La viticulture, elle, ne succomba pas, elle ne voulut pas mourir.

Mais ce fut la misère noire avec tout son cortège pendant trois longues années. En voici le bilan :

Le Bilan de la misère (2)

Bilan familial

Revenus bruts inférieurs à la moitié de la normale.

Revenus nets réduits souvent à zéro et au-dessous.

Absence de numéraire.

Tout bien-être supprimé.

Insuffisance pécuniaire pour subvenir aux besoins immédiats de la vie.

Peu ou pas de provisions de bouche dans la maison.

Plus d'avances de linge ou de vêtements.

Par la baisse de la propriété foncière, le bien familial a perdu plus des 3/4 de sa valeur et il représente le gage de dettes supérieures à ce qu'il vaut actuellement.

Toutes les ressources de l'emprunt épuisées.

Tout crédit arrêté.

Impossibilité de satisfaire aux engagements.

Obligations non remboursées.

Intérêts des emprunts accumulés.

Dettes chirographaires insoldées.

Comptes de fournisseurs impayés.

Insolvabilité à peu près complète.

Licitations volontaires devenues quasi-impossibles.

Licitations judiciaires absolument désastreuses et biens de mineurs sacrifiés.

(1) Béziers a perdu 20.000 habitants pendant la dernière crise.

(2) *Le Tocsin*, 12 mai 1907.

Bilan communal

Impôts communaux rentrant très difficilement et incomplètement.

Côtes irrécouvrables plus nombreuses.

Baisse dans le rendement des taxes locales (*Droits de place, Octrois, Fermages, etc...*)

Travaux indispensables suspendus.

Réparations urgentes retardées.

Retards dans le paiement des employés, de fonctionnaires et des fournisseurs.

Impossibilité de payer exactement les annuités des emprunts à amortir. Intérêts supplémentaires à solder pour les versements retardés.

Augmentation énorme et toujours insuffisante des crédits pour chantiers communaux contre le chômage.

Nombre croissant des indigents à la charge de la commune.

Bilan social

Propriété surchargée d'hypothèques (voir *Bureaux des Hypothèques*) ; petite propriété plus accablée, pour une moitié au moins, changera sûrement de mains et ses tenanciers actuels iront grossir les rangs de la classe ouvrière.

Misère générale et baisse considérable de la propriété (voir *Études notaires*) situation lamentable dont profitent seuls les brasseurs d'affaires ainsi que leurs satellites, les intermédiaires louches et les agents véreux qui vivent de la détresse publique.

Expropriations très nombreuses (voir *Tribunaux Civils*) quoique les revenus déficitaires du sol fassent hésiter les créanciers et rendent les poursuites proportionnellement très rares.

Circulation monétaire très faible et mouvement des affaires presque nul (voir *Établissements de banques*).

Crédits locaux et Warrants agricoles poussés à l'extrême limite (voir *Caisses de Crédit agricole*).

Mouvement commercial très réduit (voir *Statistique détaillée de la Compagnie du Midi*).

Augmentation très forte du chômage agricole.

Chômage accru par ce fait que bon nombre de places d'ouvriers sont occupées par les fils de petits ou moyens propriétaires qui allaient jadis dans les Lycées, Collèges, Écoles de Commerce, etc.

Accroissement fantastique du nombre des demandes d'admission dans les emplois publics.

Dépopulation de 1/10 en 5 ans (voir *Recensements 1901 et 1906*). Cette dépopulation augmente de jour en jour.

Forte décroissance du nombre de mariages, surtout dans la catégorie des petits et moyens propriétaires.

Diminution considérable dans les naissances.

Bilan général

Le vin n'ayant guère que des débouchés intérieurs, l'appauvrissement des pays vignobles s'est fait à l'avantage des autres régions françaises dont la prospérité s'est édifiée en partie sur notre misère. Le *Milliard* de francs qui, en sept ans, a été détourné de notre pays est resté cependant en France et a procuré ailleurs un excès de circulation qui ne s'est fait qu'à nos dépens.

C'est là un phénomène irrationnel et anti-social dont le pays ne peut plus se désintéresser, car un corps vivant ne peut pas traîner après lui une partie de son être où le sang et la vie ne circuleraient plus.

La situation devenait intolérable, mais que faire ?

1907

MEETINGS DE MAI — JOURNÉES DE JUIN

Heureusement, il se trouva un nouveau Lamarre (1),

(1) Des mouvements populaires avaient eu lieu, pour des causes diverses, en Champagne contre les accapareurs de la production, en Auvergne contre les fraudeurs, et à Arbois contre la Régie.

qui osa crier à la fraude, à la trahison et qui, par la confiance qu'il sut inspirer en lui, la foi qu'il communiqua aux masses, put réunir des milliers et des milliers de viticulteurs qui firent retentir jusqu'à Paris les échos de leurs plaintes.

Pour lui, pour ceux d'Argeliers, pour tout le Midi viticole, il était clair que le sucre tuait la vigne parce que l'on ne voulait pas poursuivre les fraudeurs, ils le déclarèrent dans l'organe de leur comité, *Le Tocsin*, dans les lignes suivantes qui étaient *tout leur programme* :

Le point capital

« Expliquons-nous.

» Nous ne sommes ni des économistes, ni des sociologues. Nous sommes des hommes qui travaillent depuis longtemps *pour rien* et qui veulent désormais travailler *pour quelque chose* : *Pour manger. Nous voulons vivre.*

» Et nous voulons vivre non pas en affamés ou en misérables, non pas en gueux ou en parias, mais en bons paysans que nous sommes, avec du pain sur la table et des provisions dans l'armoire pour nos mioches et pour nos femmes réclamant la pitance de chaque jour.

» Rivés à notre sol et à nos vignes, *nous voulons vivre en vendant notre vin*, comme *d'autres vivent en vendant leur blé.*

» Que disaient ceux-ci, lorsque le prix des céréales avait baissé au point d'entraîner leur ruine prochaine ? — « Qu'on prenne les mesures que l'on voudra, mais nous » avons besoin pour vivre que le blé se vende en moyenne » de 18 à 20 fr. l'hectolitre. » — Et pour assurer l'existence des paysans producteurs de blé, le législateur n'a pas hésité à user d'une protection qui s'est traduite pour

chaque Français par un supplément de 0 fr. 05 par jour dans l'achat de sa ration de pain. Depuis, le blé se vend en effet de 18 à 20 fr., et, grâce au sacrifice que l'État a su imposer à la collectivité, le paysan, qui le cultive, peut vivre de son travail et manger à sa faim — ce qui est infiniment juste.

» Eh bien nous, les Vignerons miséreux et simplistes, nous qui ne sommes ni économistes, ni sociologues, nous disons à notre tour : « *Qu'on prenne les mesures que l'on voudra, mais nous avons besoin pour vivre, que le vin se vende en moyenne de 1 fr. 50 à 2 fr. le degré par hectolitre.* » De tout le reste, nous pouvons presque dire que nous nous en..... foutons.

» La protection que nous réclamons doit se traduire par *cerésultat*, et comme pour nous, fils de la terre et hommes de travail, *il n'y a que les résultats qui comptent*, nous déclarons hautement qu'il nous faut pouvoir vendre notre vin à ce prix-là et que *nous ne désarmerons qu'après l'avoir obtenu.*

» Et maintenant, que ce soit par le fifre ou le tambour, que nous l'obtenions, ça nous est « é-qui-la-té-ral » ; qu'on défasse ceci ou cela, qu'on ajoute ou qu'on retranche, qu'on décrète à droite ou qu'on légifère à gauche, notre faim s'accommode de tous les moyens, pourvu qu'ils nous donnent ce que nous voulons.

» Seulement, comme la misère nous a rendus méfiants, *nous ne croirons aux résultats qu'au moment où nous les verrons* — de visu, comme dit l'autre.

» Par ailleurs, et à titre simplement indicatif, nous ajouterons ceci :

» Nous sommes les travailleurs de la vigne, nous sommes les producteurs de *vin naturel*. Eh bien, si c'est le pays des Vignerons qu'on veut protéger, c'est le *vin natu-*

rel qu'il faut défendre; c'est le *vin naturel*, c'est-à-dire sans addition ni mélange d'aucune sorte, qu'il faut *naturaliser*; c'est le *vin naturel* qu'il faut *légaliser* et c'est le seul qui doit être toléré sur tout le territoire.

» *Hors du vin naturel, point de salut pour nous*, car toute mesure qui ne proscriera pas *radicalement et sans ambiguïté* toute addition au vin d'une substance quelconque, ne sera qu'une demi-mesure. Toute demi-mesure sera une porte ouverte à la maudite fraude et *tant que la fraude subsistera*, ce sera pour nous la *continuation de la misère*.

» Nous serions demain ce que nous sommes aujourd'hui, et le problème du pain et de nos droits à l'existence subsisterait tout entier.

» La bataille serait à recommencer.

» Zut donc, et trois fois zut à toute législation qui ne sera pas le *statut légal du vin naturel*.

» Et ceci n'est nullement en contradiction avec ce que nous disions plus haut.

» Nous disions que peu nous importent les moyens pourvu que nous ayons le résultat. C'est la vérité. Seulement, *comme nous ne voulons pas un résultat passager et fragile*, comme nous ne voulons pas *un palliatif momentané et précaire*, nous voulons que notre relèvement solide et durable procède d'un *principe de justice et d'équité : le droit à la vie des travailleurs du sol par le droit légal du produit naturel*.

» Pour le surplus, nous le répétons, et pour tous les autres moyens susceptibles de remédier à notre détresse, nous nous accommoderons aisément de tous ceux que l'on voudra, s'ils contribuent au *résultat positif* que nous attendons.

» Ce résultat est simple.

» Il s'apprécie non en paroles, mais en chiffres : *c'est le cours rémunérateur du vin.*

» Et voilà le baromètre infallible qui annoncera l'ère durable du beau temps ou la période agitée des funestes tempêtes.

» Un point, c'est tout (1).

A l'appel de Marcelin Albert, et dans un merveilleux élan de solidarité dont on trouverait difficilement l'équivalent, tous, hommes, femmes, enfants, riches et pauvres, sans distinction de convictions politiques ou religieuses, fusionnés dans la même armée, se réunirent dans les principales villes du Midi pour y clamer leur misère !

Qui nous sommes ?

« Nous sommes ceux qui travaillent et qui n'ont pas le sou.

» Nous sommes les proprios décavés ou ruinés, les ouvriers sans travail ou peu s'en faut, les commerçants dans la purée ou aux abois.

» *Nous sommes ceux qui crèvent de faim.*

» Nous sommes ceux qui ont du vin à vendre et qui ne trouvent pas toujours à le donner ; nous sommes ceux qui ont des bras à louer et qui ne peuvent guère les employer ; nous sommes ceux qui ont des boutiques dont les clients paient sans argent.

» *Nous sommes ceux qui crèvent de faim.*

» Nous sommes ceux qui sont endettés, les uns jusques au cou, les autres par dessus la tête : tous ceux qui paient mal et tous ceux qui ne paient plus. Nous sommes ceux qui ont encore quelque crédit, ceux qui n'en ont guère et ceux qui n'en ont pas.

» *Nous sommes de ceux qui crèvent de faim.*

» Nous sommes ceux qui doivent partout : au boulanger, à

(1) *Le Tocsin*, 5 mai 1907.

l'épicier, au percepateur et au cordonnier; ceux qu'éconduisent les prêteurs, ceux que relancent les huissiers et ceux que traquent les collecteurs d'impôt. Nous sommes ceux qui voudraient vivre en honnêtes gens et qui sont acculés aux expédients et à la misère.

» *Nous sommes ceux qui crèvent de faim.*

» Nous sommes ceux qui aiment la République, ceux qui la détestent et ceux qui s'en foutent; nous sommes ses ardents défenseurs ou ses adversaires déclarés; radicaux ou conservateurs, modérés ou syndicalistes, socialistes ou réactionnaires, nous sommes ceux qui ont leur jugeotte et aussi leurs opinions. Mais nous avons un ventre et *nous sommes ceux qui crèvent de faim.*

» Nous sommes ceux dont chaque espoir s'est traduit par plus de misère. Nous sommes ceux qui rivés au sol, demandent à ce sol leur pitance; c'est par nous que la terre est belle et verdoyante; par nous elle produit plus qu'en tout autre temps. Nous sommes ceux qui la fécondent par leurs soins, leurs efforts, leur travail et leur peine. Hélas, parmi les gueux nous sommes les plus gueux.

» *Nous sommes ceux qui crèvent de faim.*

» Nous sommes enfin des miséreux; des miséreux qui ont femmes et enfants et qui ne peuvent pas vivre de l'air du temps. Nous sommes ceux qui ont des vignes au soleil et des outils au bout des bras, ceux qui veulent manger en travaillant et ceux qui ont droit à la vie.

» *Nous sommes ceux qui ne veulent pas crever de faim (1).* »

Et c'était un spectacle angoissant!

Il faut avoir vécu ces heures, il faut avoir vu ces gueux mobilisés, silencieux et mornes, que les compagnies de chemins de fer, les bateaux, les routes vomissaient d'heure en heure au point de concentration; marchant comme un seul homme, obéissant au moindre

(1) *Le Tocsin*, n° 3.

signe comme n'obéit pas l'armée régulière : on sentait vibrer l'âme de tout un peuple.

Comme toujours dans ces tristes aventures, dans ces périodes de surtension, l'ordre est troublé, le Pouvoir est dans l'obligation d'intervenir et de réprimer.

Un matin de juin, le Midi se réveilla en deuil, le sang de ses enfants se mêlait aux ruisseaux de ce vin qu'on ne pouvait plus vendre.....

Les peuples brisent leurs idoles, et Marcelin Albert ne devait pas échapper au sort commun. Mais il restera une grande figure historique, la légende apprendra son nom à nos enfants, et ce sera la juste revanche de l'histoire de glorifier celui qui, en somme, a été le promoteur et le principal instigateur de la répression des fraudes, qui a ainsi contribué, plus que tout autre, au relèvement des prix et a préparé l'aurore de temps meilleurs.

CONCLUSION

Les crises viticoles, nous l'avons déjà fait remarquer, semblent se produire à des intervalles à peu près égaux (1).

Comme l'a écrit Stanley-Jevons, on peut comparer les crises au mouvement perpétuel de la marée : le flot monte pendant un certain temps, puis il descend et ainsi de suite.

Les situations anormales ne peuvent durer :

« Tout le monde a vu fonctionner, sur les machines à vapeur, ce *régulateur centrifuge* qui ressemble à un grand compas dont les pointes seraient remplacées par des globes de fer. Chaque coup de piston fait faire à ce compas vertical un tour sur lui-même et la force centrifuge, agissant sur les deux boules, en proportionne l'écartement à la vitesse de rotation. Voilà déjà, pour le mécanicien, une indication précieuse ; mais l'appareil ne se borne pas à avertir : il agit. Relié au tube qui amène la vapeur, il en modifie le débit. Si la machine va trop vite ou trop lentement, le compas s'ouvre ou se referme, et l'accès de la vapeur se trouvant par cela seul réduit ou élargi, la marche des pistons va, d'elle-même, se ralentir ou s'accélérer... Eh bien ! pour les prix, il n'en va

(1) Il en est de même des crises économiques qui, depuis 1850, se placent aux dates suivantes : 1857, 1866, 1873, 1882, 1890, 1900 et 1907 ; les intervalles varient de sept à dix ans.

pas autrement. L'écart du prix de revient et du prix de vente joue, dans le mouvement des prix, un rôle analogue à celui que joue, dans les machines, l'écartement des deux boules symétriques. Par l'effet produit sur la production et la consommation, la hausse prépare la baisse, la baisse prépare la hausse. Et plus la poussée ascendante ou descendante aura été forte, plus la réaction s'imposera. C'est ainsi que, malgré la concurrence et ses caprices, les prix de vente et les coûts de production tendent à aller de conserve et cherchent spontanément à reprendre leurs positions respectives quand les circonstances les leur ont fait perdre (1) ».

Et voici revenu le moment du flux propice, le relèvement des prix est un fait accompli. Allons-nous donc, comme par le passé, nous borner à jouir de l'heure présente ? Le souvenir des misères d'hier doit nous inciter à songer à demain !



La viticulture a toujours été et reste l'une des branches les plus importantes de l'agriculture française, et le trafic des vins constitue l'un des plus beaux fleurons de notre commerce national.

Le docteur Jules Guyot nous en a tracé, il y a quelque quarante ans, un tableau qui n'a presque rien perdu de son actualité :

« Dans 79 départements (1), la France cultive aujourd'hui (1867) 2.445.180 hectares de vignes donnant en moyenne 29 hectolitres à l'hectare, produisant ensemble 70.910.220 hectolitres de vin d'une valeur moyenne de

(1) A. de FOVILLE. *La Monnaie*, p. 154.

22 fr. 97 l'hectolitre et un produit brut total de 1.628.807.753 francs, lequel pourvoit à 1.628.808 familles moyennes de 4 individus, ou 6.515.228 habitants (1)

» La vigne, par son vin seul, entretient donc à peu près le 1/6 de la population totale de la France, qui est (en 1867) de 38.067.064 habitants; elle produit un peu moins du 1/4 du revenu total agricole (qui s'élève à 6.781.359.590 francs, produit des vignes compris), sur la vingt-deuxième partie de son territoire, lequel compte 54.305.041 hectares.

» La vigne donne, en outre, 23.860.600 quintaux métriques de marcs, d'où l'on peut extraire, à 2 1/2 o/o, 1.193.000 hectolitres d'eau-de-vie à 50 degrés, valant 50 francs l'hectolitre ou 59.650.000 francs.

» Le marc distillé laisse 20.000.000 de quintaux de résidus, propres à l'engraissement du bétail et fournissant 80.000.000 de rations de 25 kilos, équivalant à 7 kilos de foin et à 1 kilo de viande valant 1 franc le kilo soit 80.000.000 de francs, plus 2.700.000 mètres cubes de fumier à 6 fr. le mètre cube, ou 16.740.000 francs.

» La vigne produit encore, en fourrage vert, 23.860.000 quintaux à 1 franc ou 23.860.000 francs.

» Enfin, la vigne produit en sarments abattus chaque année un poids égal en moyenne à celui de la moitié de ses fruits, ou 47.700.000 quintaux à 2 francs, soit 95.400.000 francs.

» Ces 275.650.000 francs réunis au produit du vin 1.628.807.753 donnent un total brut de 1.904.457.753

(1) GUYOT. *Étude des vignobles de France*, tome III.

francs, lequel peut entretenir une population rurale de 7.617.828 individus. »

Depuis lors, il est vrai, la surface de notre vignoble s'est quelque peu réduite, la vigne n'occupe plus que 1.600.000 hectares, alors que les céréales en occupent 15 millions, les prairies et pâturages 11 millions, les cultures maraîchères près de 2 millions. Mais elle se place encore bien avant les cultures dites industrielles, objet de la constante sollicitude des Pouvoirs publics, qui ne portent que sur 400.000 hectares environ. La valeur de ses produits n'est pas inférieure au huitième des recettes fournies par l'ensemble de toutes nos autres cultures, et M. Atger évalue à 15 milliards le capital foncier viticole, c'est environ le sixième de la valeur totale de notre territoire agricole.

La conservation et le développement d'une telle source de richesses ne méritent-ils pas de fixer l'attention des économistes et du législateur ?

Mais les viticulteurs doivent d'abord compter sur eux-mêmes, et s'efforcer de prévoir et de prévenir le retour de crises semblables à celle dont nous sortons à peine et qui a mis la propriété à deux doigts de sa perte.

Il n'y a plus à se préoccuper, comme autrefois, de la difficulté et du coût élevé des transports, et les seules causes de crises que l'on peut prévoir dans l'avenir se réduisent aux trois suivantes : restriction de la consommation, surproduction naturelle, surproduction artificielle.

Un retour en arrière de la consommation n'est pas à craindre pour les vins ordinaires ; au fur et à mesure qu'augmente la richesse générale, que les salaires deviennent plus élevés, les besoins de bien-être s'accroissent en

même temps, et il s'en faut de beaucoup que nous ayons atteint la limite de l'écoulement possible.

Il n'en est pas tout à fait de même, il est vrai, pour les vins de luxe, qui ont trouvé une rude concurrence dans les eaux minérales, propices dit-on aux estomacs fatigués par le surmenage de la vie moderne.

De même que la bicyclette a tué la librairie, l'automobile tend à faire disparaître la cave : les « gens du monde » paraissent plus portés, aujourd'hui, à brûler du pétrole ou de l'essence qu'à déguster quelques bouteilles de vieux vin de derrière les fagots. La mode en reviendra peut-être, et l'on ne saurait trop réagir, dans tous les cas, contre les prédications, parfois intéressées dit-on, de certains médecins dont les diatribes contre l'alcoolisme se terminent trop souvent par le conseil de boire des eaux toujours fort chères, sinon toujours très pures.

*
* *

Restent les deux formes de surproduction que nous avons envisagées.

Contre la surproduction artificielle, la lutte, longtemps impossible, est entrée dans une phase nouvelle.

Grâce aux lois de 1904 et de 1907, le Gouvernement est suffisamment armé pour, quand il le voudra, — et il ne saurait se soustraire à ce devoir —, limiter les fraudes au point de les rendre à peu près inoffensives. Il y sera d'ailleurs sérieusement aidé par la Confédération générale des Vignerons, la C. G. V., dont la surveillance s'est montrée déjà si efficace, et dont le rôle tutélaire ne peut que grandir encore et s'affirmer dans l'avenir.

*
* *

Mais le Gouvernement et le Parlement ont un autre voir à remplir envers la Viticulture; c'est de la délivrer d'une façon définitive de la concurrence déloyale des vins de sucre et des alcools d'industrie : le vin naturel provient de la fermentation des raisins frais; l'eau-de-vie naturelle n'a d'autre source que la distillation des produits de la vigne. L'interdiction du sucrage sous toutes ses formes, l'authentification des eaux-de-vie sont des mesures qui s'imposent et que sous aucun prétexte les Pouvoirs publics ne devront éluder.

*
* *

Comme nous l'avons montré au cours de ce travail, il n'y a pas eu dans le passé de surproduction naturelle, si l'on envisage, pour établir les calculs, des périodes de dix ou même seulement de cinq années consécutives. Mais il y a eu et il peut se produire encore des engorgements provenant d'une ou de plusieurs récoltes consécutives surabondantes, et dont il devient nécessaire de faire disparaître ou de reporter les excédents sur les années déficitaires.

C'est là qu'est le nœud de la question, qu'il faut s'efforcer de trancher sans léser aucun intérêt, en évitant ces luttes fratricides auxquelles nous conduiraient les projets d'arrachage obligatoire de certaines vignes, et de proscription des vins du voisin.

Déjà la Nature elle-même nous apporte un concours efficace. D'une part, voici l'Algérie aux prises avec le phylloxera, et sa production va nécessairement s'en res-

sentir ; d'autre part, le vignoble français dont la reconstitution remonte, pour une grande part, à 25 ou 26 ans, commence aussi à s'user. Les vieilles vignes greffées fléchissent ; il va falloir aménager le vignoble, si l'on veut pouvoir compter sur une production à peu près régulière ; il y faudra du temps, et nous aurons tout le loisir de préparer l'avenir.

L'avenir, nous le voyons dans le développement de la coopération sous toutes les formes qu'elle pourra utilement revêtir.

Demain comme hier, le viticulteur se trouvera toujours face à face avec l'inévitable et inexorable loi de l'offre et de la demande. Nous savons qu'en matière de récolte les conditions climatiques amènent d'une année à l'autre, pour une même surface et pour des systèmes de culture semblables, des variations du simple au double. Nous savons aussi que ces variations sont généralement compensées dans une période quinquennale, ou décennale. C'est à nous qu'il appartiendra, dans les périodes critiques, de rétablir l'équilibre entre la production et la consommation, entre l'offre et la demande ; mais l'éducation des masses est la condition première du succès. Quand on sera arrivé à leur inculquer d'une façon définitive les principes si féconds de coopération, d'association, de solidarité, à imprimer dans le cerveau des *esprits forts* qui ne sont le plus souvent que de purs égoïstes, les idées de discipline nécessaire pour la concentration des volontés vers le but à atteindre, alors seulement le problème sera résolu. On s'apercevra mieux que la Société toute entière repose sur un ensemble de solidarités qui se croisent (1) ; l'hostilité qui règne

(1) BASTIAT. *Harmonies économiques*.

entre les diverses classes de producteurs fera place à l'harmonie, et peut-être les viticulteurs verront-ils naître — ou renaître cet âge d'or que les mythologues ont placé au commencement du monde !

Vu : *Le Président de la Thèse*,
Charles RIST.

Vu et approuvé :
Montpellier le 6 mai 1910.

Le Doyen,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 7 mai 1910.

P. le Recteur,
Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
Léon PÉLISSIER.

VALEUR DES ANCIENNES MESURES DE CAPACITÉ

Anée : Isère, 76 litres ; Rhône, 93 l. ; Bresse, 300 l. ; Mâconnais, 300 l.

Barral : Hautes-Alpes, 32 à 34 litres ; Carpentras et Orange, 26 l. 50 ; Gard, 45 l. 50 ; Vaucluse, Ardèche et Isère, 49 à 50 l.

Bareille : Rhône, 228 litres.

Baril : 15, 25, 50 ou 60 litres.

Barillo : Corse, 150 litres.

Barrique : Bordelais, 225 litres ; Ardèche, 206 à 214 l. ; Hautes-Alpes, 80 l. ; Bouches-du-Rhône, 214 à 220 l. ; Chalosse, 304 l. ; Charente, 205 l. ; Charente-Inférieure, 205, 215 et 225 l. ; Dordogne, 225 à 228 l. ; Drôme, 210 l. ; Gard, 225, 228 l. ; Hérault, 205 à 215 l. ; Isère, 210 à 230 ; Lot, Lot-et-Garonne, 225 à 228 l. ; Landes, 304 l. ; Basses-Pyrénées, 270 l. ; Hautes-Pyrénées, 80 l. ; Deux-Sèvres, 289 à 295 l. ; Tarn, 205 à 215 l. ; Tarn-et-Garonne, 218, 224 ou 228 l. ; Vienne, 252 l. ; Châtelleraut, 300 l. ; Paris, 402 l. ; Cher, 245 à 259 l. ; Tours, Saumur, 232 l. ; Champagne, 200 à 205 l. ; Ermitage, 265 l. ; Frontignan, 228 l. ; Beaune, 228 l.

Botte : Mâconnais-Beaujolais, 424 litres en 2 pièces.

Boute : Provence, 520 litres en 8 millerolles.

Caque : Champagne, 91 litres, appelée aussi tierçon.

Carreau : Nord, 4 l. 38.

Cher : 200 litres.

Charge ou *Hotte* : Meuse, 40 litres ; Meurthe, 39 à 40 l. ; Hautes-Alpes, 110 à 120 l. ; Ardèche, 150 à 167 l. ; Isère, 100 l. ; Narbonne, 94 l. ; Limoux, 100 lit. ; Castelnau-dary, 138 l. ; Carcassonne, 143 l. ; Pyrénées-Orientales, 118 l.

Chaudron : Meuse, 10 litres.

Comporte : Hautes-Pyrénées, 52 l. 80 ; Gironde, 43 à 60 l.

Coupe : Digne, 17 l. ; Sisteron, 23 l. ; Barcelonnette, 30 l.

Cruche ou *Héralde* : Pau, 23 litres.

Demi-char : Haute-Garonne, 325 litres.

Demi-muid : Gard, 550 litres.

Demi-pièce : Vaucluse, 275 l. ; Châlons-sur-Saône, 112 à 114 l. ; Côte-d'Or, 128 l. ; Reims, 198 à 200 l. ; Château-Thierry, 183 l. ; Paris, 115 l.

Demi-queue : Champagne, 108 litres ; Orléans, 213 l. ; Châlons, 214 l. ; Languedoc, 274 l. ; Saint-Gilles, 289 l.

Feuillette : Mâcon, 112 à 114 litres ; Paris, 133 l. ; Yonne, 136 l. ; Bourgogne, 144 l.

Gallon : Angleterre, 4 l. 542 ; États-Unis, 3 l. 785.

Hout : Nord, 17 l. 50.

Juste : Ariège, 2 à 4 litres.

Mannée : Anjou, 40 à 50 litres.

Mesure : Meurthe-et-Moselle, 44 litres ; Vosges, 42 à 45 l.

Millerolle : Marseille, 64 litres ; Allauch, 72 l. ; Gardanne, 75 l. ; Aubagne, Gemenas et Roquevaire, 65 l. ; La Ciotat, 70 l. ; Aix, 50 l. ; Var, 60 à 70 l.

Muid : Paris, 268 litres ; Yonne, 272 l. ; Bourgogne, 297 l. ; Languedoc, 460 l. ; Roussillon, 472 l. ; Hérault, 685 l.

Ohm : Haut-Rhin, 50 litres ; Allemagne, 150 à 160 l.

Pièce : Mâcon, 213 litres ; Loiret, Seine-et-Oise, Bourgogne, Pyrénées-Orientales, 228 l. ; Aisne, 182 à 205 l. ; Haute-Marne, 182 à 228 l. ; Indre-et-Loire, 243 à 258 lit. ; Saône-et-Loire, 212 l. ; Haute-Saône, 180 à 200 l. ; Ain, 182 à 248 l. ; Nièvre, 180 à 230 l.

Pinte : Bourgogne, 1 l. 615.

Poinçon : Indre, 218 litres ; Blois, 228 l. ; Vendôme, 220 l. ; Côtes-du-Cher, 250 l. ; Nièvre, 224 l. ; Loiret, 225 à 228 l. ; Bourgne, 228 l. ; Chinon, 230 lit. ; Eure-et-Loir, 210 à 230 l.

Pot : Bordelais, 2 l. 25 ; Auvergne, 14 l. 75 ; Toul, 2 l. 50.

Quart : Paris, 67 l. ; Yonne, 68 l. ; Mâconnais et Beaujolais, 106 l. ; Bourgogne, 114 l.

Quartaut : Orléans, Châlons et Beaune, 114 l. ; Mâcon, 206 l.

Queue : Bourgogne, 456 litres en 2 pièces.

Razière : Nord, 70 l. 11.

Saumée : Ardèche, 87 à 100 litres.

Setier : Doubs, 50 litres.

Sixain : Roussillon, 118 litres

Tambour de Tavel : Gard, 250 à 300 litres.

Tambour de Vaucluse : 270 litres.

Tiercerolle : Hérault et Roussillon, 215 litres.

Tierçon : 53 litres ; Charentes, 520 à 540 lit.

Tine : Doubs, 53 litres.

Tonneau : Bordelais, 900 litres en 4 barriques bordelaises ; Bourgogne, 228 l.

Vase : Rhône, 76 litres.

Velte : Charente, barrique de 27 veltes = 205 litres.



JETON DE LA COMMUNAUTÉ DES DISTILLATEURS EN EAUX-DE-VIE (1)

(1) Louis XII autorisa la communauté des vinaigriers en 1514. Il comprit dans leurs qualités celle de distillateurs en eaux-de-vie, Les statuts de cette corporation furent approuvés le 13 octobre 1634.

BIBLIOGRAPHIE

- Almanach des marchands de vin de Paris.*
Anciens et nouveaux statuts de Bordeaux, édition S. Boé, 1701.
ANDELYS (Henri d'). — La bataille des vins, fabliau du XIII^e siècle, traduit et réédité par Legrand d'Aussy.
ANGLADE. — Les vins en France. Bordeaux.
Annales de la vie de Louis VI. Actes de 1112.
Annales de l'Ecole nationale d'agriculture de Montpellier.
Annales du commerce extérieur.
Annuaire statistique de France.
ANTONELLI. — La protection de la viticulture par l'État (Thèse 1905). Paris.
APPIEN. — OEuvres.
Archives de l'Hérault.
Archives de Dijon.
Archives de Beaune.
Archives de Bordeaux et de Toulouse.
Archives de St-Georges.
ARUCCHI (S.). — Come dovrebbero esser organizzatti la produzione ed il commercio del vino in Italia.
ASTIER (F.). — *In Le Matin*, 28 octobre 1908.
ATGER. — La crise viticole et la viticulture méridionale, 1907. Giard et Brière, Paris. — La protection légale de la viticulture et la crise viticole (Thèse, Montpellier).
ATHÉNÉE. — Δειπνο-σοφιστής.
Atlas of the World's Commerce. Londres.
AUDEBERT (L.). — Sur la mévente des vins (Société d'agriculteurs de France, 1902).
AUDEBERT (O.). — La mévente des vins en Gironde. Bordeaux. — La consommation du vin en France. Bordeaux. — Méthode d'évaluation des quantités de vin disponible. Feret, Bordeaux, 1910.

- AUGÉ-LARIBÉ (M.). — Le problème agraire du socialisme. — Le rôle du capital dans la viticulture languedocienne, Paris. — Le vignoble de l'Hérault en 1900. — La viticulture industrielle du Midi de la France. Paris, Giard et Brière.
- AULARD. — Paris pendant la réaction thermidorienne, t. II, p. 271.
- AUTEROCHÉ (Simon) et DOUSSANS. — Vins artificiels, mouillage et circulation des vins, 1907.
- AUSONE. — Epist. IX.
- AVENEL (d'). — Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 à 1800. Paris.
- BABRIUS. — Cours d'œnologie professé à Bordeaux en 1840.
- BALZAC (Honoré de). — Les célibataires.
- BARRAU. — Registre des métiers.
- BARBET. — La vinerie.
- BARBERET. — Historique de la Corporation des débitants de boissons. Paris.
- BARBUT. — Histoire de la culture des céréales de l'Aude. — Économie rurale de l'Aude. Carcassonne.
- BASSERMANN-JORDAN (F.). — Geschichte des Weinhaus. Cologne.
- BÉRAULD (B.). — Vignes, vins et eaux-de-vie. Cognac.
- BESSIÈRES. — Les marchés à terme sur marchandises et l'agriculture.
- BERGET. — La pratique des vins. Paris. — La coopération dans la viticulture européenne. Lille. — Les vins de France, 1900. Alcan, Paris. — La viticulture nouvelle.
- BERNARD. — Les systèmes de culture. Montpellier.
- BERTALL. — La vigne, p. 89.
- BICHET. — L'achat et la vente des vins. Montpellier. — Manuel juridique et pratique de l'achat et de la vente des vins, 1900.
- BIVORT (Ch.). — Tablettes statistiques.
- BLANC (H.). — Corporations et métiers.
- BLOCK (M.). — Statistique de la France, Paris.
- BLOCK. — La viticulture languedocienne avant 1789. Toulouse.

- BOCHER. — Rapport à la Commission d'enquête 1849.
- BOILEAU (Prévôt royal de Saint-Louis). — Le livre des métiers :
Statuts généraux de la corporation.
- BORIES. — Commerce des eaux-de-vie, 1772.
- BOUTARIC. — La France sous Philippe le Bel.
- BOUSQUET. — Le régime économique du vin. — Le marché des
vins (Th. 1904).
- BOUCARD et JÈZE. — Science des Finances. Paris.
- BREQUIGNY. — Diplomata.
- BRET (Paul). — Rapport au Syndicat régional du Commerce en
des vins du Midi, 29 mai 1906.
- BRUNET DE GRANDMAISON. — Dictionnaire des aides, 1760.
Bulletin de la Société des viticulteurs de France.
— — — *agriculteurs* —
Bulletin de statistique et de législation comparée.
Bulletin de la Société française de viticulture.
Bulletin de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault
— — — *du Gard.*
Bulletin-commentaire des lois nouvelles et décrets, Léon Belzacq,
directeur.
Bulletin hebdomadaire du Syndicat agricole des Pyrénées Orien-
tales et des Coopératives de consommation et de crédit,
23 décembre 1906.
- BURGER. — Polémique concernant le commerce des vins
d'Alsace, 1896.
- CABOUAT. — Syndicats et coopératives. Paris.
- CÆSAR. — De Bello Gallico.
- CAGNAT. — Impôts indirects chez les Romains. Paris.
- CANGE (du). — Glossaire.
- CARON. — L'impôt des boissons, 1848.
- CASTELNAU. — Des associations de vente du vin. Paris.
- CATON. — De re rustica.
- CAVOLEAU. — Œnologie française ou statistique de tous les
vignobles et de toutes les boissons vineuses et spiri-
tueuses de la France, Paris. — Vigne et vin, traité théo-
rique et pratique de la culture de la vigne avec l'art de
faire le vin, les eaux-de-vie, esprit de vin, vinaigres sim-
ples et composés, Paris.

- CAZEAUX-CAZALET. — Rapport à la Chambre (Officiel, 16 juin 1907, p. 43 et s.).
- CHANDON DE BRIAILLES. — Publication de la Station.
- CHANTECLAIR (J.). — Les causes de la décadence du commerce des bons vins et des spiritueux, 1904.
- CHAPTAL. — L'art de faire le vin, 1801. — La vigne et le vin. Paris. — De l'Industrie Française, t. I, p. 173.
- Charte du roi Jean, 1213.* Documents historiques inédits.
- CHOMEL (Noël). — Dictionnaire économique.
- CICERON. — De republica, III, 7. — Pro Fonteio.
- CILLEULS (des). — Introduction à l'histoire de l'Administration parisienne au XIX^e siècle.
- Circulaire du 29 décembre 1900.*
- Code Justinien.*
- COKS et FERET. — Bordeaux et ses vins, classés par ordre de mérite. Bordeaux.
- COLLIEZ. — Les associations agricoles. Paris.
- COLUMELLE. — De re rustica.
- CONVERT (F.). — Le commerce des vins. Montpellier. — Les variations des prix des vins (Journal d'agriculture pratique, 1880). — Le commerce des vins (Messager agricole, 19 fév. 1877). — Variation des prix du vin (Agriculture pratique, 1880, p. 58). — L'industrie agricole. Paris, 1901.
- CORÉ. — Esquisse historique de la France.
- Correspondance privée.*
- COSTE-FLORET. — La distillation des vins (Progrès agricole et viticole, 5 mai 1901).
- Cours d'agriculture* (Institut de France), 1821.
- CREUZÉ DE LESSER. — Statistique agricole de l'Hérault. Montpellier.
- CURTEL. — La vigne et le vin chez les romains. Dijon.
- DANGUY et AUBERTIN. — Les grands vins de Bourgogne, 1892.
- DEGRULLY (L.). — Progrès agricole et viticole.
- Décret du 15 décembre 1813*, art. 6 et art. 10.
- DELAMARRE. — Traite de police.
- DELOYANT. — Histoire de la Rochelle et du Pays d'Aunis. — Histoire des Rochelais.

- DEPPING. — Livre des métiers. Paris.
- DESMAZE (Charles). — Les métiers de la ville de Paris.
- DEVILLE (V.). — Les trusts des vins. Paris.
- Dictionnaire du Commerce.*
- Dictionnaire général des Contributions indirectes.*
- Digeste.*
- DIODORE DE SICILE. — Œuvres.
- DION CASSIUS. — Histoire romaine.
- Documents statistiques de l'Administration des Douanes*, p. 49.
- DOM VAISSETTE. — Histoire du Languedoc.
- DORVAL. — Chronique bordelaise.
- DUBIEF (L.-F.). — Traité théorique et pratique de vinification ou art de faire le vin, soins et gouvernement des vins, dégustation, analyse, statistique des vignobles de France, etc., Paris.
- DUBOIS. — Rapport au Congrès de Villefranche-sur-Saône.
- DUCRU (C.). — Des intérêts matériels dans le Midi de la France.
- DUMAS (J.). — Les grands vins de la Gironde. Saint-Émilion, Pomérols.
- DUNOD. — Histoire des Séquanais.
- DURUY. — Histoire des romains. Paris.
- Édit de décembre, 1630.*
- EMION (V.). — Le régime des boissons, législation et jurisprudence. Paris. — Traité du commerce des vins. Paris.
- Enquête agricole de 1866.* Paris.
- EYMARD. — Les Syndicats agricoles. Ain.
- ESQUIROU DE PARIEU. — Traité des boissons. Paris. — Traité des impôts.
- EUMÈNE. — Pagnus Arebrignus.
- FABRE (Albert). — Histoire de Saint-Georges. Montpellier.
- FABRE (G.) — La vigne et le vin.
- FAGNIEZ. — Économie sociale de la France sous Henri IV. Paris.
- FAYOT LANJOLLAIS. — Dictionnaire des Finances.
- FÉRAUD. — Les coopératives. Paris.
- FERET (E.). — Classification des vins de la Gironde, qualités récoltées par chaque propriétaire et prix de vente, Bordeaux. — Dictionnaire du négociant en vins. Bordeaux.

- FERY D'ESCLAND, PICARD, LESOURD. — Rapport sur la vigne, le vin. — Expositions de 1878, 1889, 1900. Paris.
- FILLOL (de). — Histoire du bon vin, 1897.
- FLACH. — Origine historique de l'habitation.
- FLAVIUS VOPISCUS. — Probus.
- FONTANON. — Inscription de Lyon et de Vienne.
- FORTUNATUS. — Claræ Urbes.
- FOURNIER DE FLAIX. — Coopération et viticulture en France. Paris.
- FOURRIER. — Traité de l'économie domestique et agricole.
- FOVILLE (de). — La France économique. Paris. — La monnaie, 1907.
- FRANKLIN. — Armoiries des corporations ouvrières de Paris. — Corporations.
- FUSTEL DE COULANGES. — Étude sur l'immunité mérovingienne.
- GASPARIN (de). — Traité d'agriculture. Paris.
- GENIEYS. — La crise viticole. Privat, Toulouse, 1905.
- GERMAIN. — Histoire du commerce de Montpellier.
- GERVAIS (C.). — Indicateur des vignobles méridionaux, 1904.
- GERVAIS (Prosper). — Rapport à la Commission d'enquête sur la crise viticole.
- GIDE (Ch.) — La crise agricole et les sociétés de vinification. Paris. — La crise du vin en France. Paris. — La coopération. Paris. — Bouilleurs de cru et viticulteurs. — Economie politique. Larose, Paris, 1909.
- GONCOURT (de). — Histoire de la Société française pendant la Révolution. Paris.
- GOULET. — Rapport sur les marchés à terme. *In* Annales des viticulteurs de France, 1902.
- GOUSSIES. — Le sucrage des vins (Thèse 1904).
- GRANDEAU. — Annales agronomique.
- GRANDIDIER. — Histoire de l'Eglise de Strasbourg.
- GRÉGOIRE DE TOURS. — Vitæ Patrum.
- GRÉVY (Jules). — Discours, 1849.
- GUÉRARD. — Prolégomènes. Paris.
- GUYOT (docteur Jules). — Culture de la vigne et vinification, Paris. — Viticulture de l'Ouest de la France. — La viti-

- culture dans la Charente-Inférieure, Paris. — Études des vignobles de France, Paris
- HALL. — Le gentilhomme cultivateur, 1764. Paris. (Traduction).
- HAMELLE. — La crise viticole. Paris.
- HELFFERICH. — Geld und Bankwesen ; Collection, Kuno. Frankenstein.
- HERODIEN.
- Histoire des hôtelleries.*
- HOUDAILLE (F.). — Législation des vins.
- HOURCADE. — Traité des contributions indirectes.
- HUC. — La répression des falsifications de boissons (Th. 1903).
- HUVELIN. — Essai historique sur le droit des marchés et des foires. Paris.
- INSTITUT DE FRANCE, 1821. — Cours d'agriculture, 1821. Paris.
- ISAMBERT. — Ordonnances des rois de France.
- JACQUIN (Jacques). — Conférences de l'ordonnance de Louis XIV sur le fait des entrées faites et autres droits pour le ressort de la Cour des Aides de Paris, 1751.
- Journ. off.*, n° 2946, 18 mai 1910.
- JULLIEN (A.). — Topographie de tous les vignobles connus, classification générale des vins, topographie des vignobles de l'antiquité, qualités et produits de chaque crû moderne, moyens de commerce et de transport, tarifs des douanes..., capacité des tonneaux, etc., etc. — Topographie sur les vignobles.
- KEHRIG. — Le privilège des vins de Bordeaux avant 1789. Bordeaux.
- KESSLER (L.). — Les bourses de commerce et l'agriculture, 1903.
- KVARIANI. — La viticulture au Caucase.
- LABRELY (Gérard). — Rapport à Necker.
- LACTANCE. — De morib. persecut.
- LA CLAVIÈRE et ANTONELLI. — La législation sur le mouillage et le sucrage des vins.
- LAFARGUE (G.). — Relèvement de l'agriculture.
- LAMPRIE. — Alexandre Sévère.
- La Nouvelle Maison rustique*, 1749.
- LAPPARENT (DE). — Le vin et eau-de-vie de vin. Paris.

- LAUDIER (M.), — Manuel du marchand de vins, du débitant de boissons et jaugeage, Paris.
- LAURIÈRE. — Glossaire.
- LAVALLE. — Histoire et statistique de la vigne en Côte-d'Or. Dijon. — Vignes et grands vins de la Côte d'Or.
- LEBER. — Essai sur l'appréciation de la Fortune privée au moyen âge. Paris, 1847. — Les Prix.
- LEBEUF (F.-V.). — Calendrier des vins, instructions pour gouverner, conserver ou améliorer les vins vieux ou nouveaux. — Législation vinicole, tableau des villes rédimées, etc.
- LEFÈVRE. — Traité pratique du commerce des céréales.
- LEFÈVRE DE LA BALLANDE. — Traité général des Droits d'aides, 1760.
- LEQUEUX (A.), Consul général de France.
- LEROY. — Ordonnances des rois de France. — Dissertation sur l'origine de l'Hôtel de Ville.
- LESPINASSE (R. DE). — Le livre des métiers.
Les trois pierres précieuses, 1581.
Lettre de Philippe III, mars 1275. Prix du vin du roi.
- LE SOURD. — Rapport général (vins et spiritueux) à l'Exposition universelle de 1900.
- LEVASSEUR. — La population française. Paris. — Histoire des classes ouvrières avant 1879. Paris — Histoire des classes ouvrières de 1789 à 1870. — De l'industrie française, t. II.
- LIGER. — Théâtre de l'agriculture, 1713. — Maison rustique, 1790. Paris.
- LOUIS IX. — Jugements de la mer ou d'Oléron, 1252.
- LUCHAIRE. — Manuel des institutions françaises.
- LUNIER (docteur L.). — De la production et de la consommation des boissons alcooliques en France, Paris.
- MANTELIER. — Mémoire sur la valeur des denrées. Orléans, 1862.
- MARESCALCHI. — Associazioni e cooperative œnologiche, 1903.
- MARTIAL. — Epigrammes.
- MARTIN. — Essai sur la vente du vin. Dijon.
- MARTINET. — Les ports francs et l'exportation des vins, 1905.

- MARTIN-SAINT-LÉON. — Les corporations.
- MARQUARDT. — Handbuch der ræmischen Alterthümer.
- MAYET (Charles). — Le vin de France, 1894. Jouvet, Paris.
- MÈGE (Alexandre du). — Statistique des départements pyrénéens.
- MÉLINE (J.). — Le retour à la terre, Hachette, 1905.
Mémoire des intendants.
- MERCIER (G.). — Des marchés de vins. Fontemoing, Paris, 1908.
Mercuriales.
- MIANE. — Les fraudes des vins, 1905.
- MICHEL. — Histoire du commerce et de la navigation à Bordeaux.
Bordeaux.
- MONMÈJA. — A travers le Midi. Paris, 1907.
Moniteur vinicole.
- MANTELIER. — Les prix.
- MONSTRELET. — Œuvres.
- Monographies ind. et comm.: Le commerce des vins (Office national du commerce extérieur, 1900.
- MOREAU DE BEAUMONT. — Des impositions de la France.
- MOREAU DE JONNÈS. — Statistique de la France. Paris, 1848. —
Statistique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Paris, 1837.
- MORELOT (Dr). — Statistique de la vigne en Côte-d'Or. Dijon.
- MOUILLEFERT. — Les vignobles et les vins de France. Paris.
- NOUVELLE MAISON RUSTIQUE, 1749.
Office national du commerce extérieur, 1903 : Le commerce des vins à l'étranger.
- Olim.*
- OLIVIER DE SERRES. — Théâtre de l'agriculture.
Ordonnance de Jean II, 1351.
— de 1680.
- ORELLI. — Inscriptions latines.
- PARDESSUS. — Diplomata. Paris.
- PASCAL. — Pensées.
- PASTRE. — Le contingentement. *In Progrès agricole, 1908, II.*
- PAUL (P.). — De la vinification (analyse et avenir), 1903.
- PICARD (Alfred). — Le bilan d'un siècle.
- PIGEONNEAU. — Histoire du commerce. Paris.

- PIJARDIÈRE (DE LA). — Œuvres.
- PHILOSTRATE APOLLONIUS. — Sophistes.
- PLINE. — *Historia naturalis*. — *Hist. mundi*.
- PLINE et SIDONIUS APPOLLINARIS. — Œuvres.
- PLUTARQUE. — Vie de Camille.
- POLYBE. — *Historia*.
- POMARET. — Manuel des marchands en gros. Paulin, 1903.
- POMPONIUS MELA. — Œuvres.
- PORTES et RUYSSENS. — Traité de la vigne et de ses produits.
Doin, 1886. Paris.
- POURIAU. — La crise de la viticulture française, Paris (Th. 1901).
- PRÉVOST. — Les ententes entre producteurs en France (Th. 1904).
- PRIEUR (E.). — Sciences, arts et commerce de la Charente. —
Étude sur la viticulture et sur la vinification dans le
département de la Charente, Paris.
- PRIVAT. — Le régime douanier du vin en France.
Procès verbaux des séances et rapports des Commissions de la
Chambre et du Sénat sur le Régime des Boissons.
Projet financier de la Commission de Montpellier. (Trust Palazy.)
Progrès agricole et viticole, 30 mars 1890.
- Rapport à l'Exposition universelle de 1900*.
- RAVAZ. — Le pays de Cognac.
- RAYNAL. — La viticulture et les institutions agricoles du Roussillon. Paris (Thèse 1903).
- Recueil des images des Confréries*.
- RECLUS. — Géographie générale. Paris.
- Règlement de police de Dijon*.
- Registre des métiers*.
- Registre des péages de la ville de Paris*.
- Revue des vins et liqueurs*.
- Revue vinicole*.
- ROCQUIGNY (de). — La coopération de production dans l'agriculture. Paris.
- ROMEUF (de). — La crise viticole. Paris.
- ROMUALD-DEJERNON. — La vigne en France et spécialement dans le Sud-Ouest, Paris.
- ROUSSEAU. — Les impôts intérieurs d'État sur les vins.

- ROUSSET et LOUCHE DESFONTAINES. — Histoire des impôts indirects.
- ROZIER (L'abbé). — Traité de la vigne, 1801. — Cours et Dictionnaire d'agriculture.
- SAINT-JULIEN et BIMAGNÉ. — Histoire des droits d'entrée et de l'octroi de Paris, 1887. Paris.
- SAINT-PAULIN. — Œuvres.
- SALLENGRE. — Éloge de l'ivresse, 1714.
- SALVIEN. — De Gubernat. dei.
- SAUVAL. — Antiquités de Paris.
- SAVARY. — Dictionnaire universel du commerce, 1760.
- SAY. — Dictionnaire des Finances. Paris.
- SCHAFFHAUSER. — La fabrication et l'importation des vins de raisins secs (lois de 1890 et 1891).
- SCHWARTZ. — De Collegio utriculariorum.
- SEMPÉ. — Régime économique du vin. Bordeaux. — Les droits de douane et les vins étrangers, 1899.
- SÉRAND. — Le blé. Paris.
- SIMON (A.-L.). — The History of the Wine trade in England (London, 1906).
- Statuts de l'Avenir social de Maureilhan* (Hérault).
- Statuts de l'Egalitaire de Cébazan* (Hérault).
- Statuts des Syndicats et Coopératives vinicoles : bilan de ces sociétés.*
- Statistiques du Ministère des Finances.*
- Statistiques du Ministère du Commerce.*
- STRUCCHI. — Come dovrebbero esser organizzatti la produzione ed il commercio del vino in Italia, 1902.
- STRABON. — Géographie.
- STOURM. — Finances de l'Ancien Régime et de la Révolution, 1885. — L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays. — Alcool et boissons. Paris.
- SUÉTONE. — Domitien. — Vitellius.
- SYLVESTRE (Claude). — Monographie de l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles.
- TACITE. — De Germania.
- TAINÉ. — Les origines de la France contemporaine.

- TALLAVIGNE. — L'exportation des vins français. Paris.
- TAQUET. — Dictionnaire du commerce des vins. Paris.
- TAQUET (Paul). — Les boissons dans le monde entier : production, consommation, exportation, importation, etc.
- THALLER. — Droit commercial. Paris.
- THIÉBAUT DE BERNEAUD. — Le vigneron français.
- THOUREL (Noël). — Dictionnaire économique. Paris.
- TISSIER. — Traité des contributions indirectes. Paris.
- Tocsin (Le)*, 3 mai et 12 mai 1907.
- TOLLU. — Étude d'économie rurale : la crise agricole.
- TROSNE (LE). — De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt.
- TURGOT. — Préambule à l'édit sur la liberté des vins, 1776.
- TURPIN. — Traité des droits et obligations du commerce des liquides en matière de contributions indirectes, 1904.
- VALENTINIEN. — De agricol.
- VARRON. — Rerum rusticarum de agricultura.
- VAUBAN. — La dîme royale.
- VIDAL. — La taxe unique sur les boissons hygiéniques (Thèse 1900).
- VIDAL (J.). — Monographie de la ville d'Aimargues. Paris.
— La vente des vins. Paris.
- VILLEDEUIL (de). — Histoire de l'impôt des boissons. Paris.
- VILLON (François). — Ballade joyeuse des Taverniers.
- VITAL-ROUX. — Rapport à la Chambre de commerce sur les jurandes et maîtrises.
- VUITRY. — Etude sur le régime financier en France.
- YOUNG (Arthur). — Voyages.
- WADDINGTON. — Édit de Diocletien.
- WALTZING. — Recueil documentaire.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT.

PREMIÈRE PARTIE

Des origines à 1789

	PAGES
CHAPITRE PREMIER. — Origine du commerce des vins en France (Période gallo-romaine, 1 ^{er} au vi ^e siècle)....	1
CHAPITRE II. — De l'État du commerce des vins (Féodalité et ancien régime, vi ^e au xviii ^e siècle. — Entraves à la libre circulation. — Privilèges protectionnistes. — Droit de banvin.....	16
CHAPITRE III. — Les intermédiaires du commerce des vins (Féodalité et ancien régime, vi ^e au xviii ^e siècle).	56
Vendeurs et contrôleurs de vin.....	59
Les jaugeurs.....	61
Les rouleurs-chargeurs de vins.....	62
Les courtiers.....	67
Les taverniers et les marchands de vin.....	79
Les crieurs de vins.....	89
Cabarets et tavernes.....	92
CHAPITRE IV. — Le régime fiscal (du vi ^e au xviii ^e siècle)..	98
1 ^o Droit de production.....	100
2 ^o Droits de circulation.....	100
3 ^o Droit de vente.....	102
CHAPITRE V. — Législation contre les fraudes (du vi ^e au xviii ^e siècle).....	121
CHAPITRE VI. — Mesures économiques (du vi ^e au xviii ^e siècle).....	125
CHAPITRE VII. — La production et les prix (marché intérieur et extérieur, du vi ^e au xviii ^e siècle).....	130

DEUXIÈME PARTIE

De la Révolution à 1850

CHAPITRE PREMIER. — Le régime fiscal.....	157
CHAPITRE II. — Les intermédiaires du commerce des vins (1789-1850)	175
Les commissionnaires	179
Courtiers-gourmets-piqueurs de vins.....	179
CHAPITRE III. — La production et les prix (marché inté- rieur et extérieur, de la Révolution à l'oïdium, 1789 à 1850).....	182

TROISIÈME PARTIE

De l'Oïdium à 1910

CHAPITRE PREMIER. — Le régime fiscal (de 1850 à 1910)...	219
CHAPITRE II. — La question des intermédiaires	224
CHAPITRE III. — L'organisation du commerce des vins...	235
Les négociants en vins.....	237
Les colporteurs de vin.....	244
Les commissionnaires.....	244
Les courtiers.....	247
Représentants du commerce ou de la propriété.	249
Débitants.....	250
CHAPITRE IV. — Vente directe du producteur au consom- mateur.....	253
CHAPITRE V. — Essais de vente directe par les collectivités.	268
Syndicats et coopératives.....	268
Les Vignerons libres de Maraussan (Hérault).	273
L'Égalitaire de Cébazan (Hérault).....	274
Les Vignerons paysans de Bessan (Hérault).	275
L'Avenir social de Maureilhaan (Hérault)....	275
Les Prolétaires vignerons de Baixas (Pyré- nées-Orientales).....	276
Cave coopérative des Équitables vignerons de Servian (Hérault).....	276

Union des producteurs Vaunageols à Cla-	
rensac (Gard).....	277
Union des propriétaires de Saint-Georges	
(Hérault).....	278
Caves syndicales des propriétaires vignerons	
de Bourgogne.....	279
CHAPITRE VI. — La production et les prix (marché inté-	
rieur et extérieur, de 1850 à 1910).....	282
Logement du vin.....	298
Les moyens de transport.....	299
Les tarifs de transport.....	299
La consommation.....	322
Distillation.....	325
Importations. Exportations.....	326
CHAPITRE VII. — Les causes de dépression des prix.....	348
Surproduction ?.....	348
Fraudes par le mouillage.....	354
Transformation du commerce.....	359
Rôle passif du commerce pendant la dernière	
crise.....	363
La question des non logés et des excédents....	366
Concentration de la production, situation excen-	
trique des départements gros producteurs....	366
Le commerce des vins d'Algérie.....	367
Privilèges de rendement.....	368
Resserrement du crédit.....	369
Inexistence de marché.....	370
CHAPITRE VIII. — Tentatives d'organisation de la résistance	
à la baisse des prix.....	372
Résistance basée sur le crédit.....	373
Fixation d'un prix minimum.....	374
Valorisation.....	375
Trust.....	375
Projet de trust coopératif avec monopole de	
l'alcool....	385
Cartel.....	404
Le contingentement.....	406

Vineries.....	407
Caves pour les excédents ou non logés, mise en réserve.....	409
Protection de l'État par le système des primes à l'exportation ou à la distillation.....	411
Résistance par le crédit réel.....	411
Spéculation et marchés à terme.....	412
CHAPITRE IX. — Un mot d'histoire sur les mouvements viticoles.....	423
Le bilan de la misère.....	430
Meetings de mai. — Journées de juin.....	432
Le point capital.....	433
Qui nous sommes?.....	436
CONCLUSIONS.....	439
VALEUR DES ANCIENNES MESURES DE CAPACITÉ.....	447
BIBLIOGRAPHIE.....	451
TABLE DES MATIÈRES.....	463
